GOLFE : UNE GUERRE A L'ARRACHÉ ? – Pages 14 à 16

LE MONDE diplomatique

N° 441 - 37e année — DÉCEMBRE 1990

32 pages - 17 F

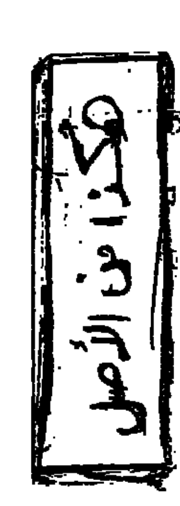
Algérie : 10 DA · DOM : 22 F · Belgique : 110 FB · Canada : 3,50 $ C · C.-d'Iv. : 1 315 F CFA · Espagne : 350 PTA · USA (N.Y.) : 3,25 $ US · USA (others) : 3,50 $ US · Roy.-Uni : 1,75 £ · Italie : 4 000 lires · Luxembourg : 110 FL · Maroc : 20,00 DH · P.-Bas : 6,00 Fl. · RFA : 5,50 DM · Sénég. : 1 275 F CFA · Suisse : 4,20 FS · Tunisie : 2 100 m

Abonnements : voir tarif page 19

Publication mensuelle – 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15

La mal-vie des jeunes dans les cités

(Pages 4 et 5)



Le combat et l'espoir

Par CLAUDE JULIEN

INDOCILE, la « société civile » n'en finit pas de déployer, sur tous les fronts, une inlassable activité de contestation. Par la volonté du premier ministre, cette « société civile » est pourtant représentée au gouvernement, où siègent abusivement en son nom des « personnalités » sans mandat, non pas élues mais désignées... Ainsi entourée d'une feinte considération, elle devrait s'estimer honorée, flattée. Fi donc ! Ingrate, elle regimbe. Tour à tour, grognent et protestent des magistrats débordés, des paysans endettés, des enseignants peu considérés, les employés des services publics et, finalement, en grande masse, les lycéens...

Pauvre « société civile » ! Par vagues successives, elle se lance à l'assaut du budget de l'Etat dans *l'espoir d'en arracher un morceau.* Parvient-elle encore à se percevoir elle-même comme une véritable « société », c'est-à-dire comme une communauté de groupes, certes *diversifiés, mais qui auraient choisi* de vivre ensemble ? On peut en douter. L'efflorescence de revendications circonscrites à une profession, à un secteur, à un milieu, exprime les déchirures du tissu social, elles-mêmes causes et effets de politiques sectorielles qui, en aucun cas, ne suffisent à constituer une politique d'ensemble.

Alors, dans ce contexte délabré, comment gouverner ? A vue... Aprement négociés, les ralliements de quelques parlementaires d'outre-mer ont récemment évité au gouvernement d'être mis en minorité. Beau succès. Saluées par des applaudissements ou par des lazzis, les plus habiles manœuvres politiques n'ont jamais réussi à faire une politique, même lorsque l'opposition étale son impuissance. Privée de perspectives, avec l'incertitude comme seul horizon, la « société civile » se sent ballottée au gré d'événements qu'elle comprend mal. Dans un tel désarroi, aggravé par la difficulté de vivre avec de bien maigres revenus, rien de plus naturel que de voir, les uns après les autres, défiler les mécontents derrière leurs banderoles. Jamais ensemble, toujours par corporations. Combien d'entre eux ont pourtant voté pour la majorité en place ? Il serait vain de les dénombrer. Plus instructif apparaît l'inventaire des catégories sociales qui, elles, ne manifestent pas sur la place publique.



MUSÉE CANTINI, MARSEILLE

VICTOR BRAUNER
« Tableau optimiste » (1943)

Elles s'apparentent à deux grands blocs. *D'une part, les désespérés,* ceux qui n'y croient plus : en effet, pas de cortège de chômeurs... D'autre part, ceux qui n'ont pas à se plaindre, les satisfaits, cohorte nombreuse bien que minoritaire : salariés au sommet de la hiérarchie, plus tous ceux qui, avec gourmandise, voient croître les revenus de leur capital, tellement plus rémunérateurs que les revenus du travail. Parmi ces privilégiés, beaucoup ont voté contre le gouvernement, mais celui-ci, assez fier de n'être pas « archaïque », les courtise. La reconnaissance ne les étouffe pas : ils ne lui en savent aucun gré et rêvent de l'abattre.

Mêmes fractures, mêmes brisures à l'échelle planétaire. Sur la scène mondiale comme à l'intérieur de chaque pays, des mécanismes sophistiqués, « modernes », incompréhensibles aux non-initiés, concentrent les pouvoirs et canalisent les ressources des pauvres vers les riches. Cependant, les exclus du Nord industrialisé ne se savent pas solidaires des exclus du Sud sous-développé. Et pourtant : dans le monde, 100 millions d'enfants ne sont pas scolarisés ; en France, 100 000 jeunes (un sur huit) *quittent chaque année* l'enseignement sans diplôme, sans qualification (1).

Au Sud et au Nord, les mêmes causes engendrent les mêmes drames, fût-ce à des niveaux différents. Mais chacune des victimes ne connaît qu'elle-même, ignore ceux qui, en de lointains pays comme au village voisin, sont durement pénalisés, parfois broyés, par la même admirable machine à accumuler les profits.

(Lire la suite page 18.)

(1) Voir, dans *le Monde diplomatique,* d'octobre 1990, l'article de Gérard Courtois, « L'école en quête de projets », qui montre clairement les liens entre économie et culture, comme entre la France et le reste du monde.

LA RECONSTRUCTION DES PAYS DE L'EST

Pologne, année zéro

Le succès inattendu, au premier tour de l'élection présidentielle en Pologne, de M. Stanislaw Tyminski, un inconnu promettant enrichissement et argent facile pour tous, révèle l'ampleur du trouble et du désarroi des citoyens d'Europe de l'Est. Dans son brutal reflux, le communisme a laissé dans un grave état d'arasement politique ces pays où l'irruption soudaine des libertés coïncide avec un formidable effondrement économique. Dans ce contexte, propice aux démagogues de tout poil, l'éloge du capitalisme le plus primitif s'accompagne d'une explosion de redoutables passions – nationalisme, populisme, irrédentisme... – multipliant les menaces et les dangers.

Lors de la Conférence de Paris pour la sécurité et la coopération en Europe, qui a enterré, en novembre dernier, le monde de la guerre froide (lire les articles pages 12 et 13), M. Gorbatchev a, lui aussi, mis en garde contre la nouvelle montée des périls à l'Est et réclamé une aide massive pour reconstruire son pays. Quelques jours plus tard, à Moscou, il a évoqué l'éventuelle « nécessité d'une dictature » *afin d'éviter l'anarchie et le chaos qui ne seraient pas sans conséquences pour l'Europe occidentale...*

Par notre envoyé spécial IGNACIO RAMONET

APPROCHER la Pologne par la route, en ce début d'hiver lumineux et froid, c'est comme plonger lentement dans l'atmosphère âpre, maussade et grise de l'après-guerre. Les paysages, vers les confins de l'Allemagne orientale, ressemblent aux tableaux funestes et violents d'Anselm Kieffer : immenses champs plats, boueux, lugubres, sans un arbre, une haie, une ferme ; saisissants de laideur. Une géographie sculptée, ravagée par la tragédie et l'histoire. *« Ici, la seconde guerre mondiale,* dit Lech, cinquante-deux ans, camionneur, *s'est terminée l'an dernier. »*

Alourdies par d'impressionnantes cargaisons de marchandises, des voitures immatriculées en Pologne se hâtent vers Francfort-sur-l'Oder. Certains véhicules tirent des remorques pleines à craquer. D'autres tractent de grosses cylindrées allemandes accidentées... Tous traversent le pont de fer sur l'Oder aux eaux sombres et étrangement moirées par la pollution ; après un contrôle minimal à la frontière, ils s'enfoncent dans la nouvelle Pologne. Ce pays où tout commence, alors que s'achève la campagne pour l'élection présidentielle.

Deux principaux candidats se sont affrontés au premier tour : MM. Lech Walesa, Prix Nobel de la paix, président du syndicat Solidarité, et M. Tadeusz Mazowiecki, premier ministre depuis l'été 1989.

(Lire la suite page 8.)

DANS CE NUMERO

Fatales menaces

« Société en miettes, grosse de conflits latents, dans un monde lui-même atomisé par les rivalités – nationales, ethniques, économiques, religieuses, culturelles – où germent, dans une aveugle indifférence, les affrontements de demain », écrit Claude Julien *(pages 1, 18 et 19).*

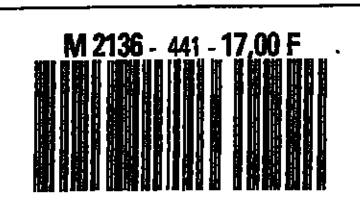
LÉGALITÉ

Le conflit du Golfe tout d'abord, qui paraît chaque jour plus proche et focalise l'attention. Pourtant, la restauration de la légalité internationale devrait s'étendre à l'ensemble des drames du Proche-Orient : à la *« cause palestinienne »* comme à celle des *« Kurdes, une fois encore oubliés » (pages 14 à 17).*

FRACTURES

Affrontements, aussi, pouvant naître, en Europe de l'Est, de *« l'immense désenchantement »* des Polonais après *« une année de grands sacrifices » (pages 1, 8 et 9),* comme des risques d'éclatement de l'Union soviétique où, après d'autres Républiques, l'Ukraine semble *« tentée par l'indépendance » (page 11).* Les affrontements risquent également de se produire en Afrique francophone où n'ont pas été surmontés *« les ratés de la décolonisation » (page 22)* ; ainsi qu'en Chine, *« gangrenée par le mercantilisme au pouvoir » (page 23).*

Conflits sociaux, enfin, aggravés par les excès que le libéralisme encourage dans le commerce mondial *(page 27)* et que subissent les citoyens d'une *« Europe sous la coupe des financiers » (page 6).* Conflits dont souffrent aussi bien les paysans sans terre dans *« le Brésil des hommes marqués pour mourir » (pages 20 et 21)* que les jeunes Européens nés avec la crise, premières *« victimes de la drogue » (pages 24 et 25),* de la *« mal-vie »* dans les banlieues *(pages 4 et 5)* ou de la *« démolition de l'école » (page 32).*



M 2136 - 441 - 17,00 F

DÉCOMPOSITION

L'échec des recettes néolibérales du thatchérisme (page 7), les révélations sur l'organisation Gladio en Italie *(page 3)* et le délabrement général que décrivent les romanciers des Etats-Unis *(page 28)* témoignent de la décomposition des valeurs dans les démocraties occidentales. Faut-il pour autant souhaiter le retour à cette *« Europe sanctifiée »* que Jean-Paul II appelle de ses vœux *(page 10)* ?

Lire le sommaire détaillé page 32.

« ÉCLATS DE SILENCE », DE SELÇUK

Tout entier dans le corps humain

Par JOHN BERGER *

QUAND je n'arrive pas à dormir la nuit, j'essaie de penser à Selçuk, avec ses poches bourrées de dessins.

Monstrueux sont la plupart d'entre eux : des allers simples pour le cauchemar. Mais si ma pensée parvient à me rappeler l'un de ses dessins, le calme m'envahit – et je trouve le sommeil. Il est un ami de mon imaginaire – il l'est de nombreux imaginaires. Mais comment devient-il cet ami ?

Regardez ces troublants « Eclats de silence » (1). En compagnie de Selçuk – aussi inséparable de ses dessins qu'un clochard l'est de ses loques, – en sa compagnie, vous vous laissez continuellement convaincre que la dernière nouvelle n'est pas encore la pire. Une réplique reste toujours possible. Il est l'ami qui rétorque.

Je vous donne un petit exemple. Mon éditeur américain, Pantheon Books (avec lequel j'ai collaboré pendant une vingtaine d'années), vient juste de se faire engloutir par la nabab multimédia S.I. Newhouse. Du magnat en question, on peut relever la déclaration suivante : *« Je refuse les cas de charité. Je pense que mes opérations doivent se fonder sur cette énergie découlant de la certitude qu'elles mèneront au profit. »*

Je me remémore un dessin de Selçuk, d'un homme si tordu que son pouce a pris la place de son pénis – et je reconnais l'espèce des S.I. Je me marre alors à l'idée que S.I. ne pourra jamais, je le sais, acheter ou diffuser ou tirer son profit du rire de celui qui rira le dernier.

Toutes les blagues du monde font cela : elles retirent une chose de sa place habituelle pour la remettre ailleurs, là où elle n'appartient pas. C'est la discontinuïté qui s'ensuit, l'incongruité qui nous font rire. Parfois, cette incongruité entraîne un changement d'échelle comique. Rappelez-vous seulement combien Chaplin pouvait se rendre petit ! Géants et nains, sous une forme ou sous une autre, entrent souvent dans les histoires drôles.

Mais le génie de Selçuk, dans ses *déplacements* d'objets, est plus original. Ce génie, je crois, ressemble lui-même à une sorte de monstre. J'ai le sentiment que de temps à autre sa propre invention persécute Selçuk. Il ose pénétrer le territoire terrifiant où rire et torture coexistent. S'il nous tranquillise, c'est parce que nous lui faisons confiance, une confiance que l'on n'accorderait pas à quelque innocent.

Selçuk est diabolique – mais son démon est en révolte, et il essaie d'aider les bons. Il arrive que les enfants renferment un diable pareil.

Les *déplacements* inventés, découverts par Selçuk, qui font rire Selçuk tout en le torturant – ces *déplacements* concernent chaque fois le corps humain. Il connaît le corps comme sa poche : sa poésie, sa merde, son désir et sa douleur. Il a, à mon sens, une vision très turque du corps. Il me rappelle par moments certains poèmes de Yunus Emre :

Nous avons plongé dans l'Essence/et fait le tour du corps humain/trouvé le cours des univers/tout entier dans le corps humain.

Et tous ces cieux qui tourbillonnent/et tous ces lieux sous cette terre/ces soixante-dix mille voiles/dans le corps humain découverts.

TOUT ce que Selçuk voit se produire au monde, en quelque sorte, il le voit comme se produisant en un corps, ou une partie de corps. Par conséquent, nous ressentons dans les plus intimes parties de notre propre organisme l'événement qu'il a choisi de dessiner. Le rire, la plaisanterie et la souffrance nous rentrent sous la peau. Selçuk nous pénètre. Sans nous violer : en dessinant, simplement, de son doigt trempé dans l'encre.

Il y a bien sûr un danger. L'extraordinaire inventivité et intimité de ses dessins ont valu à Selçuk beaucoup de succès pour la bonne raison que personne d'autre ne rend les choses comme lui. Chaque mois, ses dessins sont dans les pages du *Monde diplomatique* ; et certaines semaines, vous pouvez trouver un dessin de Selçuk dans tous les kiosques de Paris. Ses dons ne méritent rien de moins. Mais le danger serait qu'un média à l'affût lui demande de faire ce qu'il ne devrait pas, et cela pourrait le pousser à abandonner son démon.

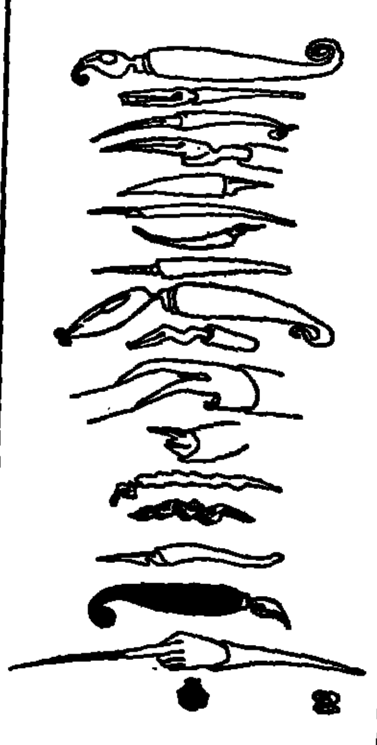
Regardez ses *Eclats de silence*, vous constaterez que Selçuk n'est pas un décorateur, il n'est pas non plus un peintre des Beaux-Arts, pas plus qu'il n'est un confiseur. (Il pourrait devenir cinéaste, si on lui en donnait la chance. Son démon se sentirait chez lui, au cinéma.) Selçuk est lutteur et scribe – une combinaison de laquelle naît un clown à aimer, qui sait nous pousser dans le sommeil, tranquilles et troublés.

* Écrivain anglais, auteur, entre autres, de *Voir le voir* (Alain Moreau, Paris, 1980).

(1) Selçuk, *Eclats de silence*, « Manière de voir n° 10 », le Monde diplomatique, Paris, 1990, 98 pages en couleur, 48 F.

(NB : *Le poème de Yunus Emre a été traduit du turc par Guzin Dino.*)

COURRIER DES LECTEURS



La répression de l'Intifada

Mme T., retraitée à Limoges, de retour d'un voyage dans les territoires occupés par Israël, nous fait part de ses impressions :

Je voudrais simplement vous parler des provocations permanentes, de jour comme de nuit, exercées sur tout le peuple palestinien depuis des dizaines d'années par un envahisseur et une armée d'occupation partout présents.

Oui, ils sont partout, en patrouille, à pied ou en jeep, en camion, à cheval. A Jérusalem, ils sont dans les villes et les villages (...). Ils taxent tout, ils rançonnent tout, magasins, taxis, tracteurs et surtout les enfants... Un enfant qui court est suspect...

Ils sont partout dans les foules, dans les rues désertes, nuit et jour, ils insultent, ils frappent pour rien. Ils sillonnent les routes, les villages, les villes. La nuit, ils s'amusent à tirer, à sortir les gens de leur sommeil pour nettoyer une rue, effacer des graffitis.

Puissance sans servitudes pour la Grande Allemagne

Remarquant que l'ordre des couleurs du drapeau allemand a été inversé dans le dessin illustrant l'article de Jérôme Vaillant (« Puissance sans servitudes pour la Grande Allemagne ? », le Monde diplomatique, *octobre 1990), un lecteur belge, M. Guy Van den Noorgate, nous écrit :*

J'ai noté (...) une erreur ma foi largement répandue dans les médias français. Le dessin de Selçuk symbolise parfaitement le nouvel équilibre européen, mais c'est un grand honneur que d'avoir affublé le personnage le plus important (représentant l'Allemagne) des couleurs nationales... belges. Une Belgique en voie de désunification pour une Allemagne réunifiée...

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef : Micheline PAUNET, Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
5, rue Antoine-Bourdelle
75501 PARIS CEDEX 015
Tél. : 40-65-25-25
Télécopieur : 45-48-23-96

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibeleguiet
5, rue de Monttessuy.
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Le retour de M. Ben Bella en Algérie

L'écrivain Maurice Pons, auteur notamment d'un roman sur la guerre d'Algérie, le Passager de la pluie *(Julliard, 1960), que rééditent les éditions du Rocher pour janvier prochain, et signataire du Manifeste des 121, se trouvait à bord du paquebot qui, en septembre dernier, ramena M. Ahmed Ben Bella en Algérie après un long exil. Il nous fait part de ses impressions.*

A l'arrivée au port, tandis que les remorqueurs tournaient autour du navire en faisant retentir leurs sirènes, on commençait à entendre les youyous des femmes massées sur les remparts, les balcons, les balustrades, les quais noirs de monde, les gens brandissaient des banderoles, des affiches, des portraits, des bannières proclamant « Bienvenue au président Ben Bella ». On retrouvait l'euphorie de 1962.

Sur la coupée du navire, Ben Bella, assailli par les photographes, cachait mal son émotion. D'une main, il saluait la foule ; de l'autre, il tenait celle de son épouse, serrée contre lui. Sa fille Noura – qui n'avait jamais mis les pieds en Algérie – ne se retint pas d'éclater en sanglots et de se jeter dans les bras de son père. Sur les quais, il reconnaissait les compagnons de combat ou de prison venus l'attendre, les cousins et cousines descendus en djellaba de son village de Maghnia.

Devant un tel accueil, me confia par la suite un jeune militant du Mouvement démocratique algérien, il faut se souvenir qu'il y a quelques mois encore il était interdit ici de seulement prononcer le nom de Ben Bella. Un de ses amis, fidèle, nostalgique peut-être, a été arrêté et emprisonné parce qu'il avait gardé chez lui un portrait en couleur de l'ancien président. Je ne sais qui a pu écrire que ses partisans étaient *« moins nombreux qu'il ne l'avait espéré »*. Il faudrait savoir – mais comment ? – combien il s'en trouvait là – et combien il en avait espérés !

Les organisateurs du voyage avaient prévu, pour l'arrivée, un cérémonial inédit et qui me parut très symbolique. Dès que le *Hoggar* fut amarré à quai, ils commencèrent à jeter à pleines brassées des livres, des brochures, des journaux. C'étaient les divers écrits de Ben Bella, édités en France, en Belgique ou en Suisse – et qui, comme lui, étaient depuis plus de vingt ans interdits de séjour. En quelque sorte, ils le précédaient sur le sol algérien, et déjà la foule désordonnée, enthousiaste, se disputait cette manne. Je vois là le symbole de la rupture fondamentale qui s'opère aujourd'hui à Alger avec les pratiques de sectarisme, d'exclusion, de marginalisation qui ont marqué ces dernières années. Et c'est en ce sens qu'a parlé « le président », dès qu'il réussit – non sans mal – à descendre du navire, et à se frayer un chemin jusqu'à la tribune improvisée sur le parking du tri postal, envahi par les milliers et les milliers d'Algérois qui n'avaient pu pénétrer dans le port, mais qui étaient venus de partout pour le voir, le saluer et l'entendre.

Les premiers mots qu'il avait réservés à la population furent pour demander un véritable changement de mentalité, de politique... et de gouvernement. *« Je ne jette pas le discrédit sur l'ensemble des ministres qui le composent*, a-t-il déclaré... *Je ne viens pas pour régler des comptes. Mais il faut révoquer ceux qui ont torturé et tué des enfants. »* Il faisait allusion aux tragiques événements d'octobre 1988, qui ont profondément affecté le peuple algérien.

Le retour d'Ahmed Ben Bella aidera-t-il l'Algérie à sortir de la torpeur politique, du sectarisme religieux et du délabrement économique ?

Les droits de l'homme au Maroc

M. Hamid Benzeki, ancien secrétaire général de l'Union nationale des étudiants marocains (fédération d'Europe occidentale) et membre de la commission de coordination nationale de l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc, nous écrit :

En tant que marocain, je voudrais apporter mon témoignage. La répression que Gilles Perrault décrit dans son livre *Notre ami le roi* ne peut être contestée ; c'est le lot quotidien de beaucoup de Marocains. Je l'ai vécue et j'en ai témoigné devant le Parlement européen. D'autres Marocains, des coopérants ou des résidents étrangers, en ont témoigné aussi.

Je voudrais rappeler que les parlementaires des douze pays de la Communauté ont condamné, à sept reprises, de 1986 à 1990, le Maroc comme « Etat de non-droit ». Que même le département d'Etat américain, après les associations de défense des droits de l'homme, vient d'établir un rapport accablant sur le non-respect des droits de l'homme au Maroc.

Colloques et rencontres

● LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU MAROC. Réunion d'information organisée le jeudi 6 décembre par l'Association française des juristes démocrates, avec la participation de Gilles Perrault et Claude Bourdet. *(Centre de formation professionnelle du barreau de Paris, 63, rue de Charenton, 75012 Paris. – Tél. AFJD : 45-77-64-35).*

● Y-A-IL UN COUT SOCIAL A L'IMMIGRATION ? Conférence publique d'Albano Cordeiro organisée le 5 décembre par l'Arche de la fraternité. Cette fondation organise un autre débat – « L'intégration à la française », – avec Gérard Noiriel, le 19 décembre. *(1, parvis de la Défense, 92040 Paris-la Défense. – Tél. : 49-07-26-26).*

● AGRICULTURE ET PAYSANNERIE EN AMÉRIQUE LATINE. Colloque international à Toulouse les 13 et 14 décembre, de l'Institut pluridisciplinaire pour les études sur l'Amérique latine. *(Université Toulouse-Le Mirail, 5, allée A.-Machado, 31058 Toulouse Cedex. – Tél. : (33) 61-50-45-95).*

● CULTURES ET SUBCULTURES ORALES ET DE L'ÉCRIT DANS LES PAYS DE LA FRANCOPHONIE. Colloque de l'université Paris-Nord, les 17, 18 et 19 décembre à Paris. *(Jean Biarnès, université Paris-Nord, bureau D210, avenue Jean-Baptiste-Clément, 93430 Villetaneuse. – Tél. : 49-40-30-00).*

● COMMENT RENDRE EFFICACE L'ENTREPRISE AFRICAINE PAR L'ORGANISATION Et LA FORMATION DU PERSONNEL. Colloque organisé le 3 janvier par le club Afrique anglophone, à Paris. *(28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. – Tél. : 45-50-48-11).*

● FONDATION JOURNALISTES EN EUROPE. Deux programmes d'études destinés aux journalistes ; le premier, de huit mois, « Journalistes en Europe », et le second, de cinq semaines, « Journalistes en Inde ». *(33, rue du Louvre, 75002 Paris. – Tél. : 45-08-86-71).*

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 69 467 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de Mme Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, cent soixante-dix abonnements ont été établis : cent neuf en Afrique et au Proche-Orient, vingt-trois en Amérique latine, trente-six en Europe de l'Est et deux en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

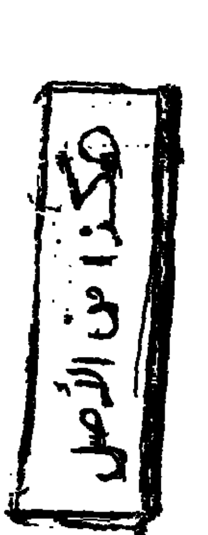
M. ou Mme ....

n°......, rue ....

à.............................. Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ...... ans, verse par
□ chèque bancaire □ chèque postal
la somme de :
□ 250 F pour un abonnement en Afrique, au Proche-Orient ou en Europe de l'Est.
□ 340 F pour un abonnement en Amérique latine.
□ 340 F pour un abonnement en Asie.
ou de □ 50 F □ 100 F □ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15.)



LES RÉVÉLATIONS SUR L'ORGANISATION GLADIO

L'Italie, un Etat de « souveraineté limitée » ?

C'EST au moment où l'Italie achève sa présidence de six mois de la Communauté européenne – regroupement d'Etats de droit – qu'y ressurgissent des affaires criminelles jamais élucidées et qui mettent en cause les fondements démocratiques de la République. Le dossier de l'organisation Gladio, réseau armé clandestin d'envergure européenne mis en place par l'OTAN, et où l'on retrouve des protagonistes familiers comme la loge P2 et la Mafia, achève de discréditer la classe politique, en premier lieu la Démocratie chrétienne. Tout porte à croire que ce n'est pas seulement à ses électeurs qu'elle aurait des comptes à rendre...

Par FRANÇOIS VITRANI*

On dit que, au moment de mourir, la vie tout entière défile dans la mémoire comme un film accéléré. Si voir défiler le passé signifie une mort prochaine, on pourrait pronostiquer, pour bientôt, la fin de l'actuelle République italienne...

Le pays, on le sait, traverse une profonde crise de régime (1). On l'a si souvent dit sans que, en définitive, rien ne parvienne à changer les choses, qu'il paraît presque inutile de s'en alarmer. Le « *mal governo* » n'est-il pas une donnée endémique de la vie politique italienne ? N'est-il pas un « modèle » même que citent parfois en exemple les théoriciens libéraux du « moins d'Etat » et qui est proposé à des pays du tiers-monde ? Mais aujourd'hui tout semble imploser : on assiste, d'une part, à l'émergence des ligues régionales dans le Nord (2), sortes de poujadismes antiméridionaux (et anti-immigrés) qui ont fragilisé les partis traditionnels. D'autre part, ces partis connaissent eux-mêmes des difficultés croissantes, des luttes internes et de violentes contestations externes.

C'est dans cette atmosphère, dénoncée par beaucoup de citoyens comme « *pourrie* », qu'a éclaté, en novembre dernier, l'affaire Gladio (3). Les Italiens sont en train de découvrir (à l'instar des populations de l'Est européen !) leur propre *histoire récente*, celle de leur implication dans la guerre froide. Une histoire jalonnée de complots, d'attentats, de meurtres programmés et de morts « naturelles » suspectes dont l'objectif était d'empêcher, coûte que coûte, toute alternative politique de gauche dans ce pays qui possède le Parti communiste le plus puissant – électoralement – du monde occidental.

Autre scandale : il y quelques semaines a été découvert, mystérieusement, un paquet de textes manuscrits de l'ancien président de la Démocratie chrétienne (DC), Aldo Moro (artisan du compromis historique avec les communistes, assassiné par les Brigades rouges en 1978), mettant en cause de nombreuses personnalités de la classe politique italienne, au premier rang desquelles M. Giulio Andreotti, le président du Conseil. Celui-ci, de son côté, a fourni des précisions sur le super-service secret paramilitaire Gladio (glaive), lié à la CIA et agissant, depuis plus de quarante ans, dans le cadre de l'OTAN dans le but de résister à une éventuelle « *agression communiste* ». Cette attitude, qui consiste à déclencher un nouveau scandale pour mieux désamorcer le précédent, est typique des mœurs politiques italiennes.

Quelle est la question de fond soulevée par l'existence de Gladio ? Tout simplement celle de la souveraineté d'un pays démocratique. Ce que les Italiens viennent de découvrir, c'est que, pendant des décennies, leur destin se décidait, en partie, à Washington, en vertu d'une version occidentale de la théorie de la « souveraineté limitée ». Théorie énoncée, dans les années 70, par Leonid Brejnev pour l'Europe de l'Est et dénoncée violemment par la classe politique occidentale... L'Italie, découvre-t-on, a toujours été considérée par les Etats-Unis comme le « ventre mou » de l'alliance atlantique. D'où une intervention permanente des services secrets américains dans la vie politique de la *Péninsule*, avec un objectif final, résumé dans un document secret du commandement général de l'état-major des forces armées américaines, adressé aux services secrets italiens et français et dans lequel on peut lire : « *Il faut réduire les forces des partis communistes, leur influence dans les gouvernements italien et français, et en particulier dans les syndicats, de manière à réduire le danger que le communisme puisse s'installer en Italie et en France, lésant les intérêts des Etats-Unis dans ces deux pays... La limitation du pouvoir des communistes est un objectif prioritaire qui doit être atteint par tous les moyens.* (4) »



SANDRO CHIA. – « Incendiaire » (1980)

Amnésie de la classe politique

TELS étaient les objectifs de l'opération Gladio. Comment cette affaire a-t-elle fait surface ? Un juge vénitien, M. Felice Casson, en enquêtant *à partir de 1982 sur un attentat* (le massacre de Peteano, lors duquel une voiture piégée avait tué trois carabiniers attirés par un coup de téléphone anonyme), découvre que l'actuel chef des services secrets militaires, l'amiral Fulvio Martini, a récupéré dans la région un stock d'armes clandestin, de peur qu'il ne soit découvert par la magistrature. Ce stock d'armes était l'un des nombreux dépôts secrets dont disposait, à travers l'Italie, l'organisation Gladio progressivement mise au jour par le juge.

Ce juge n'a pas hésité à convoquer tous les responsables des services secrets, ainsi que les différents ministres de la défense qui se sont succédé au gouvernement. Il a même demandé à entendre le témoignage du président de la République, M. Fernando Cossiga, suscitant la protestation unanime de la classe politique. M. Giulio Andreotti, début novembre 1990, a déclaré, devant le Sénat, que l'organisation comprenait six cent vingt-deux « gladiateurs », civils et militaires, triés sur le volet, choisis en fonction de leur fidélité aux institutions républicaines, utilisés à des fins strictement défensives, n'ayant rien à voir avec la politique intérieure.

Pourtant, M. Andreotti avait, au mois d'août dernier, devant la commission parlementaire sur les massacres, affirmé que l'organisation Gladio n'était plus opérationnelle depuis 1972. Or, en novembre, non seulement il reconnaissait la pérennité actuelle de l'organisation, *mais il précisait* que les présidents successifs du conseil avaient tous été informés de l'existence de Gladio.

M. Bettino Craxi, secrétaire du Parti socialiste italien et président du conseil de 1983 à 1988, après avoir déclaré son ignorance, s'est subitement souvenu avoir effectivement apposé son visa sur une brève note anodine concernant cette organisation. En revanche, son prédécesseur, le républicain Giovanni Spadolini, président du Sénat devenu chef du gouvernement au moment où *avait éclaté le scandale* de la loge P2, a déclaré n'avoir pas été mis au courant de l'opération Gladio par le chef des services secrets de l'époque, le général Santovito, lui-même membre de la loge. Le successeur de celui-ci à la tête des services secrets militaires, le général Lugaresi, n'aurait pas informé le chef du gouvernement car lui-même n'en aurait rien su... Peut-on croire, dans ces conditions, que Gladio était une organisation conforme à la Constitution ?

M. Andreotti a déclaré : « *Si quelqu'un avait utilisé cette structure à des fins différentes de celles strictement défensives, il n'aurait trouvé aucune couverture de la part du gouvernement et je n'aurais pas hésité un seul instant à dénoncer et à poursuivre une quelconque déviation.* » M. Andreotti, six fois président du conseil et ministre à maintes reprises, est l'homme-clé du pouvoir en Italie depuis si longtemps que ses successives déclarations sur Gladio et ses contradictions ne peuvent relever de l'imprécision de la mémoire. De nombreux observateurs s'interrogent sur l'objectif politique qu'il poursuit et sur ce qu'il souhaite occulter.

De ce point de vue, la lecture des textes d'Aldo Moro récemment découverts et concernant M. Andreotti est particulièrement éclairante : « *D'Andreotti, on peut dire qu'il a dirigé plus longtemps et plus que tout autre les services secrets... Il a une extraordinaire habileté à s'approprier tous les leviers du pouvoir. Il évoluait très facilement dans ses rapports avec ses collègues de la CIA (au-delà du terrain diplomatique), si bien qu'il put être informé des rapports confidentiels faits par les organismes italiens aux organismes américains...* (5) »

Les services secrets italiens apparaissent, une fois encore, au croisement de toutes les tentatives de déstabilisation de l'Italie. Ce qu'on a appelé la « stratégie de la tension », à propos de laquelle Aldo Moro, toujours dans ses lettres, fait état « *d'indulgences et de connivences des organes de l'Etat et de la Démocratie chrétienne dans certains de ses secteurs* ». Il évoque aussi ses mauvais rapports avec les Etats-Unis et notamment avec l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger.

Le journaliste Mino Pecorelli, lié aux services secrets et ancien responsable du bureau de presse de la loge P2 de M. Licio Gelli, écrivait, peu de temps avant d'être lui-même assassiné : « *Aldo Moro doit avoir compris qu'il s'est déplacé trop à gauche au cours de ses négociations avec le Parti communiste et que, de ce fait, il a dangereusement déstabilisé l'échiquier méditerranéen.* (6) »

Quand on tire les fils de l'opération Gladio, on est inévitablement ramené vers l'écheveau de la loge P 2. C'est ainsi que, en 1981, rentrant en Italie, la fille de M. Licio Gelli, grand maître de la loge P2, fut arrêtée en possession d'un document classé top secret, intitulé « Stability Operation Intelligence », daté de 1970 et signé par le général Westmoreland, alors chef d'état-major de l'armée américaine. Ce document décrivait, de manière détaillée, les réseaux de l'organisation Gladio dans les pays alliés, et fournissait des recommandations sur le type de résistance et de contre-insurrection pour empêcher la formation de gouvernements non amis. En faisant rentrer ce document en Italie, alors qu'il était en fuite en Amérique du Sud, l'objectif de M. Licio Gelli était probablement de faire savoir que la loge P2 était liée aux services secrets américains. Ce que semble confirmer le récent refus des Etats-Unis de communiquer le dossier Gelli, *demandé par la commission italienne* d'enquête parlementaire sur les massacres, sous prétexte qu'il s'agit d'un secret d'Etat.

On retrouve, dans les listes de M. Gelli, beaucoup des noms de hauts responsables militaires mêlés à l'affaire Gladio. De ce point de vue, faut-il rappeler les déclarations à la télévision cet été d'un collaborateur de la CIA, M. Richard Brenneke, qui suscitèrent l'indignation du président italien, la dénégation totale du président du conseil, et valurent des ennuis au journaliste responsable de l'entretien, Ennio Remondino ? Voici ce que déclarait M. Brenneke : « *Je connais la P2 depuis 1969, avec laquelle j'ai traité jusqu'au début des années 80. Le gouvernement des Etats-Unis finançait la P2 jusqu'à 10 millions de dollars par mois... Nous nous sommes servis d'eux pour créer des situations favorables à l'explosion du terrorisme en Italie et dans d'autres pays au cours des années 70... La P2 est encore active et est encore utilisée pour le même type de finalité qu'au début des années 70.* »

Dans un rapport des services secrets italiens transmis au juge Carlo Palermo en avril 1983, on peut lire : « *Ce fut Ted Shackley, chef adjoint de la station de la CIA à Rome, qui présenta le chef de la loge maçonnique P2, Licio Gelli, dans ces années 70, à Alexander Haig. Ce fut avec l'imprimatur de Haig et de Kissinger, respectivement adjoint et chef du Conseil national de sécurité américaine que Gelli recruta à l'automne 1969 quatre cents hauts officiers italiens et de l'OTAN dans sa loge.* (7) »

Dans un tel contexte, le limogeage annoncé de l'actuel chef des services secrets par M. Andreotti et son prochain remplacement par le général Alessandro d'Ambrosio ont suscité la colère des socialistes. Leur vice-premier secrétaire, M. Giuliano Amato a déclaré : « *Avec d'Ambrosio, un homme lié pendant des années aux trafics de l'ancien chef du SISMI* [services secrets militaires] *Giuseppe Santovito, la P2 revient s'installer dans les services secrets.* »

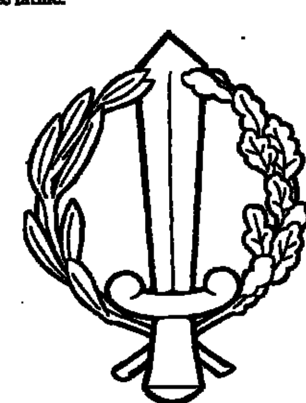
Il semble enfin que le président de la République, M. Fernando Cossiga, garant de la Constitution, soit un acteur de premier plan de l'histoire occulte de l'Italie. Il aurait joué un rôle important dans la mise en place de Gladio, et s'est entouré, au moment de l'enlèvement d'Aldo Moro, alors qu'il était ministre de l'intérieur, d'un « comité de crise » composé exclusivement d'hommes de la loge P2.

M. Fernando Cossiga a attaqué publiquement, avec hargne, au cours des derniers mois, l'ex-maire anti-Mafia de Palerme, M. Leoluca Orlando, qui réclame la vérité sur les meurtres politico-mafieux. Il s'en est pris également au jésuite Ennio Pintacuda,qu'il a traité de « *prêtre fanatique* ». Il a enfin demandé la tête des journalistes de la RAI qui avaient dénoncé les liens entre la CIA, la loge P2 et les services secrets italiens... Cette agressivité tous azimuts le dessert. Certains y voient la colère du coupable, et l'éventualité d'une procédure de destitution a même été évoquée par certains parlementaires...

Dans un tel contexte de crise, la publication des lettres d'Aldo Moro pourrait bien constituer un avertissement de la Mafia en direction de la Démocratie chrétienne. En effet, la Mafia serait en possession de documents compromettants qu'elle aurait récupérés à la préfecture de Palerme dans le bureau du général Della Chiesa, après l'assassinat de celui-ci.

Le retour sur le devant de la scène de M. Licio Gelli, ancien grand maître de la loge P2, qui se présenterait à un poste de sénateur, soutenu par une ligue méridionale d'inspiration nettement mafieuse, peut également être considéré comme une sérieuse mise en garde supplémentaire adressée à la Démocratie chrétienne. Services secrets, mouvements terroristes, loge P2, Mafia... tant que la cartographie de ces pouvoirs occultes et connexes ne sera pas dévoilée, la lutte pour la démocratie demeurera une exigence prioritaire pour les citoyens italiens.

* Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, directeur général de la Maison de l'Amérique latine.



Emblème de l'organisation Gladio

(1) Lire Eugenio Scalfari : « Siamo alla crisi istituzionale », *La Repubblica*, 6 novembre 1990.

(2) Lire Gianni Gambarotta : « La montée en puissance des ligues », *le Figaro*, 14 novembre 1990.

(3) *Cf.* Le dossier sur « l'opération Gladio » *in Avvenimenti*, Rome, 7 novembre 1990.

(4) Document cité par Roberto Chiodi *in* « Gelli et Kissinger », *l'Espresso*, 25 novembre 1990.

(5) Extrait des textes reproduits dans le dossier spécial « Aldo Moro », *l'Espresso*, 4 novembre 1990.

(6) Mino Pecorelli, hebdomadaire *OP*, 9 mai 1978.

(7) *Cf.* Note d'information 446/R, du SISMI (Services secrets militaires), datée du 16 avril 1983, citée dans l'acte d'accusation du juge de Trente, Carlo Palermo, du 15 novembre 1984 concernant le trafic international d'armes et de drogue.

UNE GÉNÉRATION CASSÉE

Ce sont les jeunes de la génération de la crise qui ont exprimé en France, ces dernières semaines, parfois de manière violente, leurs angoisses, leurs déceptions et leur grande détresse. Une génération du soupçon, qui se défie désormais du discours – fondateur, républicain – promettant à chacun l'égalité des chances dans le creuset de l'école. Nombre d'entre eux ont grandi dans des banlieues oubliées, délabrées, où commencent à s'élaborer de véritables cultures de ghetto (*lire, ci-dessous, l'article de Rabah Mézouane*). Ils savent que la ville – en France comme dans le reste de l'Europe – inscrit dans son espace même la discrimination et l'exclusion, qu'elle reproduit le découplage social accentué par la crise. De surcroît, ceux qui cumulent les handicaps – mal-logés, pauvres, enfants d'immigrés... – sont aussi les plus menacés par l'échec scolaire. Leur colère, leur rage mettent en cause ces responsables politiques qui, depuis une décennie, au nom du credo libéral, ont cassé la société, ne cessant de célébrer le culte des « gagnants » sans trop se soucier du sort des « laissés-pour-compte ».

I.R.



LA CITÉ DES OLIVIERS A MARSEILLE
Les jeunes se sentent condamnés à demeurer enfermés dans leurs ghettos

JACQUES WINDENBERGER

La mal-vie des jeunes

Par PAUL MOREIRA *

Y A-T-IL des points communs entre les émeutiers de Vaulx-en-Velin et les lycéens qui ont récemment défilé dans les villes de France ? Est-ce un hasard si les jeunes manifestants du 12 novembre ont écrit sur des murs de Paris : « Nous sommes tous de Vaulx-en-Velin ! » ? Ces jeunes – lycéens, casseurs et émeutiers – partagent les mêmes territoires : cités tristes et rectangulaires, collèges laids, bâtis à la va-vite, centres commerciaux rutilants mais « toc » et transports en commun trop communs. Un décor urbain médiocre, méprisant, déprimant, où se télescopent exclusions et tensions.

Vaulx-en-Velin, Argenteuil ou Montreuil-sous-Bois sont nichés dans les flancs de deux grandes métropoles dynamiques et en pleine croissance : Lyon et Paris. Paradoxalement, la violence actuelle n'éclate pas à Roubaix, chez les enfants perdus de la reconversion industrielle, ni en Lorraine, sur les ruines de la sidérurgie. C'est aux marches des centres urbains les mieux pourvus en emplois, en richesses, en loisirs, que l'éruption a lieu. Si le taux de chômage des 18-25 ans à Vaulx-en-Velin est de 35 %, bien au-dessus de la moyenne nationale, il n'est cependant que de 8 % dans l'ensemble de la région Rhône-Alpes. « *Et pourtant la situation est beaucoup plus explosive que dans une cité ouvrière du Pas-de-Calais laminée par le chômage* », explique Claude Jacquier, urbaniste, auteur d'un rapport sur les zones urbaines en difficulté (1). « *Les gosses prennent la comparaison avec l'opulent centre-ville en pleine figure.* »

« *La particularité de Vaulx-en-Velin, exemple relativement réussi de réhabilitation, c'est que la société à deux vitesses est venue s'installer au cœur même du quartier* », explique le sociologue urbain Didier de La Peyronnie, proche d'Alain Touraine (2). « *Après l'arrivée d'une population aux revenus un peu plus élevés et l'ouverture du centre commercial en plein milieu de la ZUP, le Mas-du-Taureau avait bénéficié d'un petit décollage. Pendant ce temps, les jeunes, principalement maghrébins, continuaient à s'enfoncer. Les émeutes ont été l'expression de cette tension interne : ou on s'en sort tous ensemble, ou, nous, les exclus, sommes prêts à tout casser...* »

Le centre commercial a été certes pillé et brûlé, mais, à Vaulx-en-Velin, la violence visait en tout premier lieu les policiers. Une sorte de guerre privée s'était engagée avec les jeunes. Ainsi a-t-on pu entendre de la bouche d'un émeutier, lapidant les CRS dépêchés sur les lieux : « *C'est même pas contre eux qu'on en a, c'est contre les îlotiers...* »

Les jeunes émeutiers de Vaulx-en-Velin avaient au moins pris des cibles. Pour les techniciens de l'intégration, il suffit de suivre le sillage des cailloux lancés pour comprendre où se trouve le déficit de communication. Autour de Paris, dans les cités où habitent les jeunes casseurs qui ont effrayé les médias lors de la manifestation lycéenne du 12 novembre, la violence, si elle a des racines comparables, prend un caractère plus diffus, plus insaisissable et plus autodestructeur. A l'image de ce très jeune Franco-Maghrébin de la cité des Petits-Chamards, à Dreux (100 % d'immigrés), qui déclarait à un journaliste de FR3 : « *C'est dégueulasse, cette cité. C'est plein d'Arabes...* »

La violence qui surgit dans les banlieues parisiennes – et qui a explosé le 12 novembre au cœur de Montparnasse ou sur le quai d'Orsay – n'est pas le produit d'une tension ethnique. Il n'y a pas d'affrontements de gangs maghrébins contre bandes africaines ou de Noirs contre Blancs. Il s'agit plutôt d'une « *black-on-black violence* », un phénomène bien connu des statisticiens américains. Aux Etats-Unis, 90 % des morts noirs sont victimes d'autres Noirs. Ainsi, ce sont de jeunes Africains, d'une bande adverse, qui ont tué Omar Touré, un Malien de dix-sept ans, en août 1990 au centre commercial de la Défense.

Moins tragiques mais massivement répandues, les « dépouilles » – agressions pour un vêtement ou un objet, – rackets, dégradations et violences contre élèves et enseignants se multiplient aux portes des collèges de banlieue. Souvent, leurs auteurs sont des « *exclus du système scolaire mais qui se révoltent comme s'ils en faisaient encore partie* (3) ». On le sait, il y a pis qu'être au lycée, c'est de ne pas y être.

Acteurs et victimes de cette violence, les jeunes des banlieues dégradées ont, au départ, à peu près autant de chances de se retrouver dans les manifestations en faveur d'une plus grande sécurité dans les lycées que devant les tribunaux pour mineurs de Bobigny ou de Nanterre. Les taux de redoublement à l'entrée en 6e dans les quartiers les plus durs des environs de Paris oscillent entre 50 % et 70 %. Un faux pas et c'est l'éjection du système scolaire *(lire, page 32, l'article de Jacques Muglioni)*. Pour éviter le vide, restent alors le rap ou la boxe thaïlandaise. L'embryon d'une culture de ghetto *(lire, ci-dessous, l'article de Rabah Mézouane)*.

Revenir à un modèle démocratique

ON ne peut plus qualifier ces jeunes d'« immigrés ». Ils sont nés en France et parlent comme des poulbots. Mais leurs cités évoquent par bien des aspects des enclaves du tiers-monde. A la cité de la Pierre-Collinet, à Meaux, 30 % des habitants sont d'origine étrangère, 41 % des résidents ont moins de vingt ans. A la ZUP de Surville, à Montereau, ce pourcentage de jeunes grimpe à 50 % (4). Les jeunes se sentent plus ou moins condamnés à demeurer enfermés dans ces cités, dans ces ghettos : « *Il n'y a pas eu de politique délibérée de ghetto,* explique Claude Jacquier, *mais un véritable filtrage social par un système marchand. Au cours d'enquêtes d'urbanisme, j'ai rencontré des agents immobiliers privés qui décidaient de sacrifier délibérément des ensembles urbains décatis – des logements amortis en termes de rentabilité – en les allouant ou en les vendant aux immigrés. Ceux-ci, fatigués d'attendre un appartement HLM, finissent par acquérir des logements pourris, sans lesquels ils ne peuvent prétendre à faire venir leur famille en France au titre du regroupement familial. Dans le même temps, les Français quittent massivement ces habitations dévalorisées.* »

Les événements de Vaulx-en-Velin et ceux du 12 novembre ont cruellement surpris les urbanistes de la Délégation interministérielle à la ville (DIV) qui tentent d'inverser la tendance. La DIV est chargée de la réhabilitation et du « *développement social* » de quatre cents quartiers dégradés à travers la France. Depuis octobre 1988, 150 000 logements par an ont été réhabilités. En 1990, le rythme s'est accéléré pour atteindre 200 000 logements annuels. En 1991, entre les fonds des administrations centrales et ceux des collectivités locales, environ 2 milliards de francs seront injectés dans la politique de la ville. Jamais les acteurs institutionnels – ministères, caisse des dépôts, mairies... – n'ont été aussi mobilisés. Colloques et conférences s'enchaînent. Les multiples rapports s'accumulent dans une impression d'urgence. M. Roland Castro, de l'association Banlieues 89, plaide, de moins en moins dans le désert, pour un ministère de la ville, doté de 1 % du budget de l'Etat.

A tous les partenaires de cette politique, les troubles de Vaulx-en-Velin et ceux de Montparnasse sont venus rappeler violemment qu'il ne suffisait pas de « *réparer les ascenseurs* », selon la *formule de M. Harlem Désir, reprise* par M. Michel Rocard. Que des quartiers, soumis non seulement au chômage et à la délinquance mais aussi à une forte abstention électorale, où les immigrés n'ont pas le droit de vote, peuvent devenir d'explosives zones de non-droit. « *Après tout,* reconnaît Yves Dauge, président de la DIV, *tout le monde dit, à Vaulx-en-Velin, que le*

(1) Claude Jacquier, « *Rapport du programme d'échange européen sur la revitalisation des quartiers en crise* », CGE, juillet 1990.

(2) Didier de La Peyronnie, « L'intégration des minorités immigrées : la France et la Grande-Bretagne », ADRI, novembre 1990.

(3) *Libération*, 13 octobre 1990 ; interview d'un professeur du collège Paul-Eluard à Saint-Denis.

(4) Chiffres de la Délégation interministérielle à la ville.

* Journaliste

Le rap, complainte des

Par RABAH MÉZOUANE *

CRI de ralliement des exclus de la société, jailli en cascade des entrailles des ghettos américains, le rap est en train de s'enraciner dans le paysage musical français. Né au début des années 80 à New-York, ce courant autant poétique que rythmique, qui a synthétisé toutes les tendances musicales noires, a d'abord tenté, sans succès, de s'implanter en France dès 1982.

L'année suivante, sous l'impulsion de Dee Nasty, chroniqueur occasionnel à la revue *Actuel*, animateur d'une émission spécifique sur Radio-Nova, et de l'Américain Afrika Bambaata, fondateur, en 1983, de la « Zulu Nation » qui prêche la non-violence, le rap attire enfin l'attention tout en étant confondu avec la « break dance », qui n'est qu'une des facettes de la culture hip-hop (1).

L'époque coïncide avec le réveil de ces démons de la mythologie urbaine que sont les banlieues. Dans ces hectares d'ennui et de désœuvrement, dans ces habitations grignotées par la lime du temps, une population à part, qui est une composante de la population française, en est arrivée à perdre son identité. Là, le spleen domine, et chacun devient le galérien de sa propre Cayenne intérieure. Les jeunes, pour la plupart issus de l'immigration : Franco-Maghrébins (beurs), sous-Blancs et Noirs (blacks)... réagissent en se regroupant en associations et en organisant des marches pacifiques pour réclamer leur dû : du travail, des logements, une scolarité plus soutenue. Ils en ont assez de vivre dans des cités balayées par les courants d'air où les uns collectionnent les déboires et les autres des 22 long rifle.

Pendant leurs moments de loisirs, les *kids*, livrés à la rue et dont les parents sont, pour la plupart, abonnés aux bureaux d'aide sociale et pointent sans illusion à l'ANPE, s'adonnent, pour conjurer leurs malheurs, au smurf jusqu'à épuisement total du corps.

Cette danse, soutenue par la musique rap et déversée à grands flots par d'énormes *ghetto blasters* (radio-cassettes), exige de ses initiés des exploits de gymnastique incroyables. Gigue tourbillonnante, elle impose des configurations, difficiles à exécuter, comme le pivotage sur les coudes et les épaules ou le tournoiement sur la tête. Faute de locaux, les séances se déroulent en plein air, sauf pour ceux qui ont été sélectionnés par « Hip-Hop », l'émission-concours de TF 1 animée par Sydney.

Drames sociaux et part de rêve

CE phénomène chorégraphique, condamné par beaucoup à l'éphémère, a relégué au dernier plan les mots hurlés, en anglais, par les rappeurs en raison de la barrière linguistique. Les adorateurs du genre n'ont pas une connaissance suffisante de l'anglais pour pouvoir apprécier à leur juste valeur les propos incendiaires habilement distillés par les maîtres à penser du rap américain (2).

Ils étaient loin de penser que les problèmes évoqués dans ces brûlots présentent des similitudes avec les leurs. Et la propulsion vers le sommet des hit-parades d'une « composition rap » française, « *Chacun fait ce qui lui plaît* », fredonnée par le duo-météore Chagrin d'amour, puis par la France entière, n'a guère contribué à dissiper le malentendu.

La première compilation rap, *Panam City Rapping*, lancée en 1984 par l'omniprésent Dee Nasty, n'a pas dépassé les frontières du cénacle de Radio-Nova ; une autre, intitulée *French Connection*, trouvera une audience à peine moins confidentielle.

Il faut attendre 1989 pour assister à l'émergence d'une véritable génération rap, plus cohérente, mieux structurée. Entre-temps, la société française, sous les effets de la crise économique, a été le théâtre de trop de drames sociaux.

La montée en puissance, dans les têtes et dans les urnes, des idées xénophobes fragilise davantage la position des cibles désignées (les Maghrébins) à la vindicte populaire.

Contrairement aux prédictions de certains, la France ne sombre pas dans la spirale des émeutes raciales comparables à celles que connaissent les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La majorité des laissés-pour-compte préfèrent, pour clamer leurs aspirations, citer l'exemple de jeunes, qui, comme eux, ont grandi dans la « zone » (Bernard Tapie en est un) et affichent une réussite enviable. C'est ce que nous a confié une « beurette », groupie des rappeurs : « *On ne peut nier l'existence de la délinquance. Le mec lourdé par l'école, rejeté par les organismes de formation n'a pas trente-six solutions pour s'en sortir. Ou il rejoint le déplorable cortège de la délinquance, ou il se tourne vers l'art cinématographique comme Mehdi Charef* [réalisateur de : *le Thé au harem d'Archimède*], *ou il s'investit dans le rap comme le font beaucoup en ce moment parce que cette musique leur renvoie leur vraie image et non celle fantasmée par la presse, qui oublie souvent la part de rêve qui habite ces jeunes.* »

C'est ce que nous apprend, avec insistance, Saliha, la rappeuse de Bagneux, à travers un titre contenu dans la compilation *Rapattitude* (3) : Enfants du ghetto de tous pays/Liés par ce désert/De peine, de malheur, de tristesse et de fer/Les enfants du ghetto/Ne désirent que l'amour/Voir plus grand, plus loin/Réaliser son rêve.

Des campagnes d'explication et de sensibilisation sont menées par la branche française de la « Zulu Nation » (4) ou par des groupes autonomes comme le Mouvement authentique (fondé à Châtillon en juin 1988) autour de la signification de la culture hip-hop et des fondements de sa philosophie.

Technologie futuriste et poésie du pauvre

EN fait, le hip-hop, dont le rap est la pièce maîtresse, est un tout qui englobe la danse (*hype* ou *dubble-dutch* pour les filles), l'art pictural (le graffiti ou le tag), la doctrine (fraternité et solidarité) et même l'allure vestimentaire (très sportive avec ses survêtements colorés et ses baskets volontairement délacées).

Les concerts donnés en France par les plus grosses pointures du rap américain (Public Enemy, Kool Moe Dee, KRS 1, MC Hammer...) ainsi que la traduction de leurs textes frondeurs encouragent les candidats à la « raptitude » (l'attitude rap).

Le coup d'envoi sera donné à la Seine-Saint-Denis, en particulier sur l'axe Saint-Denis-La Courneuve, lieu le plus touché par la mal-vie, là où au simple énoncé du mot « intégration », les B. Boys et

(1) Elle repose sur deux principes : « Je suis noir et j'en suis fier » ; « Ne brûlez pas, allez à l'école » (lire : « Rage et révolte », par Serget Volochinov, *Rouge*, 15 novembre 1990).

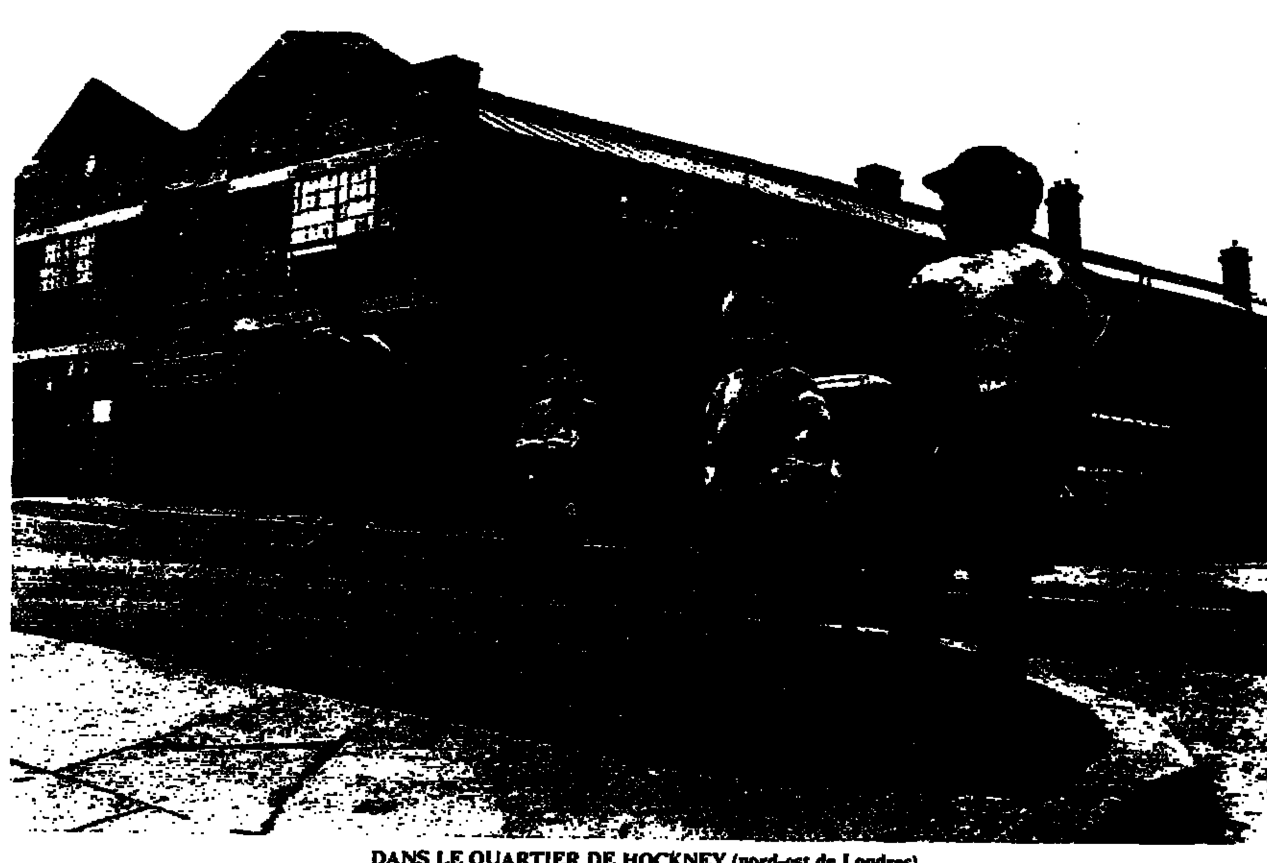
(2) Voir par exemple les paroles de Kool Moe Dee dans *Knowledge is King* : « *Peux-tu la sentir, la tension dans l'air, le racisme, la violence partout, ça m'effraie. (...) Ne vois-tu pas ton esclavage mental, c'est une maladie qui te ronge comme un cancer, et l'argent ne sera pas une solution...* » (cité par Georges Lapassade et Pierre Rousselot, in *le Rap ou la fureur de dire*, Louis Talmart, Paris, 1990, 36 F).

(3) Distribué par Virgin.

(4) L'article 4 de la *Charte Zulu* recommande à ses adeptes d'être « *un modèle de comportement pour les jeunes et* [de] *susciter l'admiration et la sympathie de la société* ».

* Journaliste.

… dans des villes en crise


JEAN-MICHEL SICOT

DANS LE QUARTIER DE HOCKNEY (nord-est de Londres)
Recréer des liens entre des habitants isolés par la pauvreté

quartier n'était pas si mal... Peut-être ne faut-il pas alors faire du problème urbain un préalable absolu ? On peut revenir à un modèle politique, un modèle démocratique. Il faut redonner à ces jeunes montrés du doigt par la société un droit de cité. Ce qui est différent du droit de vote. Et ce n'est pas un problème financier... Il faut créer des antennes des services publics dans les cités. Des « maisons du développement et de la formation » où l'on pourra établir le bilan des jeunes face aux besoins des entreprises et les mettre en adéquation. Faciliter les contacts positifs entre les jeunes et la police. Et puis, les maires vont bien être obligés de mettre en place des espaces pour gérer les conflits. »

Sur le terrain, en effet, tous les observateurs ont constaté que les leaders communautaires, capables de négocier avec les pouvoirs publics, avaient tendance à disparaître. « *Malheureusement*, affirme-t-on à SOS-Racisme, *les maires ont peur des associations trop turbulentes. Et puis, depuis que les militants beurs locaux de 1981 ont été aspirés par les structures technocratiques, il ne reste rien sur place. Il n'y a plus que les éducateurs, méritants mais soumis aux contraintes du devoir de réserve. Il faudrait qu'apparaisse un nouveau militantisme civique. Une sorte de volontariat, une « coopération pour le développement social » qui garantirait par rapport à l'Etat une indépendance que les travailleurs sociaux n'ont pas.* » Dans cet ordre d'idées, commencent à poindre des expériences originales dans certains quartiers défavorisés. Celles-ci sont menées par de nouvelles figures que les sociologues urbains de terrain ont baptisées les « *professionnels* » (5). M. Didier Bonnet est l'un d'eux. Ce colosse autodidacte de trente-trois ans dirige une régie d'entretien dans l'une des cités les plus sinistrées des quartiers nord de Marseille : la Bricarde. Dans ces bâtiments abritant 2 300 personnes, seuls 40 % des chefs de famille ont un travail régulier ; 78 % des ménages ont un revenu inférieur à 6 000 francs ; 27 % des familles sont maghrébines ; 9 % sont gitanes sédentarisées et 9 % asiatiques. 53 % de la population a moins de vingt-cinq ans.

Didier Bonnet a exercé tous les métiers : maçon, électricien puis éducateur de rue. En 1988, il abandonne le centre social où il était employé. Il négocie avec l'organisme logeur de la Bricarde et avec la ville de Marseille l'entretien des bâtiments par les habitants eux-mêmes.

En 1990, la régie fait travailler 150 résidents avec des contrats à durée déterminée. Au bout de deux ans seulement, Régie Nord Littoral Services fonctionne sans subventions. « *En dehors du boulot fourni*, explique Didier Bonnet, *nous sommes aussi le lieu où les gens peuvent venir gueuler. Contre le voisin qui jette sa poubelle par la fenêtre ou parce qu'il faut réparer tel ou tel truc. Nous permettons ainsi une médiation entre les habitants et les pouvoirs publics. Entre la négociation et le conflit. Il est clair que nous offrons la paix sociale pour pas très cher...* » M. Chabeaudy, commissaire de police du 15e arrondissement marseillais, confirme : « *Ça va effectivement mieux sur la Bricarde. Il y a une baisse relative des infractions et surtout une chute notable du nombre des expulsions domiciliaires.* »

Malgré leurs limites évidentes, la quarantaine de régies de quartier qui existent sur toute la France recréent des liens entre des habitants isolés par la pauvreté. « *En fait, ces quartiers sont des anti-ghettos*, affirme Didier de La Peyronnie. *Ils n'ont pas de structuration, pas de culture commune. Or on ne résoudra pas les problèmes de ces cités sans reconstituer la capacité sociale des gens qui les habitent. Ces zones de marginalité combinées à une forte présence d'étrangers, comparables aux quartiers pauvres américains, apparaissent aujourd'hui dans tous les pays européens. Elles seront désormais au centre du débat politique.* »

Et dans le débat européen sur l'exclusion sociale et ethnique ne s'ébauchent vraiment que deux propositions : la réhabilitation sociale de la ville, en France ; l'intégration locale des minorités ethniques, en Grande-Bretagne et dans tous les pays scandinaves. D'un côté le droit commun ; de l'autre, les mesures spécifiques.

« *Les Britanniques*, explique Didier de La Peyronnie, *ont un traitement local et civique de l'intégration. Ainsi, dans les « local councils », travaillistes pour la plupart, ont été mis en place des « race relations units », qui garantissent des quotas de membres des « ethnic minorities » dans les services municipaux. Ce genre de mesures a pu coûter assez cher en voix ouvrières blanches au Labour Party.* »

Sur le plan national, les Britanniques se sont dotés en 1976 d'un outil institutionnel de lutte contre le racisme : la Commission pour l'égalité raciale. Celle-ci peut à tout moment intervenir devant les tribunaux si elle constate des cas directs ou indirects de ségrégation, dans le logement, l'emploi ou l'éducation.

« *Pour le moment, le modèle anglais est le meilleur en Europe*, affirme Bernie Grant, député travailliste noir de Tottenham et fondateur du Black Caucus, le groupe de parlementaires noirs, à Westminster. *Le meilleur parce qu'il permet de faire prendre en compte les problèmes spécifiques des minorités ethniques dans une société qui a tendance à les éluder. En termes de discrimination au logement ou à l'emploi, bien sûr, mais aussi en termes de santé. Certaines maladies sont propres aux gens d'origine africaine, par exemple, et si nous ne pouvons développer une véritable action de lobbying, les programmes de recherche médicaux ne seront jamais mis en place.* »

Paradoxe : la première puissance économique européenne, l'Allemagne, n'a pas élaboré de dispositifs nationaux d'intégration conséquents. Jusque très récemment, les immigrés n'étaient considérés que comme des « *travailleurs invités* », destinés à retourner rapidement dans leurs pays d'origine. L'Allemagne pratique la politique de naturalisation la plus restrictive de tous les pays européens. Ainsi, en dix ans, la RFA a naturalisé deux fois moins d'étrangers que la France en une seule année...

Les immigrés, turcs ou yougoslaves pour la plupart, vivent autour des centres industriels dans des conditions de précarité peu enviables. Ils constituent pourtant 25 % de la population de Francfort, 18,1 % de celle de Stuttgart, 17,4 % de celle de Munich ou encore 13,7 % de celle de Berlin. A Berlin, 9 % des ménages allemands ne disposent ni de toilettes, ni de chauffage central, ni de salle de bains : les ménages turcs sont 30 % dans cette situation... Pourtant, ces immigrés déboursent des loyers proportionnellement plus élevés que les nationaux ; à Mannheim, par exemple, en 1981, ils payent en moyenne 297,64 DM pour un deux-pièces (258,33 DM si le locataire est allemand).

Contrairement à la France, en Allemagne, les étrangers occupent les quartiers délabrés des centres-villes. Mais, là aussi, leur présence a engendré une désertion des nationaux, faisant naître également des phénomènes de ghettoïsation. Le record allant au quartier de la gare de Francfort, avec 74 % d'étrangers. Plusieurs villes allemandes – Berlin, Cologne, Hambourg – ont adopté officiellement le système des quotas d'immigrés dans l'attribution des logements sociaux : pas plus de 15 % d'étrangers (6). L'arrivée, en 1989, de 400 000 Allemands des pays de l'Est, chiffre qui probablement aura doublé en 1990, pourrait bien assombrir encore le tableau de l'habitat social.

Quant aux pays de l'Europe du Sud, dopés par une croissance relative de leurs régions industrielles, ils agglomèrent eux aussi leur volant d'immigrés, plus ou moins clandestins, dans des zones d'habitat précaire. Africains et Maghrébins affluent en Espagne (voir, par exemple, le film de Montxo Armendariz *Lettres d'Alou*, actuellement sur les écrans parisiens) et en Italie par dizaines de milliers, tandis que les bidonvilles peuplés de Cap-verdiens ceinturent Lisbonne. Ces nouveaux clandestins, sur lesquels les autorités ferment les yeux, viennent nourrir le dévorant appétit des économies souterraines. En 1989, l'Institut de recherche Isoplan de Sarrebruck évaluait le nombre de ces immigrés clandestins en Italie, Grèce, Portugal et Espagne entre 1,3 million et 1,5 million.

Indispensable reconversion urbaine

CONFRONTÉES à cette nouvelle donne, les autorités européennes de Bruxelles se trouvent un peu démunies. La réalité est allée plus vite que les rapports de la CEE. « *Les mécanismes pour corriger la ville à deux vitesses n'existent pas au sein de la CEE*, reconnaît Jean Alegre, responsable à la direction de l'emploi, des relations industrielles et des affaires sociales. *Or le problème s'aggrave. Les étapes de la construction européenne ont été, dans un premier temps, le dossier rural, puis celui de la reconversion industrielle et ses effets. Nous avons laissé à l'écart les zones urbaines et il va falloir œuvrer à ce que la prochaine étape soit celle de la reconversion urbaine.* »

Jusqu'à maintenant, les aides de la Communauté européenne ont été tournées principalement vers les régions victimes d'un déséquilibre, rural ou industriel. Notamment les régions qui abritaient le tissu industriel traditionnel sinistré par la reconversion. Or, aujourd'hui, comme tendent à le prouver les émeutes de Vaulx-en-Velin, c'est dans les zones de clivages sociaux les plus marqués que les tensions inégalitaires sont les plus violentes. L'enveloppe communautaire consacrée aux programmes contre la pauvreté urbaine est minime et dispersée.

En 1989, les subventions réservées par le Fonds social européen au chômage de longue durée et à l'embauche des jeunes représentent 13,5 % du volume global des aides. Quant à l'habitat social, aucun fonds spécifique ne lui est attribué. « *Le développement européen va provoquer une concurrence accrue entre les métropoles*, alerte Claude Jacquier. *Celles-ci vont représenter des pôles d'attraction et constituer de fortes concentrations de population. Et, pendant que les maires s'occuperont de leurs technopoles, le tiers-monde s'installera aux portes de nos villes...* »

PAUL MOREIRA.

(5) Claude Jacquier, *op. cit.*
(6) Xavier Bougarel, « Immigration et politique locales en RFA », ADRI, 1990.

… maudits

les Flies Girls (fanatiques du rap) que nous avons rencontrés voient rouge : « *Quelle integ' ? Celle qui veut nous désintégrer ? Ceux qui vivent d'expédients sont assez angoissés comme ça, ceux qui étudient le font dans des conditions lamentables. Alors, l'intégration, c'est la cerise sur le gâteau des politiciens qui viennent te causer avec un costard à 5 000 francs.* »

Et le rap dans tout ça ? « *Le rap, c'est notre « possee »* [famille, prononcer possi]. *Il est rassembleur, ludique, un ami très proche, quoi. Ça nous rappelle qui nous sommes.* » Ce désir ardent de ne pas couper complètement le cordon avec les racines figure en bonne place dans la thématique rap : « *Le vert pour l'Afrique et ses forêts/Jaune pour tout l'or qu'ils nous ont volé/Noir parce qu'on n'est pas blanc, on est tous un peu plus foncés* », déclare Tonton David, auteur du ragga-muffin (mi-rap, mi-reggae) *Peuples du monde*.

Des témoignages recueillis dans de nombreuses banlieues permettent de mesurer l'impact du rap et d'en comprendre quelques notions-clés. Tout d'abord sur le plan musical. On entre dans le rap comme en religion ; il faut avoir la foi et croire au « *Message* » (5) délivré par les précurseurs. L'important n'est pas de connaître le solfège ou de savoir jouer d'un quelconque instrument, il faut être équipé du matériel adéquat : en général deux platines pour *scratcher* (dérapage guidé de l'aiguille sur le vinyle), un *sampler* (ou échantillonneur) pour sélectionner les sons, un ordinateur pour les plus fortunés, puis suivent la conception, les arrangements et la structuration du morceau. La phase finale est constituée par l'accouplement des paroles et de la musique, exercice délicat car les mots doivent épouser les notes. La diction se doit également d'être impeccable, car le rap ne se chante pas, il s'articule férocement.

Si le rap frappe par sa modernité, son futurisme, en raison même de la technologie qu'il mobilise, en revanche, il étonne par sa poésie, d'un niveau presque scolaire et qui relève d'un retour à la tradition orale telle qu'elle a cours en Afrique (griots) ou au Maghreb (*meddah*, poète ambulant berbère, ou *berrah*, crieur du raï). Il plonge aussi ses racines dans un passé plus lointain, la chanson de geste du Moyen Age. C'est une sorte de poésie du pauvre, riche en rimes, truffée parfois de franglais mais respectant la syntaxe et le lexique alors que, dans leurs conversations, les rappeurs utilisent le verlan (langage inversé).

L'habitude de ce vocabulaire codé rejaillit jusque sur les pseudonymes ou noms de guerre qu'ils se donnent. Comme l'écrivent Georges Lapassade et Pierre Rousselot : « *Cette polysémie est très riche : elle affiche un sentiment de refus et un goût pour la provocation qui ne trompent personne* (6). »

Contre la violence la drogue et les médias

COMME pour les musiques et les lignes rythmiques recréées en les copiant du patrimoine noir américain (soul, funk...), les rappeurs français, tout en faisant preuve d'une imagination féconde, se sont inspirés de leurs cousins d'Amérique. Mais leurs textes sont la caisse de résonance d'une réalité bien française, comme le confirme Sulee, l'un des leaders de Little MC (MC = Maître de Cérémonie ou Micro Controller, celui qui tient le micro et chauffe la salle), un des groupes de scène français les plus inventifs : « *Nos thèmes tournent autour de la violence, de la drogue que nous réprouvons, la condition black et la presse qui souille le mouvement par ses affabulations.* »

Tous les rappeurs interviewés sont unanimes pour condamner la violence, les stupéfiants, les contrôles au faciès et... les médias. Ils reprochent notamment à ces derniers d'avoir grossi les effectifs de bandes minables et minoritaires (la « caillera », racaille) et d'avoir pris pour argent comptant la version exagérée de leurs exploits.

La « génération rap » redoute les conséquences d'amalgames douteux. Ces jeunes veulent qu'on comprenne leur art, qu'on ne les assimile pas aux voyous dépouilleurs et qu'on ne pare plus le rap d'une couleur tribale ou ethnique.

Le rap rythme la vie des banlieues et des quartiers populaires de toutes les grandes villes de France. Mouvement de référence, unificateur dans son propos, égalitaire dans ses conceptions, humaniste, il sollicite la compréhension.

Certaines municipalités comme celle de Saint-Denis, berceau géographique du rap, aident ce mouvement, et le ministère de la culture, toujours à l'affût, va lui octroyer par le biais du Fonds d'action et d'initiative pour le rock (FAIR) une dotation de 2 millions de francs. L'université Paris-VIII (Saint-Denis), enfin, a ouvert ses portes aux taggers, souvent accusés de pollution visuelle, dont la FNAC organise des expositions (7).

La passion suscitée par cette culture sera-t-elle éphémère ? Ou, pour une fois, daignera-t-on écouter et prendre au sérieux ces complaintes des maudits ?

RABAH MÉZOUANE.


DR

POCHETTE DU DISQUE « RAPATTITUDE » (1990)
Pour rythmer l'atmosphère des banlieues.

(5) Titre d'un morceau interprété en 1982 par Grandmaster Flash, décrivant crûment la vie des ghettos. Autre œuvre marquante : *Don't Believe the Hype* (« Prends garde à l'intox) de Public Enemy.
(6) Voir note 2.
(7) La télévision accorde chichement quelques entrées au rap. Seule exception : M6, qui programme tous les samedis « Rapline », animée par Olivier Cachin. Les radios Aligre et Radio-Beur sont plus audacieuses.

NOUVELLE FUITE EN AVANT DES DOUZE

L'Europe sous la coupe des financiers ?

QUI pourrait être hostile à une Europe unie ? Mais, doit-on ajouter, l'unité pour faire quoi ? L'ambiguïté fondamentale du discours communautaire réside dans la confusion permanente, sinon délibérée, entre le cadre et le contenu. L'Acte unique a consacré l'idéologie néolibérale comme force structurante – si l'on peut dire – de la construction à Douze. L'union économique et monétaire, objet de l'une des deux conférences intergouvernementales prévues à Rome à la mi-décembre, risque, faute d'entente préalable sur ses objectifs, de déboucher sur un renforcement supplémentaire du pouvoir des financiers au détriment de celui des citoyens.

Par BERNARD CASSEN

TREIZE À TABLE

SELÇUK

Signons d'abord, nous verrons les implications ensuite. Telle fut, en gros, le méthode suivie par les gouvernements des Douze lorsque, en 1986, ils apposèrent leur paraphe à l'Acte unique européen avant de le faire ratifier par la voie parlementaire ou référendaire. Après l'arrivée de M. Jacques Delors à la présidence, en 1984, la Commission, dans son livre blanc de 1985, avait fixé un objectif vague, mais médiatiquement « parlant » – le grand marché sans frontières de 1993 – à atteindre par l'adoption d'environ 300 directives, finalement réduites à 279. Toute l'astuce, ou ce que M. Delors appelle *« le réalisme qui a consisté à laisser jouer la dynamique des acteurs économiques et sociaux* (1) », résidait dans la présentation : pas de grande construction ou théorisation idéologique, simplement une addition de mesures à prendre au coup par coup, sans séquence obligée.

Bruxelles avait oublié de préciser – et les gouvernements d'expliquer – que le tout était infiniment supérieur à la somme des parties, et que le résultat final constituait un basculement complet de la politique de la Communauté – et donc de celle de certains de ses Etats membres – dans une logique néolibérale contre laquelle, par exemple, les électeurs français s'étaient prononcés, sur le plan national, en mai et juin 1988. Caricatural, à cet égard, fut l'empressement du grand argentier français, M. Pierre Bérégovoy, à signer, quelques jours après sa prise de fonctions en juin 1988, et sans aucune contrepartie, la directive-clé sur la libération des mouvements de capitaux sans mesurer ses énormes incidences : en un tour de main, et faute d'harmonisation communautaire – pourtant promise – de la fiscalité des revenus du capital, le Trésor allait se priver de quelque 20 milliards de recettes. Le gouvernement de M. Michel Rocard mettait plus que le doigt dans l'engrenage, désormais implacable, d'une Europe conçue par et pour les financiers (2).

Ainsi, sans que les citoyens aient jamais été réellement conviés à en débattre, et encore moins à se prononcer sur ses tenants et aboutissants, la « contrainte européenne (3) », celle de l'« objectif 93 », commande depuis 1987 toutes les politiques nationales. En particulier, elle hypothèque gravement les capacités de l'action publique. Alors que, aujourd'hui, en France, face aux nécessités, parfois à l'urgence, d'enrayer le délabrement du cadre de vie des banlieues et du système éducatif *(lire les articles pages 4 et 5)*, de préserver la protection sociale, de favoriser la compétitivité industrielle par un effort de recherche accru, l'Etat est pressé de jouer son rôle de garant de la cohésion du tissu national, et qu'il ambitionne de conserver sa stature internationale, il voit se restreindre dangereusement sa marge de manœuvre par l'étranglement de ses ressources financières.

Avec une taxation des revenus du capital tendant vers le zéro, la baisse de l'impôt sur les sociétés, une harmonisation inévitable de sa fiscalité indirecte (TVA) sur des moyennes européennes très inférieures, il ne resterait plus réellement à sa discrétion, pour maintenir un niveau de financement des dépenses publiques souhaitées, que la ponction sur les revenus du travail. Fausse liberté, tant il est vrai, comme l'explique l'Observatoire français des conjonctures économiques, que *« les forces du marché (...) ou la difficulté d'augmenter les impôts les plus impopulaires risquent d'imposer aussi un nivellement de ces prélèvements, auquel cas le niveau des dépenses publiques devra être partout identique, l'autonomie des gouvernements nationaux ne s'exerçant plus que dans leur affectation entre les différents services publics et les diverses prestations* (4) ».



Les risques de paupérisation de l'Etat

AUCUN responsable gouvernemental français n'a jamais tenu le langage de vérité aux citoyens en leur disant que le « grand marché », c'était *aussi* une prime supplémentaire aux privilégiés de la fortune et le risque de la paupérisation de l'Etat (formule de... M. Rocard), et donc, de son impuissance accrue pour résoudre les problèmes de tous ordres, dans leur dimension quantitative. Sous couvert de l'Europe, des choix décisifs – que l'on aurait d'ailleurs pu juger bons ou mauvais – ont ainsi été effectués sans jamais avoir été explicités. Et le « déficit démocratique » que l'on reproche à juste titre au processus de décision communautaire est encore plus criant sur le plan interne : pour l'opinion, l'« objectif 93 », derrière le tintamarre publicitaire dont il a fait l'objet, n'a rien à envier, quant à la transparence de ses retombées, à la conception et à la mise en place du programme électronucléaire français depuis les années 60... Et l'histoire va pourtant se répéter, car c'est une mécanique exactement similaire qui se met en route à propos de l'union économique et monétaire européenne (UEM), thème de la première des deux conférences intergouvernementales à douze prévues à Rome les 14 et 15 décembre, la seconde ayant trait à l'union politique européenne.

On se souvient que la convocation de la conférence sur l'UEM avait été concédée *in extremis* à M. Mitterrand par le chancelier Kohl lors du conseil européen de Strasbourg en décembre 1989, alors que celle relative à l'union politique avait été conjointement demandée par la France et la RFA lors du conseil européen de Dublin du 28 avril, et officiellement convoquée par celui des 25 et 26 juin 1990, également tenu dans la capitale irlandaise (5). L'UEM – vieille affaire, puisque le plan Werner de 1971 en avait déjà prévu la réalisation... pour 1980 – débouchant, à terme, sur la création d'une monnaie unique en Europe, apparaît, à première vue, comme l'accompagnement logique du marché unique. Puisque, à partir du 1er janvier 1993, marchandises, services et capitaux circuleront librement dans l'ensemble des Douze, à quoi bon, dira-t-on, maintenir, pour les échanges, des monnaies nationales, génératrices de pertes de temps et surtout de coûts de transaction qu'un rapport de la Commission – visant bien entendu à préparer le terrain – estime, en moyenne, à 0,5 % du produit national brut de l'ensemble des pays membres, et même à 1 % pour certains d'entre eux (6).

Après le conseil européen de Hanovre, en juin 1988, un comité, présidé par M. Delors, avait été chargé de rédiger un rapport sur l'UEM, qui fut présenté en avril 1989, et qui définissait trois étapes pour sa mise en œuvre. La première, décidée en juin 1989 et entrée en application le 1er juillet 1990, prévoit la liberté de circulation des capitaux (déjà en vigueur dans neuf des douze pays membres), l'achèvement du marché intérieur et *« la coordination des politiques économiques et monétaires dans le cadre institutionnel existant »*, en particulier par des procédures de surveillance multinationale.

C'est sur le début de la deuxième étape, après la ratification du traité qui sera élaboré lors de la conférence intergouvernementale de Rome, qu'ont largement porté les débats du conseil européen réuni dans la capitale italienne le 28 octobre dernier. Alors que la Commission et plusieurs gouvernements – celui de Paris en particulier – souhaiteraient qu'il soit fixé au 1er janvier 1993, le chancelier Kohl avait fait connaître sa décision : ce serait seulement le 1er janvier 1994. Cette date fut ratifiée par onze membres du conseil, le Royaume-Uni faisant bande à part. Sous la pression des milieux financiers britanniques et de la majorité de son cabinet, Mme Thatcher estimait avoir déjà beaucoup *« donné »* en acceptant, le 5 octobre dernier, l'entrée de la livre sterling dans le mécanisme de change du système monétaire européen (SME), tout en se réservant une marge de fluctuation de 6 % (comme la peseta espagnole) par rapport au cours pivot, contre une marge normale de 2,25 % (7).

Cette deuxième étape, caractérisée par le resserrement des objectifs de politique économique, la mise en commun d'une partie des réserves de changes et l'installation d'un système européen de banques centrales (SEBC), crée déjà de l'irréversible, même si le passage à la troisième étape devra seulement être envisagé trois ans après le début de la seconde, pour intervenir vraisemblablement à la fin du siècle. Et, cette fois, il ne pourra plus y avoir de retour en arrière : la troisième étape signifiera la fin de toute autonomie nationale par la fixation d'objectifs contraignants en matière de politique macro-économique et de déficit budgétaire, d'une politique monétaire unique (décidée par le SEBC) et par l'instauration d'une monnaie commune entérinant l'irrévocabilité des taux de change (8).

Fort bien, mais toute la question est de savoir de quelle politique monétaire il s'agira, pour quels objectifs économiques, et quel contrôle démocratique pourra s'exercer sur le SEBC, appelé à se transformer en Banque centrale européenne, baptisée par avance Eurofed. On connaît bien la position de la Bundesbank, exprimée à maintes reprises par son président, M. Karl Otto Poehl, et par le ministre des finances de la RFA, M. Theo Waigel : la future banque centrale doit être « indépendante » du pouvoir politique, réputé par avance démagogique, et veiller au maintien des « grands équilibres », en premier lieu la stabilité de la monnaie. En d'autres termes, être le porte-parole des milieux financiers. M. Kohl, qui éprouvait sans doute quelque méfiance à l'égard d'une Eurofed qui ne soit pas une simple extension de la Bundesbank, a vu toutes ses craintes levées lors du conseil européen de Rome du 28 octobre dont le communiqué final précise que la future institution, *« qui exercera la responsabilité entière de la politique monétaire »*, ainsi que les membres de son conseil *« seront indépendants de toute instruction »* ; ils se borneront *« à faire rapport aux institutions politiquement responsables »*. Quant à la position de Mme Thatcher, cocktail insolite de libéralisme et de nationalisme, elle ne représentait en rien celle de la City qui adhère pleinement aux objectifs de ses partenaires de Francfort et qui voit sans déplaisir le départ de la « Dame de fer » *(voir l'article ci-contre)*.

Des mandataires de la « communauté » de la finance se verront ainsi décerner un chèque en blanc pour fixer une politique monétaire européenne dont on voit mal comment elle pourrait être autre que celle de la stricte orthodoxie. Politique de croissance, de l'emploi, rôle du secteur public, réduction des disparités régionales : autant de mots creux pour des technocrates de la haute banque obsédés par le respect d'un objectif de masse monétaire ou la phobie des déficits publics. Fait significatif – et on retrouve ici la même démarche que celle qui inspira l'Acte unique : déborder les mécanismes nationaux de régulation par une déréglementation communautaire, – la future banque centrale européenne jouira, vis-à-vis des *« institutions politiquement responsables »*, d'une indépendance dont ne disposent pas les banques centrales nationales vis-à-vis de leurs gouvernements respectifs.

Car la fameuse autonomie de la Bundesbank n'est que très relative, puisque l'article 12 de ses statuts lui enjoint d'*« apporter son concours à la politique générale du gouvernement fédéral »*. Et l'on a vu comment M. Kohl l'a sèchement priée de garder pour elle ses objections, en imposant l'union économique et monétaire avec la RDA le 1er juillet dernier et en fixant à un pour un le change entre les marks Est et Ouest, alors que la « vérité » des taux entre les deux monnaies se situait dans le rapport de un à trois. Quant à la Banque d'Angleterre, son indépendance, est-il souvent rappelé, *« ne signifie pas indépendance à l'égard du gouvernement mais indépendance en son sein »* (9).

Régression de la démocratie

C'EST donc, une fois de plus, à une considérable régression de la démocratie, c'est-à-dire de la volonté exprimée par le suffrage des citoyens, que risque de conduire l'union économique et monétaire actuellement concoctée : on s'apprête à mettre en place des procédures et des institutions porteuses d'une formidable pesanteur politique... mais que l'on ne découvrira qu'après coup. Déjà ligotés sur le plan des recettes fiscales, les Etats le seront également sur celui des politiques économiques et monétaires. On comprend mal que le gouvernement français, en particulier, joue le rôle de locomotive de l'UEM sans avoir *au préalable* obtenu des garanties précises de l'ensemble de ses partenaires sur le type de politique, notamment industrielle, sociale et régionale, que cette même UEM est censée servir. Cette fuite en avant, dont le motif plus ou moins avoué est d'arrimer définitivement l'Allemagne à l'Europe, risque, en fait, d'arrimer la politique économique de la Communauté aux diktats d'une haute finance pour laquelle le périmètre européen n'est déjà plus pertinent.

Quant aux *« institutions politiquement responsables »*, elles sont à l'ordre du jour de la deuxième conférence intergouvernementale – tenue simultanément à celle de l'UEM. Les variables en sont déjà connues : nouvelle répartition des pouvoirs entre la Commission, le Parlement européen, le conseil des ministres, les gouvernements et Parlements nationaux (10). Avec, comme obsédante interrogation, l'articulation entre une « forteresse des Douze » et l'aspiration à une structure paneuropéenne, seule susceptible de ne pas désespérer les Etats d'Europe centrale et orientale à peine revenus à la démocratie (11) et qui ont fait entendre leur voix à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) les 20 et 21 novembre 1990.

L'union politique ressemble à un système de vases communicants : le déficit démocratique des institutions communautaires actuelles – où le conseil des ministres joue le rôle de législatif sans contrôle – est le prix à payer pour le maintien d'un réel pouvoir des Etats. Si l'on veut réduire ce déficit, il faut donner au Parlement européen – élu au suffrage universel – davantage de poids et, par voie de conséquence, diminuer celui des gouvernements et Parlements nationaux. Or la nation reste, pour une durée encore imprévisible, le cadre le plus rassurant pour l'exercice de la démocratie, et un gouvernement européen, responsable devant le Parlement de Strasbourg, n'est pas pour demain. En fait, le seul pouvoir supranational « européen » réellement politique et, de plus, n'ayant pas de comptes à rendre, sera celui de la future banque centrale.

A la mi-décembre se réunissent ainsi à Rome certains gouvernements qui se retrouvent parfaitement dans une idéologie néolibérale servant leurs intérêts, parce qu'elle prolonge leur pratique nationale, et d'autres, se complaisant dans le rôle d'apprentis sorciers qu'ils ont déjà si bien tenu dans la fixation de l'« objectif 93 ».

Bibliographie

- LES FUTURS DE L'EUROPE *(Le Monde Éditions/Fondation Europe et société, Paris, 1990, 240 pages, 100 F)* : avec des contributions, entre autres, de Jacques Delors, Jacques Moreau, Yves Berthelot, Gilles Martinet et Enrique Baron, une réflexion sur les choix qui s'imposent pour donner un contenu social et démocratique à la CEE.
- L'EUROPE MONÉTAIRE. – Jean-Pierre Patat *(La Découverte, collection « Repères », Paris, 1990, 124 pages, 42 F)* : de la naissance de la coopération monétaire aux problèmes de la monnaie unique, en passant par le SME.
- EUROPE : LE DÉFI CULTUREL. – Jean-Marie Domenach *(La Découverte, Paris, 1990, 156 pages, 75 F)* : la nécessité d'un projet culturel passant, en particulier, par le multilinguisme.

(1) Jacques Delors, « La dynamique des acteurs économiques et sociaux », avant-propos à l'ouvrage *les Futurs de l'Europe*, Le Monde Editions, Paris, 1990, 240 pages, 100 F.

(2) Voir la série d'articles « Une certaine idée de l'Europe », parue de septembre 1988 à mai 1989 dans *le Monde diplomatique*, et particulièrement ceux de Bernard Cassen, « Dans la jungle du grand marché » (septembre 1988) et Christian de Brie, « Les risques d'une formidable régression des politiques fiscales » (novembre 1988).

(3) Voir Bernard Cassen, « Les socialistes français et la contrainte européenne », *le Monde diplomatique*, juin 1988.

(4) *Lettre de l'OFCE*, nº 64 *bis*, 16 mai 1989.

(5) Voir Bernard Cassen, « La Communauté dans la spirale néolibérale », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(6) Voir *le Monde*, 23 octobre 1990.

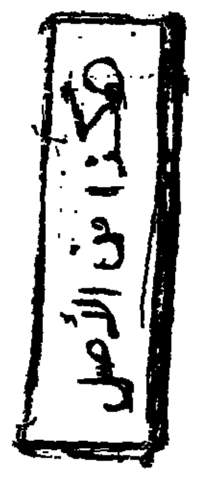
(7) Voir Jean-Paul Planchou, « Une politique monétaire européenne au service du mark », *le Monde diplomatique*, janvier 1988.

(8) Voir *Alternatives économiques*, Dijon, mars 1989 et janvier 1990.

(9) Voir *Vers un système européen de banques centrales*, éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1990.

(10) Voir Bernard Cassen, « Sur le front de l'union politique », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(11) Voir Bernard Cassen, « Fédération à douze ou confédération à trente », *le Monde diplomatique*, février 1990, et « La citadelle des Douze », *le Monde diplomatique*, juin 1990.



VERS UN NÉOLIBÉRALISME TEMPÉRÉ AU ROYAUME-UNI

Sortie de scène pour le thatchérisme

LA démission de Mme Margaret Thatcher, le 23 novembre dernier, clôt non seulement une période de l'histoire du Royaume-Uni mais aussi un chapitre de l'anthologie des idées-forces des deux dernières décennies. Car le thatchérisme, cousin du reaganisme, a symbolisé la vague néolibérale déferlant, au début des années 80, sur la plupart des Etats industrialisés, s'imposant également dans le tiers-monde et balayant aujourd'hui les pays de l'Est. Le nouveau premier ministre, M. John Major, va devoir affronter la récession économique léguée par la Dame de fer. Et tenter d'enrayer la formidable dégradation du tissu social britannique, en particulier en modifiant la « poll-tax ».

« Le thatchérisme n'est pas l'affaire d'une décennie. C'est l'affaire de siècles » (1), s'exclamait le premier ministre britannique... tout juste un mois avant d'être contrainte par les parlementaires et ministres conservateurs à quitter le 10 Downing Street. Cette retraite anticipée va peut-être permettre à Mme Margaret Thatcher d'écrire – ou de signer, comme son grand ami M. Ronald Reagan – des mémoires (2) exaltant la « révolution conservatrice » à laquelle leurs noms sont intimement attachés. Pourtant, en dehors du dernier carré de fidèles qu'ils conservent aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Europe de l'Ouest – M. Jean-Marie Le Pen est de ceux-là – aussi bien le reaganisme, après le départ de la Maison Blanche du « grand communicateur » au début 1989, que le thatchérisme, bien avant la fin des onze années et demie de pouvoir de la « Dame de fer », faisaient déjà davantage l'objet de notices nécrologiques que de panégyriques. L'américano-pessimisme qui se développe depuis plus d'un semestre aux Etats-Unis sur fond de surendettement, de faillites bancaires et de montée du chômage (3) n'a fait que rejoindre les multiples manifestations de désenchantement et d'évaluations très critiques, notamment dans la presse proche des milieux d'affaires, à l'égard de ce qui avait été imprudemment qualifié, il y a quelques années, de « miracle britannique ».

Car ces deux formes de la même idéologie néolibérale flamboyante, mâtinée de rhétorique nationaliste, qui servirent pendant une bonne partie des années 80 de prêt-à-penser à la droite française (en particulier pour l'élaboration de la plate-forme électorale RPR-UDF de 1986) avaient administré la preuve de leur échec, et d'abord sur le terrain même où elles prétendaient avoir réponse à tout, celui de l'économie. Quels sont, en effet, les deux premiers grands pays occidentaux à s'engager aujourd'hui sur la pente de la récession ? Ce sont bien les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Une tête de pont pour les industriels japonais

LE *Wall Street Journal* rappelle cruellement quelques données-clés : *« A beaucoup d'égards, l'économie britannique se porte plus mal aujourd'hui que lorsque Mme Thatcher conquit le pouvoir en mai 1979. L'inflation, qui s'élevait alors à 10,3 %, atteint actuellement 10,9 %. Il y a, en ce moment, 1,7 million de chômeurs au Royaume-Uni, à comparer au 1,1 million de 1979 »* (4). On pourrait ajouter que la balance des paiements extérieurs courants, déficitaire de seulement 0,5 milliard de livres en 1979, l'était de 19,1 milliards en 1989. Et le coup de grâce au thatchérisme a été donné par la Bourse de Londres elle-même : la nouvelle de la démission du premier ministre, loin de provoquer des états d'âme chez les opérateurs, entraîna une remontée des cours des titres et de la livre sterling ! Car, autant et plus que sa virulence à l'égard d'une construction européenne dont la philosophie néolibérale avait pourtant tout pour complaire à la City *(voir l'article ci-contre)* c'est le retour à la stagflation – cocktail de récession et d'inflation – des années 60 et 70 qui a scellé le sort de Mme Thatcher.

Les indicateurs de ces derniers mois étaient en effet particulièrement inquiétants et expliquaient l'avance prise par le Parti travailliste dans les sondages, à dix-huit mois de la date butoir des prochaines élections législatives : chute de 3 % de la production industrielle entre les deuxième et troisième trimestres 1990 ; baisse des investissements et du produit national brut (1 %) ; au troisième trimestre, recul de 1,1 % du volume des ventes de détail et augmentation du nombre des chômeurs de plus de 32 000 en octobre, etc. (5).

Piètre bilan, tant conjoncturel que global, auquel les thuriféraires du régime ne peuvent apporter que des correctifs qualitatifs sur le nouveau « climat » favorable à l'esprit d'entreprise qui régnerait outre-Manche. Et de rappeler l'estocade portée au pouvoir des syndicats par les dispositions législatives restreignant sévèrement leurs possibilités d'action (6), la liberté totale des contrôles des changes acquise dès 1979, la privatisation de la grande majorité des entreprises nationales, la baisse de l'impôt sur les sociétés et les hauts revenus. Mais pour un rendement particulièrement modeste, puisque c'est seulement aujourd'hui que toutes ces mesures ont permis de retrouver le volume de la production manufacturière de... *1979 !* Le thatchérisme revient ainsi à la case départ.

L'activité économique reposerait-elle cependant sur des bases plus saines que dans les années 70 ? La vague de *déréglementation*, de *suppression* des subventions, et l'élimination des « canards boiteux » ont-elles fait place à un tissu industriel compétitif ? Le verdict du *Financial Times* tombe comme un couperet : *« Le problème est que lorsque Thatcher I eut terminé de démolir l'establishment politique et industriel, Thatcher II n'avait aucun projet crédible de reconstruction. Les marchés libres allaient certainement y pourvoir... En fait, pendant que les entrepreneurs bâtissaient des empires de vente au détail reposant sur du sable, se livraient à des orgies d'OPA et s'octroyaient des salaires de plus d'un million de livres par an, les Japonais étaient invités à prendre en main des pans entiers de notre industrie automobile et électronique* (7). » Ici aussi, le parallélisme est frappant avec le laisser-faire absolu, la glorification de l'argent facile, le culte des golden boys et des yuppies, la débauche de spéculations en tous genres de l'ère Reagan. Et des scandales financiers retentissants ont aussi bien éclaboussé la place de Londres que celle de New-York.

La « culture » d'entreprise, la seule d'ailleurs à laquelle Mme Thatcher ait attaché quelque importance, s'est principalement développée dans l'« innovation » financière et les services, où des fortunes immenses ont été réalisées, et infiniment moins dans la production manufacturière. Le solde industriel négatif du pays n'a d'ailleurs fait que se creuser. Pour le premier ministre, il n'y avait là aucune matière à préoccupation : le nationalisme ombrageux dont elle faisait preuve en matière politique allait de pair avec une ouverture totale aux forces internationales du marché. C'est ainsi que les entreprises étrangères en Grande-Bretagne représentent aujourd'hui 15 % de l'emploi dans le secteur manufacturier, 20 % de la production et 21 % des investissements.

L'idée ne lui venait pas que la souveraineté nationale allait bien au-delà du déploiement de l'Union Jack ou des prises de bec dans les sommets européens, et pouvait aussi incorporer la maîtrise de secteurs aussi stratégiques que l'informatique ou l'électronique de défense. De fait, alors que les industriels japonais transformaient la Grande-Bretagne en tête de pont pour la conquête des marchés du continent, *les capitaines de la finance britannique*, attirés par le vent du grand large, plaçaient une très grande partie de leurs capitaux à l'étranger : aux Etats-Unis, par exemple, sur un total de 390 milliards de dollars d'investissements étrangers, 123 milliards proviennent de ces « nouveaux Elisabéthains » (8).

Il ne faut pas se méprendre sur la politique européenne menée par la « Dame de fer » : ses diatribes anticommunautaires ne visaient pas à sauvegarder une quelconque autonomie économique britannique – dont on a vu le cas qu'elle faisait – mais, au contraire, à empêcher les Douze de se transformer en communauté véritable, dotée de politiques communes, donc avec un *« dedans » et un « dehors » (9). Pour* elle, le « dedans » se confondait avec la planète entière, et plus particulièrement avec les Etats-Unis.

Quoi qu'elle ait pu en penser, elle était fort loin d'être isolée sur ce chapitre, que ce soit chez les gouvernements du continent ou au sein de la Commission où les éléments néolibéraux, en particulier son ancien ministre Léon Brittan, donnent le ton. Il est significatif que sa vision de l'avenir de l'Europe, telle qu'elle la réaffirmait dans un article publié dans le *Financial Times* à la veille de son éviction, ne fasse aucune place à la culture, au social ou à un projet de civilisation : *« J'ai une conception très claire de ce que devrait être cet avenir : une communauté basée sur la compétition, l'entreprise, la liberté de choix et la liberté des échanges* (10). » Dans un tel hymne à l'économisme, les délimitations nationales, communautaires ou autres n'ont absolument aucune pertinence.

La brisure de la « poll tax »

MAIS les élections qui comptent se font encore dans le périmètre des Etats... Et c'est parce qu'ils avaient la quasi-certitude de perdre les prochaines sous sa bannière que les députés conservateurs – l'œil davantage rivé sur les frontières de leur circonscription que sur celles de l'Europe – décidèrent de se séparer de celle qui les avait pourtant menés trois fois à la victoire – en 1979,1983 et 1987 avec respectivement 43,9 %, 42,4 % et 42,2 % des suffrages. Rien de tel, en effet, que le contact avec la base pour mesurer les succès mais aussi les limites du discours de Mme Thatcher, dont la composante ultra-idéologique parvint longtemps à faire bon ménage avec sa veine populiste.

C'est l'imposition de la fameuse « poll tax », la taxe d'habitation individuelle frappant également le riche et le pauvre, qui provoqua la brisure (11). En cette occasion, et pour sa perte, la lectrice de l'économiste libéral Friedrich von Hayek l'emporta sur celle de l'auteur de best-sellers Frederik Forsyth (12), la doctrinaire sur l'animal politique.

La violence des émeutes suscitées par la « poll tax » ces derniers mois, comme celle des révoltes raciales de 1981, ou celle qui sévit chaque samedi sur les terrains de football témoignent de la profonde déchirure du tissu social britannique provoquée par la rage du marché qui habitait les thatchériens purs et durs. Depuis la fin novembre, les mots d'ordre des tories sont désormais cohésion sociale, consensus – terme qu'abominait particulièrement la « Dame de fer » parce qu'elle ne le trouvait pas assez anglais ! – Etat-providence... En quelque sorte, un retour aux sources du conservatisme éclairé des années 50 et 60.

C'est que le mal est profond, et le tableau qu'on peut en faire ressemble à bien des égards à celui des Etats-Unis d'aujourd'hui : délabrement général des infrastructures, dont beaucoup datent de l'époque victorienne (écoles, hôpitaux, transports en commun, prisons) ; montée de la société duale à fort ancrage régional (70 % des Britanniques ont vu leur sort s'améliorer, mais sur les 30 % restant, habitant surtout le *nord du pays, et qui s'enfoncent* dans la précarité, les deux tiers se situent au-dessous du seuil de pauvreté), crise du logement (un million de sans-abri, dont 370 000 à Londres) ; augmentation en flèche de la criminalité, clochardisation des centres urbains.

La part déclinante des investissements publics dans l'investissement national (12 % en 1988 contre 25 % en 1984) explique le phénomène de tiers mondisation des services collectifs : écoles qui ne trouvent plus de professeurs ou de directeurs, trains bondés et en retard, sujets aux accidents (trente-cinq morts à Clapham en 1988), égouts défoncés qui ont entraîné un doublement de la population des rats à Londres en quelques années, insuffisance des capacités d'accueil des équipements de santé (un million de personnes en liste d'attente pour des soins hospitaliers), ordures ménagères non collectées, prolifération des mendiants, etc.



DR

HANS HAACKE. – « Etablissement d'inventaire (inachevé), 1983-1984 »

Mme Thatcher, qui ne jurait pourtant que par la concurrence, n'a jamais compris, semble-t-il, que celle-ci se livrait aussi, entre nations, sur le terrain de la qualité des services publics et de l'investissement dans la formation. Sur ce plan, le Royaume-Uni figure parmi les lanternes rouges des pays industrialisés. Derrière le panache indiscutable et quelque peu mégalomaniaque d'une femme de caractère, qui en était venue ces derniers temps à s'exprimer comme une souveraine *(« Nous sommes maintenant grand-mère »)*, le laboratoire britannique montre l'impasse d'un néolibéralisme qui en est venu à désarticuler la société qu'il prétendait régénérer. Il sert cependant encore de grossiste aux marchands d'illusions que l'on trouve à Bruxelles mais aussi à Varsovie et dans d'autres capitales de l'Est en passe de troquer le totalitarisme du parti contre celui du marché.

B. C.

(1) Entretien accordé à *Newsweek*, 15 octobre 1990.

(2) Ronald Reagan, *Une vie américaine*, Jean-Claude Lattès, Paris, 1990, 787 pages, 145 F.

(3) Voir Pierre Dommergues, « Le rêve américain n'est plus ce qu'il était », *le Monde diplomatique*, octobre 1990.

(4) *The Wall Street Journal*, 22-23 novembre 1990.

(5) *Financial Times*, 24-25 novembre 1990.

(6) Voir François Poirier, « L'inflexible logique du démantèlement », *le Monde diplomatique*, avril 1988.

(7) Barry Riley, « The Rise and Fall of the Two Maggies », *Financial Times*, 24-25 novembre 1990.

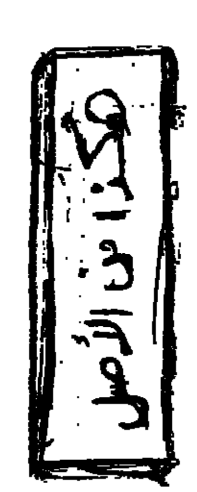
(8) « The New Elizabethans », *Time*, 21 mai 1990.

(9) Voir Bernard Cassen, « L'Europe minimale de Mme Thatcher », *le Monde diplomatique*, juin 1989.

(10) *Financial Times*, 19 novembre 1990, repris dans *Courrier international* : « Margaret Thatcher, ma vision de l'Europe : ouverte et libre », (nº 3, 22-28 novembre 1990).

(11) Voir Martin Jacques, « La révolte des contribuables en Grande-Bretagne. Fin de partie pour le thatchérisme dominateur », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

(12) Sur la formation culturelle de Mme Thatcher, voir la biographie de Hugo Young, *Margaret Thatcher*, La Manufacture, Paris, 1989.



Pologne,

(Suite de la première page.)

La compétition de ces deux hommes, issus tous deux du mouvement Solidarité et unis pendant dix ans dans la lutte contre le général Jaruzelski et le régime communiste, a indiscutablement chagriné les Polonais. Cette peine est venue s'ajouter à toutes celles qu'ils ont connues en cette année de grands sacrifices. Elle a exacerbé leur mécontentement.

Car le pays se trouve sous les effets de la « thérapie de choc » imposée par le ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz. Son plan, suggéré par l'économiste américain Jeffrey Sachs, et lancé au début de 1990, a cassé l'inflation, stabilisé le zloty et entraîné la disparition du marché noir de devises. *« Mais la suppression des subventions aux denrées de première nécessité et la fin du contrôle des prix,* explique M. Szymon Jakubowicz, économiste, *a provoqué une hausse spectaculaire du coût de la vie alors que les salaires étaient presque gelés. »* Conséquence : la demande a fortement chuté et les magasins regorgent à présent de produits comme la viande, les légumes frais, le jambon, les chaussures... invisibles depuis longtemps.

Plus spectaculaire : une politique de « laissez faire » encourage les citoyens à vendre ce que bon leur semble directement aux consommateurs. Au nom de ce capitalisme primitif, d'immenses souks ont surgi au cœur des villes et le long des artères principales. Partout : des étals de fortune où des milliers de vendeurs improvisés s'initient aux joies de la libre entreprise et proposent toutes les marchandises imaginables ramenées, le plus souvent de Berlin, dans leur voiture personnelle. Outillage, vêtements, parfumerie, produits alimentaires, livres, vidéo, jouets... les rues polonaises ressemblent à de gigantesques galeries commerciales à ciel ouvert. Même les grosses cylindrées allemandes – Mercedes, BMW, Audi, – réparées dans de petits ateliers, seront revendues, au marché de Bemowo, à Varsovie, aux nouveaux riches souhaitant exhiber des signes extérieurs de réussite... Certains voient dans cette explosion de l'économie informelle un signe de dynamisme : *« Tout cela est une preuve de créativité,* dit Adam Michnik, rédacteur en chef du quotidien *Gazeta Wyborcza, la preuve que l'économie de marché fait bouger les choses. C'est bon. »*

Un capitalisme de bouts de ficelle

IL y a aussi les nouveaux pauvres. Les vieux, aux retraites misérables, dévalorisées. Et les chômeurs : cinquante-six mille en janvier dernier, plus d'un million en décembre, 6 % de la population active. *« Mais on va vers les trois millions de chômeurs,* affirme Victor Dluski, éditorialiste au mensuel *Res Publica, les réformes draconiennes, sans doute nécessaires, provoquent une récession; la production industrielle a chuté de près de 30 %. Le pays n'avait jamais connu cela. »* Les gens soudain sont inquiets. Nul ne pensait que la nouvelle ère se traduirait pour beaucoup de Polonais par plus de dureté dans la vie quotidienne. *« Nous avons rêvé de la démocratie. Nous avons cru qu'elle constituerait une sorte de panacée,* commente l'écrivain Andrzej Werner. *Maintenant nous savons que nous sommes au seuil d'une période extrêmement difficile. »* *« Nous nous retrouvons,* ajoute Dorota, vingt-trois ans, étudiante, *dans la situation de souris qui auraient ignoré l'existence des chats. Nous découvrons que le chômage fait partie de l'économie réelle de marché. »*

Le gouvernement, poussé par le ministre du travail, M. Jacek Kuron, a créé, en toute hâte, un système de sécurité sociale qui n'existait pas, pour venir en aide aux chômeurs. *« Ils perçoivent,* explique M. Szymon Jakubowicz, *70 % de leur dernier salaire pendant les trois premiers mois, 50 % les six mois suivants et 40 % six mois encore. Ceux qui n'ont jamais travaillé reçoivent le salaire minimal, c'est-à-dire quelque 400 000 zlotys »* (environ 200 F). Des bureaux d'aide sociale ont été créés un peu partout, ainsi que des centres de distribution de soupe populaire... *« Tout cependant n'est pas sombre dans le tableau,* estime M. Guralczek, vice-ministre de la privatisation, *la baisse de la demande intérieure nous a permis d'exporter davantage et d'obtenir un excédent commercial de plus de 2 milliards de dollars en six mois avec l'Ouest, et de 2,5 milliards de roubles avec les pays du Comecon. »*

Malgré ces succès du commerce extérieur, les jeunes surtout ont peu d'espoir de trouver un travail. *« Il y a déjà deux cent cinquante mille jeunes diplômés sans emploi, et deux cent mille appelés n'en trouveront pas à la fin de leur service militaire,* remarque Konstanty Gebert, journaliste au quotidien *Po Prostu. Beaucoup émigrent comme le million de jeunes qui sont partis à l'étranger entre 1981 et 1989; surtout ceux qui ont les meilleurs diplômes. »* Les autres, tout en touchant leurs indemnités de chômage, se lancent avec enthousiasme dans l'économie parallèle.

Ce sont eux, en effet, qui animent les deux grands marchés libres de Varsovie : celui, quotidien, qui se tient au pied de l'imposant Palais de la culture (offert par Staline à la Pologne en 1950 et transformé en casino), véritable village marchand fait de baraques en bois aménagées en boutiques; et l'autre, hebdomadaire, dans l'immense Stadium de Praga, quartier miséreux sur la rive droite de la Vistule, où accourent, les samedis, des dizaines de milliers de vendeurs venus de toute la Pologne mais aussi de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie, des pays baltes, d'Allemagne... pour former le bazar le plus démesuré, le plus insolite de tout l'Est européen.



LECH WALESA EN MARÉCHAL PILSUDSKI
(caricature polonaise anonyme parue dans *Wprost*, 1990)

Cette foule de petits vendeurs pense qu'on peut construire, en bricolant, une économie de marché et bâtir le capitalisme avec des bouts de ficelle. Leur héros était M. Stanislaw Tyminski, le candidat qui promettait l'enrichissement pour tous, sans effort. Naguère tristes, désertes, obscures, les villes polonaises apparaissent désormais animées en permanence comme certaines villes du tiers-monde, La Paz par exemple, en Bolivie, devenue elle aussi un gigantesque souk après la réforme économique suggérée en 1987 par le même Jeffrey Sachs... (1)

Cette profusion de l'offre concerne aussi le domaine culturel. La culture de masse de type occidental était pratiquement inexistante. Elle déferle soudain pour le meilleur et pour le pire. Sex-shops, revues érotiques, films de violence, romans de Frederyck Forsyth ou de Stephen King, feuilletons télévisés américains... *« Tout cela produit, dans ce pays catholique, un choc brutal,* constate Andrzej Werner. *Des valeurs sont ébranlées, des certitudes fragilisées. Un monde ancien vacille, titube, et beaucoup de gens sont saisis de vertige. »*

Au même moment, l'univers des médias est chamboulé, de nouvelles publications de toute nature apparaissent, des radios indépendantes se créent, comme Radio Gazeta (*« la première radio véritablement libre de l'Est »,* selon son jeune directeur, Pierre Vodnik), et la télévision explose grâce à la prolifération des antennes paraboliques qui permettent de capter des dizaines de chaînes (jusqu'à quarante-quatre à Varsovie).

Bien que nul ne regrette la censure dont le film *la Fuite du cinéma Liberté,* de Wojciech Marzewski, rappelle, avec un humour corrosif, les ravages, beaucoup d'intellectuels s'interrogent soudain sur les effets à long terme d'un tel déferlement. *« On sent déjà, aussi bien ici qu'en Tchécoslovaquie et en Hongrie,* remarque Andrzej Werner, *que les œuvres littéraires ou les pièces de théâtre de qualité intéressent moins. Avec la démocratie, pour laquelle nous avons tant lutté, ce qui émerge, c'est le goût du scandale, de la violence, du sexe et de la facilité. »*

Cette sorte de décomposition des valeurs traditionnelles s'accompagne d'une progression exponentielle de la criminalité. Elle hante les esprits. Vols à la roulotte, cambriolages, hold-up se sont effectivement multipliés. L'ancienne milice, corrompue, a été épurée. Remplacée par une nouvelle police aux effectifs trop faibles, qui semble impuissante à contenir la montée d'une délinquance de type nouveau, plus violente, plus agressive, plus désespérée. La drogue aussi a fait son apparition avec son cortège d'abus, de trafics, de victimes. Et au cœur de la vieille ville, à Varsovie, des dizaines de jeunes, atteints du sida, demandent l'aumône aux passants...

Il plane sur la Pologne une sorte d'immense désenchantement. Cette année de transition a vu s'accumuler trop de déceptions, de frustrations, de désillusions. *« Beaucoup de gens ont perdu tout espoir,* estime Elzbieta Wilkowska, quarante-neuf ans, responsable d'un bureau d'aide sociale dans la banlieue de Varsovie, *on lit la colère dans leurs yeux. Et la détresse. Ils pensent que la solidarité s'est brisée. Que seul l'argent compte désormais. »*

Une ère, indiscutablement, s'achève. Mais nul ne sait clairement quels seront les contours de l'âge nouveau qui commence. M. Lech Walesa considère que l'heure est à la refondation, que sur les ruines du régime communiste il est urgent de bâtir une nouvelle Pologne. Reste à savoir sur quelle légitimité la fonder. Sur cette question, capitale, s'est brisée, en juin dernier, Solidarité, coalition politique rassemblant harmonieusement, comme dans une utopie, ouvriers, intellectuels et catholiques (2).

Deux thèses se sont alors affrontées. Selon M. Walesa, la nouvelle légitimité devrait s'enraciner prioritairement dans l'*« histoire authentique »* de la Pologne, histoire niée, réécrite, déformée par le régime communiste. Une histoire qui rappellerait, rétablirait les mythes fondateurs (dans lesquels l'Eglise occupe une place centrale), et redonnerait aux citoyens le sens du patriotisme, de l'identité nationale et de la souveraineté.

En revanche, les amis de M. Mazowiecki estimaient que la priorité consistait à renforcer les valeurs démocratiques, à affirmer les droits de l'homme, à garantir les libertés fondamentales et à construire un Etat de droit.

L'importance de ce débat a conduit, on le sait, M. Walesa à souhaiter que Solidarité cesse d'être un mouvement unitaire à vocation hégémonique et à exiger que ses diverses composantes se définissent publiquement et politiquement. Outre le syndicat, désormais la seule organisation à s'appeler Solidarité (dont le président est M. Walesa, élu en avril dernier), deux partis en sont issus : l'Alliance du centre, qui a soutenu la candidature de M. Walesa à la présidence, et le Mouvement civique-action démocratique (ROAD), qui appuyait celle de M. Mazowiecki. *« Michnik, Geremek et d'autres ont essayé à tout prix d'éviter la rupture,* affirme M. Konstanty Gebert, membre du comité de soutien à M. Mazowiecki. *En fait, la discussion sert la démocratie. Et je pense que Walesa a eu le courage de poser le débat. »*

Mais, dans le pays, cette fracture, après dix ans de luttes et d'espoirs, a été ressentie comme la fin du projet collectif pour tous les Polonais. L'espérance s'est définitivement brisée. Bousculés par les réformes, désorientés par l'irruption de mœurs nouvelles, hésitant entre consommer ou épargner, déboussolés, les citoyens sentent que sonne l'heure du « chacun pour soi ».

Même les repères politiques traditionnels – gauche, droite – perdent, dans le nouveau contexte, leur signification (3). *« La gauche croit au capitalisme,* estime Konstanty Gebert. *Alors que la droite s'en méfie. La gauche pense que les privatisations et l'économie de marché permettront de créer une société démocratique garantissant les libertés politiques. La droite se méfie du capital, en particulier du capital étranger qui viendrait s'emparer du patrimoine national. Pour le dire autrement, la gauche est occidentaliste, la droite traditionaliste. »*

La modernisation, un désastre social

LE désaccord est profond, exacerbé par le désarroi ambiant et par la conviction diffuse que la crise, la vraie, est encore à venir. Car la partie la plus spectaculaire de la réforme économique – la privatisation – n'est pas encore amorcée. *« Pour l'instant,* observe M. Szymon Jakubowicz, *le gouvernement n'a procédé qu'à la « petite privatisation » en cédant à des particuliers des fonds de commerce appartenant à l'Etat et en favorisant la création de nouvelles PME privées. Il y a déjà, par exemple, plus de deux mille pharmacies privées. Mais rien n'est encore fait concernant les grandes entreprises. »*

« La tâche est colossale, reconnaît M. Guralczek, vice-ministre de la privatisation. *L'ensemble des privatisations effectuées dans le monde, en France, Grande-Bretagne, Argentine, Mexique... ne représentent que 11 % des privatisations à réaliser en Pologne. Les enjeux sociaux sont gigantesques. Le gouvernement procède avec prudence. Mais, dès ce mois de décembre, huit entreprise pilotes seront privatisées. Une centaine l'an prochain. »*

Cela entraînera, partout, des licenciements massifs, car partout il y a sureffectifs. Un tiers des emplois devront disparaître.

En même temps, il faudra entreprendre une formidable restructuration industrielle touchant les principaux secteurs de l'économie : mines de charbon, sidérurgie, industrie textile et chantiers navals devront être, pour l'essentiel, démantelés. La modernisation jettera à la rue des centaines de milliers de travailleurs. *« On sait qu'un certain modèle de production est à bannir,* – constate M. Jacek Wozsniakowski, maire de Cracovie. *Par exemple, l'énorme complexe sidérurgique de Nowa-Huta, qui consomme cinq fois plus d'énergie et vingt fois plus d'eau qu'une usine moderne. Il a été construit dans les années 50 avec une technologie des années 20. Il pollue la ville et l'environnement. C'est un chancre. Mais sa fermeture serait un désastre social pour la région. »*

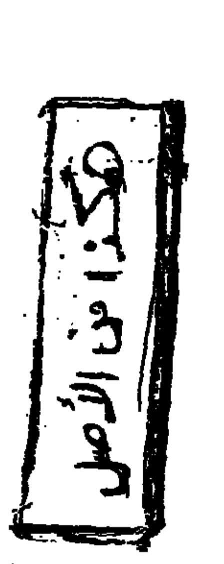
L'opinion publique le sait. Et l'effroi, la panique planent sur certaines villes menacées par le démantèlement industriel. A Lodz, par exemple, bastion de l'industrialisation du pays au dix-neuvième siècle et siège des principales usines textiles, cette inquiétude a poussé les citoyens à choisir, lors des élections municipales de mai dernier, un maire d'extrême droite, candidat de la coalition constituée par la Confédération de la Pologne indépendante (KPN) et le Rassemblement chrétien-social (ZChN), deux partis ultra-nationalistes...

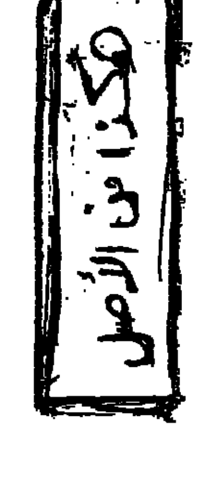
Le même trouble gagne les paysans (36 % de la population) qui se savent, en raison même de leur nombre, structurellement condamnés par la modernisation. Et qui ont été les victimes paradoxales des aides alimentaires fournies par la Communauté européenne l'hiver dernier. Là aussi, la modernisation entraînera la ruine des petites exploitations (plus de 1 million sont inférieures à 3 hectares). Les manifestations de juillet 1990 – lorsque les agriculteurs bloquèrent les principales routes et que le gouvernement, pour la première fois, dut faire usage de la force publique – n'étaient qu'un faible avant-goût des grandes et violentes jacqueries à venir. Les pay-

(1) *Cf.* Ignacy Sachs, « L'échec du modèle qui séduit tant la Pologne », *le Monde diplomatique*, novembre 1989.

(2) *Cf.* Ignacio Ramonet, « La montée d'un contre-pouvoir dans une Pologne en crise », *le Monde diplomatique*, octobre 1981.

(3) Lire, à cet égard, le remarquable dossier « Où en est la gauche en Europe centrale et orientale ? », *la Nouvelle Alternative* (14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris), n° 19, septembre 1990).





PAYS DE L'EST

année zéro

sans savent qu'ils vivent la fin d'un monde. Ils refusent, désespérés, le nouveau jeu politique comme ils avaient rejeté l'ancien, et ont présenté leur propre candidat, M. Roman Bartoszcze, à l'élection présidentielle.

« La situation économique générale est aggravée par d'autres facteurs, estime M. Czeslaw Bielecki, architecte et membre d'un club libéral. *En particulier par l'inexistence d'un réseau de PME et de PMI en mesure d'atténuer le choc de l'effondrement des grandes entreprises et de conserver une certaine densité au tissu productif. Le comble, c'est qu'en raison de la politique fiscale du gouvernement il y a eu, en 1990, des milliers de faillites d'entreprises privées récemment créées. Alors qu'elles sont les seules à pouvoir fournir des emplois... »*

« D'autres obstacles compliquent tout, ajoute le sénateur socialiste Jan-Josef Lipski. *Le redéploiement économique suppose une main-d'œuvre mobile, se déplaçant vers les nouveaux gisements d'emplois. Cette mobilité est inconcevable à cause de la dramatique pénurie de logements. Ceux qui, au bout de tant d'années d'attente et de sacrifices, ont enfin obtenu un logement demeurent rivés à lui et à son environnement géographique pour la vie. »*

Il y a, de surcroît, le contexte international, qui n'encourage pas à l'optimisme. En premier lieu, la crise du Golfe. L'Irak doit à la Pologne 500 millions de dollars et avait récemment accepté de payer en pétrole les livraisons d'armes polonaises.

L'augmentation des prix du brut alourdit la facture pétrolière, qui passera de 1,8 à 3,4 milliards de dollars. Car la Pologne, dont la dette extérieure s'élève à 42 milliards de dollars, devra payer, à partir du 1er janvier 1991, ses achats d'hydrocarbures soviétiques au cours mondiaux et en devises convertibles. Autre crainte : que les livraisons soviétiques de pétrole diminuent. Tout cela pourrait, d'une part, relancer l'inflation et, d'autre part, contrarier l'ambition de réduire la dépendance à l'égard du lignite, très polluant mais produit localement. Crainte aussi, frayeur même, de l'effondrement dans le chaos de l'Union soviétique : *« Rien n'effraie plus,* dit le sénateur Jan-Josef Lipski, *que d'imaginer ce que serait une ou plusieurs guerres civiles à l'intérieur de l'Union soviétique. Comment ferions-nous face aux millions de réfugiés qui pourraient traverser nos frontières, faisant basculer un équilibre politique et économique si difficile, par ailleurs, à établir ? »*

Les frontières de la Pologne, fixées pour l'essentiel à la fin de la seconde guerre mondiale, constituent également un motif de grande préoccupation. Le ministre des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, s'est rendu en octobre dernier en Ukraine *(lire, page 11, l'article de Bernard Frédérick)* et en Biélorussie, dans le but de signer des accords de bon voisinage avec les gouvernements locaux, sans passer par Moscou. Mais les dirigeants de Biélorussie ont refusé de signer, accusant Varsovie de *« discrimination à l'égard de la minorité biélorusse »* et revendiquant la région de Byalistok, *« une terre ethniquement biélorusse »*... Avec la Lituanie aussi les tensions restent vives, en raison du sort qui est fait à l'importante minorité polonaise, concentrée au sud de cette République.

Si, à l'ouest, un accord a pu enfin être signé avec l'Allemagne unifiée en novembre dernier, qui fixe définitivement la frontière entre les deux pays sur la ligne Oder-Neisse, au nord-est rien ne semble réglé. Car on ne sait pas quel sera le statut définitif de l'enclave de Kaliningrad (ex-Königsberg).



DESSIN D'ANDRZEJ MLECZKO
(paru dans « Adieu au communisme », Fopress, Varsovie, 1990)

« Ces tensions aux frontières, estime le sénateur Jaroslaw Kaczynski, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Tygodnik Solidarnosc*, et l'un des principaux conseillers de M. Lech Walesa, *sont le résultat d'une maladie infantile des nationalismes. Ces nationalismes fonctionnent dans le vide. Pour l'instant ils sont excessifs, mais ils s'apaiseront. En tout état de cause, la Pologne n'a aucune revendication territoriale et souhaite le maintien des frontières actuelles. »*

Mais les frictions aux frontières et le malaise des minorités nationales (Allemands, Biélorusses et Ukrainiens) ajoutent une dimension passionnelle à la crise économique et au désarroi général. Tous les ingrédients paraissent réunis pour une explosion sociale. *« La seule façon de désamorcer cette bombe à retardement,* estime M. Jaroslaw Kaczynski, *serait de frapper l'imagination des citoyens par des mesures audacieuses. Le gouvernement de M. Mazowiecki a été incapable de le faire. »*

« Quand le communisme s'est effondré dans les autres pays de l'Est, après la chute du mur de Berlin, ajoute M. Czeslaw Bielecki, *il aurait fallu prendre des mesures symboliques fortes et procéder à de grands changements. Rien n'a été fait. »*

M. Mazowiecki a, semble-t-il, sous-estimé l'ampleur du ressentiment populaire à l'égard des représentants de l'ancien régime. M. Walesa lui reproche d'avoir manqué d'audace dans la mise à l'écart de certains responsables communistes (67% des députés de la Diète sont des élus communistes) et dans la nationalisation du patrimoine détenu par le parti. Enfin, beaucoup de citoyens sont convaincus que, sans la pression de M. Walesa, M. Mazowiecki aurait accepté que le général Jaruzelski, l'homme du coup d'Etat de 1981, aille jusqu'au terme de son mandat. *« La lenteur et la prudence de M. Mazowiecki ne sont qu'apparentes,* pense le Père Stanislaw Musial, jésuite, *car il veut agir dans le cadre du droit, et il faut, pour changer les choses légalement, un énorme travail juridique. » « Ce légalisme de Mazowiecki,* considère M. Jacek Wozsniakowski, *l'honore certes, mais à l'heure où tout va trop vite pour les citoyens qui ont conscience de vivre une révolution, cela apparaît comme une maladresse et peut-être comme une faute politique. »*

Le pays est confronté à un double paradoxe : les citoyens qui ont livré, au cours des années 80, une grande lutte contre le communisme au nom d'un idéal de fraternité et de solidarité constatent que cet idéal tombe aujourd'hui en miettes, rongé par l'idéologie du capitalisme le plus agressif, le plus primitif.

Second paradoxe : les ouvriers qui ont été le fer de lance de cette lutte, constatent que, dès les premières mesures, le nouveau gouvernement entreprend de les liquider en tant que classe sociale.

« M. Walesa a, le premier, compris tout ce que ces paradoxes avaient d'explosif, estime M. Stefan Wilkanowicz, directeur de la revue catholique *Znack. Il a compris que les Polonais se trouvent aujourd'hui devant une crise d'identité, qu'ils ont perdu leur enthousiasme et leur élan, que l'angoisse les paralyse et que la lenteur et la discrétion du gouvernement les désorientent. Cela dit, il n'apporte pas pour autant, à mon avis, les bonnes réponses. »*

Le maître-mot de M. Walesa est *« accélération »*. Il propose de passer plus vite à la phase active des privatisations. *« Mais il ne faut pas fermer les usines,* déclare-t-il en s'adressant aux cadres du syndicat Solidarité de la région de Bydgoszcz. *Ou alors, si on les ferme, il faut en créer d'autres qui absorberont le surplus de main-d'œuvre. Liberté, concurrence et démocratie, tels doivent être les principes de la nouvelle société. »*

M. Walesa ne souhaite pas que, sous prétexte de privatisation, le gouvernement vende la Pologne au capital étranger, encore moins au capital allemand. *« Les privatisations ne doivent pas conduire à une germanisation »*, dit-il. Il propose d'accorder une somme (100 millions de zlotys, 50 000 F) à chaque Polonais pour lui permettre d'acquérir une partie des biens privatisés...

Les amis de M. Mazowiecki ont qualifié ces propositions de démagogiques. *« En réalité,* affirme M. Guralczek, *personne ne sait comment s'y prendre pour transformer une économie socialiste en économie de marché. C'est une transformation lente, graduelle, qui ne peut se faire du jour au lendemain. Nous n'avons pas encore planté l'arbre que déjà on nous reproche la qualité de ses fruits... »*

Le gouvernement constatant le peu d'empressement des capitaux étrangers à venir s'investir en Pologne (à peine 800 millions de dollars en un an) avait également décidé d'associer les citoyens aux privatisations en s'inspirant des thèses de M. Vaclav Klaus, ministre de l'économie tchécoslovaque. *« Mais cela ne portera que sur 20 % du capital à privatiser, et c'est insuffisant,* estime M. Szymon Jakubowicz. *D'autant que les gens sont persuadés (l'ancien régime l'avait assez répété) que les biens de production étaient la propriété collective du peuple. Ils réclament leur dû. »* Comment s'étonner que dans les usines le syndicat communiste, OPZZ, particulièrement revendicatif et critique à l'égard du plan Balcerowicz, ait actuellement plus d'adhérents que Solidarité ?

M. Walesa a flairé le danger. *« Il a senti,* explique Adam Michnik, *que cela craquait de partout. Qu'un faisceau de frustrations se constituait. Et il a décidé de devenir le leader des forces de la frustration. Mais il n'a aucune compétence pour piloter le pays au milieu des graves tempêtes qui approchent. »*

« M. Walesa s'est allié à des extrémistes, estime le Père Stanislaw Musial. *Il utilise des slogans populistes, frôle l'antisémitisme, joue sur les sentiments de vengeance des Polonais, qui ne sont pas des saints, promet une épuration... En fait, il n'a pas de programme. »*

Antisémitisme ? M. Czeslaw Bielecki nuance et pondère l'accusation : *« Je suis juif et je peux vous confirmer qu'il y a en effet en Pologne de l'antisémitisme. Mais dans quel pays n'y en a-t-il pas ? Ici, actuellement, il me semble moins préoccupant qu'en France. Aux dernières élections municipales, les partis extrémistes de droite ont eu, à l'échelle nationale, moins de 1% des voix. M. Walesa n'est pas antisémite. »*

Dans l'espoir de gagner les faveurs d'une partie de l'opinion conservatrice, M. Mazowiecki a pris la décision, par décret, en septembre dernier, d'introduire l'enseignement du catéchisme dans les écoles. Ce qui a fortement déçu les laïcs et de nombreux catholiques.

Dans l'attente d'un sauveur...

UNE partie de la société est également hostile au projet de loi, proposé par le Sénat (où les composantes de Solidarité sont majoritaires), d'interdire l'avortement. Les organisations de femmes protestent, et un sondage a montré que 60,4 % des Polonais sont contre cette initiative (4). Des organisations comme Pro-Femina, de Varsovie, dénoncent la nouvelle *« terreur noire »* qui succède à la *« terreur rouge »* et sont choquées par l'attitude de prêtres qui, à Lublin par exemple, ont menacé d'excommunier ceux qui s'opposeraient au projet. Aussi bien M. Walesa que M. Mazowiecki ont déclaré, au cours de leur campagne, être favorables à cette loi...

Certains voient, dans ces deux affaires, l'intervention personnelle de Jean-Paul II (5). *« L'Eglise a soutenu moralement et financièrement Solidarité,* dit le sénateur Jan-Josef Lipski. *Aujourd'hui elle présente la note. Elle veut sa part de pouvoir. Elle se propose d'entrer directement dans les structures de l'Etat. C'est extrêmement inquiétant. »*

D'autant que les catholiques conservateurs sont fort critiques à l'égard des retombées, des *« bavures culturelles »* de la démocratisation. Ils fustigent *« le poison »* des médias et les programmes de la télévision qu'ils jugent *« immoraux »*. Ils sentent aussi que la modernisation du pays peut se traduire, comme en Espagne, par une déchristianisation accélérée. *« Déjà,* constate Roman Graczyk, rédacteur en chef de l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny, dans les séminaires, la baisse des recrutements a été de 10 % cette année... »*

C'est pourquoi M. Lech Walesa, dans ses discours, fustige ce qu'il appelle la *« gauche laïque »*. *« Il sait que parler de cette gauche aux Polonais,* dit le poète catholique Marek Skwarnicki, *c'est comme agiter un chiffon rouge devant un taureau. »*

« M. Walesa, qui admire le maréchal Pilsudski, s'est entouré de catholiques, affirme M. Stefan Wilkanowicz, *qui ont une conception déformée du christianisme et une conception étroite du nationalisme. Il peut y avoir danger de franquisme. »* Ce n'est pas l'avis du sénateur Jaroslaw Kaczynski : *« M. Walesa est le seul, dans les circonstances actuelles, qui puisse canaliser le mécontentement général. Et le canaliser dans une voie démocratique. Il barre ainsi la route à l'extrême droite. Sinon, ce sera l'explosion, et le pays deviendra ingouvernable. »*

C'est également l'opinion de M. Czeslaw Bielecki : *« Il y a un certain mépris dans les critiques que l'intelligentsia formule à l'égard de Walesa. Walesa est un homme du peuple, certes, mais dans les circonstances actuelles cet homme du peuple est le seul qui peut limiter les excès du populisme. Lui seul est assez fort, charismatique pour dominer cela. »*

La Pologne, comme les autres sociétés post-totalitaires, est confrontée au manque de culture politique des citoyens. Ceux-ci, sans repères, déboussolés par le maelström des changements, attendent confusément que le destin ou l'histoire imposent un homme providentiel, un sauveur. Beaucoup d'électeurs, au premier tour, se sont tournés vers M. Tyminski qui promettait *« l'argent facile »*.

M. Walesa parle de gouverner *« avec une hache »* pour trancher les problèmes, et de légiférer par décrets, et cela est bien accueilli. Il y a, dans cette société qui voit ses valeurs partir en lambeaux, un inquiétant désir de pouvoir fort.

Pour désarmer les rancœurs et les frustrations, et pour répondre à tant d'attentes insatisfaites, il faudrait des succès économiques immédiats. Ils ne viendront, dans le meilleur des cas, que dans cinq ans, dans dix ans...

M. Mazowiecki s'était attelé à construire, graduellement, une classe moyenne sur laquelle aurait reposé un Etat de tolérance, libéré de toute discrimination, et soucieux de justice sociale. L'ampleur de la crise a balayé ce projet.

Les citoyens, qui ne se consolent pas de la fracture de Solidarité, rêvent d'un compromis postélectoral permettant aux deux principales forces politiques de gouverner en commun. Cela n'est pas impossible mais le pays tourne une nouvelle page et entre dans une ère de convulsions et de grandes turbulences...

IGNACIO RAMONET.

(4) *Financial Times*, 8 novembre 1990.
(5) *International Herald Tribune*, 7 novembre 1990.



IGNACIO RAMONET

RUE SWIETOKRZYSKA, VARSOVIE
Magasins approvisionnés, et retraités misérables

VERS UNE « SECONDE ÉVANGÉLISATION » ?

L'Europe sanctifiée de Jean-Paul II

UNE *« nouvelle évangélisation »* de l'Europe, tel est le rêve de Jean-Paul II pour le troisième millénaire. Son modèle reste le haut Moyen Age dont il faudrait s'inspirer pour repartir du bon pied en l'an 2001... Se coupant des analyses libératrices qui se sont affirmées au sein même de l'Eglise et qui intègrent la laïcité et le monde moderne, le successeur de Pierre veut faire tourner la roue de l'histoire en réduisant le Continent à *« une cohorte innombrable de saints »*.

Par JACQUES DECORNOY

N'en déplaise à ses thuriféraires, croyants ou non, la vision qu'a de l'histoire Jean-Paul II n'aurait qu'un intérêt anecdotique si elle n'émanait d'un pape élu (en 1978) et régnant à une époque charnière : implosion du communisme, acceptation généralisée du mythe de « la fin des idéologies », réaffirmation de l'unité d'une Europe dont on sait où elle commence mais dont on ignore où elle s'arrête, incertitudes multiples mal camouflées derrière des certitudes proclamées. Epoque jusqu'à présent davantage accoucheuse de pensées atrophiées que d'audacieux desseins et, de ce fait, mal préparée à prendre à bras le corps les convulsions en gestation afin de prévenir de dangereuses régressions. A cet égard, le projet européen du pape est représentatif d'un monde sans message d'avenir ni témoins prophétiques.

SAINT CYRILLE ET SAINT MÉTHODE
Ils convertirent les Slaves au christianisme, au IXe siècle

De l'Europe, Jean-Paul II n'a cessé de parler, sans jamais se contredire ni varier. Nombre d'observateurs ont vu, dans les événements récents, l'aboutissement d'une décennie d'action pontificale : *« Europe de l'Est, la victoire du pape »*, a écrit l'*Express*(1) ; *« Jean-Paul II a lancé la boule, Gorbatchev l'a laissée rouler »*, déclare M. Roger Fauroux, ministre français de l'industrie (2). Jugements péremptoires mais pleinement adaptés à la pensée du magistère romain niant toute valeur intrinsèquement positive à l'action d'une société sécularisée : les maturations profondes et anciennes des pays communistes n'auraient-elles suscité que des responsables jouant le rôle subalterne de ramasseurs de boules ?

Si les discours et homélies du pape sur l'Europe n'ont pas varié, il n'en est que plus intéressant de se reporter à ceux qu'il a prononcés *après* l'écroulement des systèmes communistes et en terre orientale, et surtout lors de sa visite en Tchécoslovaquie, les 21 et 22 mars dernier (3). La parfaite continuité de pensée montre que, avec ou sans régimes totalitaires, Jean-Paul II ne modifie pas ses vues. Les textes de l'« avant-1989 », et notamment le discours « fondateur » de Saint-Jacques-de-Compostelle en novembre 1982, n'étaient en rien tactiques. La « boule » qu'il lançait depuis plus de dix ans visait bien au-delà des *grisailles* de Berlin-Est, Varsovie, Prague ou Moscou.

La seule Europe qui vaille pour le pape – celle du passé et de l'avenir – est celle des saints, *« une cohorte innombrable de saints »*. L'Europe a trois patrons : côté slave, saint Cyrille et saint Méthode (neuvième siècle) ; côté occidental, saint Benoît (sixième siècle) (4). Ce sont eux qui ont « fait » l'Europe avec d'autres, à l'Est : Adalbert, Agnès de Bohême, Gorazd, Bystrice, etc. Entre eux et nous, un gouffre plus ou moins comblé par leur souvenir ou leur exemple : mille ans et davantage de quasi-vide. D'où l'importance des pèlerinages et des célébrations : le pape eût aimé visiter la Tchécoslovaquie en 1985 lors du onzième centenaire de l'évangélisation du pays par Cyrille et Méthode ; il faut préparer la commémoration du premier millénaire de la mort de saint Adalbert, et souligner l'importance du projet de *« pont de prière européen »* annuel à la veille de la fête d'Adalbert pour unir *« les nations d'Europe centrale »* ; Jean-Paul II ne fut-il pas ordonné évêque le jour de la fête de saint Venceslas ? *« Chaque année est symbolisée par l'un de vos saints »*, déclare aux Tchécoslovaques celui qui n'omet pas de se dire *« premier pape slave »*. Et, dans le sanctuaire de Velehrad, où est enterré saint Cyrille, Jean-Paul II a cette formule : *« La pierre angulaire de l'unité européenne, nous la trouvons ici : à Velehrad »*, où *« les frères de Thessalonique* [Cyrille et Méthode] *greffèrent pour toujours dans l'histoire de l'Eglise la tradition grecque et byzantine »*, *« ces deux immenses traditions »* qui *« forment ensemble l'Europe chrétienne – celle du passé et celle du présent »*.

S'adressant aux jeunesses tchèque et slovaque, Jean-Paul II les somme de forger l'authenticité de leur action en puisant dans ces exemples du haut Moyen Age. Il n'omet certes pas de mentionner le rôle que joua ce *« prêtre intègre »*, Jan Hus (1370-1415), victime d'*« excès »* (il fut condamné en concile et brûlé comme hérétique...) et dont *« les experts »*, et en premier lieu *« les théologiens tchèques »*, devront *« définir plus exactement la place »* parmi *« les réformateurs de l'Eglise »*. Mais cette faille, mentionnée devant les représentants des Eglises non catholiques, est vite oubliée au profit du vieux rêve de la robe sans couture d'une chrétienté mythique. *« Feu la chrétienté »*, écrivait le croyant Emmanuel Mounier (5). Vive la chrétienté, dit en substance le pape. Et d'assurer : *« Si la mémoire historique de l'Europe ne plonge pas au-delà des Lumières, son unité nouvelle aura des fondements superficiels et instables. »*

L'histoire aurait-elle cessé de cheminer sur la bonne voie quelque part dans le haut Moyen Age pour repartir d'un bon pied en 1990 ? *« La visite du pape en Tchécoslovaquie, la première dans l'histoire plus que millénaire du christianisme sur ces terres... » « Il est certainement providentiel qu'il me soit revenu, précisément à moi, d'être le premier pape à entrer dans ce pays »*, déclare Jean-Paul II. L'évêque de Rome, tout en prêchant pour une *« vision intégrale »* de l'homme *« dans toutes ses dimensions »*, tire un trait sur des siècles et des siècles de vie, d'évolution, de crises. Les saints, sélectionnés à souhait, qu'il mentionne (à quelque cinquante reprises) dans ses discours de Tchécoslovaquie, bien que désignés comme sources de l'histoire, paraissent comme hors du temps, comme si Benoît n'était pas né sur les débris de la civilisation romaine, dans *« l'interrègne d'un monde en ruine à un monde qui reste à bâtir »*, comme si, au douzième siècle, l'ordre de saint Dominique aurait pu s'imposer sans l'explosion de la vie urbaine, sans parler, ensuite, des non moins évidents conditionnements sociologiques et historiques de l'œuvre de saint François, de celle des Jésuites, et d'autres (6).

Le discours européen de Jean-Paul II, fixé, sans autre analyse, sur un Moyen Age d'or implicitement présenté comme un âge mûr, ne résiste pas une seconde à l'analyse. *« Le Moyen Age*, écrit le Père Yves Congar, *fut, certes, magnifique de vitalité, mais l'idée qu'il a pu avoir sur les rapports entre Eglise et monde était inadéquate sous plus d'un aspect. Et d'abord, l'Eglise n'avait pas, en face de soi, un monde pleinement monde, toute ordonnée qu'était la société à servir les fins du salut éternel dont l'Eglise déterminait les règles (...). Au fond, c'est dans un univers affranchi de sa tutelle, dans un monde qui soit vraiment tel, que l'Eglise a la meilleure chance d'être la plus purement elle-même. Notre siècle laïc, parfois même irréligieux, est aussi l'un des siècles les plus authentiquement évangéliques et missionnaires »* (7).

Et le Père Marie-Dominique Chenu subirait-il une fois encore les foudres du Vatican pour avoir écrit : *« La Chrétienté féodale entretint d'amères défiances contre l'effervescence des cités nouvelles et les libertés des jeunes universités grisées par la science aristotélico-arabe ? »* (8).

Jean-Paul II, par-delà des Lumières qu'il honnit, et faisant par trop le silence sur la longue litanie de ceux, des cardinaux aux simples théologiens, qui furent parfois physiquement, souvent spirituellement, persécutés, s'en tient à son image des deux *« poumons »* – l'oriental et l'occidental – que furent Cyrille et Méthode, d'une part, Benoît, de l'autre. Restent dans ces conditions d'actualité ces remarques d'un des maîtres de la pensée religieuse contemporaine, Henri de Lubac : « [...] *il ne suffira pas plus de copier l'Antiquité chrétienne que de copier le Moyen Age.* [...] *il nous serait très dommageable de renoncer aux acquisitions multiples que nous ont values des siècles d'analyse et de recherche scientifique non moins qu'aux définitives clartés qui ont surgi des controverses. (...) Nous repousserons aussi cette idée que l'âge moderne n'aurait connu, hors de l'Eglise, qu'erreur et décadence »* (9). Jugement que rejoint aujourd'hui celui de Paul Ladrière notant que le discours du pape *« ignore radicalement l'avènement de la société moderne qui appartient cependant aussi au passé de l'Europe »* et que des chrétiens ont, eux aussi, contribué à bâtir (10).



L'autoritarisme romain

NON, loin de là, que le pape nie l'existence de chrétiens non catholiques ou tout simplement de non-chrétiens, ni la nécessité pour les catholiques d'œuvrer avec eux. Mais, pour lui, il n'est, en Europe du moins, de vraie culture, ni donc de vraies nations, hormis celles pétries dans la glaise du premier millénaire. Bien sûr, il mentionne les Etats, mais n'en fait certainement pas, sur le plan national comme à l'échelle européenne, des pôles de renaissance, ou de « nouveau baptême » du continent. Son discours, s'adressant à des clercs, des laïcs, comme, en bonne logique, à la foule des non-croyants, est tout autre : *« L'histoire de ces deux frères, Cyrille et Méthode, constitue un exemple éloquent de cette unité* [de l'Europe chrétienne]. *Le témoignage qu'ils offrirent à nos ancêtres en terre slave est un témoignage de l'Eglise indivise – une, sainte, catholique et apostolique. Grecs, ils cherchèrent à Rome aussi l'appui et la confirmation de leur mission. »* Ici, toute distinction s'efface : la pensée glisse de l'Europe chrétienne (et mythique) à l'Eglise, et donc au pouvoir romain. Une fois encore, l'horloge romaine rythme l'histoire. Et, si le pape admet que *« les efforts des milieux sociaux »* ont joué leur rôle dans l'évaporation du communisme, il ajoute que *« la canonisation de sainte Agnès de Bohême, le 12 novembre de l'année dernière* [1989], *a été comme l'annonce des événements qui ont porté ces requêtes à leur achèvement »*.

A peine libérés des totalitarismes, les peuples de l'Est sont appelés à se protéger : il leur faut *« organiser (...) des défenses « immunitaires » opportunes contre certains « virus » tels que le sécularisme, l'indifférentisme, l'hédonisme de la société de consommation, le matérialisme pratique et aussi l'athéisme formel, si largement répandus aujourd'hui »* (11). La lecture de la *Règle des moines* de saint Benoît pallierait-elle l'absence de propositions dans ces jugements aussi abstraits que sans appel ? On est loin des analyses libératrices et toutes de finesse dont les auteurs ne craignent pas le monde moderne : *« La sécularisation* (...) *a libéré des forces inventives, productrices, créatrices en tous domaines : la laïcité, qui en est la traduction politique, maintient à juste titre dans la marge les confessions religieuses et, refusant une vérité doctrinale ou morale officielle, ouvre ainsi l'espace du jeu démocratique libre et fécond scientifiquement et économiquement. »* (12)

Vieux débat... Rome ne met plus en geôle ses « déviants », comme Paul IV emprisonnant, au seizième siècle, le cardinal Morone coupable d'avoir perçu l'authenticité de valeurs nouvelles hors de l'Eglise. Mais, en ce siècle, que de théologiens « cassés », pour avoir soumis la pensée et les textes chrétiens au crible des analyses, historiques ou autres, avec d'ailleurs une audace que s'interdisent les autres confessions ! Et comment ne pas s'interroger sur l'essence de l'Europe de Jean-Paul II lorsqu'on assiste, sur ce continent (et sur d'autres), à la constitution d'une hiérarchie dont la « qualité » première est le dévouement sans nuances à l'autoritarisme romain comme à *« la mise à l'écart de responsables de périodiques insuffisamment dociles »* (13).



« SAINT BENOIT »
(fresque de Fra Angelico)
En 1958, il a été proclamé *« père de l'Europe et patron de l'Occident »*

Jean-Paul II rêve de faire du troisième millénaire celui de la *« nouvelle évangélisation »*, celle de l'Europe notamment. *« La tâche d'évangélisation est permanente, et c'est pourquoi l'expression de « seconde évangélisation » recèle elle-même bien des équivoques. Y a-t-il jamais eu une première évangélisation achevée et satisfaisante ? »* (14). Le meilleur moyen de ne pas se couper de ses sources consiste-t-il à tenter d'y retourner ? Ou, plus sûrement, à s'en inspirer en sachant qu'en cours de route le fleuve a recueilli bien des affluents faute desquels il serait depuis longtemps tari ?

(1) *L'Express*, Paris, 23 mars 1990.

(2) *La Croix*, Paris, 18 mars 1990.

(3) Les citations ici données du pape sont extraites des propos tenus à Prague, Velehrad et Bratislava, dont le texte intégral, dans la traduction du Saint-Siège, a été publié par *la Documentation catholique*, Paris, nº 2007, 3 juin 1990.

(4) Lire Dom Claude et Jean Nesmy, *St Benoît et la vie monastique*. Le Seuil, Paris, nouvelle édition 1987, où il est rappelé que Benoît est communément appelé *« le patriarche des moines d'Occident »*.

(5) Emmanuel Mounier, *Feu la chrétienté*, le Seuil, Paris, 1950.

(6) *Cf.* notamment à ce sujet, Dom Claude et Jean Nesmy, *op. cit.*

(7) Yves Congar, O. P., « Eglise et monde », *Esprit*, Paris, février 1965. Lire aussi sur *« le mythe ou la nostalgie d'une société de part en part religieuse »*, Paul Valadier, S. J., *l'Eglise en procès. Catholicisme et société moderne*, Calmann-Lévy, Paris, 1987 (p. 32). Et Roger Chartier, *les Origines culturelles de la Révolution française*, Le Seuil, 1990 (notamment le chapitre IV, « Déchristianisation et laïcisation »).

(8) M.-D. Chenu, O.P., « Vie conciliaire de l'Eglise et sociologie de la foi », *Esprit*, décembre 1961.

(9) Henri de Lubac, S.J., *Catholicisme. Les aspects sociaux du dogme*, Editions du Cerf, Paris, cinquième édition, 1952, pp. 278, 279 et 280.

(10) In *le Rêve de Compostelle. Vers la restauration d'une Europe chrétienne ?*, ouvrage collectif sous la direction de René Luneau, Centurion, Paris, 1989, 140 F. Un ouvrage important pour comprendre la pensée du pape. Lire aussi, sur le pape et l'Europe, Christine de Montclos, *les Voyages de Jean-Paul II. Dimensions sociales et politiques*. Centurion, 1990, 140 F (notamment les pages 101 à 108).

(11) Un journal catholique diffusant les vues du mouvement Communion et Libération, *30 jours dans l'Eglise et dans le monde*, dénonce pour sa part la nouvelle *« reconquête de l'Est »* : *« Du communisme à la franc-maçonnerie »*. Edition française de cette publication italienne, nº 8, août-septembre *1990, Paris.*

(12) Paul Valadier, *Inévitable morale*, le Seuil, Paris, 1990, pp. 204 et 205.

(13) *Cf. le Rêve de Compostelle, op. cit.*, p. 19. Analysant pourtant ce livre de manière très critique, Mgr Jacques Jullien, archevêque de Rennes, écrivait en avril 1990 : « *[...] on ne peut nier dans l'Eglise le renforcement de comportements centralistes et des distances prises vis-à-vis du Concile* [Vatican II], *par exemple l'étonnante complaisance de certaines autorités romaines envers des courants traditionalistes* ». Repris dans *la Documentation catholique, op. cit.*

(14) Paul Valadier, *l'Eglise en procès. Catholicisme et société moderne, op. cit.*, p. 179.

QUEL AVENIR POUR LA FÉDÉRATION SOVIÉTIQUE ?

L'Ukraine tentée par l'indépendance

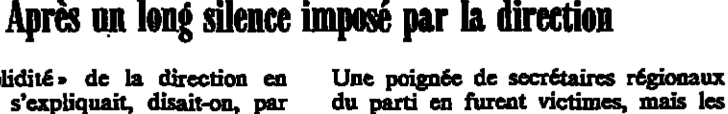
M. Mikhaïl Gorbatchev a présenté à la fin du mois de novembre son projet de traité pour une *« Union des Républiques soviétiques souveraines »*. Il a prévenu ses adversaires qu'il était prêt à la *« lutte politique »* s'ils refusaient de discuter de ses propositions. L'avenir de la nouvelle fédération dépendra bien sûr de l'attitude de la Russie mais aussi de celle de l'Ukraine, deuxième République par l'importance de sa population et de ses richesses, et qui attend d'avoir rédigé sa nouvelle Constitution avant d'engager un dialogue avec le centre.

Par BERNARD FRÉDÉRICK *

Lorsqu'il fut clair, en 1988, qu'on n'endiguerait plus les aspirations nationales aux quatre coins du pays, notamment au Caucase et sur les bords de la Baltique, le pouvoir soviétique songea à apporter quelques améliorations substantielles aux relations entre les Républiques; il n'était pas question alors d'élaborer un nouveau traité de l'Union. A la dix-neuvième conférence du PCUS de l'été 1988, M. Mikhaïl Gorbatchev consacra un passage de son rapport à l'évolution des relations interethniques, mais il se contenta d'indiquer que *« dans le contexte actuel, les droits des Républiques fédérées doivent être repensés dans l'optique de la réforme économique radicale »*. Il fallait appliquer aux parties de l'Union la politique des trois « A » : autonomie, autogestion, autofinancement.

Etait-on conscient, à l'époque, de l'ampleur de la crise ? Oui et non. Le Kremlin pensait probablement que la réforme économique et la démocratisation allaient rapidement produire leurs fruits et qu'on pourrait ainsi priver ceux qui n'étaient encore que des *« éléments nationalistes »* du terreau où ils s'enracinaient : les difficultés sociales et l'autoritarisme des pouvoirs locaux. De plus, tant que l'Ukraine ne bougerait pas, il n'y avait pas péril en la *« maison commune »* – expression de M. Gorbatchev (1) – des peuples soviétiques. Si la sécession balte, dont la Lituanie a pris l'initiative le 11 mars 1990, compliquait la tâche des réformateurs gorbatcheviens, en soi elle ne mettait pas en cause l'Union. Le « noyau » autour duquel l'URSS s'était constituée entre 1922 et 1945 – les trois Etats slaves : Russie, Ukraine et Biélorussie – pouvait affronter l'éternel problème des marches sur la Baltique et en Transcaucasie. Mais, en fait, la revendication nationale et l'agitation nationaliste n'étaient déjà plus cantonnées aux confins du pays. Le « noyau » se fissurait. L'Ukraine venait d'entrer en ébullition.

Alors que, entre 1987 et 1989, la Russie, les pays baltes et le Caucase connaissaient une vie politique intense, l'Ukraine faisait pâle figure. Sa direction, déjà en place du temps de Brejnev, semblait contrôler la situation. *« La perestroïka a glissé sur elle comme le vent sur les blés »*, disait-on dans les milieux intellectuels et démocrates de Kiev. Le premier secrétaire du PC ukrainien de l'époque, Vladimir Chtcherbitski, était, au bureau politique du PCUS, le dernier représentant de la direction brejnevienne. Absent de Moscou, il n'avait pas participé à l'élection de M. Gorbatchev au poste de secrétaire général du PCUS en mars 1985. A l'occasion, certains dirigeants locaux ou des fonctionnaires du comité central le rappelaient discrètement.



Après un long silence imposé par la direction

LA « solidité » de la direction en place s'expliquait, disait-on, par les résultats économiques de la République. Kiev était mieux approvisionnée que Moscou, la campagne ukrainienne vivait mieux que la campagne russe. Mais ces « bons » résultats cachaient *« une incontestable perte de dynamisme* (2) ». Qu'il s'agisse de la production énergétique, de l'industrie lourde, de l'agriculture, les indices étaient « dans le rouge ». Dans l'important bassin houiller et sidérurgique du Dombass, la fermeture des puits et les retards d'investissements étaient à l'origine d'une récession accélérant l'exode. Entre 1979 et 1989, la ville minière de Makaeevka, par exemple, a perdu 1 % de sa population.

En 1988, lors d'un plénum du comité central du PCUS consacré à l'agriculture, la direction républicaine avait essuyé de vives critiques de la part de M. Gorbatchev. Celui-ci indiquait, par exemple, que l'Ukraine avait cessé d'être exportatrice de céréales à l'échelle de l'Union et qu'elle réclamait une part des importations payées en devises. Dans le même temps, la tension commençait à monter en Ukraine occidentale, dans la région de Lvov, tandis que la catastrophe de Tchernobyl donnait un nouveau souffle au mouvement écologique.

Le cocktail explosif était prêt : à l'est, le Dombass; à l'ouest, l'ancienne Galicie et les régions limitrophes; au nord, Tchernobyl; au centre, Kiev et Kharkov, les deux rivales (3) et leurs intelligentsias. Pourtant, la direction ukrainienne ne voulait rien savoir. Ou, plus exactement, elle ne voulait pas que l'on sache. Silence sur la crise sociale qui s'approfondissait, optimisme irraisonné par rapport aux suites de Tchernobyl et une totale surdité aux « bruits et chuchotements » de l'intelligentsia : il n'y avait pas de traduction *ukrainienne du mot « glasnost »*.

Les élections législatives fédérales du printemps 1989 – celles du triomphe de Boris Eltsine et de ses partisans à Moscou, Leningrad, Sverdlovsk, etc., en Russie – ne bouleversèrent pas l'échiquier politique en Ukraine. L'appareil les avait préparées avec le même zèle que par le passé. Un grand nombre de dirigeants locaux n'avaient pas de concurrents et la seule manifestation de mécontentement de l'électorat fut, par endroits, son refus de vote.

Une poignée de secrétaires régionaux du parti en furent victimes, mais les circonscriptions touchées par ce phénomène reflétaient à peu près la géographie des problèmes : Kharkov, Donetsk, Lvov...

Cela n'impressionna guère la direction ukrainienne. Mais, après le plénum houleux du comité central du PCUS d'avril 1989 – au cours duquel, pour la première fois, les conservateurs s'en prirent ouvertement à M. Gorbatchev, M. Vladimir Chtcherbitski reconnut pour la première fois la *« lenteur »* dans l'introduction de la perestroïka dans la République, le manque de glasnost et le *« retard »* sur l'évolution de la société. Les élections du printemps 1989 et la session du nouveau Congrès des députés du peuple de l'URSS – retransmise en direct à la télévision – allaient donner une impulsion considérable à la vie politique. Le pluralisme s'installait, la glasnost s'élargissait. Impossible de cacher, par exemple, que les retombées de Tchernobyl étaient bien plus graves qu'on ne l'avait avoué, qu'il faudrait procéder à de nouvelles évacuations dans une zone polluée où vivent 1 400 000 personnes.

La glasnost faisait également remonter *à la surface une histoire longtemps* occultée : celle de la guerre civile et de l'éphémère République populaire d'Ukraine (1917-1920), celle de l'Eglise gréco-catholique d'Ukraine occidentale (uniate), celle de la collectivisation forcée et de la famine de 1933, celle des déportations staliniennes à l'Ouest en 1940-1941, etc. Lorsqu'on cache à un peuple son histoire, elle devient pour lui un mythe. Il est tenté de la magnifier, notamment quand son présent est difficile et son avenir obscur. Et voilà que les Ukrainiens, en nombre, ressortent les drapeaux jaune-bleu de la République « bourgeoise », qu'à Poltava, dans le Sud-Est, on envisage de construire un monument à Petlioura, commandant des troupes nationalistes pendant la guerre civile, si célèbres pour leurs pogroms et dont l'évocation aujourd'hui est le meilleur argument en faveur du départ des juifs pour Israël (en Ukraine vivent près de 700 000 juifs pour une population de près de 52 millions d'habitants).

En juillet 1989 éclate dans le sud de la Sibérie occidentale, dans le bassin du Kouzbass, la première grande grève depuis la Révolution. Des dizaines de milliers de mineurs croisent les bras. Leurs collègues d'Ukraine ne sont pas longs à les suivre. Mais, dans le Kouzbass, bassin en expansion, ce sont les conditions de vie, l'approvisionnement, la volonté d'être propriétaires des mines qui animent les « gueules noires ». Dans le Dombass, le mouvement est plus politisé. On y met en cause directement la direction régionale du parti, on exige sa démission.

De longues négociations aboutissent à un protocole d'accord au mois d'août et à une reprise du travail, mais la fièvre ne tombe pas. A Donnetsk, le comité de grève est devenu un contre-pouvoir local. Le 29 septembre 1989, *M. Vladimir Chtcherbitski passe la* main – il meurt quelques mois plus tard. En présence de M. Mikhaïl Gorbatchev, le comité central choisit son successeur. Une première, il y a deux candidats : M. Vladimir Ivachko est élu. Il va tenter de négocier un difficile virage, car déjà l'opposition s'organise.

RUSSIE (RSFSR)
Varsovie
BIÉLORUSSIE
Lublin
POLOGNE
GALICIE ORIENTALE
Territoire autrichien avant 1914, polonais entre 1918 et 1939
BUKOVINE NORD
Territoire autrichien avant 1914 roumain entre 1918 et 1940
TCHÉCOSL
HONGRIE
MOLDAVIE
ROUMANIE
Mer d'Azov
Mer Noire
RUTHÉNIE
Territoire hongrois avant 1914, tchécoslovaque entre 1919 et 1938, de nouveau hongrois jusqu'en 1945
BESSARABIE
Territoire russe avant 1914, roumain entre 1918 et 1940
CRIMÉE
Oblast de Crimée rattaché à l'Ukraine en 1954
Belgrade
Bucarest
0 300 km
YOUGOSLAVIE
Territoires annexés par l'Union soviétique entre 1939 et 1940
Frontières actuelles
Frontières de la Pologne en 1937
Limites des Républiques soviétiques

cartographie : Philippe Rekacewicz

Points de repère

● Fondé au dixième siècle, l'Etat de Kiev a duré jusqu'à l'invasion tatare en 1240. Au dix-huitième siècle, la partie orientale de l'Ukraine fut intégrée à l'empire tsariste. Une des quatre Républiques fondatrices de l'URSS, elle connut un mouvement d'ukrainisation qui ne survécut pas à la collectivisation de la fin des années 20. Une lutte indépendantiste armée s'y développa pendant la seconde guerre mondiale et persista jusqu'au début des années 50.

● Le territoire s'étend aujourd'hui sur 604 000 kilomètres carrés. L'Ukraine a incorporé *depuis la guerre : la Ruthénie, le sud de la Bessarabie, ainsi que la* Galicie orientale, et, en 1954, la Crimée. Elle compte près de 52 millions d'habitants (18 % de la population soviétique). Les Ukrainiens sont soit orthodoxes, soit catholiques uniates.

● La République fournit un sixième du produit national brut de l'URSS : 35 % de l'acier, 46 % du fer, 20 % des céréales, 23 % du lait, 25 % de la viande. Elle a été, comme la Biélorussie, très affectée par la catastrophe de Tchernobyl. Revenu par habitant : 2 030 roubles (moyenne nationale : 2 150 roubles).



WASSILY KANDINSKY. – « La grande porte de Kiev » (1928)

Un front populaire ukrainien, baptisé Roukh, s'est créé à l'initiative d'intellectuels de Kiev et surtout d'anciens prisonniers politiques originaires d'Ukraine occidentale, des uniates, c'est-à-dire des catholiques fidèles à Rome, que l'Eglise orthodoxe officielle a toujours combattus et que Staline a sauvagement persécutés en les accusant de collaboration avec les nazis. Le conflit religieux et le conflit ethnique se conjuguent. Les terres de résidence des uniates sont celles qui ont continuellement été disputées entre la Russie, la Pologne, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. La ville de Lvov s'est appelée Lemberg quand elle était germanique, puis Lwov (prononcez « Lvouf ») quand elle fut polonaise. Dans ces régions forestières et montagneuses (c'est le Piémont des Carpates) *d'une extraordinaire beauté vit* un mélange de peuples : des Ukrainiens, des Russes, des Polonais, des juifs, des Hongrois... Lvov, la Galicie, une partie de la Volynie et la Podolie, faisaient partie de la République de Pologne entre 1920 et 1940. Conformément au pacte germano-soviétique, les troupes de Staline en prirent possession lors de l'occupation allemande de la Pologne en 1940. A Lvov, les Polonais eurent quarante-huit heures pour quitter la ville. Notables et intellectuels, officiers et ecclésiastiques furent arrêtés : déportés en Sibérie, la plupart y disparaîtront...

De nombreux atouts pour divorcer

LA tragédie refait surface. L'Ukraine occidentale exige l'indépendance de toute l'Ukraine avant de céder à la tentation séparatiste à l'égard de la République elle-même. La campagne électorale pour les législatives (à l'Assemblée locale) et les municipales du printemps 1990 sont l'occasion d'un choc brutal entre un Parti communiste divisé et une opposition disparate qu'unifient le nationalisme et, en partie, l'anticommunisme. *Côté Parti communiste, on* retrouve les clivages qui se sont accentués au sein du PCUS entre les conservateurs, le « centre » (les gorbatcheviens) et la gauche radicale (Eltsine, la plate-forme démocratique). Mais les communistes n'échappent pas à l'influence nationaliste. Certains sont enclins à poser plus franchement la question de l'« indépendance dans l'union », d'autres hésitent ou s'y opposent.

Le Roukh n'emporte que 25 % des suffrages : à l'Assemblée républicaine, il obtient 130 sièges contre 239 au Parti communiste, qui est pourtant loin de chanter victoire. Tout alors va très vite. La tension monte, notamment à l'ouest, où les nationalistes ont rafflé tous les sièges et entrent en force dans la plupart des conseils municipaux. Le drapeau jaune-bleu flotte sur la mairie de Lvov. On le brandit dans les rues de Kiev (la mairie de la capitale a été enlevée par un bloc démocratique proche du Roukh), de Kharkov, des villes du Dombass... En juillet 1990, M. Vladimir Ivachchko devient secrétaire général adjoint du PCUS, M. Leonid Kravtchouk le remplace, il est déjà président du Soviet suprême.

La direction communiste invite l'opposition à collaborer, mais celle-ci refuse. La majorité présente un projet de déclaration de souveraineté de la République, à *côté* duquel celui de M. Boris Eltsine apparaît plus que modéré : l'Ukraine proclame son intention de lever sa propre armée, de frapper sa propre monnaie. Elle demande à être considérée comme partie prenante du processus d'Helsinki et a frappé, sans succès, à la porte de la conférence de la CSCE à Paris, en novembre dernier. Représentée à l'ONU depuis 1945, l'Ukraine ne veut plus être une filiale de Moscou, assise sur un strapontin.

Jusqu'où ira Kiev ? Le président du Parlement, M. Leonid Kravtchouk, parle toujours de *« souveraineté dans l'union »*. Il l'a répété à la mi-novembre, lorsqu'il a signé avec *M. Boris Eltsine l'accord de coopéra*tion entre l'Ukraine et la Russie. Cependant, de fortes pressions s'exercent sur la majorité communiste. En dix-sept jours, au mois d'octobre, les étudiants de Kiev ont réussi à faire chuter le premier ministre, M. Massol (il est vrai qu'il était déjà en poste avant les élections républicaines). Ils ont obtenu, en outre, que seuls les volontaires fassent leur service militaire hors des limites de la République, qu'un référendum ait lieu en 1991 sur la validité du Parlement actuel (4) et que soit mise à l'ordre du jour la question de la nationalisation des biens du PC et du Komsomol (jeunesse communiste).

De toutes les Républiques soviétiques, hors la Russie évidemment, l'Ukraine est sans doute la seule qui ait suffisamment d'atouts pour divorcer d'avec l'Union : par sa superficie et sa population, elle est comparable à la France. Elle possède une large façade sur la mer Noire, à la fois propre au développement du tourisme et du commerce, avec notamment le port d'Odessa. Elle livre un quart de la production fédérale d'énergie, de machines agricoles et de téléviseurs et 35 % de l'acier. Sa part dans la production agricole atteint 22 %. Mais l'Ukraine, comme l'ensemble des autres Républiques, sait qu'elle aura le plus grand mal à percer sur le marché mondial vu la mauvaise qualité de ses produits, sa faible productivité (inférieure à la moyenne fédérale) et son retard technologique.

Bien des raisons militent en faveur de l'Union. Les passions d'aujourd'hui cachent une réalité historique incontestable : l'Ukraine est mère de la Russie. C'est à Kiev, il y a mille ans, que celle-ci épousa le christianisme, et c'est d'un commun accord que l'Ukraine et *l'empire russe lièrent leur sort en 1654.* C'est en Ukraine aussi que se joua, pour beaucoup, le sort du pouvoir soviétique dans les années 20 et qu'après la défaite des Blancs un accord fut conclu entre bolcheviks et nationalistes sur l'« ukrainisation » de la République (5).

L'avenir de l'Ukraine et son rôle dans cette nouvelle fédération sans nom qui remplacera l'URSS dans quelques mois se jouent d'abord à Kiev. Ils tiennent à la capacité de la direction actuelle à trouver un plus petit dénominateur commun avec l'opposition démocratique afin d'isoler les extrémistes nationalistes et de parvenir à un gouvernement de coalition. A cet égard, la « question » ukrainienne n'est guère différente de la « question » russe ou, même, de la « question » soviétique.

* Journaliste, correspondant de *l'Humanité* à Moscou.

(1) Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka*, Flammarion, Paris, 1987.

(2) Jean Radvanyi, *URSS : Régions et nations*, Masson, Paris, 1990.

(3) Kharkov fut la capitale de l'Ukraine *soviétique de 1917 à 1934 ; Kiev avait été celle* de la République populaire du bloc menchevik.

(4) Les élections législatives et municipales républicaines ont eu lieu avant que soit abrogé l'article 6 de la Constitution sur le rôle dirigeant du PCUS, c'est-à-dire avant la reconnaissance du multipartisme.

(5) C'est Staline qui mit fin à cet accord en 1938, au moment des grandes purges.

DANS LA PERSPECTIVE D'UNE ORGANISATION

L'Allemagne unifiée et

L'EUROPE – toute l'Europe – vient d'entrer dans une nouvelle ère que symbolise la Charte de Paris signée le 21 novembre. Dans cette région du monde du moins (à l'exception des Républiques baltes), c'en est fini de la seconde guerre mondiale et de la guerre froide. Alors que progressent les mesures de désarmement, la réflexion sur l'avenir de la sécurité du continent demande à être rajeunie. D'autant que, dans les Balkans comme en URSS, les irrédentismes et la multiplication des revendications nationalistes rendent tout sauf pérennes les actuels champs étatiques de souveraineté.

Par JEAN KLEIN *

Le débat qui s'est instauré en RFA à l'occasion de la modernisation des armes nucléaires de théâtre a mis en évidence la vigueur du sentiment antinucléaire outre-Rhin, d'autant que le gouvernement fédéral a formulé des réserves à l'encontre du traité de Washington du 8 décembre 1987 sur l'élimination des missiles américains et soviétiques de courte et de moyenne portée. Il est vrai qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau, et l'on se souvient de l'émotion suscitée dans l'*establishment* politique et militaire ouest-allemand par l'exercice « Carte blanche » du printemps 1955. C'est de cette époque que date la prise de conscience des risques liés à l'emploi de l'arme nucléaire tactique (ANT) sur le front central, et l'on conçoit que les autorités de Bonn n'aient cessé depuis lors de revendiquer un droit de regard sur la stratégie nucléaire de l'alliance atlantique, voire une participation à sa mise en œuvre (1).

La création d'une force multilatérale (MLF) était censée leur donner satisfaction à cet égard, mais il apparut bientôt que la MLF était une pomme de discorde au sein de l'alliance et un obstacle à la conclusion d'un traité de non-prolifération avec l'Union soviétique. Elle fut donc sacrifiée sur l'autel de l'*arms control* (maîtrise des armements) et, en 1967, les Allemands durent se contenter d'un siège au groupe de planification nucléaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Dans les années 70, les négociations soviéto-américaines sur la maîtrise des armements ont éveillé les soupçons des Européens dans la mesure où la consécration de la parité au plan des systèmes centraux mettait en exergue les déséquilibres régionaux et tendait à accréditer la thèse du « découplage » de la sécurité des Etats-Unis et de l'Europe. Pour remédier à ces inconvénients, les Allemands avaient demandé, dès le début des négociations sur la limitation des armes stratégiques (SALT), la prise en compte des fusées soviétiques de portée intermédiaire dans le calcul de l'équilibre stratégique. Cette requête ne fut pas agréée par les Américains pendant les négociations dites SALT 1 et SALT 2, et la « double décision » de l'OTAN du 12 décembre 1979 se borna à envisager une limitation des armes nucléaires de théâtre de longue portée dans le cadre des SALT 3.

En définitive, le sort des armes nucléaires de portée intermédiaire (*Intermediate Range Nuclear Forces* ou *IRNF*) fut dissocié de celui des armes stratégiques et, en décembre 1987, elles firent l'objet d'un accord séparé qui laissait entier le problème de la réduction des armes nucléaires *de courte portée (Short Range Nuclear Forces* ou *SNF)*. Toutefois, lors du sommet de l'OTAN des 29-30 mai 1989, il fut convenu que les négociations en vue de « *la fixation de plafonds égaux pour les systèmes américain et soviétique de missiles nucléaires de courte portée* » s'ouvriraient après la conclusion d'un accord sur la réduction des forces classiques en Europe.

Depuis lors, la menace militaire soviétique s'est estompée à la faveur des changements intervenus en Europe centrale et orientale, et un premier accord de désarmement conventionnel a été signé le 19 novembre. Quant aux forces nucléaires, elles ne joueront plus un rôle aussi important que dans le passé dans la mise en œuvre de la stratégie de la riposte graduée, et elles sont considérées désormais comme l'« *arme du dernier recours* » (déclaration de Londres du 6 juillet 1990 sur une alliance de l'Atlantique du Nord rénovée). C'est dans ce contexte qu'il convient d'examiner l'avenir de la coopération franco-allemande et, plus particulièrement, l'attitude des dirigeants de l'Allemagne unifiée quant à la dissuasion nucléaire.

Dans le passé, des dissonances sont apparues entre Paris et Bonn à propos de l'emploi des armes nucléaires et, en dépit de la relance de la coopération bilatérale, à l'automne 1982, il ne semble pas que tous les malentendus aient été dissipés. A s'en tenir au discours officiel, le rôle dissuasif des armes nucléaires est reconnu par la France et l'Allemagne et, dans un avenir prévisible, il n'est pas question pour les dirigeants de Bonn et de Paris de renoncer à des moyens jugés indispensables pour prévenir la guerre et promouvoir la sécurité commune. Toutefois, des divergences subsistent entre les deux capitales sur le mode opératoire de la dissuasion, et les subtilités de la stratégie du « faible au fort » ne sont pas toujours perçues par le partenaire allemand.

Par ailleurs, la RFA et la RDA, désormais unies, ont renoncé « *à la fabrication, à la possession et au contrôle d'armes nucléaires, biologiques et chimiques* » aux termes de l'article 3 du traité de Moscou du 12 septembre 1990 « *portant règlement définitif concernant l'Allemagne* ». Elles ont également déclaré que l'Allemagne unie respecterait les engagements pris par la RFA et la RDA et qu'elle continuerait d'être liée par les « *droits et obligations découlant du traité de non-prolifération du 1er juillet 1968* ». Or ce traité arrive à expiration en mars 1995, et il appartiendra aux parties contractantes de décider à la majorité s'il doit « *demeurer en vigueur pour une durée indéfinie ou être prorogé pour une ou plusieurs périodes supplémentaires d'une durée déterminée* » (article X, 2).

Lors de son voyage aux Etats-Unis, en novembre 1989, M. Genscher, ministre des affaires étrangères, avait signifié clairement à ses interlocuteurs américains que le gouvernement fédéral s'opposerait au stationnement sur le sol allemand des missiles ATACMS *(Army Tactical Missile System)* d'une portée pouvant aller jusqu'à 490 kilomètres et prévus pour succéder aux fusées de type Lance. Au printemps 1990, le Congrès prit prétexte de cette attitude pour refuser les crédits demandés par l'administration pour le développement des ATACMS et, le 19 avril, le Pentagone annonçait l'annulation de ce programme. Le 3 mai, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, confirmait cette décision et laissait entendre que des négociations avec l'Union soviétique sur la réduction des armes nucléaires de courte portée commenceraient aussitôt après la conclusion d'un accord sur la réduction des forces classiques.

Les dirigeants de Bonn ne pouvaient qu'être satisfaits de l'abandon des programmes de modernisation de l'artillerie nucléaire et des fusées terrestres à courte portée, mais la question du stationnement en Allemagne de systèmes aéroportés reste ouverte. En effet, sous l'impulsion des Américains et des Britanniques, l'OTAN a planifié le déploiement en Europe vers le milieu des années 90 de 450 missiles tactiques air-sol (*Tactical Air to Surface Missile* ou *TASM*), dont 144 seraient portés par des avions basés en RFA. En mai, le chancelier Kohl et le ministre de la défense, M. Stoltenberg, ont déclaré qu'ils étaient prêts à envisager cette éventualité, mais le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a en la matière une position plus tranchée et souhaite que l'on parvienne à un accord de désarmement prévoyant l'élimination de toutes les armes « sous-stratégiques » d'Europe centrale. Les Verts, le Parti socialiste (SPD) et la majorité de la population allemande abondent dans le même sens (2).

Par ailleurs, des analystes allemands, pourtant attachés au maintien de la dissuasion nucléaire et convaincus de la nécessité pour l'Occident de se doter à cet effet de moyens militaires efficaces, invoquent des considérations éthico-politiques pour justifier le retrait du territoire allemand des systèmes terrestres et aéroportés. Ainsi, le professeur Karl Kaiser, directeur de l'institut de recherche de l'Association allemande de politique étrangère à Bonn, affirme qu'il deviendra de plus en plus difficile, sinon impossible, de faire stationner des armes nucléaires terrestres de courte portée en Europe occiden-

(1) Cet article procède d'une communication faite dans le cadre du colloque sur « L'avenir de la dissuasion française », organisé conjointement par la Fondation pour les études de défense nationale et l'Institut français des relations internationales à Paris, les 23 et 24 octobre 1990.

(2) Sur le débat en RFA à propos des armes nucléaires tactiques, lire l'étude de Matthias Dembinski : *Europa ohne taktische Nuklearwaffen ?* Rapport nº 4/1990 de la Hessische Stiftung Friedens - und Konflikt-Forschung, Francfort-sur-le-Main, et *Friedensgutachten 1990*, élaboré par trois instituts de recherche sur la paix ouest-allemands, sous la direction de Gert Krell, Egon Bahr et Johannes Schwerdtfeger, Lit, Verlag, Munster et Hambourg.

* Directeur de recherche au CNRS, Institut français des relations internationales (IFRI).

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 décembre

1er CENTRAFRIQUE	Fête de l'indépendance
2 ÉMIRATS ARABES UNIS	Fête nationale
2 LAOS	Fête nationale
5 THAILANDE	Anniversaire du roi
6 FINLANDE	Fête de l'indépendance
7 COTE-D'IVOIRE	Fête nationale
12 KENYA	Anniversaire de l'indépendance
16 BAHREIN	Fête nationale
18 NIGER	Fête nationale
28 NÉPAL	Fête nationale

CONTINENTALE DE SÉCURITÉ

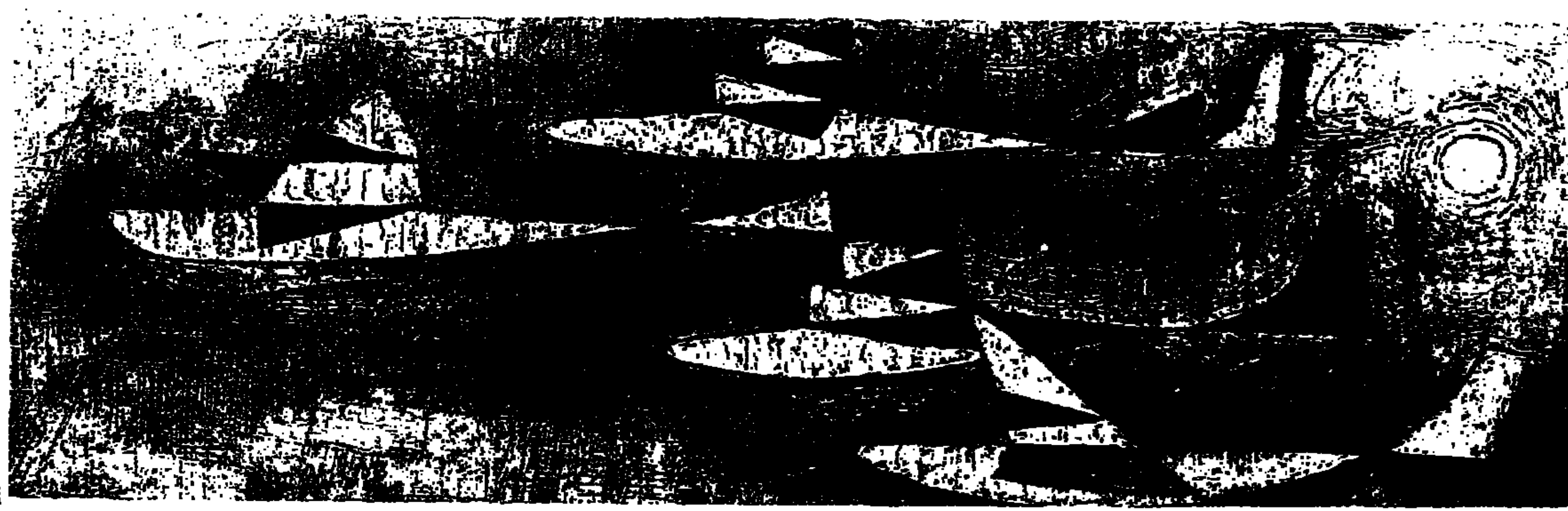
la dissuasion nucléaire

tale (3). Selon lui, la diminution de la menace soviétique et le ralliement à la démocratie des pays qui subiraient les effets des armes nucléaires, rendent *« illégitime »* une politique de sécurité fondée sur de tels instruments. Quant aux missiles air-sol, leur déploiement en Europe centrale ne s'imposerait pas et il suffirait de prendre des dispositions pour organiser leur transfert *« à proximité de la ligne de défense de l'OTAN, en Allemagne ou en Turquie »*, en cas de nécessité.

Ce qui retient l'attention en Allemagne aujourd'hui, c'est la fonction politique des armes nucléaires ; mais tandis que les uns privilégient le rôle stabilisateur du potentiel américain, les autres ne négligent pas le rôle que pourraient jouer à cet égard la France et le Royaume-Uni. Au SPD, certains esprits vont jusqu'à soutenir que la capacité nucléaire de la France est suffisante pour offrir à la RFA une contre-assurance en cas de menace directe contre ses intérêts vitaux (4).

Le traité de non-prolifération (TNP) du 1er juillet 1968 avait surtout pour objet de prévenir la dissémination de l'arme nucléaire dans le monde industrialisé et d'interdire aux ex-ennemis de la seconde guerre mondiale l'accès du club atomique. Aujourd'hui, le problème se pose en termes différents et nul ne soupçonne l'Allemagne unie de vouloir se soustraire aux obligations découlant de ce traité. Certes, elle pourrait reprendre sa liberté en invoquant la clause de retrait de l'article X,1 si des États potentiellement hostiles se dotaient de l'arme nucléaire et de vecteurs d'une portée suffisante pour la menacer dans ses œuvres vives.

Dans l'immédiat, les dirigeants allemands se soucient avant tout de donner des gages de leur attachement au régime de non-prolifération et ils ont pris des mesures pour renforcer le contrôle de l'exportation des technologies sensibles et prévenir ainsi le renouvellement des scandales provoqués en 1988-1989 du fait du laxisme de la politique commerciale de certaines entreprises. Enfin, il est probable que l'Allemagne tentera de réduire le caractère discriminatoire du traité en l'inscrivant dans la perspective esquissée par l'article VI qui vise un désarmement général et complet. A cet égard, elle pourrait mettre l'accent sur l'interdiction des essais nucléaires comme première étape de ce processus à l'instar des pays non alignés qui se sont exprimés dans ce sens lors de la conférence d'examen du TNP réunie l'été dernier. Une telle démarche ne manquerait pas de provoquer des frictions avec la France aussi longtemps que celle-ci jugerait nécessaire de poursuivre son programme d'expérimentation des armes nucléaires dans le Pacifique.



DR

HANS JAENISCH. – « Luftbrücke 4, 1948-1949 » (« Pont aérien »)

Enfin, il reste à élucider le rôle des armes nucléaires dans la perspective d'une organisation européenne de sécurité. On sait que le gouvernement fédéral a voulu maintenir ouverte l'« option européenne » en adhérant au TNP, et le secrétaire d'Etat américain Dean Rusk a confirmé lors des *hearings* organisés en juillet 1968 pour la commission des affaires étrangères du Sénat qu'un *« nouvel Etat fédéré européen pourrait succéder au statut nucléaire d'un Etat nucléaire qui en deviendrait membre, à condition qu'il exerce toutes les compétences gouvernementales qui appartenaient préalablement à ses membres dans le domaine de la politique étrangère et de la défense* (5) ». Aussi l'union européenne en gestation risque-t-elle de buter sur l'obstacle nucléaire, et l'Allemagne dont le poids ne cessera de s'affirmer sur la scène mondiale pourrait ne pas s'accommoder indéfiniment d'une dépendance par rapport à des protecteurs. Théoriquement, le problème serait résolu si la France et le Royaume-Uni renonçaient à leur autonomie de décision au bénéfice d'une entité supranationale dotée de tous les attributs de la souveraineté militaire ou si l'on parvenait à conclure un accord prévoyant la destruction de toutes les armes nucléaires sous un contrôle international strict. Ces deux hypothèses ont peu de chances d'être vérifiées dans l'avenir prévisible et plutôt que de s'assigner des objectifs hors de portée, il vaudrait mieux aborder le problème de la sécurité européenne en termes pragmatiques et tenter de promouvoir un ordre de paix en Europe en faisant fond sur l'existence de capacités de dissuasion minimales.

JEAN KLEIN.

(3) Lire *Auf der Suche nach der Gestalt Europas – Festschrift für Wolfgang Wagner*, Europa-Union Verlag, Bonn, 1990. Une version abrégée du texte de Karl Kaiser est parue dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 2 juillet 1990 sous le titre : « Von der nuklearen Abschreckung zur abgestuften Konflitkontrolle ».

(4) Lire l'essai d'Egon Bahr « Es reicht mit Frankreich » dans *Friedensgutachten 1989* (sous la direction d'Egon Bahr, de Gert Krell et de Klaus von Schubert), Institut für Friedensforschung und Suchenheitspolitik, Hambourg, 1989. Une version française est parue dans le quotidien *le Monde* sous le titre ambigu : « Dissuasion : avec la France, ça suffit ! »

(5) Lire, sur ce sujet, Georges Fischer, *La Non-Prolifération des armes nucléaires*. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1969.

LA CHARTE DE PARIS POUR UNE NOUVELLE EUROPE

L'après-guerre froide a éclaté

Par
VICTOR-YVES
GHEBALI *

LE sommet qui a réuni à Paris, du 19 au 21 novembre 1990, les chefs d'Etat et de gouvernement des trente-quatre pays de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (1) a tiré les conséquences des profonds changements intervenus dans l'espace géopolitique européen et ouvert une ère de coopération nouvelle. Il a accompli à cet égard deux tâches qu'il n'est pas excessif de qualifier d'historiques.

D'une part, en prenant acte du traité « 2 + 4 » sur l'unification de l'Allemagne, de la déclaration conjointe (de non-agression) des pays membre du pacte de Varsovie et de l'OTAN, du document de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité (MDCS) ainsi que, surtout, du traité sur les forces armées conventionnelles (FCE), il a tourné les pages conjointes de la seconde guerre mondiale et de la guerre froide. D'autre part, il a adopté la « Charte de Paris pour une nouvelle Europe » qui annonce l'institutionnalisation de la CSCE et la redéfinition du programme de celle-ci aux paramètres d'une Europe devenue plus démocratique, plus pacifique et plus unie que jamais auparavant.

Inaugurée en 1973, puis couronnée en 1975 par un sommet lors duquel fut signé l'Acte final d'Helsinki, la CSCE a poursuivi son cours pendant trois lustres dans un scepticisme quasi général. L'effrondrement de l'ordre européen instauré par la fortune des armes, consolidé par le manichéisme des idéologies et cristallisé par le péril nucléaire, marqua, en 1989, le triomphe du processus d'Helsinki : la nouvelle Europe dont l'Histoire commençait à accoucher était bel et bien la fille spirituelle des principes de la CSCE. Celle-ci n'a donc pas été un marché de dupes. Mieux : l'euthanasie du communisme l'a rendue plus nécessaire que jamais.

Jusqu'alors, la CSCE n'était qu'un *processus de négociations sans secrétariat fixe et aux réunions sans périodicité bien déterminée*. Cette double lacune a été comblée. D'autre part, un *« mécanisme de consultations régulières »*, – bâti sur le modèle de la coopération politique entre les douze de la CEE, – fonctionnera sous la forme de sommets biennaux tenus à l'occasion des « réunions sur les suites » de la CSCE (qui dressent le bilan de la mise en œuvre des engagements souscrits dans le cadre du processus d'Helsinki), de réunions annuelles d'un conseil des ministres des affaires étrangères, et, enfin, d'un comité de hauts fonctionnaires chargé de la préparation des travaux et de l'application des décisions du conseil, lequel constituera le véritable centre de gravité politique de la CSCE. D'autre part, celle-ci sera dotée d'un secrétariat purement administratif, aux tâches logistiques et aux effectifs limités à une poignée de diplomates détachés de leur ministère pour une période de deux ans. Ce secrétariat de type non onusien, et pour ainsi dire « ectoplasmique », siégera à Prague – en hommage à la Tchécoslovaquie de M. Vaclav Havel et, par-delà, à la libération des pays est-européens du communisme.

Trois autres éléments nouveaux compléteront l'armature institutionnelle de la CSCE : un centre de prévention des conflits, à Vienne, initialement chargé de *la mise en œuvre des nouvelles MDCS militaires* ; un bureau des élections libres, à Varsovie, chargé de faciliter les contacts entre les gouvernements, les parlements et les organisations privées en vue de l'observation des opérations électorales ; une assemblée parlementaire dont les modalités pratiques seront examinées par le conseil des ministres des affaires étrangères lors de sa première session à Berlin, en juin 1991.

Consolidation des institutions démocratiques

LES aménagements introduits au programme de travail de la CSCE ne sont pas moins remarquables. En matière *de sécurité, on retiendra surtout trois éléments*. D'abord, il y a la décision de principe d'une négociation unique (c'est-à-dire réunissant les trente-quatre ministres) intégrant désarmement conventionnel et MDCS vers 1992, après la quatrième réunion sur les suites de la CSCE prévue à Helsinki – formule qui, comme l'a inébranlablement soutenu la France depuis deux décennies, mettra un terme aux négociations militaires « bloc à bloc ».

Ensuite, il y a l'introduction dans la *problématique de la sécurité d'une* dimension non militaire incluant le terrorisme et le trafic de la drogue : la lutte contre ces fléaux fera partie intégrante de la coopération nouvelle entre les trente-quatre. Enfin, il y a l'engagement de tous les pays-membres à l'égard d'une méthode de règlement pacifique des différends impliquant l'intervention obligatoire d'une tierce partie, méthode dont l'élaboration incombera à la réunion d'experts qui siégera à La Valette (Malte) en janvier prochain.

En matière de droits de l'homme, où existe désormais une conception Est-Ouest commune fondée sur le caractère inaliénable des droits de la personne humaine et des responsabilités fondamentales de tout Etat de droit, il y a deux innovations. On relèvera l'accent mis sur la protection des minorités et sur ce que l'on pourrait appeler l'« assistance technique en démocratie », c'est-à-dire l'aide en vue de la consolidation des institutions démocratiques dans les pays de l'ancien bloc de l'Est : deux réunions d'experts se chargeront, l'une à Genève et l'autre à Oslo, de jeter les fondements d'une telle coopération dès le second semestre de 1991.

D'autre part, le mécanisme dit de *« la dimension humaine de la CSCE »*, qui autorise les pays de l'Europe d'Helsinki à s'interpeller au sujet de leur comportement en matière des droits de l'homme sur la base d'un véritable droit d'ingérence, sera renforcé de manière assez substantielle. Le mécanisme permettra non seulement à des experts indépendants d'intervenir dans la procédure, mais aussi aux citoyens particuliers de participer à la protection de leurs droits. Les modalités pratiques seront étudiées lors de la troisième phase de la conférence sur la dimension humaine qui se tiendra – signe des temps – à Moscou, en octobre 1991.

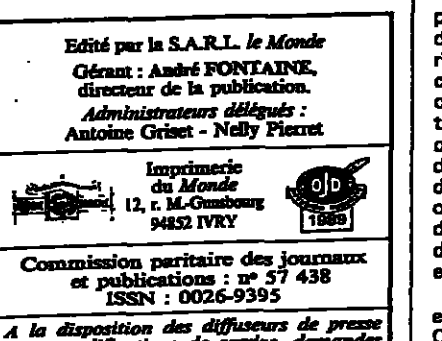
Concernant la coopération économique (au sens large du terme), la Charte de Paris est moins innovatrice, la CSCE n'ayant jamais eu vocation de servir d'instrument direct de coopération. Pour l'essentiel, le document de Paris se contente de souligner le *« rôle important »* de la Communauté européenne dans le développement politique et économique de l'Europe (les Américains s'étant opposés à une formulation plus vigoureuse), ainsi que le caractère prioritaire de la coopération pour une protection de l'environnement compatible avec une croissance économique soutenue et le respect des droits de l'homme.

Il a été bien clairement énoncé que la CSCE ne saurait traiter de défense et ne constituerait pas un système régional de sécurité collective. Mais la perspective de *« réunions d'urgence »* convoquées par le conseil des ministres et le mandat du centre de prévention des conflits représentent autant de graines dont la germination dans le limon fertile de la CSCE ne saurait être absolument exclue.

* Professeur, Institut universitaire de hautes études internationales (Genève). Auteur de *la CSCE, d'Helsinki à Vienne* (Bruylant, Bruxelles, 1989).

(1) Les trente-deux pays du continent (y compris l'Albanie, observateur depuis juin 1990) plus les Etats-Unis et le Canada.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateurs délégués : Antoine Griset - Nelly Pierret



Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) (1) 05-36-11-11.

GOLFE : une guerre à l'arraché ?

De la France au Yémen, de l'Union soviétique à la Colombie, les dirigeants des Etats-Unis ont sillonné le monde pour arracher aux Etats membres du Conseil de sécurité l'approbation de la stratégie musclée qu'ils souhaitent mettre en œuvre dans le Golfe. Parallèlement, Washington accumule de nouveaux obstacles sur la voie d'un règlement diplomatique et le secrétaire américain à la défense a affirmé que, même si l'Irak se retire du Koweït et se plie aux résolutions de l'ONU, le monde aura *« encore à se préoccuper de l'acquisition par Bagdad d'armes nucléaires, et cela nécessitera une série de sanctions plus agressives »*. Dans le cadre de la grande coalition contre M. Saddam Hussein, le président George Bush a rencontré à Genève son homologue syrien M. Hafez El Assad – dénoncé il y a encore quelques mois comme *« terroriste »* – et le secrétaire d'Etat M. James Baker s'est rendu en Turquie en oubliant le drame des Kurdes ***(lire l'article de Christiane More page 17).***
Sûre d'elle et dominatrice l'Amérique de M. Bush laisse peu de champ diplomatique à l'Europe dont le destin demeure pourtant inséparable de celui du Proche-Orient ***(lire l'article de Dominique Chevallier page 16).***

La quête désespérée

Par **PAUL-MARIE DE LA GORCE ***

FIN novembre, l'impression générale, dans les milieux directement concernés par l'évolution de la crise du Golfe, était qu'il restait peu de temps pour qu'une solution négociée puisse intervenir avant que le président américain George Bush ne décide d'ouvrir les hostilités. Jamais, pourtant, depuis le début de la crise, l'espoir d'une négociation qui aboutirait à un compromis politique n'a complètement disparu.

Dès que celle-ci commença, après l'intervention irakienne au Koweït le 2 août, on envisagea qu'elle puisse être résolue par la négociation. Ce fut l'affaire de quatre jours, avant que la décision américaine d'intervention militaire dans le Golfe ne produise ses effets inévitables. Durant ces quatre jours, les gouvernements de la région se concertèrent sur la réponse à donner à l'initiative irakienne. Ils furent tous partisans de réunir un sommet arabe qui devait se tenir à Djedda. Et il n'est pas indifférent que les deux gouvernements les plus actifs dans la préparation de ce sommet furent ceux d'Egypte et d'Arabie saoudite. On en comprenait alors très bien les raisons : le président Hosni Moubarak était, de tous les chefs d'Etats arabes, celui qui avait établi les relations les meilleures avec Bagdad durant la guerre irako-iranienne, et il savait le rôle déterminant, plus important que tout autre, joué par le président Saddam Hussein en faveur du retour de l'Egypte au sein du camp arabe.

Quant à la famille régnante en Arabie saoudite, nul n'ignorait qu'elle n'avait pas de considération excessive pour l'émirat du Koweït et qu'elle reprochait en particulier à l'émir Jaber lui-même de ne pas avoir effacé les dettes de guerre irakiennes comme elle l'avait fait.

Quoi qu'il en soit, les pourparlers se développaient activement autour de diverses options qui auraient été soumises au sommet. Ainsi envisageait-on tantôt de soumettre les litiges frontaliers entre l'Irak et le Koweït à un arbitrage qui eût fait droit, dans une certaine mesure, aux revendications traditionnelles de Bagdad d'un débouché sur la mer ; tantôt on y ajoutait des propositions de règlement financier qui comporteraient, moyennant l'évacuation du Koweït et la restauration de la dynastie Al Sabah, le versement d'une indemnité pour l'exploitation abusive par les Koweïtiens des gisements pétroliers situés aux confins des deux pays, entre Roumeila-Nord et Roumeila-Sud ; tantôt on envisageait, en même temps que la restauration de la dynastie, la nomination d'un gouvernement koweïtien disposé à une association économique, financière et peut-être stratégique et militaire avec l'Irak. Aucune de ces solutions, en tout cas, ne paraissait complètement exclue à la plupart des gouvernements qui s'apprêtaient à participer au sommet de Djedda.

Un coup d'arrêt définitif y fut donné par la décision du président Bush d'intervenir dans la crise par l'envoi immédiat de forces américaines en territoire saoudien et dans le Golfe. Tout le monde comprit, ce 5 août 1990, que le président américain, écartant toute éventualité de négociation, faisait choix d'une stratégie de confrontation.

Dès cette date, en réalité, et quelles qu'aient été les arrière-pensées initiales du président Bush, la guerre était contenue dans sa décision et, de ce fait, les chances d'une solution négociée seraient de toutes façons réduites, comme seraient limités les délais pour y parvenir. Le 6 août, la tentative de réunir un sommet à Djedda fut publiquement abandonnée par les gouvernements arabes qui, durant quatre jours, en avaient préparé la réunion.

Le rôle-clé de l'Égypte

CE furent justement les deux Etats qui s'y étaient attachés le plus, l'Arabie saoudite et l'Egypte, qui, désormais, allaient être les plus engagés dans la confrontation avec l'Irak. Dans les calculs qu'il avait faits quant aux suites de son intervention au Koweït et aux soutiens sur lesquel il pourrait alors compter, le président Saddam Hussein avait surestimé le crédit dont il disposait au Caire du fait de ses anciennes démarches en faveur du retour de l'Egypte dans le camp arabe : elles ne pesaient guère en comparaison de l'influence déterminante que vaut aux Etats-Unis leur aide massive à l'économie égyptienne. Depuis la visite d'Anouar El Sadate à Jérusalem et les accords de Camp David, le soutien de l'Egypte est, après l'alliance privilégiée avec Israël, l'axe principal de la politique américaine au Proche-Orient. Tous les experts officiels du Proche-Orient, tous les conseillers successifs des présidents des Etats-Unis ont toujours soutenu, en effet, que l'Egypte, étant à tous égards le pays le plus important de la région, les positions américaines y seraient, pour l'essentiel, assurées et aucun péril majeur, en tout cas, ne pourrait les menacer tant que seraient maintenus les liens établis entre Washington et Le Caire. Ce choix, autant stratégique que politique, portait ses fruits en ce début de la crise du Golfe : placé devant l'alternative de soutenir l'entreprise américaine ou de s'y opposer, le président Hosni Moubarak choisit de se ranger aux côtés des Etats-Unis.

Le sommet du Caire réuni dans les jours suivants allait en être l'occasion. Le leader de l'OLP, M. Yasser Arafat, appuyé par plusieurs autres dirigeants arabes, en particulier le colonel Kadhafi – qui, pourtant, avait naguère de détestables rapports avec Bagdad – demandèrent que le texte qui allait être mis en discussion ne comporte aucune condamnation de l'Irak : le président Saddam Hussein avait fait savoir, en effet, que c'était de sa part la seule condition pour qu'une négociation plus large s'engage sur l'avenir du Koweït. Mais, prenant de court tous les participants au sommet, le président Moubarak fit adopter un texte qui condamnait l'Irak sans laisser s'engager la discussion, créant un fait accompli sur lequel il fut impossible de revenir malgré les avis très partagés et très nuancés de la moitié des gouvernements arabes. En pratique, la ligne de partage entre les uns et les autres était déjà tracée : en faveur de l'action américaine il n'y avait que les monarchies proche-orientales et l'Egypte, tous les autres étaient réservés ou hostiles, la Syrie constituant un cas particulier.

L'Arabie saoudite constituait l'autre point d'appui essentiel de la stratégie américaine. L'intégration étroite de sa direction politique – qui assume aussi le pouvoir économique et financier – à l'ensemble des intérêts américains, non seulement dans la région mais partout où ils existent, garantissait le soutien saoudien aux initiatives du président Bush. Avec l'Egypte, c'était le deuxième pilier de la stratégie américaine au Proche-Orient et il se révéla tout aussi solide. Non que des oppositions ne se soient manifestées au sein du régime : le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan, en se prononçant publiquement pour un compromis territorial entre l'Irak et le Koweït, ne faisait qu'exprimer les préférences d'une partie de la famille royale.

Mais celle-ci procède par décisions collectives et, la décision de soutenir la politique américaine dans la crise du Golfe ayant été prise, il fallut bien que le prince, à la demande expresse de Washington, démente ses propres déclarations.

Il restait aux autres dirigeants arabes à s'opposer au déclenchement de la guerre en proposant aussitôt une solution négociée. Marocains, Algériens, Tunisiens, Mauritaniens, Libyens, Soudanais, Yéménites, Jordaniens et Palestiniens allaient successivement agir en ce sens, mais le plus souvent en ordre dispersé, sans conju-

* Directeur de la revue *Défense nationale*, auteur de *Requiem pour les révolutions*, Flammarion, Paris, 1990.



LES ANGES INSCRIVANT LES ACTIONS DES HOMMES (les Merveilles de la Création, Irak, 1280) DR

La légalité internationale, premier atout

Par **CAMILLE MANSOUR ***

DÈS le printemps dernier, il était clair que le soulèvement dans les territoires occupés par Israël et l'initiative de paix palestinienne avaient atteint leurs limites : l'indépendance demeurait un objectif très éloigné et les acquis du mouvement étaient susceptibles d'être remis en cause. Dans la colonne positive du bilan, à la veille du 2 août, pourtant, un fait décisif : les Palestiniens, malgré leur dispersion dans l'exil, malgré leur diversité politique dont témoigne, par exemple, la montée du mouvement islamique Hamas, présentaient globalement un front uni alliant la direction de l'OLP à sa base populaire de l'intérieur et de l'extérieur.

Les Palestiniens étaient parvenus, sinon à libérer leur territoire ou leur économie de la mainmise israélienne, du moins à libérer leur volonté et leur tissu social du contrôle de l'occupant. Ils s'étaient tellement imprégnés de l'idée d'Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza comme seule issue acceptable de leur lutte qu'ils jaugeaient toute déclaration, toute mesure émanant d'Israël ou des puissances extérieures à l'aune de cet objectif. Ils avaient réussi à convaincre la grande majorité des gouvernements du monde qu'un Etat palestinien fondé sur leur droit à l'autodétermination, sur la coexistence avec Israël à l'intérieur de ses frontières de mai 1967 et donc sur la récupération partielle de leurs droits sur leur patrie, était un objectif raisonnable et conforme à la légalité internationale.

Mais cela n'a pas suffi pour inciter à un engagement sérieux dans le même sens les deux Etats dont l'attitude est à cet égard décisive : Israël et les Etats-Unis. Certes, des forces politiques israéliennes ont été convaincues du caractère intenable du *statu quo* et de l'inéluctabilité d'un Etat palestinien. De fructueuses rencontres israélo-palestiniennes ont pu avoir lieu, mais la décision gouvernementale a été confisquée par le Likoud et l'extrême droite, partisans d'une politique de refus.

La conjonction de l'Intifada, de l'unité nationale palestinienne et des concessions formulées par le Conseil national palestinien à Alger, en novembre 1988, et par M. Yasser Arafat à Genève, en décembre 1988, ont contraint les Etats-Unis à ouvrir un dialogue officiel avec l'OLP. Mais alors que les concessions palestiniennes se situaient sur le plan des principes (reconnaissance d'Israël et de la résolution 242 du Conseil de sécurité), les Etats-Unis n'ont consenti qu'à un dialogue restreint au niveau des ambassadeurs à Tunis et n'ont fait aucun pas sur le plan des principes (reconnaissance de la représentativité de l'OLP ou du droit des Palestiniens à l'autodétermination, et encore moins de celui d'établir leur Etat). Quant au plan Baker, relatif à l'organisation d'élections dans les territoires occupés, idée empruntée au plan Shamir, les Américains ne l'ont pas négocié avec l'OLP mais avec l'Egypte, et ils ont été incapables de convaincre ses auteurs israéliens de s'y conformer, et cela à cause de (ou malgré) l'aval donné par l'OLP à ce plan pourtant chargé d'ambiguïtés.

L'afflux de juifs soviétiques

TOUT s'est donc passé comme si les Américains n'avaient visé qu'à gagner du temps et à amener les Palestiniens à consentir concession sur concession. Quand l'intransigeance israélienne fit perdre toute crédibilité à ce jeu, Washington, au lieu de faire pression sur M. Shamir ou de faire un pas en direction des Palestiniens, par exemple en élevant le niveau de ses contacts avec l'OLP ou en abandonnant ses ambiguïtés sur les principes du règlement, trouva plus commode d'utiliser le prétexte d'une opération anti-israélienne du groupe Aboul Abbas pour rompre le dialogue avec l'OLP et enterrer le plan Baker. A la fin du printemps 1990, le processus de règlement israélo-palestinien était donc dans l'impasse. D'autre part, les bouleversements en Europe orientale et en Union soviétique laissaient les Etats-Unis seuls en lice sur la scène du Proche-Orient. La diplomatie israélienne s'en trouvait renforcée et, surtout, les juifs soviétiques se mirent à affluer en Israël après que Washington eut tout d'un coup imposé des limites drastiques à leur immigration aux Etats-Unis (1). Le spectre d'un nouvel exode massif, comme en 1948, se profilait à l'horizon, mais cette fois de Cisjordanie et de Gaza, où les Palestiniens seraient remplacés par des immigrants. Ce qui était maintenant en danger, c'était la base territoriale et humaine du futur Etat palestinien. Loin de contribuer à l'application de la légalité internationale en Palestine, la fin de la guerre froide et l'avènement du nouvel ordre mondial perpétuaient et aggravaient l'injustice.

Pendant longtemps, les chancelleries et les médias de l'Occident avaient promis monts et merveilles aux Palestiniens, pourvu qu'ils mettent leur programme en conformité avec la légalité internationale et ne se contentent pas, comme ils le faisaient depuis 1974, d'affirmer leur aspiration à établir un Etat indépendant dans les territoires occupés mais reconnaissent sans ambiguïté Israël. Après avoir accédé à toutes ces demandes et avoir vainement attendu pendant plus de dix-huit mois les préparatifs américains devant conduire à des négociations, les Palestiniens risquaient de perdre ce qu'ils avaient déjà. Au sentiment d'avoir été bernés par la politique dilatoire de Washington s'ajoutait la désillusion d'avoir misé sur une légalité internationale incapable de s'exercer en l'absence d'un rapport de forces favorable, impuissante à assurer la protection des populations de la Cisjordanie et de Gaza.

Au moment où cette impasse devenait réalité (au début du printemps 1990), la tension irako-israélienne com-

* Maître de conférences associé à l'université Paris-I ; membre du comité de rédaction de *la Revue d'études palestiniennes*, Paris.

(1) Lire Camille Mansour, « L'émigration des juifs soviétiques et le processus de paix israélo-palestinien », dans *Politique étrangère*, nº 2, été 1990, pp. 327-333.



d'un dénouement diplomatique

guer leurs efforts, sans constituer un camp unique qui aurait pu mobiliser en sa faveur l'appui des autres Etats du monde qui, pour d'autres raisons, souhaitaient évidemment éviter la guerre.

La voie dans laquelle ils s'engagèrent pour la plupart fut celle d'un compromis territorial. Presque tous les chefs d'Etat arabes, partisans d'une négociation, y songèrent. Le colonel Kadhafi et le président tunisien Ben Ali, parmi d'autres, en furent les principaux avocats. Ils y furent portés d'autant plus que, en réplique à l'intervention militaire américaine, le président Saddam Hussein avait décrété le rattachement du Koweït à l'Irak, mettant ainsi fin à la fiction d'un gouvernement koweïtien indépendant, issu de la fuite de l'émir et de sa famille et prétendant représenter le pays : fiction difficile à soutenir longtemps si le nouveau gouvernement ne bénéficiait pas d'un certain appui populaire, mais qui avait l'avantage de ménager la voie à toute une gamme d'arrangements politiques. Puisqu'il fallait renoncer à une transaction sur le pouvoir politique au Koweït, les gouvernements qui se voulaient médiateurs estimèrent qu'il fallait en venir à une transaction territoriale. A leur avis, le gouvernement irakien lui-même en avait fourni le cadre en décidant que la région de Roumeila-Sud et les îles de Boudiane et de Warba seraient dorénavent rattachées au gouvernement de Bassora tandis que le reste de l'émirat constituerait une province nouvelle : il suffirait que celle-ci recouvre son indépendance et que la famille Al-Sabah y revienne pour que l'affaire soit réglée, le reste demeurant rattaché à l'Irak. C'est ce que proposèrent sous des formes à peine différentes, plusieurs gouvernements arabes en envisageant la procédure nécessaire à la restauration de l'émirat : contrôle provisoire par une force interarabe, référendum ou élections, arbitrage international sur la délimitation des nouvelles frontières, accords de coopération entre le Koweït et l'Irak.

Ce compromis fut-il possible et l'est-il encore ? Ou le gouvernement irakien lui-même n'en a-t-il pas voulu ? Il existe à cet égard des jugements contradictoires. Le roi Hussein de Jordanie, le président tunisien Ben Ali, le colonel Kadhafi, laissent dire, ou disent eux-mêmes, que leurs suggestions ont suscité une réaction très négative à Bagdad, tandis que beaucoup d'autres interlocuteurs directs du président Saddam Hussein ont eu l'impression et même la certitude qu'il était prêt au compromis. En réalité, l'attitude irakienne s'explique par des arguments que les collaborateurs du président Saddam Hussein s'efforcent de faire comprendre. Avant tout, disent-ils, il ne convient pas de faire des concessions à ses amis, qui ne peuvent rien offrir en échange, quitte à les consentir à ses adversaires qui doivent, de leur côté, faire savoir clairement qu'ils acceptent un compromis. Le président irakien, disent-ils, a plusieurs fois fait connaître qu'il était prêt à des sacrifices, mais en même temps qu'il ne consentirait jamais à une capitulation sans conditions : c'est aux Etats-Unis, puisque c'est d'eux que tout dépend, de faire savoir qu'ils acceptent une solution négociée et qu'une contrepartie sera donnée à l'Irak si la plus grande partie du Koweït était évacuée – faute de quoi il n'y a aucune raison d'envisager cette évacuation. En d'autres termes, on serait prêt à Bagdad à faire d'amples concessions mais on ne les ferait que pour aboutir à un accord sans lequel elles seraient inutiles et apparaîtraient seulement comme des symptômes de faiblesse.

Attendre le terme ultime de la crise

L'APPARENTE intransigeance de Bagdad aurait aussi une autre raison : si les Etats-Unis, devant les risques d'une guerre, et d'une explosion générale que celle-ci déclencherait dans toute la région, préfèrent s'en tenir au maintien des positions actuelles, se réservant eux-mêmes le contrôle politique et militaire de l'Arabie saoudite, des petits Etats riverains du Golfe et, indirectement, de l'Egypte elle-même, on se résignera à la longue au fait accompli et le Koweït sera durablement incorporé à l'Irak. L'avantage sera si considérable qu'il vaut la peine de courir cette chance, quitte à refuser pour le moment une solution de compromis qui, du reste, n'est pas acceptée par les Etats-Unis et leurs associés.

Car c'est en évoquant le terme ultime de la crise, le moment où l'on approchera de l'ouverture des hostilités, que l'on reconnaît, à Bagdad, que des concessions ultimes pourraient être faites de manière à éviter la guerre et qu'un compromis territorial pourrait alors être officiellement accepté : auparavant, dit-on, ce ne serait ni indispensable, ni même efficace. En d'autres termes, le compromis territorial serait virtuellement accepté par le président Saddam Hussein, mais il ne serait pas encore temps pour lui de l'admettre, surtout pas tant que d'autres protagonistes majeurs de la crise ne l'acceptent pas.

Le gouvernement irakien a proposé que l'on s'engage dans une autre voie pour aboutir à une solution négociée. Le 12 août, il a suggéré qu'une conférence générale soit organisée en vue de traiter de toutes les crises de la région. Il y incluait naturellement l'affaire du Koweït, en admettant à l'avance qu'elle pourrait être l'objet d'une discussion sans aucun préalable et sans aucune condition impérative. Mais il incluait aussi naturellement le Liban et, par-dessus tout, le conflit israélo-arabe. On a aussitôt compris l'intérêt tactique de cette initiative pour Bagdad : il se faisait ainsi l'avocat d'une relance des pourparlers sur la question palestinienne, il justifiait rétrospectivement l'intervention au Koweït par l'ouverture d'une négociation qui porterait aussi sur la paix entre Israël, les Etats arabes et le peuple palestinien, il renvoyait la communauté internationale à ses propres exigences et à ses propres principes en l'obligeant à mettre sur le même plan toutes les crises du Proche-Orient et en suggérant que, si l'on voulait obtenir beaucoup de l'Irak sur l'affaire du Koweït, il faudrait en faire beaucoup aussi pour que soient enfin reconnus les droits du peuple palestinien.

L'habileté tactique rejoignait ainsi, dans la proposition irakienne, le souci d'une démarche « morale » en faveur de la question palestinienne au moment où celle-ci risquait d'être oubliée et enterrée sous le flot des immigrants d'origine soviétique. Cela pouvait valoir à Bagdad de nombreux soutiens internationaux et, pour commencer, un surcroît de popularité dans l'ensemble du monde arabe où, déjà, sa résistance aux entreprises américaines lui conférait une popularité qu'il n'avait jamais eue et que rendait impossible la nature de son régime.

En même temps, les responsables irakiens faisaient ressortir l'intérêt qu'il y avait à engager une négociation dans le cadre le plus large, où l'on pourrait, par exemple, traiter aussi bien de la sécurité d'Israël que de la répartition des richesses dans la région du Golfe, des liens entre la Jordanie et un éventuel Etat palestinien que de la pacification du Liban et de la limitation des armements conventionnels et non conventionnels dans la région.

Compromis territorial ou conférence générale sur les crises du Proche-Orient : les deux voies étaient ouvertes à un règlement négocié. Le gouvernement soviétique décida de vérifier s'il était possible d'emprunter l'une ou l'autre pour sortir de la crise. Le collaborateur personnel du président Mikhaïl Gorbatchev pour les affaires étrangères, M. Evguenni Primakov, vint donc une première fois à Bagdad pour s'assurer des intentions du président Saddam Hussein. Après quoi il fit le tour des grandes capitales occidentales : Paris, Londres et Washington. Il revint à Bagdad le 26 octobre et y séjourna jusqu'au début de la semaine suivante. Le compte rendu qu'il fit au président irakien de ses entretiens avec les dirigeants américains fut un constat d'échec : le président George Bush n'acceptait aucun compromis, ni territorial ni politique, et il n'acceptait pas davantage l'idée d'une conférence générale, refusant catégoriquement de faire dépendre le règlement de l'affaire du Koweït d'une négociation parallèle sur le conflit israélo-arabe. Bref, il ne voulait rien d'autre qu'une capitulation sans condition de l'Irak.

C'est alors, on s'en souvient, que le président irakien et le diplomate soviétique convinrent qu'on explorerait à nouveau une troisième voie vers un arrangement négocié : la « solution interarabe », celle au fond que l'on avait envisagée aux premiers jours de la crise et qui présenterait l'avantage de limiter le nombre des négociateurs et de ne pas exiger des Etats-Unis qu'ils reviennent sur les principes de leur politique puisqu'ils n'auraient plus qu'à prendre acte d'un réglement négocié apparemment en dehors d'eux. Informé, le président Mikhaïl Gorbatchev accepta d'en reprendre l'idée à son compte : il le fit publiquement lors de son passage à Paris. Le lendemain même, le gouvernement égyptien, manifestement à l'instigation des Etats-Unis, repoussa cette nouvelle tentative de recours à une « solution inter-arabe » ; on aboutissait donc à un nouvel échec.

Ces démarches soviétiques révélaient pourtant qu'à Moscou des divergences graves avaient surgi. Deux courants s'y affrontaient évidemment : l'un, privilégiant les relations soviéto-américaines et préconisant de soutenir autant que possible et quoi qu'il en coutât les Etats-Unis, y compris dans la crise du Golfe, a pour chef de file, de notoriété publique, le ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnardze ; l'autre, estimant qu'il ne faut pas sacrifier les acquis, l'influence, le prestige même de l'Union soviétique dans plusieurs régions du monde, et d'abord au Proche-Orient, est soutenu par un grand nombre de diplomates soviétiques ayant passé les dernières décennies à préserver ou renforcer les intérêts de l'URSS au-dehors, désespérés aujourd'hui de les voir s'effondrer.

M. Evguenni Primakov en est l'un des représentants. La conviction des dirigeants irakiens est que cette deuxième école a obtenu l'appui de M. Mikhaïl Gorbatchev lui-même peu après le sommet américano-soviétique d'Helsinki.

On y ajoute souvent à Bagdad une certaine analyse des positions françaises qui conduit à espérer que l'Union soviétique et la France pourraient conjuguer leurs efforts en faveur d'une solution négociée.

N'est-il pas trop tard ?

A cet égard, on se réfère avant tout au discours prononcé par le président François Mitterrand devant l'Assemblée générale des Nations unies, dont on ne retient que deux points : si l'Irak manifestait seulement l'intention de se retirer du Koweït, selon le président français, « *tout serait possible* », ce qui laisserait entendre que des arbitrages pourraient être rendus dans les litiges financiers et frontaliers entre l'Irak et l'émirat et, simultanément, le régime futur de celui-ci devrait être décidé « *démocratiquement* » par les Koweïtiens, ce qui ouvrirait la voie à des négociations sur une association entre l'Irak et le Koweït qu'un nouveau régime ou un nouveau gouvernement accepterait et qui serait ratifiée par les électeurs koweïtiens. Est-ce bien l'interprétation qu'il faut donner aux propos du président Mitterrand ? On peut en douter, mais c'est un fait que les dirigeants irakiens y voient une ouverture vers une négociation politique qui recevrait l'appui de l'Union soviétique, des pays arabes autres que les monarchies proche-orientales et l'Egypte, et des puissances qui, comme l'Allemagne et le Japon par exemple, paraissent les plus hostiles au déclenchement de la guerre ou, du moins, les plus éloignées de l'entreprise américaine.

A nouveau, cependant, la « solution interarabe » a été proposée, cette fois par le roi du Maroc. Et, à nouveau, l'Egypte l'a fait échouer, lors d'une rencontre entre le président Hosni Moubarak et le président syrien Hafez El-Hassad. Le roi Hassan II suggérait alors un « sommet » arabe plus restreint, ne comportant que les chefs d'Etat les plus directement intéressés à la crise du Golfe.

A certains signes, on peut croire que le chef de l'État syrien a rallié la position égyptienne à condition que le président Moubarak retarde autant que possible l'ouverture des hostilités et ménage ainsi de nouvelles possibilités de règlement politique. M. Hafez El-Assad se plaçait ainsi en position d'interlocuteur indispensable du président des Etats-Unis, qu'il rencontra à son retour du Golfe. Il avait laissé la presse syrienne se lancer depuis un mois dans une vive campagne où l'Irak était décrit comme assurant au camp arabe sa « *profondeur stratégique* » et dénonçant toute attaque contre le territoire irakien comme une menace contre tous les Etats arabes. Etait-ce une manière d'avertir le président George Bush qu'il devrait faire face, en cas de guerre, à l'hostilité directe ou indirecte de la plus grande partie du monde arabe, ou se mettait-il en position de négocier avec lui dans les conditions les plus avantageuses pour la Syrie ?

Ou n'était-il pas trop tard, en réalité, pour des jeux diplomatiques auxquels le président américain n'était plus disposé à jouer ?

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

Tiédeur

AVANT même d'être déclenchée, la guerre coûte cher. Et les États-Unis, depuis le début de la crise, ont fait le tour de leurs alliés, la sébile à la main (1). L'hebdomadaire *US News and World Report*, du 26 novembre, note que, si quarante pays se sont engagés à verser 40 milliards de dollars en 1991, l'Allemagne n'a pas versé un centime sur les 260 millions qu'elle avait promis de payer en 1990 et la Corée du Sud s'est aussi abstenue. Le Japon n'a déboursé que 376 millions sur les 624 millions promis, alors que, chaque mardi, le Trésor américain reçoit un chèque de 250 millions de dollars du Koweït et que l'Arabie saoudite éponge toutes les dépenses logistiques des GI's.

La tiédeur de Bonn à s'engager soulève une certaine irritation à Washington, où l'on rappelle le rôle de plus de cent firmes allemandes dans le développement militaire irakien – notamment dans le domaine chimique. La libération de tous les otages allemands n'a fait qu'accroître les inquiétudes, alors que l'opinion publique d'outre-Rhin se désintéresse largement de l'évolution dans le Golfe.

A. G.

(1) Lire Ibrahim Warde, « Les dividendes de l'opération « Bouclier du désert », *le Monde diplomatique*, novembre 1990.

de la cause palestinienne

mença à occuper les devants de la scène proche-orientale. Elle confirmait une course aux missiles et aux armes de destruction massive. Cette escalade était d'un genre nouveau pour la région, non seulement à cause de la nature de ces armes, mais aussi parce que les deux pays impliqués n'ont pas de frontières communes, ce qui les prive, en cas de crise, de la progressivité de l'escalade et les oblige à atteindre prématurément les paliers les plus dangereux. Les Arabes, et pas seulement les Palestiniens, espéraient voir ainsi se créer une dissuasion mutuelle avec Israël (l'« équilibre de la terreur ») de nature à conduire à des négociations visant, à la fois, à un désarmement réciproque (référence à une proposition égyptienne d'avril 1990 de réunir une sorte de CSCE pour le Proche-Orient) et à un règlement équilibré du conflit israélo-palestinien conforme à la légalité internationale. Cependant, ni les Etats-Unis ni Israël n'étaient prêts à admettre l'idée de dissuasion mutuelle (ensemble, ils développaient un programme de missiles antibalistiques) et excluaient par conséquent l'idée d'un désarmement équilibré lié à un règlement du conflit.

Une réalité stratégique nouvelle

SI Israéliens et Palestiniens avaient été en train de négocier l'application du plan Baker, l'invasion du Koweït par Bagdad aurait alors été perçue comme une action venant gâcher une négociation historique et n'aurait probablement pas eu lieu. En effet, elle eût risqué d'être condamnée par l'opinion populaire palestinienne et arabe unanime. Dans un tel cas, les Américains n'auraient pas eu de raison d'intervenir en Arabie saoudite, mais auraient été incités à préparer la seconde phase des négociations impliquant les Etats arabes et Israël en vue de l'établissement d'un système de sécurité régional.

L'invasion du Koweït et l'intervention américaine créent une réalité stratégique nouvelle dont les effets potentiels peuvent être pervers, c'est-à-dire non conformes aux intentions initiales des acteurs. Si l'Irak croyait que son initiative ne comportait pas de grands risques militaires, c'est à une double menace de destruction (par les Etats-Unis et Israël), que le pays est depuis lors confronté (2). Par ailleurs, qu'il y ait guerre ou non, l'intervention des Etats-Unis en terre arabe les implique « physiquement » dans le conflit israélo-arabe. En d'autres termes, la solidité stratégique, politique et diplomatique de la présence américaine sur le sol arabe dépendra beaucoup plus qu'avant de la politique de Washington à l'égard de l'évolution du conflit israélo-arabe (3).

A la lumière de ces considérations s'éclaire la stratégie palestinienne. Pour la direction, il s'agit d'éviter la guerre avant tout, notamment parce qu'elle instaurerait un déséquilibre stratégique régional au profit d'Israël, mais aussi à cause de l'instabilité politique et des tensions interétatiques qu'elle provoquerait.

Du fait des multiples liens qui existent entre la crise du Golfe et le conflit israélo-arabe, la solution de la première aura inéluctablement des conséquences, certes imprévisibles, sur l'autre. Pour l'OLP, il faut que ces conséquences soient maîtrisées, non seulement au bénéfice de la cause palestinienne, mais aussi dans l'intérêt d'un Israël choisissant de coexister avec ses voisins palestiniens et arabes. Cela signifie entre autres que l'insistance employée à défendre la légalité internationale dans le Golfe serve aussi à affirmer la légalité internationale en Palestine. L'OLP craint que, une fois la crise du Golfe résolue, le droit et l'intérêt ne convergent plus miraculeusement, à Washington et ailleurs.



JEAN-MICHEL SICOT

DANS UN VILLAGE DE CISJORDANIE
Les Palestiniens seront-ils remplacés par des immigrants ?

Si la guerre est écartée et si la négociation s'ouvre, celle-ci ne pourra se limiter au retrait irakien du Koweït. Du fait des revendications contradictoires des parties, se trouveront posées la question du retrait militaire américain, celle du désarmement « qualitatif » de l'armée irakienne, celle du système de sécurité régional – donc de la place qu'Israël, en particulier, y occupe. Pour être stable, ce système devra offrir des garanties internationales à toutes les parties, dont la Palestine et Israël. Aussi les négociateurs devront-ils se soucier du règlement global du conflit israélo-arabe et israélo-palestinien. Ainsi, la volonté affirmée de voir s'appliquer la légalité internationale ne se limitera pas à la seule région du Golfe, mais s'étendra à l'ensemble du Proche-Orient.

CAMILLE MANSOUR.

(2) Jackson Diehl, « Israel Seeks Gulf Guidelines from US », *International Herald Tribune*, 8 novembre 1990.

(3) Voir le dossier consacré à la crise du Golfe dans la *Revue d'études palestiniennes*, nº 37, automne 1990.

GOLFE : UNE GUERRE A L'ARRACHÉ ?

Inséparables destins en Méditerranée

Par
DOMINIQUE
CHEVALLIER *

IL n'existe pas que des otages *humains en Irak. Regardons la carte* des « sites stratégiques » irakiens à atteindre ; la presse française l'a publiée à plusieurs reprises depuis le mois d'août dernier. Une usine de produits chimiques a été construite à Samarra où se trouve, outre une très ancienne et très belle mosquée d'époque abbasside, la mosquée qui abrite *les tombes du dixième et du onzième* imam des chiites, et l'endroit où le douzième imam s'est retiré du monde (« occultation »). Une industrie identique a été édifiée à proximité de la mosquée où est vénéré, au sud de Bagdad, la cénotaphe de Salmân Pâk, premier Persan à s'être converti à l'islam et compagnon du prophète Mahomet (1).

Si, lors d'une guerre, des bombes, destinées aux sites stratégiques, s'égarent sur ces lieux saints de l'islam chiite, comment l'ensemble des musulmans réagiront-ils ? Même s'ils ne sont pas favorables au régime de Saddam Hussein, s'accommoderont-ils pour autant des initiatives occidentales ?

D'autre part, le Liban sera-t-il à nouveau *victime* d'une guerre *dans le* Golfe ? Arrêtons-nous une fois de plus au cas de ce malheureux pays, ami de la France, car l'échec du rétablissement de sa souveraineté et de sa complète indépendance ne serait pas seulement une catastrophe pour le peuple libanais, mais pour l'ensemble des riverains du bassin méditerranéen. La crise née de l'invasion et de l'annexion du Koweït par l'Irak démontre, s'il le fallait, qu'un Etat ne peut disparaître impunément.

L'Etat libanais, fondé en 1920, a maintenant soixante-dix ans. Il a répondu à une conscience historique longuement élaborée. Depuis son indépendance, à l'issue de la seconde guerre mondiale, il est surtout devenu le seul porte-parole possible de tous les Libanais, quelle que soit leur origine confessionnelle, chrétienne ou musulmane. *Cependant, réussira-t-il* à résoudre les conséquences des mouvements démographiques, sociaux et politiques qui, à travers les luttes idéologiques puis par la violence des armes, ont tellement transformé son champ d'action ?

Sa reconstruction doit faire coïncider deux impératifs : 1) satisfaire le vœu de paix des populations libanaises accablées par quinze années de sanglante anarchie ; 2) contribuer à rétablir un équilibre viable au Proche-Orient. La France y est directement intéressée.

Mais que l'on ne se méprenne pas sur le sens à donner au rôle régulateur de l'Etat. La société libanaise n'a nullement bénéficié de la faiblesse et de la désagrégation du pouvoir étatique. Au contraire, elle a été déchirée par des vengeances sans fin entre groupes et à l'intérieur de chacun d'eux, qu'ils soient locaux, familiaux, communautaires ou autres. Ces vengeances, animées par de petites formations pour des motifs souvent dérisoires, sont alimentées par l'ensemble des passions régionales, des combinaisons internationales et des transformations mondiales *actuelles* ; *à leur tour,* elles ont des effets externes dévastateurs.

Les milices, mais aussi les autres acteurs, ont autofinancé leurs guerres par tous les trafics, de la drogue aux antiquités... en passant par les voitures volées, les armes, etc. Des hommes en vue sont tués. Des fils, des neveux, vivent toujours pour les venger. Et même si une famille entière est anéantie, d'autres familles surgissent pour prendre la tête d'un mouvement, ou de l'illusion d'un mouvement.

La société prouve dramatiquement son existence en se déchirant selon des comportements façonnés par une histoire multimillénaire, mais combien déviés dans les mutations contemporaines. Trop de sang a coulé ; trop d'êtres ont été humiliés, ruinés, chassés. Quelques constatations s'imposent. Des ambitions individuelles ont largement contribué à diviser les chrétiens entre eux et les musulmans entre eux, mais jamais au profit des communautés impliquées. La montagne ne constituant plus un refuge comme jadis, les chrétiens s'enfuient nombreux vers d'autres cieux ; cette hémorragie crée un déséquilibre aux dépens de leurs coreligionnaires qui restent, ne consolide pas pour autant la position politique des musulmans, sunnites ou chiites, mais sape celle des druzes. Les citoyens libanais aspirent donc au respect de la loi, à la protection de l'Etat qui en garantit l'application, qui empêche les instigateurs des conflits les plus sordides de se justifier par les grands principes de l'humanité et d'en appeler aux *protections internationales* les plus augustes.

Différents projets sont actuellement proposés pour l'avenir du Liban. Le plus pernicieux, remis à l'ordre du jour par certains cercles américains, consisterait à le diviser durablement entre deux zones d'occupation, l'une syrienne, l'autre israélienne. Une telle solution n'aboutirait qu'à pérenniser les affrontements qu'exaspèrent ces deux dominations ; elle tuerait l'âme du Liban qui n'existe que par la rencontre de tous ses éléments spirituels. Quant aux propositions, beaucoup plus sincères, visant soit à assurer la « neutralité » du Liban, soit à la garantir par une extension du rôle des Nations unies à travers celui de la FINUL, elles sont trop limitées ou insuffisamment réfléchies dans le contexte arabe et international actuel.

Au point où ils en sont arrivés, les Libanais ne parviennent pas à rétablir seuls l'indépendance de leur territoire. Ils sollicitent des coopérations extérieures. L'expérience de ces dernières décennies impose trois remarques principales. D'abord, l'Etat libanais ne se reconstruira pas dans un combat contre la Syrie, mais par une concertation et une entente avec elle grâce à une interprétation évolutive de l'accord de Taëf (2). Ensuite, l'Etat libanais n'imposera ses points de vue à la Syrie qu'avec l'appui d'autres Etats arabes, l'Egypte notamment, et le soutien de la France et de l'Europe. Enfin, Israël doit absolument respecter les résolutions des Nations unies concernant les Palestiniens et le Liban (3) ; un refus israélien persistant mettrait en cause toute perspective de paix, et donc la survie même d'Israël.

Pour les Libanais, comme pour les Palestiniens, rien n'est encore gagné. Cependant, dans le nouveau contexte mondial, la crise du Golfe a donné aux Nations unies l'autorité possible pour faire respecter le droit international, et par conséquent aussi celui des peuples. *Ce résultat fait espérer* à de nombreux dirigeants palestiniens l'application tant attendue des droits qui ont été reconnus à leur peuple. Mais les nouvelles dimensions qui s'imposent au Proche-Orient *n'aboutiront à la paix* que s'il n'y a pas dérapages multiples en cas de guerre, et que si, sur le plan régional et international, des ententes s'établissent entre Etats souverains.

Des craintes existent partout. Au Caire, des responsables qui condamnent sans nuances le coup de force de M. Saddam Hussein contre le Koweït et ses ambitions en direction de la péninsule Arabique ne souhaitent pas pour autant l'anéantissement de l'Etat irakien qui protège l'ensemble de l'Orient arabe contre une poussée de l'Iran. Si ce verrou venait à sauter, se demandent-ils, l'influence iranienne ne se renforcerait-elle pas sur les bords de la Méditerranée ?

Du Proche-Orient à l'Afrique du Nord, les opinions, comme les experts, s'interrogent sur la signification de frontières et d'Etats apparus au vingtième siècle (4), et hésitent entre des visions réalistes et d'immenses aspirations unitaires, entre l'évolution constructive des systèmes en place et la mise en cause brutale de tous les régimes.

De leur côté, de nombreux Français s'inquiètent de la puissance de l'Allemagne unifiée et de ses activités tentaculaires en Europe centrale *et orientale*. Ont-ils raison ? Peut-être, si la France ne sait pas utiliser son potentiel intérieur et international. Vraisemblablement non, si elle le développe dans un sens favorable à la construction européenne. A cette condition, elle continuera, avec l'Allemagne, à consolider les bases de l'Europe future. Pour y parvenir, elle doit resserrer ses grandes alliances, notamment celle qui en fait, parmi les Etats européens, un interlocuteur privilégié du monde arabe.

Voilà bien un cas où la morale se conjugue avec les intérêts réciproques. Pourquoi ? D'abord, parce que cette alliance peut puissamment contribuer à restaurer la paix dans un Proche-Orient dont l'équilibre intéresse directement notre avenir de Français et d'Européens. *Ensuite, parce qu'il faut établir* entre le nord et le sud du bassin méditerranéen des complémentarités qui permettent aux peuples de librement s'épanouir dans leur culture, de créer dans l'échange des biens et des idées.

Mais à peine l'espoir aiguillonne-t-il une œuvre de rénovation que de nouvelles *difficultés surgissent. Déjà, à la* suite des menaces de guerre dans le Golfe et de l'embargo-blocus voté pour amener l'Irak à évacuer le Koweït, la hausse brutale des prix du pétrole a mis à mal les entreprises de redressement économique en Europe de l'Est. Or les pressions humaines qui existent *dans* ces pays, surtout si le chômage s'y amplifie, ne provoqueront-elles pas un jour des flux migratoires (venant de *populations d'ascendance chrétienne*) vers l'Europe occidentale ? Les nouveaux arrivés y concurrenceront-ils les immigrés d'origine maghrébine (et *musulmane*) ? Ce n'est pas *impossible*. L'Allemagne occidentale a été confrontée à ce problème dès la fin de 1989, lorsque des Allemands de l'Est y sont *accourus pour chercher* des emplois dans des zones et des secteurs où des travailleurs turcs exerçaient un métier, et sans qu'il y ait eu nécessairement bonne *qualification* des uns et *formation* douteuse des autres. Les solutions appliquées, par exemple fournir un pécule à un Turc pour qu'il s'en aille, n'ont été *que des palliatifs* très insuffisants. Donner un peu d'argent à des immigrés pauvres pour qu'ils rentrent chez eux, ou pour les empêcher d'arriver, n'a d'efficacité que s'ils trouvent du travail dans leurs pays... ou dans un autre.

La vision gaullienne

DANS ce contexte, comment pourrions-nous négliger le destin de l'Afrique du Nord ? Même à travers le souvenir des inégalités et des drames, nos liens historiques avec elle sont plus que jamais affectifs et humains. Une partie appréciable de la population qui vit actuellement en France en est originaire. Pour nous stimuler, un fait nouveau est intervenu : depuis 1989, l'Union du Maghreb arabe, qui regroupe la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye, s'organise, et parfois se cherche. Elle ne peut s'accomplir économiquement et internationalement que si elle devient un partenaire privilégié de la Communauté européenne. Trop de tensions intérieures et extérieures, au sud comme au nord de la Méditerranée, sont provoquées par les déséquilibres se manifestant dans les croissances, qu'elles soient économiques, démographiques, urbaines, sociales, scolaires, universitaires... Elles sont soulignées par *les différences de moyens et de* besoins, et donc aussi par les insatisfactions, les marginalisations et les exaspérations diverses. La recherche de solutions ne peut être poursuivie que par la concertation et l'aide mutuelle.

Le temps n'est plus où deux superpuissances entendaient régler les difficultés en réaménageant, à chaque *fois* temporairement, leurs influences militaires, économiques ou idéologiques sur des « alliés » dont l'impuissance, l'aveuglement ou la lassitude ont *fini* par alimenter toutes les dérives. L'URSS et son glacis se morcellent. Lorsque les Etats-Unis mobilisent leur puissance, ils en révèlent aussi de plus en *plus nettement les failles*. La crise du Golfe est la première affaire très grave qui survient dans ces circonstances. Elle en annonce tous les dangers si d'autres forces ne se consultent pas afin de proposer des choix plus harmonieux pour les sociétés et donc plus heureux pour les individus.

Mais a-t-il fallu attendre ce choc pour le savoir ? La politique étrangère de la Vᵉ République a été fondée sur ces évolutions régionales et sur leurs répercussions mondiales. La Vᵉ République elle-même n'a-t-elle pas été un produit de la décolonisation ? Renouvelant de bien vieilles relations méditerranéennes et musulmanes, de Gaulle a ainsi élaboré la politique arabe de la France après l'indépendance de l'Algérie ; il lui a donné un caractère spectaculaire entre 1967 et 1969.

Cette politique a été surtout aménagée par son successeur, Georges Pompidou, durant ces années où il a *été soutenu par les analyses* et l'action de M. Michel Jobert, son conseiller puis son ministre des affaires étrangères. Elle ne peut être parfaitement comprise que dans le cadre de deux autres *préoccupations majeures* du *gouvernement* français : la construction européenne et la détente Est-Ouest. La fin des empires coloniaux et la constitution de nouveaux ensembles solidaires, animés par des traditions et des cultures communes ou proches, ont également suscité des rencontres entre ensembles de partenaires, dans la liberté du choix de chacun, sinon dans l'égalité des moyens économiques, politiques et humains en présence. Mais, justement, trouver plus de justice dans les rapports internationaux a été le but de cette politique de restructuration et d'apaisement. Elle a été poursuivie, selon divers styles, sous les septennats *de M. Valéry Giscard d'Estaing et de* M. François Mitterrand.

La politique arabe de la France s'agence depuis quelques années autour de deux axes complémentaires : 1) le projet de conférence internationale pour la paix au Proche-Orient par une négociation globale, même si celle-ci se réalise par étapes ; 2) l'organisation d'une coopération plus cohérente entre le Maghreb et la Communauté européenne. En 1987, les membres de la Ligue des Etats arabes ont répondu *favorablement* à la *réunion* d'une conférence pour la paix. Mais le refus israélien, marqué par la répression de la résistance palestinienne dans les territoires occupés, l'aggravation de la situation au Liban, les conséquences de la guerre entre l'Irak et l'Iran et la crise du Golfe – pour ne citer que les cas les plus « médiatisés » – en ont constamment retardé la tenue.

Le 24 septembre 1990, le président de la République française, dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale des Nations unies, a formulé des propositions en faveur d'un règlement pacifique de la crise du Golfe et des autres conflits du Proche-Orient. La bonne volonté dont il a témoigné au nom de la France relancera-t-elle un processus de négociation ? Il faut d'autant plus le souhaiter que les perspectives offertes par la formation de l'Union du Maghreb arabe ne pourront aboutir à des réalisations concrètes et durables que si un équilibre est restauré au Proche-Orient.

Ou bien l'espace arabe, qui s'étend du Golfe à l'océan Atlantique, et l'espace européen se ruineront s'ils s'affrontent ; ou bien ils assureront la prospérité de tous leurs peuples grâce à une entente créatrice. Une des forces de la France sera d'animer cette coopération et d'en protéger le dynamisme contre tous les dangers.



HENRI REGNAULT (1843-1871). – « Tanger ».

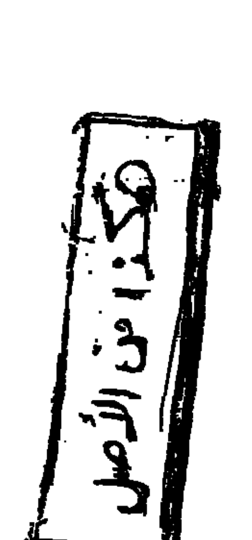
* Professeur à la Sorbonne.

(1) *Cf.* Louis Massignon, « Salmân Pâk et les prémices spirituelles de l'islam iranien », dans *Parole donnée*, Le Seuil, Paris, 1983 (nouvelle édition).

(2) Les députés libanais se sont réunis le 22 octobre 1989 à Taëf, en Arabie saoudite, pour adopter un « document d'entente nationale » ; ils l'ont voté le 5 novembre 1989. Négocié grâce à la médiation d'un haut comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc) désigné par la Ligue des Etats arabes, cet accord a notamment reçu l'approbation de la France et de la Communauté européenne. Le texte en a été publié dans *les Cahiers de l'Orient*, nº 16-17, pp. 115-128.

(3) C'est le sens de la déclaration faite par M. François Mitterrand au quotidien égyptien *Al Ahram* (*le Monde*, 3 novembre 1990).

(4) *Cf.* Jacques Thobie, « Les frontières, brûlantes cicatrices du partage colonial », *le Monde diplomatique*, novembre 1990.



POURSUITE DE LA VIOLENCE ARMÉE EN TURQUIE

Les Kurdes, une fois encore oubliés

QUEL avenir pour les vingt millions de Kurdes ? C'est l'une des questions soulevées par la crise du Golfe. Celle-ci, en rouvrant le dossier des frontières du Proche-Orient, ravive ces *« brûlantes cicatrices du partage colonial »*. Écrasé en Irak et en Iran, le peuple kurde reste soumis, en Turquie, à la brutale répression du pouvoir central, qui a proclamé l'état d'urgence dans les provinces de l'Est. Mais la participation active d'Ankara à la coalition anti-irakienne paralyse les Occidentaux, qui ne souhaitent pas aborder actuellement cet épineux problème.

Par CHRISTIANE MORE *

En janvier 1989, à Paris, la réunion internationale sur les armes chimiques s'était abstenue de condamner l'Irak pour son utilisation massive de gaz contre les Kurdes, notamment contre la ville de Halabja. En octobre de la même année lors de la conférence sur l'identité kurde, organisée dans la capitale française par l'Institut kurde et la Fondation France-Liberté, aucun responsable de partis kurdes n'avait pu avoir de contacts officiels. En revanche, en octobre 1990, une délégation du Front du Kurdistan irakien était reçue par Mme Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, et M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé des questions humanitaires. La crise ouverte par l'invasion irakienne du Koweït le 2 août 1990 aurait-elle modifié l'attitude occidentale face au drame d'un peuple de vingt millions d'âmes privé d'Etat ? Certes, un des membres du Front Mahmoud Othman notait *« un glissement de l'attitude de l'Occident »*, mais il ajoutait, prudent : *« Il est insuffisant. Pour le moment les Kurdes n'ont rien obtenu de concret »* (1).

Même une répétition des événements des années 70, quand les *peshmergas* de Moustapha Barzani, furent armés et financés par l'Iran du chah, les Etats-Unis et Israël pour combattre les « révolutionnaires baassistes » de Bagdad (avant d'être sacrifiés sur l'autel de la réconciliation irako-iranienne en mars 1975 (2), semble peu probable. L'intégration des Kurdes dans le front hostile à M. Saddam Hussein ne tiendrait pas compte du caractère spécifique de la question kurde aujourd'hui – en particulier de sa dimension turque, – qui s'enracine dans une histoire complexe de divisions et d'ambitions.

A la trappe de l'histoire

LE Kurdistan, qui fut longtemps un champ de bataille entre les empires perse et ottoman, n'a jamais connu de pouvoir unifié. En 1639, un traité entre Istanbul et Ispahan stabilise les frontières ; et les princes kurdes, confrontés à la volonté centralisatrice des deux royaumes, se révoltent à plusieurs reprises, surtout au dix-neuvième siècle. Pour enrayer cette opposition, la Sublime Porte favorise, à partir de 1880, la nomination de nombreux dignitaires kurdes à de hautes fonctions.

Durant la première guerre mondiale, et parallèlement à leur politique visant à soulever les Arabes contre le sultan ottoman, les Britanniques lancèrent une campagne antiturque parmi les Kurdes. Des agents parlant la langue et connaissant les tribus furent envoyés sur place pour pousser les populations à se soulever contre le pouvoir central en échange de promesses d'indépendance ou, au moins, d'autonomie interne.

A la fin de la guerre, Londres tint ses engagements : en 1920 le traité de Sèvres envisageait dans deux de ses articles, la constitution d'un Etat kurde (3). Celui-ci n'englobait pas les Kurdes de Perse ni ceux de Syrie, moins nombreux, et sa souveraineté était limitée, comme pour les autres entités du Proche-Orient, par une forte mainmise des puissances coloniales. Malgré cela, ce traité reste aujourd'hui encore une référence pour les nationalistes : ils y voient la légitimation de leurs aspirations par le droit international.

Mais le traité de Sèvres ne fut jamais appliqué. La révolte de Mustapha Kemal contre l'iniquité du découpage de l'empire ottoman et ses victoires dans la guerre pour l'indépendance de la Turquie aboutirent à la signature d'un nouveau traité paraphé à Lausanne le 24 juillet 1923 : il rendait à son pays toute l'Asie mineure. L'« Etat kurde », avant même de naître, passait à la trappe de l'Histoire, une partie de son territoire étant rattachée à la Turquie tandis que l'avenir du vilayet (province) de Mossoul était « réservé ». Le 16 décembre 1925, la Société des nations attribuait cette région de Mossoul à l'Irak conformément aux vœux de Londres, la France ayant abandonné ses revendications en échange de privilèges pétroliers et la Turquie ayant été contrainte de se soumettre. Une clause spéciale prévoyait la reconnaissance du particularisme des Kurdes, de leur langue, de leur droit à jouer un rôle déterminant dans la gestion de leur région. Ces obligations créèrent, pour cette minorité, une situation relativement privilégiée qui n'empêcha pas, surtout après l'indépendance de l'Irak en 1932, de nombreuses révoltes, réprimées avec l'aide de la Royal Air Force.

La Grande-Bretagne avait lâché assez facilement les Kurdes, à la fois parce qu'elle ne faisait pas confiance à ces populations trop remuantes et parce que la viabilité économique de l'Irak dépendait du pétrole du vilayet de Mossoul, aucun gisement n'ayant encore été découvert dans le Sud. Enfin, un grand Irak, sous contrôle britannique, assurait mieux la protection de la route des Indes, particulièrement contre le danger bolchevique, les ambitions allemandes et l'irrédentisme turc. Résultat de cet abandon, les Kurdes se trouvèrent écartelés principalement entre trois Etats, la Turquie, l'Irak et l'Iran, des communautés plus réduites vivant aussi en Syrie et en Union soviétique.

Si, en Iran, la nouvelle situation fut longtemps plus ou moins contrôlée par le pouvoir central – les Kurdes parlent une langue indo-européenne assez proche du perse, – elle aboutit à des explosions répétées dans les Etats voisins. En Irak les révoltes se prolongèrent jusqu'en 1945. En Turquie, face à l'Etat centralisateur mis en place par Atatürk, en réaction au dépeçage tenté par les Alliés, certaines furent encore plus violentes, particulièrement provoquées par l'adoption de lois anti-religieuses, en 1924, aboutissant à l'interdiction des publications et des associations kurdes. Le 5 mai 1932, le pouvoir turc déportait une partie des Kurdes et décidait leur assimilation, la région – maintenue sous loi martiale jusqu'en 1946 et interdite aux étrangers jusqu'en 1965 – serait désormais appelée *« Anatolie orientale »* et sa population *« Turcs montagnards »*.

Après la seconde guerre mondiale, un « ordre » relatif régna dans le Kurdistan turc jusqu'au début des années 60. Mais les périodes de relative démocratisation, interrompues à plusieurs reprises par des coups d'Etat militaires, permirent un renouveau d'expression nationaliste, sous l'influence en particulier du mouvement armé conduit par Moustapha Barzani en Irak dans les années 60 et 70.

La prise du pouvoir à Ankara par les militaires en septembre 1980, la suspension de toutes les libertés, le refus persistant de la moindre reconnaissance de la spécificité kurde (contrairement à l'Irak, dont la Constitution reconnaît que le pays est composé de deux nations, l'une arabe, l'autre kurde) et la misère des provinces du Sud-Est accélèrent une radicalisation dont le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) deviendra le porte-parole.

Dès sa création en 1978, le PKK se différencie des organisations autonomistes kurdes des pays voisins, par l'origine de ses dirigeants d'abord – issus souvent de milieux défavorisés alors que les chefs kurdes d'Irak ou d'Iran sont d'origine féodale ; par ses mots d'ordre contre les notables et les *aghas* (propriétaires terriens) qui *« pour conserver leurs privilèges collaborent avec le pouvoir central contre leur peuple »* ; par son credo marxiste-léniniste et tiers-mondiste intransigeant ; par un usage indiscriminé du terrorisme – à partir du 15 août 1984 – qui, dans une première phase, lui aliéna bien des sympathies.

La guerre entre l'Irak et l'Iran faisait rage. Les Kurdes iraniens, après avoir renforcé leurs positions au lendemain de la révolution islamique, s'étaient repliés sur la frontière. Leurs compatriotes d'Irak avaient pu profiter de l'affaiblissement du pouvoir de Bagdad pour étendre la guérilla et libérer certains territoires où le PKK trouva refuge jusqu'en 1985, provoquant des interventions armées turques sur le territoire irakien, avec l'aval du gouvernement baassiste.

La fin de la guerre du Golfe, en 1988, aboutit à une redistribution des cartes, chaque Etat retrouvant les moyens de se débarrasser de l'épine kurde. M. Saddam Hussein lance ses troupes sur le Nord et, en quelques semaines, avec l'aide des armes chimiques, il annihile la résistance kurde compromise par sa collaboration militaire avec le régime islamique. Il complète cette « pacification » par de nombreuses déportations.

En Iran, le Parti démocratique kurde (PDKI) du Dr Ghassemlou est, lui aussi, sur la défensive et engage des négociations avec le pouvoir central ; c'est au cours d'une rencontre avec des émissaires iraniens, en juillet 1989 à Vienne, qu'il sera assassiné, le PDKI perdant ainsi son chef le plus prestigieux. Seul le PKK tire son épingle du jeu, grâce notamment à l'aide de Damas.

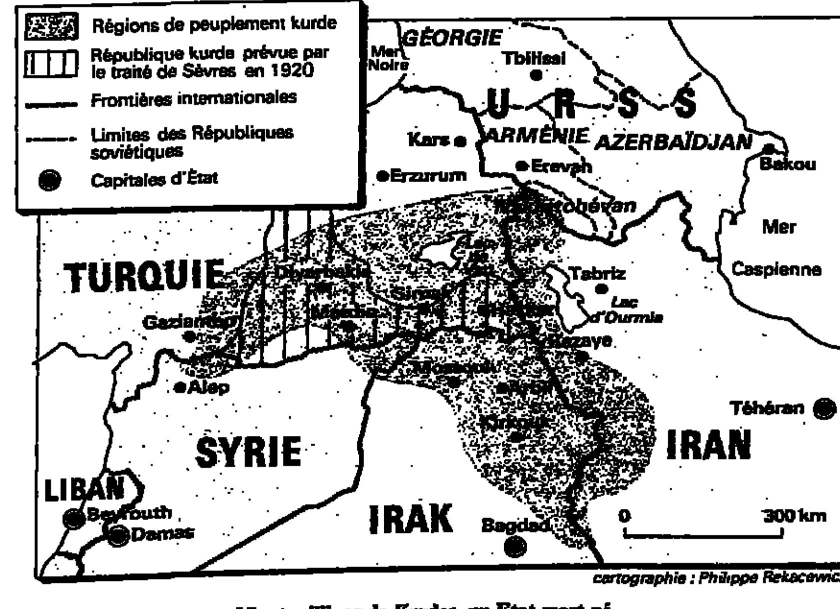
La rivalité entre la Syrie et la Turquie n'est pas nouvelle, la première ayant depuis longtemps choisi le camp anti-occidental alors que la seconde est un membre actif de l'OTAN. Des différends historiques les divisent aussi, par exemple à propos de la région d'Alexandrette, cédée par la France à Ankara en 1939, et revendiquée par Damas. Enfin, après la mise en œuvre d'un ambitieux programme de développement économique du Sud-Est anatolien et la construction du barrage Atatürk sur l'Euphrate (4), la Syrie se sent menacée quant à son approvisionnement en eau. Un accord entre les deux pays a été signé le 17 juillet 1987 *« pour faire cesser les incidents de frontières »* – accompagné d'engagements sur le partage des eaux, – mais son impact sera faible. Si le PKK replie ses camps d'entraînement dans la plaine libanaise de la Bekaa, ses bureaux à Damas restent ouverts et il conserve des facilités pour franchir la frontière. En janvier 1990, la retenue pendant un mois des eaux de l'Euphrate afin de permettre le remplissage du barrage Atatürk, fut perçue, à la fois par Bagdad (5) et par Damas, comme une dangereuse pression.



REBWAR. – « L'exil » (1989)

Etat d'urgence en « Anatolie orientale »

L'AIDE syrienne n'est toutefois qu'une des causes de la recrudescence en 1990 des actions du PKK. En premier lieu celui-ci infléchit son discours : jusqu'alors partisan d'un Kurdistan indépendant, son dirigeant M. Abdullah Ocalan déclare : *« Nous ne pouvons nous séparer de la Turquie avant quarante ans au moins, car nous en avons besoin* (6). » Ensuite, sans renoncer à la violence terroriste, il met l'accent sur la propagande pour gagner les populations. Enfin, il bénéficie de l'aide « objective » du gouvernement d'Ankara : après une période de relative libéralisation, au milieu des années 80, marquée par la reconnaissance officieuse de l'ethnie kurde – 10 millions de personnes environ, sur 55 millions d'habitants – et une large discussion sur le problème, le début de l'année 1990 voit une accentuation de la répression indiscriminée, menée principalement par les forces spéciales. Hier critiqué pour ses méthodes terroristes, le PKK est de plus en plus perçu comme libérateur par les couches les plus pauvres. Il se renforce ainsi au détriment des autres forces kurdes, celles qui prônent la lutte politique comme celles d'obédience islamique.



Vingt millions de Kurdes, un Etat mort-né

En janvier 1990, la presse turque annonce l'évacuation de 112 villages – on parlera ensuite de 400 – pour former une zone de sécurité à la frontière entre la Syrie et l'Irak. Le 12 mars, le sociologue Ismaïl Belsikçi est arrêté pour *« propagande séparatiste et affaiblissement des sentiments nationaux »* après la parution de deux ouvrages consacrés aux Kurdes ; il sera libéré en juillet en raison de la pression internationale. Mais le tournant date de mars 1990 : le 13, dans un violent affrontement avec le PKK, l'armée abat treize partisans. Le refus des autorités de restituer les corps aux familles suscite une véritable insurrection civile qui se propage rapidement.

Manifestations, grèves, émeutes caractériseront cette *« Intifada »*, suivant la formulation de la presse locale. Désormais les autorités, qui ont toujours nié l'impact populaire du PKK, dénoncent un complot visant l'intégrité territoriale. Le 9 avril, le gouvernement promulgue le décret-loi 413 qui donne au super-préfet des régions du Sud-Est – dont le poste a été créé en juillet 1987 – des pouvoirs extraordinaires, encore étendus un mois plus tard par le décret 424, notamment celui de déplacer les juges, procureurs et militaires qui ne donneraient pas satisfaction.

La liberté de la presse est bridée encore plus fortement. Le 28 juin, l'imprimerie de deux hebdomadaires de gauche *2 000 Dogru* (Vers l'an 2000) et *Halk Gerçegi* (Réalités du peuple), est fermée définitivement ; en trois ans, la revue *2000 Dogru* a été confisquée vingt-deux fois et a fait l'objet de cinquante procès (7). Mais c'est évidemment dans les provinces du Sud-Est, soumises à l'état d'urgence que la situation est la plus préoccupante, avec de nombreuses exactions des forces de sécurité, le recours à la torture, la déportation de civils considérés comme favorable aux rebelles.

Avant le 2 août, la sévère répression exercée par Ankara n'avait pas suscité de réactions significatives en Occident. Après l'invasion irakienne du Koweït et l'engagement total du président Turgut Ozal dans la grande alliance contre M. Saddam Hussein, les critiques se sont faites encore plus rares. Au nom du réalisme, on ne questionne pas plus le bilan de la Turquie au Kurdistan, que celui de la Syrie au Liban ou d'Israël dans les territoires occupés. Le droit, souvent invoqué, montre ici ses vraies limites.

« Peuple oublié des dieux », les Kurdes risquent encore une fois d'être les perdants au Proche-Orient. Et même une partition de l'Irak, parfois évoquée, aboutirait plus sûrement à une annexion de la région de Mossoul par Ankara qu'à la naissance d'un Etat kurde.

---

(1) *Jeune Afrique*, 17-23 octobre 1990.

(2) Lire Christiane More, « Les Kurdes à la recherche d'une nouvelle stratégie », *le Monde diplomatique*, octobre 1988.

(3) Sur le partage du Proche-Orient, lire Jacques Thobie, « Les frontières, brûlantes cicatrices du partage colonial », *le Monde diplomatique*, novembre 1990.

(4) Ce projet vise à développer économiquement la région du Sud-Est jusqu'alors délaissée, et à intégrer ainsi les « montagnards réfractaires ».

(5) L'Irak dépend des eaux du Tigre et de l'Euphrate pour 80 % à 90 % de ses besoins. Certaines voix se sont élevées aux Etats-Unis pour couper les approvisionnements en eau du pays. Lire, par exemple, Peter Scheveizer, « By Water : Close the Taps », *International Herald Tribune*, 12 novembre 1990.

(6) *Hurriyet*, 1er avril 1990.

(7) Lire le rapport de la mission de la CIMADE sur la Turquie réalisé entre le 25 juillet et le 5 août 1990.

* Journaliste.

- Une exposition des œuvres de quatre peintres kurdes d'Irak (dont l'auteur du tableau que nous reproduisons ci-dessus) rappelant le martyre de la ville de Halabja se déroule du 23 novembre au 7 décembre 1990 dans les salons de l'Institut kurde, 106, rue Lafayette, 75010 Paris.

QUAND, NÉGLIGÉE, LA

Le combat

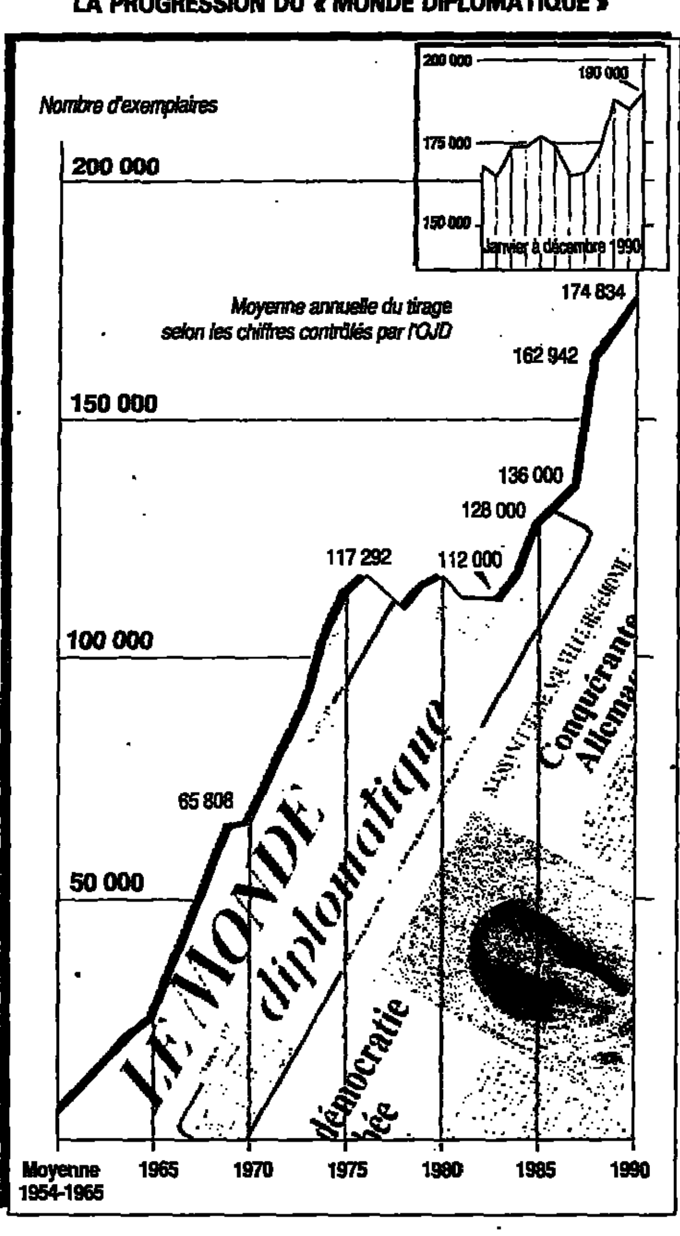
(Suite de la première page.)

Malgré la puissance des moyens de communication, chacun vit enfermé dans son étroite bulle, ne sait pas voir au-delà. Dans les grises périphéries industrielles, les élèves qui fréquentent des collèges préfabriqués, provisoires depuis vingt-cinq ans, ne connaissent pas le sort des petits agriculteurs, comme eux condamnés.

Société en miettes, grosse de conflits latents, dans un monde lui-même atomisé par les rivalités – nationales, ethniques, religieuses, économiques, culturelles, – où germent, dans une aveugle indifférence, *les affrontements de demain. Trop sombre*, ce tableau ? Préférerait-on ne pas voir les périls que sa grisaille voudrait dissimuler ? Lorsque, fuyant Paris occupé, Victor Brauner se réfugia dans les Hautes-Alpes, vint vite le moment où il ne trouva plus de tubes de couleurs ; alors, utilisant de médiocres matériaux, avec des moyens de fortune, sans se décourager, il continua de créer, de faire surgir la beauté ; en 1943, au cœur de la nuit nazie, ainsi donna-t-il à une œuvre superbe *(voir page I)* ce titre provocateur : *Tableau optimiste*. Tout simplement... A défaut d'optimisme, reste toujours, pour quiconque choisit de se battre contre l'inacceptable, la volonté d'espérer.

DEPUIS sa fondation en 1954, voilà bien l'humble raison d'être du *Monde diplomatique ;* tant bien que mal, il poursuit avec obstination un combat que des grincheux jugent désespéré. Ce petit journal se veut attentif à toutes les disparités et contradictions sociales, aux déséquilibres aggravés qui démentent avec éclat les vertus supposées de la théorie néolibérale, en principe vouée au *« respect des grands équilibres »*. Mauvaise plaisanterie... Regardez : partout, des sociétés bancales dans un monde instable, dangereux, injuste. *Le Monde diplomatique* ne se borne pas à enregistrer les failles, les faillites, les crises. Avec plus ou moins de bonheur, il s'efforce d'en dévoiler les causes, suggérant en contrepoint d'éventuelles solutions, d'autres pistes à explorer. *Il* ne décrit pas seulement les tensions entre faibles et puissants ; il en recherche les origines dans les systèmes de pensée, *dans les valeurs culturelles qui, généreuses ou sordides, inspirent* l'action des responsables et fondent, sur le roc ou dans la boue, ces deux choses si fragiles : une civilisation, une démocratie.

LA PROGRESSION DU « MONDE DIPLOMATIQUE »



Or voici que *le Monde diplomatique* aborde une phase nouvelle de son histoire. Nos lectrices et nos lecteurs voudront bien me pardonner si, une fois n'est pas coutume, je m'exprime ici à la première personne. En trente-six ans d'histoire, ce journal a été dirigé d'abord par François Honti, qui eut l'immense mérite de l'asseoir sur des bases saines et d'en tracer les grandes orientations, puis par moi-même depuis janvier *1973*. Les premiers numéros avaient été tirés à moins de 5 000 exemplaires ; nous frôlons ce mois-ci le cap des *190 000. Dans le même temps, afin d'aborder plus* à *fond* des dossiers plus variés, le nombre de pages est passé de huit à trente-deux. Au moment de mon arrivée, Micheline Paunet et moi étions seuls pour, non sans mal, bâtir chaque numéro ; nous sommes maintenant une petite équipe – une véritable équipe – de huit journalistes.

Avec les bouleversements survenus en Europe de l'Est et la confrontation armée dans le Golfe, la période récente a évidemment favorisé une exceptionnelle croissance de notre diffusion. Mais ceux qui nous lisent (depuis quatre mois ou vingt ans...) ne sont pas d'abord attirés par les événements les plus spectaculaires. Leur courrier le répète chaque jour : ils cherchent avant tout à comprendre le sens des « informations » et des « nouvelles », brèves et *souvent incohérentes, dont ils sont quotidiennement sub*mergés. A supposer, ce qui est impensable, qu'un grand calme *apparent s'abatte soudain sur la planète en folie, ils continueraient* quand même de lire le *Diplo* dans l'espoir d'aller, avec lui, au fond des choses.

TEL est le journal, modeste mais vivant, dont je vais, à la fin de ce mois, transmettre la direction à Ignacio Ramonet, qui travaille étroitement avec moi depuis 1973 et partage avec Micheline Paunet les responsabilités de la rédaction en chef. Autour d'eux, avec des tempéraments fort divers et complémentaires, Christian de Brie, Bernard Cassen, Jacques Decornoy et Alain Gresh ont magnifiquement contribué à élargir et enrichir nos recherches, nos réflexions, nos prises de position. Un « ton » propre *au Diplo* s'est affirmé. *Il* s'exprime dans le texte et, graphiquement, outre la verve corrosive de Selçuk, dans une mise en *pages sobre, classique, pour laquelle Solange Brand* a *toujours su* dénicher des illustrations inattendues, en parfaite harmonie, souvent au second degré, avec les articles qu'elles accompagnent.

La société moderne succombe volontiers à la tentation, à vrai dire assez vieillotte, surannée, de tout personnaliser. Le goût malsain du vedettariat sévit dans tous les domaines d'activité. C'est oublier que tout individu – ministre, chef d'entreprise, prélat, dirigeant de syndicat, journaliste, etc. – vaut d'abord par l'équipe dont il s'entoure. Je me suis efforcé de me comporter en fidèle porte-parole d'une équipe. C'est cette équipe qui continue le journal. Elle a fait ses preuves.

De surcroît, elle est depuis quelques mois épaulée, aidée, encouragée par un conseil d'orientation, où, à côté des représentants de la « grande maison » à laquelle nous appartenons (2), siègent trois amis, trois personnalités attachées à l'esprit du journal, et que, pour cette raison comme pour leur grande compétence, j'ai sollicités : MM. Jean Deflassieux, Roger Lesgards, Henri Madelin. Leur présence est un gage d'indépendance et de fidélité à notre projet commun.

Ce dispositif constitue le noyau central d'un vaste réseau de collaborateurs présents dans le monde entier, véritable toile d'araignée qui s'étend jusqu'aux antipodes. Une étonnante complicité s'est instaurée au fil des ans entre ces femmes et ces hommes de toutes nationalités qui, dans la bigarrure de leurs cultures et de leurs langues, sont tous également accrochés aux ambitions désin*téressées que porte le Monde diplomatique*. Selon les pays *où ils* résident, ils travaillent souvent dans des conditions très difficiles. Leur *motivation est simple : ils partagent nos convictions* ; ainsi garantissent-ils, eux aussi, la continuité d'un engagement très clair.

Vais-je maintenant céder à la facilité de remercier aussi nos lectrices et nos lecteurs ? Aussi libres que nous, et comme nous irrévérencieux, ils en seraient les premiers surpris... Dans la fonction publique comme dans les grandes entreprises privées, dans l'enseignement comme dans les syndicats ou les associations, et quel que soit leur âge, ils savent bien pourquoi ils se précipitent sur chaque numéro. Ils savent aussi pourquoi ils ont fait connaître ce journal, autour d'eux, à *quantité de personnes que son titre pouvait* rebuter. La gratitude de toute l'équipe s'adresse en particulier à *ceux qui, si régulièrement, approvisionnent notre fonds* « Lecteurs solidaires ». Grâce à eux, des bibliothèques, centres de recherche, associations diverses, etc., ont accès au *Monde diplomatique*. En retour nous parviennent, de l'Est, déjà désillusionné, et du Sud, toujours désemparé, d'*étonnants témoignages de reconnaissance* et d'amitié. *« Depuis quinze ans,* dit un Hongrois, *votre journal m'empêche de désespérer.* » De Prague, des intellectuels qui nous lisaient avant la reconquête de la liberté nous envoient des adresses. *« Vous êtes quand même très à gauche... »*, nous dit, ironique mais sérieux, un lecteur de Moscou. Un jour, quand ils auront recouvré leur liberté, il nous faudra faire état des lettres que, du fond de leurs geôles, en de trop nombreux pays, nous adressent des prisonniers politiques... Allons ! ces élans de confiance valent bien d'être *détestés* par ceux que nous dérangeons... Encore merci à ceux qui rendent possible un tel dialogue avec tant d'individus ou de groupes qui, sans « Lecteurs solidaires », seraient encore un peu plus des exclus.


GOYA. – « Divine Raison, n'en épargne aucun » (1820)

SI *le Monde diplomatique* est *non conformiste, c'est, avouons*-le, par nécessité tout autant que par choix. Car, enfin, vous *et nous sommes agacés et offensés par* tant d'ignorance qui autorise des sots à simplifier, au point de les rendre méconnaissables, des problèmes naturellement complexes ; par tant de discours creux qu'une personne sensée, ou simplement courtoise, n'oserait adresser à des débiles ; par ces nobles mais furtives références à une éthique que bafouent allègrement trop de scandales. Nous partageons tous la même inquiétude devant l'ordre moral

(2) M. André Fontaine, directeur-gérant du *Monde* quotidien, M. Antoine Griset, administrateur délégué, M. Manuel Lucbert, ancien président de la Société des rédacteurs, chargé de la diversification, et M. Pierre Drouin, *désigné* par M. André Fontaine.

Dans la presse étrangère

Peurs et fantasmes israéliens

EN août dernier, durant les premières semaines de la crise du Golfe, l'opinion israélienne manifesta une grande inquiétude. La presse était remplie d'articles sur l'arsenal militaire irakien et l'on polémiqua longuement sur la nécessité ou non de distribuer des masques à gaz. Puis la tension est retombée, et la crise du Golfe a pu être analysée avec plus de sérénité.

En revanche, le massacre des Palestiniens sur l'esplanade du Temple à Jérusalem et la multiplication des attentats contre des juifs, notamment à l'aide de couteaux, ont suscité une angoisse diffuse. *« Dans les endroits sensibles, notamment à Jérusalem,* note le quotidien *Yedioth Ahronoth* (11 novembre), *l'inquiétude a tourné ces dernières semaines à la peur. Moins de gens, en particulier le soir et la nuit, se promènent dans les rues. Des parents craignent d'envoyer leurs enfants jouer ensemble dans les jardins publics. N'importe quel passant arabe est soupçonné d'être un terroriste. La police reçoit des milliers d'appels quotidiens de citoyens inquiets, mais elle répond, à juste titre, qu'elle ne peut placer un homme par mètre carré.* » A la suite d'un long entretien télévisé avec le ministre de la défense Moshe Arens, le quotidien *Hadashoth* (15 novembre) remarquait : *« Les systèmes du pouvoir et de la sécurité en Israël s'effondrent, ils ne peuvent plus résister à la charge. »*

L'insécurité s'est accrue avec l'assassinat du dirigeant du groupe raciste d'extrême droite, le rabbin Kahane. Ses fidèles menacent d'exterminer les Arabes et les pacifistes israéliens. Le lendemain du meurtre de Kahane, deux Palestiniens ont été tués. Durant les funérailles, les partisans du leader raciste scandaient « mort aux Arabes ! ». *Ces cris ne sont pas restés sans effets,* et plusieurs Arabes ont été lynchés, des journalistes molestés, des locaux de télévision attaqués et des policiers agressés. *« Ce déchaînement, ces incitations à la haine contre des Arabes et contre les juifs, contre les médias et contre la police doivent être arrêtés immédiatement,* » exigeait le quotidien *Ma'ariv* (9 novembre). *Immédiatement. Sans pardon. Sans pitié. Nos villes et nos rues ne peuvent rester à la merci du pouvoir des nervis.* » *Yedioth Ahronoth* (9 novembre) révélait que des députés arabes israéliens, des députés juifs de gauche, des journalistes de la télévision et de la radio menacés par des extrémistes juifs, tout comme des dirigeants de l'extrême droite *menacés* par des tracts du Fath, avaient été placés sous la protection de la police et que certains d'entre eux se déplaçaient armés.

Ces polémiques et cette violence éclipsent la crise du Golfe dont les conséquences sont analysées assez froidement. *Yedioth Ahronoth* (9 novembre) *note, ironique, les hésitations et les frustrations* des conseillers du président Bush. Ceux-ci *« espéraient que la forte présence américaine dans le Golfe et les déclarations fermes du président Bush convaincraient Saddam Hussein de se retirer du Koweït sous peine d'être confronté à la coalition dirigée par les Etats-Unis, battu sur le champ de bataille et de voir son pays détruit. Les Américains et leurs alliés pensaient que ce scénario contraindrait Saddam à accepter leurs revendications, peut-être sous le couvert d'une feuille de vigne lui permettant de sauver la face. L'embargo devait créer un mécontentement à l'intérieur... Rien de cela n'est arrivé. Saddam Hussein et son peuple ne prennent pas jusqu'à maintenant au sérieux cette menace américaine d'action armée »*.

Les journaux débattent surtout des conséquences de cette crise pour Israël. D'abord la recrudescence de la violence dans les territoires occupés, notamment dans la partie arabe de Jérusalem. L'hebdomadaire *Haolam Hazé* (7 novembre) cite certains milieux militaires convaincus que *« l'on pourrait ramener l'Intifada à son étape précédente (...) si seulement un coup puissant était assené à Saddam Hussein, qui affecterait le moral des Palestiniens »*. En juin 1982, *déjà, certains stratèges étaient convaincus que* l'invasion du Liban porterait un coup fatal à l'OLP.

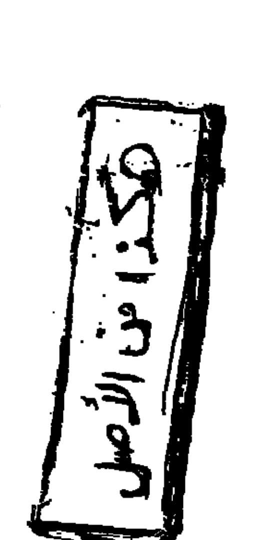
La brouille entre le président Bush et le premier ministre Shamir inquiète l'éditorialiste de *Haaretz* (11 novembre), qui se plaint de *« la coordination stratégique déficiente entre les Etats-Unis et Israël »*. Il note que, malgré les dangers qui pèsent sur l'Etat juif, malgré le profil bas qu'il garde, Washington s'abstient de lui fournir *« les informations qu'enregistrent les satellites américains sur les mouvements de l'armée irakienne »*.



Quelle sera l'attitude d'*Israël en cas de conflit ? Pour l'ancien* chef des services de renseignement, le général en retraite Aharon Yariv, actuellement directeur du Centre d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, interrogé par le quotidien *Davar* (9 novembre), *« Israël a la capacité de porter un coup vigoureux* (à l'Irak) (...) *Si nous savons que l'on s'apprête à nous bombarder, nous agirons. Ce ne sera pas une action préventive mais, selon le jargon militaire, une attaque anticipée. Si après nous réussissons à convaincre le monde* (du bon droit israélien), *les conséquences pour nous seront faibles. Si par contre nous échouons, il se peut que nous ayons à faire à une vigoureuse condamnation mondiale qui affecterait la coalition anti-irakienne. Néanmoins, si nous avons une indication claire* [d'une menace], *mon conseil au gouvernement serait d'attaquer les premiers et tant pis pour le prix politique qu'il faudra payer. »*

JOSEPH ALGAZI.

העיר ידיעות אחרונות מעריב העולם הזה השבוע הארץ



« SOCIÉTÉ CIVILE » REGIMBE

et l'espoir

qui, déjà, perce sous le trouble crée par l'affairisme. Ni vous ni nous ne pouvons admettre qu'une société avancée consacre d'aussi importantes ressources financières au décervelage du public.

Nos démocraties sont malades parce que trop d'élus ont facilement accepté l'idée que l'art du politique consisterait non pas à tenir compte des contraintes économiques, mais à tout leur subordonner. Ils permettent ainsi que les grandes décisions qui engagent l'avenir de la société soient prises par une minorité, une « élite » exerçant un pouvoir économique de type féodal au sein d'une démocratie qu'il dévitalise. Tenue à l'écart, souvent persuadée que les grands choix financiers et technologiques échappent à sa compétence, la « société civile » perd confiance, est tentée de se réfugier dans l'abstentionnisme.

Le premier ministre s'en félicitait voilà quelques mois : *« On a eu en France beaucoup de participation* [électorale] *chaque fois que gauche et droite s'entredéchiraient. Quand on disait trop de bêtises, on votait en masse... Maintenant, la France a pris les habitudes de vote des grandes démocraties* (3). »

Amer commentaire d'un ancien ministre socialiste : *« La gauche s'est ralliée à cette théorie qui veut qu'une démocratie est d'autant plussaine que les individus se replient sur leur sphère privée et se désintéressent de la vie publique, abandonnée aux professionnels dont c'est le métier* (4). »

CONTRIBUER à l'active participation de ce que la République appelait naguère des *« citoyens conscients et éclairés »*, tel est l'un des principaux objectifs du *Monde diplomatique.* Tel serait aussi, en théorie, le rôle des partis, des syndicats, de l'enseignement, des associations, des moyens de communication de masse... Hélas !

Certains ne se contentent pas d'accueillir avec sérénité les progrès de l'abstentionnisme, fourrier de tous les extrémismes à coloration populiste. Ils le théorisent pour le justifier : *« La faible participation électorale est un important indicateur de satisfaction »*, écrit cyniquement Charles Krauthammer (5).

Oubliant que les victimes du dualisme social et culturel ne votent pas ou votent peu, il se permet de muser : au lieu de s'intéresser à la vie politique, écrit-il, un garçon de dix-neuf ans *« devrait jouer au ballon ou organiser un rendez-vous avec sa petite amie »*. Car *« l'indifférence à l'égard de la politique laisse davantage de temps pour ce qui compte vraiment : la science, l'art, la religion, la famille, le jeu... »*

Si l'abstentionnisme sévit surtout dans les milieux défavorisés, les riches, eux, conscients de leurs intérêts, votent, font voter et *ne lésinent pas pour financer* les campagnes électorales des candidats qui leur sont dévoués. Aux Etats-Unis, écrit le *New York Times* (6), deux membres de la Chambre, pour se faire réélire, ont ensemble recueilli 3,4 millions de dollars (17 millions de francs « lourds »), alors que 331 candidats qui se présentaient pour la première fois n'ont pu rassembler, tous ensemble, que 3,3 millions de dollars. L'égalité devant les suffrages populaires est elle aussi soumise aux « lois du marché ». Dans les plus grands Etats (New-York, Californie), un sénateur doit, pendant les six ans que dure son mandat, récolter 12 000 dollars *par semaine* pour payer sa future campagne électorale. Simple repère : chacune des familles américaines pauvres (10 % du total) ne gagne *chaque année* que le quart de cette somme...

Voilà à quelle déraison, à quelle caricature de démocratie, on aboutit lorsqu'on abandonne la politique *« aux professionnels dont c'est le métier »*... Mais ce n'est pas tout. Dans l'Oregon, les industriels de la chimie et du pétrole viennent de dépenser 2 millions de dollars pour combattre (avec succès) une proposition qui aurait généralisé dans le commerce l'utilisation d'emballages biodégradables ou recyclables. Dans l'Etat de Washington, les entreprises immobilières et de travaux publics ont réussi, par une campagne publicitaire qui leur a coûté 1,6 million de dollars, à faire repousser un projet, jusqu'alors très populaire, tendant à maîtriser une expansion urbaine anarchique mais profitable aux spéculateurs. L'esprit et la pratique démocratiques sont-ils compatibles avec cette manipulation – légale bien qu'illégitime – d'aussi considérables sommes d'argent ? Il en résulte en tout cas un mouvement de rejet, une réaction de défiance. Ainsi, en Californie, les électeurs, révoltés, viennent de limiter le nombre de mandats à trois pour les représentants (élus pour deux ans seulement) et à deux pour les sénateurs (élus pour six ans) (7). La démocratie n'est plus l'affaire des citoyens lorsqu'elle est confisquée par des « professionnels » qui doivent leur longévité politique à de trop généreux financements privés. On rétorquera que, pour faire de la politique, il faut de l'expérience, du métier. C'est vrai. Mais l'argent, l'expérience et le métier permettent aussi de constituer des fiefs inuxpugnables. A quel prix ?

Cinq sénateurs (8) comparaissent maintenant aux Etats-Unis devant la commission d'éthique du Sénat, où ils se font admonester en ces termes : *« Bon nombre de vos concitoyens croient que vos services ont été achetés, que vous avez été soudoyés, que vous avez vendu votre charge, que vous avez troqué votre honneur contre des dons en argent. »* Quantité d'« affaires » montrent que ce mal n'est pas seulement français (9) ou américain. Il amplifie





DÉTAIL DE LA STÈLE DE TAPÉRET (Égypte, 900-800 av. J.-C.)

RMN.

le divorce entre des « élites » et la « société civile ». Ou bien une citoyenneté active et responsable, dans la plus grande transparence, ou bien l'anomie sociale, périodiquement ponctuée de troubles, parfois d'émeutes d'autant plus amples que l'exclusion fabriquera davantage de « casseurs ».

LE grand public n'a pratiquement pas accès à certaines délibérations – non pas secrètes, mais assez confidentielles – qui précèdent de grandes décisions. Mais est-il mieux informé lorsqu'un événement s'étale tous les jours à la première page des journaux et sur les écrans de télévision ? Que sait-il vraiment, en ce moment, de ce qui se trame dans la crise du Golfe ?

Lorsque, au mois d'août, M. Bush envoie les premières troupes américaines en Arabie saoudite, il explique qu'elles ont une mission *« totalement défensive »* ; mais, en novembre, il annonce qu'il va porter leurs effectifs à 380 000 hommes afin de leur donner une capacité *« offensive adéquate »* (10)...
Les conseillers de la Maison Blanche l'ayant convaincu qu'il n'a pas clairement fait comprendre sa politique, et que l'opinion ne le suit pas, le président prend la plume et écrit un article pour *Newsweek* (11). Il explicite alors quatre objectifs : 1° retrait des troupes irakiennes ; 2° restauration du *« gouvernement légitime »* du Koweït ; 3° sécurité et stabilité dans le Golfe ; 4° protection des citoyens américains retenus en otages. Puis, comme si cela ne suffisait pas, il évoque les risques que comporte le potentiel militaire de l'Irak (est-ce le seul pays dangereusement armé ?) et le pétrole. Sur ce point, une phrase étrange : *« Bien qu'il n'y ait pas pénurie de pétrole, l'agression commise par Saddam Hussein a presque doublé les prix du pétrole... »* L'agression irakienne ne doit pas être tolérée, mais elle n'a pas ralenti les approvisionnements pétroliers ; les compagnies ont profité de l'occasion pour vendre au prix fort du brut acheté avant la crise. *« Nous ne pouvons pas permettre à un tyran de pratiquer le chantage économique »*, ajoute M. Bush. Ce chantage n'est pas plus acceptable lorsqu'il est pratiqué par un régime démocratique, par des compagnies privées, par une institution monétaire intergouvernementale.

Peu sûr de s'être bien fait comprendre, M. Bush, au risque de détruire toute cette rhétorique, sort alors l'argument majeur qui, espère-t-il, fera vibrer la fibre patriotique : *« Notre sécurité nationale*, écrit-il, *est en jeu. »* Tel était aussi le cas lors des interventions au Vietnam et en Amérique centrale...

Le lecteur tourne alors la page de *Newsweek* et tombe sur ce propos de M. James Baker, secrétaire d'Etat. Comme on lui demande pourquoi l'Amérique doit se battre contre l'Irak, il déclare : *« Si vous voulez résumer la réponse en un mot, c'est : les emplois. »*

Lorsque, pour conduire plus facilement leur politique, des gouvernements estiment préférable d'évoluer dans le clair-obscur, d'entretenir un certain flou, les électeurs doivent leur rappeler que le bon fonctionnement de la démocratie exige clarté, précision, débat.

Telle est du moins notre « manière de voir »... L'accueil réservé aux cahiers que nous publions sous ce titre donne la mesure de l'insatisfaction qui règne dans cette société, déboussolée mais avide de comprendre, toute disposée à accomplir les efforts que n'osent pas lui demander ceux qui sollicitent ses suffrages... ou sa clientèle. La facilité conduit toujours à des déceptions, parfois au désastre. L'équipe qui poursuit ici la tâche entreprise continuera, comme elle le fait depuis des années, de porter sur ce monde, nul ne peut en douter, le même regard, toujours aussi exigeant. Avec votre aide.

CLAUDE JULIEN.

(3) Michel Rocard, entretien accordé au *Nouvel Observateur*, 28 juin 1990, et déclaration à TF1 le même jour, cité par Max Gallo.

(4) Max Gallo, *La gauche est morte, vive la gauche !*, Odile Jacob, Paris, 1990, page 46. Voir le compte rendu de ce livre dans *le Monde diplomatique*, octobre 1990.

(5) Dans *Time*, cité par *International Herald Tribune*, 8 novembre 1990.

(6) Cité par *International Herald Tribune*, 8 novembre 1990.

(7) *Time*, 19 novembre 1990.

(8) Il s'agit d'un républicain, M. John McCain (Arizona) et de quatre démocrates : l'ancien cosmonaute John Glenn (Ohio) ainsi que MM. Donald W. Riegle (Michigan), Dennis DeConcini (Arizona), Alan Cranston (Californie). Voir *International Herald Tribune*, 16 novembre 1990.

(9) Voir Philippe Boucher, « Bouteille », *le Monde*, 24 novembre 1990.

(10) *Time*, 26 novembre 1990.

(11) George Bush, « Why We Are in the Gulf », *Newsweek*, 26 novembre 1990.

A nos lecteurs

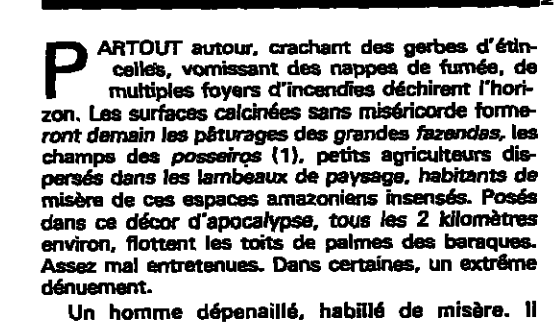
Claude Julien, après son départ du *Monde diplomatique*, exercera de hautes responsabilités dans divers secteurs de la vie intellectuelle française et internationale. Il a été élu, on le sait, président de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente ; il est également président du Cercle Condorcet de Paris, président du Festival des francophonies de Limoges et membre de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales d'Ottawa. Toutefois, nous avons obtenu de Claude Julien l'amicale promesse qu'il continuera de proposer régulièrement dans nos colonnes, malgré ses fonctions absorbantes, son irrespectueuse « manière de voir » la politique internationale.

Nos lecteurs, si profondément attachés à sa signature, peuvent donc se rassurer : Claude Julien reste au *Diplo*.

L. R.

CONFLITS DE LA TERRE EN AMAZONIE

Le Brésil des hommes marqués pour mourir



Au nord du bassin amazonien, des dizaines de milliers de paysans pauvres, venus du fond de l'immensité brésilienne, ont défriché, depuis 1960, la forêt impénétrable et dégagé à la force de leurs seuls bras, des champs qu'ils cultivent pour survivre. De cette « terre promise », de nouveaux venus – riches, armés, mécanisés – veulent aujourd'hui les chasser. Par tous les moyens. Expropriations, incendies, meurtres se succèdent. Les autorités, souvent complices, laissent faire.

Par notre envoyé spécial
MAURICE LEMOINE*

PARTOUT autour, crachant des gerbes d'étincelles, vomissant des nappes de fumée, de multiples foyers d'incendies déchirent l'horizon. Les surfaces calcinées sans miséricorde formeront demain les pâturages des grandes *fazendas*, les champs des *posseiros* (1), petits agriculteurs dispersés dans les lambeaux de paysage, habitants de misère de ces espaces amazoniens insensés. Posés dans ce décor d'apocalypse, tous les 2 kilomètres environ, flottent les toits de palmes des baraques. Assez mal entretenues. Dans certaines, un extrême dénuement.

Un homme dépenaillé, habillé de misère. Il contourne une mule bâtée de deux grandes sacoches en cuir, rejoint sa femme en traînant ses nu-pieds. Ils forment un couple usé, d'une bonne cinquantaine d'années, perdu à quelque 20 kilomètres d'une bourgade, sans aucune voie de communication. Quelques enfants encore en âge scolaire. L'épouse tournicote autour de la mule, prépare le marché du dimanche matin. Elle a posé devant elle trois litres d'huile de *babaçu* (2), de la farine de manioc, quelques *rapaduras* de canne à sucre et d'énormes citrouilles qu'on appelle *melancias*. Et elle tourne en rond et explique au « papi » : « *En échange de l'huile, tu achètes une cuvette en plastique. Contre les* melancias, *tu récupères du sucre. La* rapadura, *tu rapportes à la place un bidon de kérosène...* » Elle réfléchit et se ravise, essaie d'autres configurations, révise sans cesse le troc entre les quatre marchandises dont elle dispose et les sept ou huit dont elle a besoin. Impossible d'en sortir, c'est un monde clos et sans alternative, c'est l'image de sa vie.

En hiver, ils nettoient le champ. Dès qu'ils arrivent au bout, exubérance du tropique, il faut déjà tout recommencer. Surviennent les trombes de la saison des pluies. Vers le 15 octobre, lorsque la terre est détrempée, ils plantent le riz ; un riz « sec » qui se cultive comme du blé. Pliés en deux, ils le récoltent à la faucille, en mars ou en avril. Environ cinquante sacs par an, une moitié pour vendre, l'autre pour consommer. Une technique agricole rudimentaire, tournée vers la subsistance, avec pour seul horizon la précarité. Trois hectares cultivés – ce qui correspond à leur force de travail – sur la cinquantaine qu'ils occupent et laissent en jachère. Tous les deux ou trois ans, une rotation pour laisser reposer la glèbe épuisée. Nouveaux brûlis pour dégager de nouveaux champs. Fin avril, début mai, récolte du haricot et du maïs. Les hommes s'usent avant l'âge, les femmes aussi. La farine de manioc exige un travail fou. Beaucoup d'enfants, dans l'espoir que quatre ou cinq survivront.

Des panthères, beaucoup de moustiques, des Indiens...

D'ÉCOLES, peu ou pas. Lorsqu'il en existe une, c'est à l'initiative des paysans, jamais des autorités. Ils construisent un petit local, un abri de paille exposé à tous les vents, parfois sans bancs. Un tableau noir, une fois sur deux. Y viennent tous les enfants, lorsqu'ils ne sont pas retenus par l'aide aux travaux des champs. Ils peuvent être quarante, de cinq à quinze ans, dans la seule et unique classe, plus quelqu'un de la communauté, volontaire ou choisi pour enseigner. Quelqu'un qui n'a pas forcément terminé son premier degré, l'équivalent de notre école primaire. « *J'ai vu des cahiers d'écoliers*, constate un érudit de la région, *où la maîtresse inscrivait des lettres que l'écolier devait répéter en dessous. Les lettres de la maîtresse étaient illisibles. Elle était quasiment illettrée.* »

Les campagnes agonisent, dans une situation d'abandon presque volontaire. Il faut faire la preuve que « ces gens » ne sont pas récupérables et que leur place n'est pas là.

L'histoire de cet impitoyable « Far West nord-brésilien » commence dans les années 60. A peine Brasilia, la capitale nouvelle, surgit-elle du néant qu'on la relie à la chaude Belém, qui, au nord du bassin amazonien, somnolait sous ses manguiers. De chaque côté de cette saignée rectiligne – 2 100 kilomètres de long. – la sylve impénétrable, un fouillis végétal totalement inexploité. Le pays brûle alors de fortes tensions sociales. Une sécheresse d'épouvante grille le Nord-Est et le *sertao*. Le gouvernement Medicis lance un programme d'occupation de la forêt amazonienne, pour desserrer l'étau. Inutile de répéter l'invite par deux fois. Du Maranhao, du Ceara, du Piaui, du Minas Gerais, une houle d'éternels migrants – armée de sans-racines, écume de communautés brisées – se lance le long de la voie nouvellement ouverte, se répand dans la densité végétale. « *... Il y a un bout de terre qui est libre, on va occuper ce coin-là ...* » Ils se risquent, comme ils disent. La rumeur court ; on appelle ça « Radio Cipo » (*cipo*, la liane chez les Indiens). « *On a entendu dire... On a décidé de partir. On a laissé toute la famille, nos pères, nos mères...* »

Avec leurs pauvres affaires, en route pour cette terre promise, ils passent parfois des jours à bouffer de la poussière, à l'arrière d'un camion. Ou même arrivent à pied, fourbus et délavés. « *On est entrés dans la forêt. Il n'y avait que des panthères, beaucoup de moustiques, la fièvre. Il y avait également des Indiens qui nous faisaient peur.* »

Bientôt pourtant, tout le monde débarque, une horde incroyable, les frères, les enfants, des milliers de familles avec leur pot de terre, deux ou trois casseroles, quatre ou cinq hamacs, une hache et un couteau. Chacun creuse son trou. Huit jours après, une baraque. Un mois plus tard, un bout de forêt défriché. L'année suivante, du riz. Entre-temps, les bêtes se sont éloignées. Les Indiens aussi.

Notables, avocats, escrocs...

SURGISSENT alors, d'une arrogance folle, les bottes de nouveaux arrivants. « *On était là depuis six ans. Est apparu un homme qui s'est prétendu propriétaire. Il nous a montré des papiers. On n'a pas su comment réagir. On n'avait jamais pensé à régulariser, on ne songeait qu'à travailler. On a été complètement désorientés.* » Les affaires prennent une mauvaise tournure.

Nous sommes dans les années 70, les militaires tiennent alors le haut du pavé. Dans leur esprit, il faut occuper tous les vides pour contrecarrer d'hypothétiques visées internationales sur l'Amazonie, pour éviter surtout l'« expansion du communisme » dans le pays – lire : une quelconque forme de revendication sociale. Ils ont bien envoyé ou laissé s'installer des bataillons de paysans en avant-garde, là n'est pas l'épicentre de leur véritable stratégie. Cette horde de gueux fournira avant tout une main-d'œuvre bon marché, taillable et corvéable à merci. C'est fondamentalement en direction du capital industriel et financier que se tournent les galonnés. Les généraux provoquent la création des *latifundia*. Les sociétés bénéficient des mesures d'incitations fiscales à condition d'investir dans ces verdures infernales et de leur donner l'apparence d'exploitations agricoles.

Bientôt, la forêt explose, ravagée par une inextricable mêlée. S'abattent sur la région les inévitables « *colonels* » (3), les notables fortunés du Minas Gerais, de Sao Paulo, des avocats, véreux ou non, des membres des professions libérales et des classes aisées ivres d'une possible spéculation, survient la caste sauvage et cynique des « *grilheiros* » (falsificateurs du cadastre ou des titres de propriété), des chacals qui acquièrent une surface, mais qui, à l'heure de la délimitation, s'en approprient sans vergogne deux ou trois fois plus. Certains achètent, dans des bureaux liés à des organismes officiels, des terres théoriquement inoccupées. Mais dedans, depuis des années, il peut y avoir un village – on est dans une région où le cadastre n'existe pas. Existent également des zones sans propriétaires, *terras devolutas*. Des escrocs se les attribuent pour les négocier. N'importe qui vend n'importe quoi. Circule toute une floraison de faux titres. Ensuite explosent les conflits. Entre ceux qui se disent propriétaires – possèdent parfois des documents, souvent rien – et les travailleurs qui ont besoin de la terre pour survivre, qu'on prétend expulser, alors qu'ils vivent là depuis cinq, dix, vingt, trente ans, incontestables premiers arrivants.

Gurupi, ville champignon posée sur la BR-153 Brasilia-Belém. A une centaine de kilomètres au sud-est, vit un robuste Noir, Iguatemy. Vivait, devrait-on dire. Depuis cinq années, il subit une énorme pression exercée par de prétendus propriétaires, arrivés du jour au lendemain, dont un *grilheiro* notoire, Anton Fleury. En ce mois de juillet 1990, trente familles expulsées viennent d'occuper pendant un mois une terre totalement inexploitée. Ambiance explosive. La maison d'Iguatemy est incendiée. Début août, il est enlevé par deux *pistoleiros*. Au-delà de l'exotisme du mot, il ne s'agit ni plus ni moins que de tueurs à gages de la pire espèce. « *Ils m'ont attaché les mains, les pieds, passé la corde autour du cou, jeté dans une voiture. En passant sur le pont du Tocantins, ils m'ont lancé : « Si tu as quelque chose à dire c'est maintenant, parce qu'on va te jeter dans l'eau ! On va en terminer avec toi ! »* »



UN HOMME SEUL FACE AU DANGER
Expedito Ribeiro de Sovra, président du syndicat des travailleurs ruraux de Rio Maria, est « marqué pour mourir ». Dans le cadre, au-dessus de sa tête, Joao Canuto, exécuté en 1985 ; sur l'affiche de gauche : Paulo Fontoles, député du PC do B, abattu en 1987.

Intimidation. En réalité, les tueurs pénètrent dans le village de Peixe et mènent le paysan... au commissariat de police ! Jeté dans une cellule, Iguatemy est escorté le lendemain par deux policiers (et deux *pistoleiros*), dans une voiture appartenant au... *grilheiro* Anton Fleury, jusque... chez le juge de Parana ! Celui-ci n'y va pas par quatre chemins : « *Tu dois vendre ta terre, sinon ils vont te tuer. Ou alors, tu devras tuer l'un d'entre eux. Et si tu tues, tu vas en prison !* » Epuisé par tant d'années de lutte, le paysan cède. « *En voulant rester sur ma terre, j'allais finir sous la terre. J'ai demandé 400 000 cruzeiros. Le juge a dit : je vais parler à Fleury. Après quarante minutes, il est revenu. Il ne voulait donner que 50, m'a-t-il dit, je l'ai fait monter à 160 000* [200 dollars]. *Ce n'est pas beaucoup, mais ça te permettra d'acheter un autre bout de terrain, loin d'ici, par exemple au Rondonia...* »

Dans ce cas, l'assassinat n'a pas été nécessaire. L'infernale collusion grands propriétaires-tueurs à gages-police-justice a suffi. Mais trop souvent hélas, on n'en reste pas là.

Une calamité pire que les fièvres

PLUS de 500 kilomètres au nord de Gurupi, à proximité immédiate des villes d'Imperatriz et Maraba – deux cités pionnières qui ont explosé au cours des vingt dernières années (12 000 habitants à Maraba en 1970, 150 000 aujourd'hui) – le Bico-do-Papagayo (Bec-du-Perroquet) : un triangle de 150 kilomètres sur 80, coincé dans le confluent formé par les deux fleuves Araguaia et Tocantins. Occupée par les paysans avec l'ouverture de la Brasilia-Belém, puis de la Transamazonienne, la terre finit de prendre une valeur énorme avec la construction, ces dernières années, du chemin de fer de Carajas (la plus grande mine de fer à ciel ouvert de la planète).

Dans cet Etat du Tocantins, il s'agit là d'un point de détail, sur 1 000 enfants qui naissent, 300 n'atteignent pas l'âge de un an. Jusqu'en 1970, pas de propriétaires titulaires dans le Bico-do-Papegayo. Puis est créé le GETAT (4), lequel entreprend de remettre des titres à de grands propriétaires, ou plutôt à des personnes de confiance à l'égard de la dictature militaire. Une calamité pire que les fièvres s'abat alors sur les *posseiros*. Déclarant agir dans le strict respect de la légalité, avec le renfort de la police militaire, ces grands propriétaires terriens expulsent des centaines de familles de paysans en brûlant leurs maisons et leurs cultures, en empoisonnant leurs récoltes de céréales, en les faisant jeter en prison. « *Mais il n'y avait aucun autre endroit où aller. Dès que la police tournait le dos, on revenait. Alors, ils ont mis des pistoleiros.* » La femme qui fait ce récit est une humble habitante à présent installée à Buriti. Durant toutes ces années, elle n'a dormi que d'un œil. « *On avait tous très peur. Certains soirs, je n'arrivais pas à dormir, je restais assise toute la nuit dans le hamac. Est-ce que la police va arriver ? Les* jagunços ? (5) *Est-ce que le* fazendeiro *va nous surprendre ? Nous expulser ? Quand arrivait le matin, j'avais les pieds gonflés d'être restée assise.* »

Trois fois chassée de sa maison, cette femme a vu détruire ses récoltes, fruit d'un travail et d'une souffrance quotidiens – la hache, la machette, la sueur, les moustiques – dans un climat débilitant, épuisant. Elle vivait alors dans un hameau de soixante-quatre habitants. En 1982, les soixante-quatre masures ont brûlé. « *Beaucoup ont abandonné. Beaucoup sont restés et ont lutté. D'autres sont morts, comme Valdenor.* »

Dernier en date, dans la longue liste des victimes, Eudi Pereira da Silva, dit Chicao, trente-sept ans, père de sept enfants, abattu par arme à feu le 3 juillet 1990 dans la *fazenda* Babilonia, à 30 kilomètres d'Imperatriz. Son cadavre s'ajoute à ceux des cent cinquante paysans, religieux, responsables syndicaux et hommes politiques assassinés au cours des dix dernières années dans la seule région du diocèse de Conceiçao do Araguaia, épicentre de la guerre déclenchée dans le Bec-du-Perroquet.

Le litige qui provoque cet assassinat concerne une zone d'environ 1 200 hectares pour laquelle il n'existe aucun document prouvant qu'elle appartienne à qui que ce soit, et par conséquent, pas plus qu'à un autre, à la *fazenda* Babilonia. « *Ses propriétaires sont les paysans qui la travaillent, jour après jour, pour en retirer la subsistance de leurs familles* », déclare alors Policacio Bispo, président de la Fédération des travailleurs de l'agriculture de l'Etat du Tocantins (FETAET). Le 6 juillet, trois jours après l'assassinat du paysan, apprenant que le gouverneur de l'Etat est à Novo Sitio pour une inauguration, les syndicalistes de la FETAET s'y rendent pour lui remettre un document demandant la fin des violences et pour organiser une manifestation silencieuse. Face à la tribune, ils déploient des banderoles : « *Le sang de Chicao pour la justice* », « *Babilonia aux paysans, dehors les assassins* »,

CINQ ANS DE VIOLENCES

Année	Nombre de conflits	Personnes impliquées	Surfaces concernées (en ha)	Morts	Blessés graves	Emprisonnements illégaux
1985	636	405 456	9 557 902	125	117	482
1986	634	594 448	12 615 947	105	147	238
1987	582	667 177	17 633 879	109	132	276
1988	621	403 733	19 973 897	93	153	247
1989	500	192 533	14 480 254	58	512	401

Source : Commission pastorale de la Terre (secrétariat national, 1989).

* Ecrivain, auteur, entre autres, des *Cent portes de l'Amérique latine*, Autrement, Paris, 1988.

(1) *Posseiro* : paysan sans terre ayant occupé une surface sans propriétaire (*posse*), généralement après avoir défriché la forêt.

(2) Huile extraite des noix du palmier *babaçu*.

(3) Traditionnels et archaïques grands propriétaires.

(4) Groupe exécutif des terres d'Araguaia-Tocantins.

(5) *Jagunço* : tueur à gages, *pistoleiro*.

« Assez de sacolas (6), la terre aux pauvres. » Sur ordre du gouverneur, et alors que tout se passe pacifiquement, quatre participants, leaders syndicalistes et membres de la Commission pastorale de la terre (liée à l'Eglise catholique), sont appréhendés par le service de sécurité. *« Une fois isolés,* témoigne Policacio Bispo, *ils nous ont molestés et emmenés au poste de police. Là, un lieutenant nous a insultés : ce que vous voulez, c'est du bâton et des balles ! J'en ai pour vous ! On nous a ordonné de nous déshabiller. Alors qu'il se baissait pour retirer chaussures et pantalon, Adalto Valentino, secrétaire du syndicat, a reçu un énorme coup de pied dans la tête. Il a juste pu crier et le sang s'est mis à jaillir. Il avait le visage fracturé et deux dents cassées. Ensuite, sans même le soigner, on nous a emmenés à Araguatins. On nous a jetés dans une autre cellule où nous sommes restés trente-huit heures au secret. »*

Scène de la vie quotidienne dans un pays dont on prétend parfois, sans rire, qu'il est revenu à la démocratie.

Entre le 1er janvier 1964 et le 31 décembre 1989 – soit en vingt-cinq ans – 1 566 travailleurs ruraux, mais aussi personnes liées aux mouvements populaires de lutte pour la terre, ont été assassinés. Le nord – et plus que les autres les États du Tocantins et du Para – a été particulièrement ravagé par cette violence insensée (même si celle-ci se déplace actuellement vers le sud du pays). Paradoxalement, la fin de la dictature militaire n'a pas signifié une trêve pour les travailleurs ruraux, bien au contraire. Le nombre des familles impliquées dans un conflit a constamment augmenté depuis 1983 et les *pistoleiros* s'en sont donné à cœur joie. En cinq années, et jusqu'à la fin de 1989, 550 paysans ont été abattus dans tout le Brésil.



NÉS POUR TUER ?
Tueurs à gages à Rio Maria. Le plus jeune a assassiné vingt-six personnes avant d'être tué à son tour. L'homme aux lunettes noires exerce actuellement ses « talents » au Matto Grosso

DR

D'après le recensement de 1980 de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE), moins de 1 % des propriétaires détiennent 45,10 % des surfaces cadastrées. En face de cette concentration délirante, des données récentes indiquent l'existence d'au moins 12 millions de familles paysannes sans terre – et conséquemment sans ressources.

Grâce au coup d'Etat militaire de 1964, les classes dominantes ont évité, une première fois, une remise en cause de la propriété foncière. Instaurée début 1985, annonçant dès le 27 mai de cette même année une réforme agraire ambitieuse, la Nouvelle République suscita, à son avènement, d'immenses espoirs parmi les déshérités.

Ils furent déçus, en raison surtout de l'action de l'Union démocratique rurale (UDR), née en mai 1985, en plein débat sur la réforme agraire. Sous la bannière de la libre initiative, du droit à la propriété, l'UDR qualifiera les opposants de *« radicaux rétrogrades, représentants de la minorité gauchisante qui prétend terroriser la majorité productive – jusque-là silencieuse* (7) ». Bénéficiant de l'aide de grands groupes économiques et financiers (Banque Itamaraty, Bradesco, Banco Geral do Comercio, Unibanco, Bamerindus, etc.), l'UDR mène dès sa naissance plus de 500 actions en justice contre des désappropriations, annonce de grandes manifestations au cas où l'Assemblée constituante approuverait la remise en cause de la possession de la terre et contribue à faire élire une soixantaine de parlementaires de divers partis qui lui serviront de relais.

Surtout, le développement de l'UDR coïncide avec la recrudescence de la violence dans les campagnes. L'armement des *pistoleiros* augmente en nombre et en quantité. Les assassinats deviennent sélectifs. Une liste de *« marqués pour mourir »* dans l'Etat du Para est dénoncée en 1985 par le député Paulo Fonteles, membre du Parti communiste du Brésil (PC do B), avocat de travailleurs ruraux et de *posseiros*. Le 11 juillet 1987, il meurt assassiné devant un poste d'essence proche de Belém. Seront également et entre autres abattus, le député Joao Carlos Batista (1988), des prêtres connus pour leur engagement aux côtés des paysans : les pères Ezechiele Ramins (1985) et Josimo Tavares (1986). Assassinats éminemment politiques. Il s'agit, en fait et manifestement, d'éliminer les « têtes », d'isoler les paysans de la société en terrorisant tous les secteurs sociaux qui les appuient. *« Je dirais presque qu'on s'y fait,* soupire un prêtre de la région de Maraba. *On est là-dedans, on ne voit pas de sortie. Alors, la solution, c'est faire comme mes voisins, de la défense passive. Six fois, on leur a brûlé leur maison. Six fois, ils ont reconstruit.*

» Le Brésil est le seul pays au monde où l'on peut voir les morts marcher ! »

L'homme éclate d'un rire grinçant puis reprend son sérieux et désigne son vis-à-vis, Expedito Ribeiro de Souza, président du Syndicat des travailleurs ruraux de Rio Maria. *« Vous le voyez, lui, vous lui parlez... Eh bien, en réalité, c'est déjà un cadavre ! » « Marqué pour mourir »,* de même... dit-on de Ricardo Rezende, le prêtre du lieu ; le syndicaliste sourit silencieusement. *« Ici, le capitalisme est tellement sauvage qu'il ne vous laisse aucune chance »,* se contente-t-il de murmurer, avant d'ajouter : *« On a peur parce qu'on est des êtres humains, mais se taire, ce serait au bout du compte augmenter la violence et les morts en laissant les mains libres au* latifundio. *... Il faut lutter. »*

Soixante pour cent des tombes du cimetière de Rio-Maria contiennent des victimes d'une mort violente. Pas forcément dans un conflit de la terre au demeurant. Dans cette contrée de cow-boys et de pouilleux, de fièvre de l'or et de *garimpos* (8), les règlements de compte sont fréquents. Le désarroi de ces dernières années a augmenté d'une façon effrayante le nombre des aventuriers pathétiques errant à la poursuite d'un hypothétique eldorado. *« Aller en ville pour avoir faim ? On ne sait rien faire, on a toujours travaillé dans un champ ! »* La situation à laquelle ils se trouvent confrontés devient chaque jour plus explosive. C'est dans cet Etat du Para, dans l'enfer pestilentiel de la mire d'or à ciel ouvert de Serra Pelada, que travaillaient encore voici peu, et dans des conditions infâmes, 80 000 gueux poussés là non tant par la cupidité que par l'espoir insensé d'échapper définitivement à la faim.

Mais le *garimpo,* c'est la roulette russe, le pari stupide, l'espérance éternellement bafouée. *« J'étais parti pour faire de l'argent, je n'ai rien rapporté, à part la malaria »,* constate amèrement un paysan du Bec-du-Perroquet, père de six enfants au ventre gonflé. D'ailleurs, l'or diminue. Les *garimpos* de la Serra Pelada et de Roraïma sont quasiment fermés. La quantité de désespérés revendiquant un bout de terre va augmenter. Ainsi que la violence, vraisemblablement.

La violence avait pourtant baissé en 1989. Selon la Commission pastorale de la terre (CPT) qui fournit les chiffres les plus fiables de cette macabre comptabilité, le nombre des morts dans les conflits de la terre diminue alors, pour la première fois, en dix-huit ans. Toutefois, la CPT relativise cette apparente accalmie – laquelle se solde par la mort de 56 personnes : *« Si l'on analyse les chiffres de 1989, on s'aperçoit que, si le nombre des conflits a diminué, les signes de violence contre les personnes ont augmenté, non seulement en proportion mais en nombre réel : 512 blessés graves, 103 tentatives d'assassinat, 66 cas de torture, 401 emprisonnements illégaux, 152 menaces de mort... »*



MAURICE LEMOINE

UN PAYSAN DU « BEC DU PERROQUET »
Des années de menaces, de lutte et de mort

Début 1990 – fin de la trêve ? – une véritable guerre d'extermination reprend dans le sud du Para. Dans la *fazenda* Jandaia, à 125 kilomètres de Maraba, de la mi-mai au début juin, cinq *posseiros* sont victimes de sévices, assassinés par des *pistoleiros ;* leurs cadavres sont jetés comme nourriture aux porcs et aux charognards. *Trois leaders syndicaux,* deux étudiants sont tués à Xinguara. A 40 kilomètres de là, à Rio Maria, deux militants du PC do B sont assassinés le 22 avril. Ils aidaient vingt familles de petits paysans occupant une partie du domaine Suaçui – 5 600 hectares, – l'une des dizaines de zones de conflit du sud de l'Etat.

Quelques jours plus tard, le 28, et pour les mêmes raisons, Orlando Canuto, fils de Joao Canuto (leader syndicaliste de Rio Maria assassiné en décembre 1985 de douze coups de feu) est enlevé en compagnie de ses deux frères. Alors que ceux-ci sont exécutés, et malgré une grave blessure, il s'échappe miraculeusement. Son témoignage permet d'arrêter les tueurs : un sergent et un soldat de la police militaire, payés 30 000 *cruzeiros* (375 dollars) par tête. Pour le lieutenant-colonel Wagner Travassos Queirôz, commandant du 4e bataillon de *police militaire dont ils sont issus, cette collusion est* attribuable aux bas salaires reçus par les policiers. *« S'ils avaient un bon salaire,* déclare-t-il, *nous pourrions exiger un curriculum plus rigoureux à l'heure de la sélection et de l'incorporation des candidats. »* Un autre officier, le colonel Cleto, responsable de la discipline à l'intérieur de la police militaire, estime, lui, qu'il y a encore au sein de l'institution *« des policiers qui sont des assassins en puissance ».*

En réalité, constate Ricardo Rezende, prêtre à Rio Maria, *« l'occupation de l'Amazonie s'est faite comme celle de l'Ouest américain. Très vite ce fut le Far West. Ne manquait que l'étoile du shérif. Mais lorsque celui-ci est arrivé, on s'est rendu compte qu'il était lui-même un bandit ! »* S'il est vrai que la police tue moins que les *pistoleiros,* elle entretient un climat de terreur et même un nombre impressionnant d'opérations en commun avec les hommes de main.

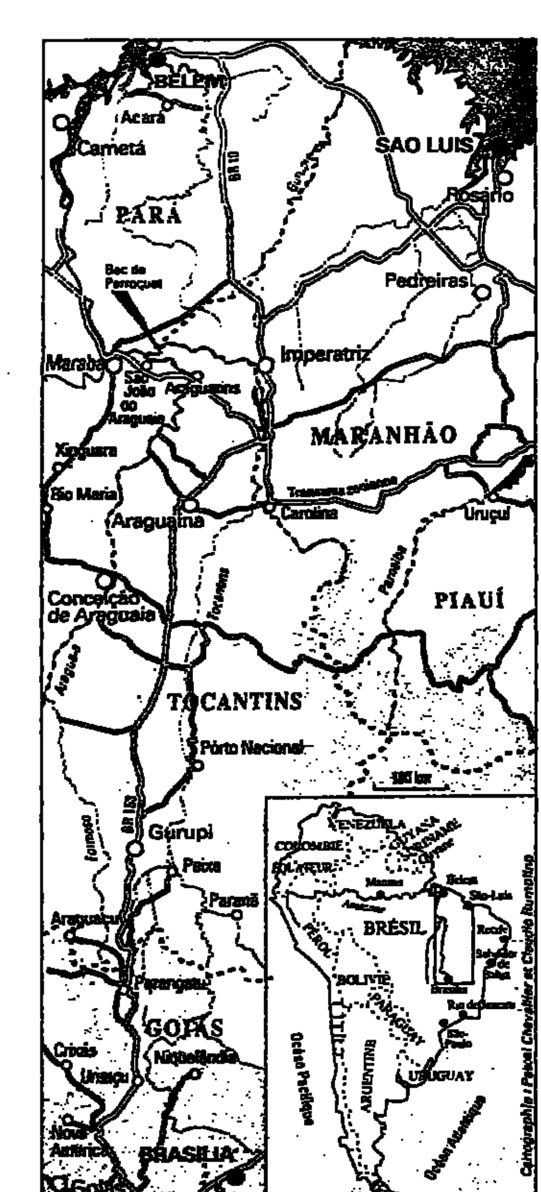
Une véritable opération de guerre

EN 1987, alors que la région compte seize zones de conflits, une véritable opération de guerre est menée dans le sud du Para par *pistoleiros* et policiers, sous les ordres du colonel Antônio Carlos da Silva Gomez, futur responsable de la sécurité publique. Avec la villa du domaine de la Banque Bamerindus comme QG, soldats et tueurs à gages attaquent les hameaux. Femmes violées, enfants ligotés et pendus par les cheveux pour servir d'appâts aux maris et aux pères ; hommes ligotés, piétinés, frappés à coups de crosses de fusils, à coups de pieds, forcés à manger des excréments d'animaux, à avaler des cigarettes et à ingurgiter des feuilles épineuses ; menaces constantes de violences sexuelles, pillages et vols généralisés...

Trois années plus tard, en 1990, les méthodes sont les mêmes : à Acarà (Para), pour faire respecter l'action de réintégration de terres en faveur du prétendu propriétaire de la *fazenda* Santa Maria, vingt soldats de la police militaire, couvrant de sparadrap les noms figurant sur la poitrine de leur uniforme, se livrent à toutes sortes d'exactions, incendient des masures et des plantations, assassinent le *posseiro* Galdino de Jesus Fagundes...

Dès lors, la lutte est par trop inégale, même si quelques rares cas d'autodéfense sont parfois signalés. Justice populaire ? *« Rien à voir avec la révolution,* répond un habitant de la région. *A l'occasion, quelques coups de feu. De temps en temps, on a vu des trophées, un beau revolver, une belle carabine, un chapeau troué. Mais, en général, c'est le genre d'histoire qu'on n'aime pas raconter. Appuyer sur une gachette n'a rien d'agréable, c'est simplement parfois une question de vie ou de mort. »* Lorsqu'en septembre 1988, dans l'Etat de Maranhao, le *pistoleiro* Agenor Macedo da S. Neto fut capturé et abattu, il portait sur lui la liste de quatorze personnes à éliminer. Mais, en tout état de cause, une lutte inégale. *« S'il n'y avait que les* jagunços, hasarde un syndicaliste, *ce serait une question de rapport de force. Mais si personne ne prend la défense d'un* pistoleiro *qui meurt, que tombe un policier et c'est tout autre chose »*... Une lutte inégale, et définitivement. Car, en face des agriculteurs qui méconnaissent leurs droits, le *fazendeiro,* outre ses tueurs, aligne des dizaines d'avocats, dispose d'une véritable armée de magistrats.

A Rio Maria, tout le monde se souvient encore de l'arrivée du juge José Candido de Moraes en 1988, et de sa réception au cours d'un inoubliable barbecue dans la maison du tueur à gages Nenem Simao. Et nul n'en manifeste de réelle surprise. Il existe en effet une connivence très particulière entre le pouvoir judiciaire et les grands propriétaires. Il ne s'agit pas d'une corruption exclusivement financière – même si certains magistrats arrivés pauvres dans les villes pionnières de l'intérieur, y mènent grand train de vie quelques années après – mais également idéologique. *« Le système judiciaire brésilien est en faillite et ce qui en reste est complètement caduc »,* a pu déclarer Beinusz Smuckler, président de l'Association des juristes américains et membre *de la Commission des juristes de l'ONU, lors d'une* visite dans l'Etat du Para en juin 1989. Le cas du *pistoleiro* Sebastiao da Terezona est une illustration tragique de ce constat : accusé d'avoir commis plus de cinquante assassinats, directement ou comme chef de bande, il est prisonnier à Maraba depuis septembre 1986 sans que le juge le soumette à un jugement. Mieux ou pis, selon les points de vue...



L'ENFER VERT
Seize zones de conflits, une violence de Far West

En 1980, Arago, un soldat de la police militaire, tue un paysan de sang froid, viole puis poignarde sa femme qui survit miraculeusement, arrose d'essence et fait brûler vives les deux fillettes du couple. Pris, condamné et emprisonné à Belém, il décapite deux prisonniers, s'enfuit et devient chef des *pistoleiros* d'Itaituba, la dernière ville du Para sur la Transamazonienne, à mille kilomètres de là. Il n'y sera jamais inquiété, jusqu'en 1990, année où il commet l'imprudence d'assassiner, pour quelques dizaines de milliers de cruzeiros, le secrétaire de la police de Santarem. Il est alors abattu.

Histoire quasiment similaire pour le *pistoleiro* João Bernardes, responsable de l'assassinat d'un juge du nord du Goias et tué par la police dans une *fazenda* de Xinguara (Para). On a su, depuis, que l'individu était responsable de la mort de plusieurs dizaines de personnes dans le Goias et le Para. On peut en déduire que, à condition de ne s'en prendre ni aux magistrats, ni aux notables, ni aux policiers, les tueurs jouissent de la plus totale impunité. D'après l'avocat Miguel Pressburger de l'Institut d'appui aux mouvements populaires, qui reprend les chiffres de la Commission pastorale de la terre, sur 1 560 cas d'assassinats ayant donné lieu à l'établissement d'un dossier de justice, seuls 18 sont passés en jugement au cours des quinze dernières années. Sur ces 18 jugements réalisés, des condamnations ont été prononcées dans huit cas (dont 2 pour homicide contre des Indiens, 2 pour avoir tué des prêtres, 3 pour meurtre d'avocats). Aucun *fazendeiro* commanditaire n'a jamais été inquiété.

MAURICE LEMOINE.

(6) *Sacolas :* paniers alimentaires démagogiquement distribués aux paysans par les personnalités politiques – *généralement en période électorale.*

(7) *Jornal do Brasil,* 11 juillet 1987.

(8) *Garimpo :* mine d'or à ciel ouvert.

TRENTE ANS D'« INDÉPENDANCE SURVEILLÉE »

Les ratés de la décolonisation en Afrique

GUERRE au Libéria, affrontements au Rwanda, manifestations en Côte-d'Ivoire, l'Afrique noire n'en finit pas de payer le prix d'une décolonisation opérée au profit des anciennes métropoles. L'amer bilan de trente années d'indépendance a donné un nouveau souffle aux aspirations démocratiques qui s'expriment aujourd'hui avec force. L'Occident saisira-t-il cette chance en encourageant la marche vers plus de liberté et de justice ou, une fois encore, se fera-t-il le défenseur d'intérêts égoïstes et à courte vue ?

Par CLAUDE WAUTHIER

Mille neuf cent soixante a été l'« année des indépendances africaines » : dix-sept anciennes colonies d'Afrique noire – dont quatorze françaises – sont alors devenues des États souverains (1). La décolonisation complète du continent ne s'est toutefois achevée que trente ans plus tard, en 1990, avec la fin de la tutelle sud-africaine sur la Namibie, tandis que le grand rêve panafricaniste de l'unité du continent, caressé entre autres par le Ghanéen Kwame Nkrumah, se dissipait rapidement. Bien plus, durant ces trois décennies, le continent africain est resté un enjeu que se sont disputé les grandes et moyennes puissances – dont la France – à coups d'interventions militaires, de pressions diplomatiques et économiques. La fréquence et le poids de ces ingérences – à la demande parfois, d'ailleurs, des pays africains eux-mêmes – ont réduit considérablement l'exercice de leur souveraineté. On peut certes en dire à peu près autant de l'Amérique centrale et du Sud-Est asiatique, mais la « dépendance » persistante du continent africain, et surtout de l'Afrique noire, reste frappante. Entre autres parce qu'elle a été durement atteinte par la chute des prix des matières premières et qu'elle est aujourd'hui écrasée par le poids de sa dette.

C'est la Grande-Bretagne qui a donné, en 1957, le coup d'envoi de l'indépendance de l'Afrique noire, en l'accordant au Ghana et à son premier ministre, Kwame Nkrumah. Elle avait aussi pris, la première, l'initiative de la décolonisation en Asie, dès 1947, en renonçant à son empire des Indes.

La France, seconde puissance coloniale du globe, avait suivi le mouvement : elle s'était retirée d'Indochine en 1954 après la défaite de Dien-Bien-Phu, puis, en 1956, du Maroc et de la Tunisie. L'insurrection algérienne avait éclaté en 1954, et, en 1955, la conférence de Bandoung, à laquelle participaient les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques, dont le Chinois Zou Enlai, l'Égyptien Nasser et l'Indien Nehru, avait revendiqué le droit à l'indépendance de tous les peuples colonisés et consacré l'émergence du tiers-monde sur la scène internationale.

L'agitation qui avait secoué la tutelle coloniale au Maghreb avait globalement épargné les territoires français d'Afrique noire, auxquels la loi-cadre de Gaston Defferre avait accordé en 1956 une large autonomie de gestion avec des Assemblées élues et un exécutif africain, encore présidé, toutefois, par le gouverneur colonial. La dernière révolte importante avait été le soulèvement des indépendantistes de Madagascar, en 1947, dont la répression avait fait plusieurs dizaines de milliers de morts (80000 selon certaines estimations).

Semi-souveraineté et « balkanisation »

NÉANMOINS, lorsqu'il revient au pouvoir en mai 1958, le général de Gaulle estime indispensable de faire un geste spectaculaire envers l'Afrique noire : il soumet à référendum une Constitution qui prévoit l'instauration d'une Communauté franco-africaine où un certain nombre de compétences dites « communes » (défense, diplomatie, monnaie, etc.) sont partagées entre la métropole et les territoires africains, qui accèdent à une semi-souveraineté limitée à la gestion de leurs affaires intérieures. À une énorme majorité dans la plupart des cas, les territoires consultés répondent « oui ». Sauf la Guinée de Sékou Touré, où le « non » l'emporte à la quasi-unanimité. Le dirigeant guinéen, qui se situe dans la mouvance marxiste, invoque pour justifier son refus le fait que la nouvelle Communauté entraîne la disparition des deux grandes entités fédérales, – l'Afrique occidentale française (AOF), et l'Afrique équatoriale française (AEF) – que la loi Defferre avait laissé subsister. Il accuse le général de Gaulle de vouloir « balkaniser » son ancien empire colonial pour mieux le contrôler.

C'est, peu ou prou, ce qui allait arriver, quelles qu'aient été les intentions du général de Gaulle. Pourtant, la Communauté franco-africaine ne devait avoir qu'une existence éphémère. En 1960, tous les anciens territoires africains d'outre-mer, gagnés bon gré mal gré par les exemples ghanéen et guinéen, demandaient et obtenaient leur indépendance. Mais sans rupture brutale avec la France, en concluant simultanément avec Paris des accords de coopération qui les liaient plus ou moins étroitement à l'ancienne métropole, ne serait-ce que parce qu'ils restaient dans la zone franc. D'ailleurs, une clause de la Constitution de la Ve République prévoyait la possibilité pour des États indépendants de continuer à faire partie de l'ensemble franco-africain, et jusqu'en 1961 subsista une « Communauté rénovée », à laquelle avaient adhéré le Sénégal, Madagascar, le Tchad, la République centrafricaine, le Gabon et le Congo. Les pays du Conseil de l'entente – Côte-d'Ivoire, Dahomey (aujourd'hui Bénin), Haute-Volta (devenue Burkina) et Niger – ainsi que le Mali (dirigé par un proche de Sékou Touré, Modibo Keita) et la Mauritanie avaient pour leur part refusé d'en faire partie, ainsi que des deux anciens territoires sous tutelle de l'ONU administrés par la France, le Cameroun et le Togo, indépendants également depuis 1960, mais qui n'avaient pas pris part au référendum de 1958. Devant le succès mitigé de l'entreprise, la « Communauté rénovée » était dissoute en mars 1961.

La guerre d'Algérie battait alors son plein et divisait les Africains : la Guinée et le Mali appuyaient le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), aux côtés de l'Égypte de Gamal Abdel Nasser et du Ghana, des pays communistes et des non-alignés, alors que les anciens membres de la Communauté soutenaient, à l'ONU notamment, la politique algérienne de la France. Tous, néanmoins, devaient applaudir les accords d'Evian et l'indépendance de l'Algérie en 1962 : pour une bonne partie du tiers-monde, le général de Gaulle était devenu l'un des grands artisans de la décolonisation.

Pourtant, aux yeux au moins de quelques uns de ses vieux adversaires, dont Nkrumah et Sékou Touré, l'indépendance octroyée sans combat aux pays d'Afrique noire fleurait le « néo-colonialisme », tandis que celle de l'Algérie lui avait été arrachée de haute lutte et contre son gré. Pour eux, le pré carré des pays francophones de l'ancienne Communauté demeurait une chasse gardée où Paris exerçait une influence prépondérante sur des États habilement « balkanisés ». La France avait divisé pour régner. D'autant que la plupart des dirigeants de ces États francophones dits « modérés » et pro-occidentaux s'opposaient aux projets d'unité africaine et au panafricanisme militant de Kwame Nkrumah et des responsables des pays dits « progressistes » ou « révolutionnaires », amis de l'URSS, comme Sékou Touré et Modibo Keita, qui avaient créé une union – éphémère elle aussi – Ghana-Guinée-Mali. Nkrumah était balayé par un coup d'État en 1966 ; Keita subissait le même sort en 1968.

Il est vrai que plusieurs des – nombreuses – interventions françaises en Afrique noire, sous la présidence du général de Gaulle, ne pouvaient que conforter dans leur opinion ceux qui accusaient la France de néocolonialisme. En premier lieu, au Congo-Léopoldville, l'ancienne colonie belge (aujourd'hui Zaïre) qui avait, lui aussi, accédé à l'indépendance en 1960. Paris prit en effet le parti de la sécession du Katanga et de Moïse Tschombé (dit « Tiroir-Caisse »), marionnette au mains du grand capital belge, contre le premier ministre Patrice Lumumba, considéré comme un dangereux agitateur proche de Moscou. L'idée étant sans doute d'affaiblir un grand Etat africain qui risquait d'attirer dans son orbite des voisins moins puissants, comme les anciennes colonies françaises du Congo-Brazzaville et de la République centrafricaine, et aussi d'acquérir quelques intérêts dans les riches mines de cuivre du Katanga.

Au Gabon ensuite, en 1964, où des parachutistes français débarquent pour remettre en selle le président Léon Mba, un moment renversé par un coup d'État. De 1967 à 1970, enfin, la diplomatie française, appuyée par celles de la Côte-d'Ivoire et du Gabon, soutient la cause de la sécession du Biafra contre le gouvernement fédéral du Nigéria (lui aussi indépendant depuis 1960). Là encore, le but de Paris est, d'une part, d'affaiblir un grand Etat africain entouré de pays francophones beaucoup plus faibles, comme le Dahomey ou le Niger, et de prendre une part prépondérante dans l'exploitation des ressources pétrolières de l'est du Nigéria. Et surtout, peut-être, la France est le seul pays au monde à fournir des armes (avions, chars, hélicoptères) à l'Afrique du Sud, au mépris des recommandations de l'ONU (le *« machin »* qui a exaspéré le général de Gaulle lors de la guerre d'Algérie). Et il se trouve que, précisément, l'Afrique du Sud et son allié le Portugal, qui lutte alors déjà contre les mouvements de libération du Mozambique et de l'Angola, encouragent les sécessions katangaise et biafraise.

Ainsi la « balkanisation » de l'Afrique anciennement française a-t-elle indirectement entraîné un soutien à des causes douteuses, au nom de l'anticommunisme notamment. Mais peut-être cette « balkanisation » était-elle inévitable, en raison d'égoïsmes nationaux aussi neufs que vivaces, comme semble l'attester la dissolution des ensembles fédéraux mis en place par la Grande-Bretagne : ceux de la Communauté économique est-africaine (Kenya, Ouganda et Tanganyika) et de la Fédération des Rhodésies et du Nyassaland (aujourd'hui Zimbabwe, Zambie et Malawi) après l'accession à l'indépendance de ces États (entre 1961 et 1964, sauf pour le Zimbabwe – l'ancienne Rhodésie du Sud – beaucoup plus tardive, en 1980). Le seul exemple en sens contraire étant la fusion des deux Somalies – la britannique et l'italienne – lors de la proclamation de leur indépendance en 1960.

Quoi qu'il en soit, la politique africaine de la France sous les présidents Pompidou et Giscard d'Estaing est restée prisonnière des mêmes schémas, attachée à préserver son influence sur le pré carré francophone, voire à l'étendre en Afrique anglophone ou ex-belge, à la défendre aussi contre les visées libyennes. D'une manière générale, la diplomatie française en Afrique a continué jusqu'en 1981 à soutenir les régimes dits « modérés », même lorsqu'il s'agissait de dictatures corrompues : comme lors de l'intervention des parachutistes français à Kolwezi au Shaba (ancien Katanga) en 1978, qui, destinée à protéger des ressortissants européens, a sauvé le président Mobutu. La France a continué aussi à vendre des armes à l'Afrique du Sud – avec qui le président Houphouët-Boigny entendait nouer un « dialogue » pour la faire renoncer à l'apartheid – jusqu'à ce que la pression de l'Organisation de l'unité africaine la contraigne à y renoncer progressivement. Elle a, avec d'autres membres de l'OTAN (en particulier la RFA et les États-Unis), fourni des armes à l'armée portugaise pour ses campagnes contre le MPLA en Angola et le FRELIMO au Mozambique, que soutenaient les pays communistes.

Cet appui aux régimes « modérés », au racisme sud-africain et au colonialisme portugais ne pouvait manquer d'entraîner des revers : quand une révolution progressiste, à Madagascar en 1972, écarte du pouvoir le président Philibert Tsiranana, la France y perd sa base navale de Diego-Suarez.

La défense du pré carré africain a par ailleurs entraîné un long conflit avec la Libye – à laquelle la diplomatie du président Pompidou, soucieuse de gagner le marché d'un pays riche en pétrole, avait vendu des Mirage. La France s'est ainsi empêtrée durant de longues années au Tchad, où pourtant le président Tombalbaye ne ménageait pas ses sarcasmes à M. Jacques Foccart, l'éminence grise de l'Élysée pour les affaires africaines sous de Gaulle et Pompidou, accusé d'être l'instigateur de tous les coups fourrés plus ou moins réussis qui fragilisaient l'Afrique francophone. Sa réputation est si mauvaise que M. Giscard d'Estaing s'empresse de le limoger dès son élection en 1974. Mais le nouveau président, que ses safaris ont familiarisé avec l'Afrique noire, y est aussi interventionniste que ses prédécesseurs, au risque de faire passer la France pour le « gendarme des États-Unis » sur le continent. C'est un voyage en Libye en 1979 de Jean Bedel Bokassa qui le décide à se débarrasser de celui dont la France avait payé l'extravagant couronnement par une opération militaire aéroportée, baptisée Barracuda, qui était un coup d'État en bonne et due forme.

L'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, a apporté quelques changements notables : malgré quelques bavures, Paris a appliqué les sanctions contre l'Afrique du Sud et a établi des relations amicales avec les régimes – marxistes – des anciennes colonies portugaises. L'intervention militaire française au Tchad s'est enfin révélée payante, ce qui n'est pas une mince performance. Moins glorieuse sans doute a été la réconciliation définitive avec Sékou Touré, malgré les révélations sur le sinistre camp de la mort où le dictateur guinéen laissait ses opposants mourir de faim. C'est que les pays francophones continuent d'être l'objet d'une sollicitude attentive qui soulève parfois des interrogations, comme l'envoi d'unités françaises au Togo en 1986 pour soutenir le président Eyadema après une tentative de coup d'État apparemment partie du Ghana. Ou au Gabon en 1990, pour y protéger les ressortissants français et assurer leur évacuation en raison des manifestations contre le régime du président Bongo.

Au sommet franco-africain de La Baule, en juin dernier, M. Mitterrand a encouragé les présidents africains à démocratiser leurs institutions tout en se défendant de vouloir s'ingérer dans les affaires intérieures des pays concernés. La méthode – douce – consistera à délier plus ou moins rapidement les cordons de la bourse qui alimente leur budget selon les progrès enregistrés vers le multipartisme et le respect des droits de l'homme.

Un exercice qui requiert pour le moins quelque doigté. Est-il de nature à entraîner les changements radicaux que réclament, en Afrique francophone, des populations frappées par la misère, indignées par la corruption des pouvoirs en place, et bridées dans leurs aspirations à la liberté ? Pour elles, le bilan de ces trente ans d'« indépendance surveillée » est plutôt amer. Mais il faut bien dire qu'ailleurs en Afrique la rivalité américano-soviétique, compliquée par les ingérences arabes et la politique de déstabilisation de l'Afrique du Sud dans les pays de la « ligne de front », a eu des résultats encore plus désastreux que le paternalisme français...

(1) En 1959, l'Afrique comptait neuf États indépendants : Éthiopie, Libéria, Égypte, Libye, Soudan, Maroc, Tunisie, Ghana et Guinée. L'arrivée des dix-sept autres, en 1960, portait ainsi à vingt-six le nombre des nations souveraines du continent, soit environ la moitié de celles qu'il compte aujourd'hui.



« DU TCHAD AU RHIN »
Quand l'Empire venait au secours de la métropole

« L'HOMME DE L'OMBRE », de Pierre Péan

Mystérieux et tout-puissant

SORTIR de l'ombre M. Jacques Foccart, c'est ce qu'a tenté de faire Pierre Péan dans un livre volumineux, à partir d'une minutieuse enquête conduite avec une remarquable ténacité (1). Sans y parvenir complètement certes, mais en mettant bien en évidence les procédés de l'homme chargé à l'Elysée, sous de Gaulle et Pompidou, de mener la politique néocoloniale de la France décrite ci-dessus par Claude Wauthier. Un homme d'affaires privé, sans mandat électif ni appartenance à la haute fonction publique, avec, pour seule légitimité, la confiance du Prince.

Prenant appui sur les bases gabonaise et ivoirienne, utilisant les réseaux d'influence et d'action publics et privés – ceux des milieux d'affaires, du SDECE, de la résistance, du SAC... et les siens propres – où se côtoient financiers et agents secrets, industriels et mercenaires, fonctionnaires et tueurs à gages, Jacques Foccart n'a pas lésiné sur les moyens pour surveiller la chasse gardée, imposer la protection de la France, promouvoir les « bons » Africains et écarter les autres, au nom d'un intérêt national qui n'a jamais été que celui des milieux néocoloniaux.

Avec pour ultime conséquence qu'un pays « foccardisé » *« cesse d'être – ou n'a aucune chance de devenir – une démocratie, puisque cette classification conduit à y interdire* de facto *toute opposition, donc toute chance d'évolution. »*

C. B.

(1) Pierre Péan, *l'Homme de l'ombre*, Fayard, Paris, 1990, 586 pages, 150 F.



SOCIÉTÉ CIVILE CONTRE NOMENKLATURA

La Chine gangrenée par le mercantilisme du pouvoir

DANS tous les domaines, les relations entre Pékin et le monde capitaliste, plus ou moins desserrées après les événements de la place Tienanmen en juin 1989, sont désormais normalisées. Mais la Chine souffre toujours des mêmes maux qui ont provoqué les très graves manifestations d'alors : inflation et corruption, car leurs causes institutionnelles et sociales demeurent intactes. Tant d'intérêts bureaucratiques sont en jeu...

Par GUILHEM FABRE *

L'expérience chinoise de la dernière décennie illustre bien l'interaction entre l'économique, le social et le politique, accompagnant la plus importante tentative de transition vers le marché qu'ait connue à ce jour le monde socialiste. A condition de le manier avec toute la distance nécessaire et de ne pas gommer les spécificités nationales et culturelles, le miroir chinois aide à mieux comprendre les espoirs et les difficultés de la transition ailleurs.

Au rang des évolutions positives figure une forte croissance liée au désengagement progressif de l'État et à la décentralisation : le produit intérieur brut par tête a doublé entre 1979 et 1989. Le pays s'est ouvert sur l'Occident, et il y a eu progression remarquable du commerce extérieur, des investissements directs et des prêts. Cette décennie a aussi permis un étonnant réveil de la société civile. La liberté d'expression demeure sous haute surveillance, mais la liberté de mouvement – très grande à l'intérieur, contrôlée vers l'extérieur – a bouleversé les conditions de vie de la population. Le mouvement de renaissance culturelle dans les villes et l'urbanisation accélérée sont les signes d'une mobilité sociale qui s'accommode de plus en plus mal des blocages idéologiques du pouvoir.

Sérieuses ombres au tableau : l'inflation et la corruption. En droit chinois, il y a corruption lorsqu'un fonctionnaire s'empare illégalement de la propriété publique, dérive que limitaient, avant 1979, le contrôle planifié et la mobilisation idéologique. Or, depuis dix ans, avec la décentralisation des allocations de ressources, le progrès des échanges marchands et la dilution du discours idéologique, la propriété publique a tendance à céder le pas à ce qu'on a appelé ironiquement *« le mode de propriété obscur »* – ce nouvel espace d'appropriation ouvert à la nomenklatura, le plus souvent par le biais de sociétés para-publiques (1).

C'est surtout après 1984 que se répand cette corruption, avec la décentralisation économique, la croissance des échanges extérieurs et l'introduction d'un système de prix mixte plan-marché, dit *« à double rail »*. Avec le renforcement des pouvoirs des provinces et des entreprises, les intérêts des appareils et des managers locaux ont tendance à se liguer contre ceux de l'État, cela dans un contexte de laxisme monétaire et fiscal créant une augmentation de la demande supérieure à celle de l'offre. Entreprises et institutions, dont les pertes sont couvertes par l'inflation ou les subventions, se livrent à une course aux crédits et aux matériaux.

Gonflement de la bureaucratie dans les secteurs rentables

OFFICIELLEMENT, la répartition des revenus directs est relativement égalitaire : du simple au triple en 1986 dans les villes. En fait, il y a des détournements massifs d'allocations en nature, le logement tenant une part essentielle. Selon un expert du ministère de la construction, l'éventail des revenus serait de un à dix si l'on tient compte des revenus indirects liés à l'habitat (2). Les villes ne sont pas seules à souffrir de ces maux : lors d'une réunion du parti du Hunan, il fut dit que plus de trente mille cadres de la province se sont fait construire illégalement des maisons individuelles (3)...

On assiste aussi à une multiplication des subventions sociales et à la distribution de produits parfois onéreux – voitures, téléviseurs en couleurs, – la nomenklatura étant le premier bénéficiaire de ces attributions dites « de fonction » : voyages en Chine et à l'étranger, banquets, magnétoscopes, etc. L'impact de ces pratiques est considérable : les revenus en nature ou indirects représenteraient entre 50 % et 80 % des revenus monétaires urbains (4). Et les dépenses d'administration ont plus que triplé en termes réels de 1978 à 1988, leur part des dépenses publiques passant de 4,4 % à 9 % (5).

Mais il y a beaucoup plus grave. Le système des prix « à double rail » crée des phénomènes d'une autre ampleur dans les sphères de la distribution, des échanges extérieurs et du crédit bancaire. Le système des prix plan-marché devait, en principe, faciliter la transition en évitant tout dérapage inflationniste lié à la pénurie de l'offre. Il a connu une expansion considérable : en 1988, 65 % des productions agricoles et annexes, 55 % des biens de consommation industriels, 40 % des biens de production étaient écoulés au prix du marché (6).

L'extension du marché a provoqué une explosion du nombre des entreprises commerciales d'État, passé de 103 000 en 1978 à 327 000 en 1988, celui des entreprises industrielles passant de 84 000 à 99 000 seulement (7). Mais le statut de ces firmes commerciales est des plus flous ; il s'agit souvent de sociétés para-publiques, voire de sociétés écrans spéculant sur la différence entre prix officiel et prix du marché.

* Sinologue, Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est, Paris.

Plusieurs facteurs alimentent la spéculation. D'une part, la demande d'investissement et de matières premières croît plus vite que l'offre pour les industries rurales (qui ont créé soixante-dix millions d'emplois en dix ans), qui peuvent répercuter sur le consommateur le coût élevé des intrants et comprimer les coûts salariaux. D'autre part, la fragmentation géographique du marché empêche les entreprises industrielles d'État de tisser des liens économiques horizontaux en amont et en aval de la production. Quant aux réseaux de distribution bureaucratiques, ils disposent d'un monopole de fait, prélèvent de fortes commissions sur les transactions non planifiées et détournent une part croissante de la production planifiée en l'écoulant aux prix forts du marché. Ainsi, la mainmise des circuits bureaucratiques sur le marché annule la recherche de prix d'équilibre en soumettant l'activité économique aux conditions de la spéculation.

Conséquence de ce système, selon l'Académie des sciences sociales, le montant des détournements sous forme de commissions aurait été en 1988 l'équivalent des investissements annuels en logement urbain, ou encore des subventions aux prix agricoles (8) ! Et – euphémisme désignant des pratiques purement spéculatives – les *« frais indéterminés »* absorbent 38 % de la différence entre le prix du charbon à la mine dans le nord du pays et le prix à l'arrivée à Shanghai (9).

Mais le marché bureaucratique ne résume pas à lui seul le phénomène de la spéculation. Il faut aussi tenir compte des sommes dégagées à partir du système dual des prix et des taux d'intérêt, ou encore du double système des taux de change, auxquels s'ajoutent l'évasion fiscale et les disparités de profit entre secteurs. Si l'on admet que 20 % des sommes ainsi dégagées sont détournées sous forme de commissions, on aboutit à un montant supérieur aux budgets réunis de la défense, de l'éducation, de la recherche et de la santé publique ! Si, de façon encore plus réaliste, on estime à 25 ou 30 % le montant de ces commissions, ce sont l'équivalent de 27 à 32 milliards de dollars qui sont détournés, soit 10 % du revenu national en 1988.

L'économie est de la sorte soumise à la spéculation dans une période de transition où le « marché » reste conditionné par des groupes d'intérêt structurés et des infrastructures d'allocation et de distribution restées aux mains de l'appareil. Système hybride qui juxtapose *« les pires traits de deux mondes qui s'opposent. Les avantages de la mobilisation et de la redistribution des ressources liés au système planifié sont perdus tandis que les avantages d'un système de marché en matière d'efficacité d'allocation sont encore absents* (11) ».

C'est, bien sûr, au sommet des grandes corporations que les sources de profit sont les plus abondantes, et ce sont des postes où l'on retrouve nombre d'enfants des dirigeants. Des groupes tels que Kanghua, qui eut à sa tête jusqu'en 1988 le fils de M. Deng Xiaoping, la China International Trust and Investment Corporation ou Everbright, basé à Hongkong, se sont lancés dans des transactions illégales et spéculatives dignes des pratiques du Guomindang avant 1949 (12). Et ce capitalisme bureaucratique n'aide même pas au développement du pays, les profits étant dilapidés dans une consommation et des investissements ostentatoires (de la Mercedes à l'hôtel de luxe) quand ils *ne donnent pas lieu à des acquisitions* d'actifs sur le marché international. Ces fuites de capitaux auraient été, en 1988, de quelque 5 milliards de dollars, somme équivalant au quart des exportations (13).

De leur côté, les bureaucraties locales ont tout intérêt à limiter le jeu de la concurrence afin de maximiser les profits des entreprises sous leur tutelle. La concurrence prend alors la forme d'une compétition interprovinciale.

Quel que soit le niveau auquel se situe l'analyse, il apparaît ainsi que l'erreur principale des stratégies de transition construites autour de la théorie monétariste consiste à négliger les facteurs institutionnels en misant sur les effets mécaniques d'ajustement du marché par la libération des prix et le contrôle corollaire de la masse monétaire.

La transition ne pose en effet pas seulement des problèmes politiques et économiques, mais aussi sociaux et institutionnels. Elle est liée à la transformation de l'Etat, à son rôle dans les nouvelles règles du jeu. Les manifestations de 1989 ont montré le divorce entre une société civile naissante et un Etat gangrené par le mercantilisme du pouvoir *et dont les fonctions définies* avant le tournant de 1979 sont bouleversées par la dynamique de marché.

Dans la sphère politique, on assiste à la dissolution de l'ordre idéologique au profit de l'ordre tout court, rétabli *en 1989 au prix d'un massacre. Dans* la sphère économique se produit un désinvestissement dans des secteurs tels que l'éducation, la santé, les infrastructures. A la régulation macroéconomique succèdent le laxisme monétaire et fiscal et un affairisme sans frein.

Ce détournement des fonctions étatiques ne plaide pas pour autant en faveur du retour au *statu quo ante*. En revanche, le glissement d'un Etat omniprésent à un Etat casino a souligné le caractère prédateur d'une bureaucratie qui n'a cessé d'enfler avec le développement du marché. En 1988, sur 543 millions de personnes actives, on comptait 9,7 millions d'officiels du parti et de l'Etat, et, plus généralement, 24 millions de cadres chargés de gérer le personnel et les biens de l'Etat. La bureaucratie représente ainsi 4,4 % de la population active – record mondial dépassant de loin le modèle soviétique (1,7 % en 1986). De 1982 à 1988, la population active a crû de 20 % ; la « population bureaucratique », au sens étroit du terme, de 59 %. Ce mouvement est particulièrement accusé dans les campagnes. A preuve ce district du nord-ouest où une population nomade est « gérée » par 800 cadres, et cette circonscription du centre où on a recensé 220 000 cadres pour... 1 million d'habitants (14) !

Alors que ces bureaucrates tendent à se concentrer dans les organismes les plus lucratifs, les vocations d'enseignants, *d'infirmiers, de médecins*, de percepteurs se font rares. De 1979 à 1988, la population a crû de 120 millions d'habitants, mais le nombre d'instituteurs est passé de 5,3 à 5,5 millions seulement, les effectifs scolarisés tombant de 146 à 125 millions, 100 000 établissements étant supprimés.



ROGER PIC

LE NOUVEL ORDRE MARCHAND FACILITERA-T-IL SON INSTRUCTION ?

Faut-il voir dans la prolifération d'administrateurs improvisés la transposition de tendances indélébiles qu'aurait connues l'Etat chinois dans les phases de déclin dynastique ? Il n'en est rien. L'imagerie traditionnelle d'un Etat impérial prédateur contrôlant de près l'économie relève de la légende plus que de l'analyse historique. *Dans ces conditions, le débat sur* le *« néo-autoritarisme »* lancé dans les cercles dirigeants en 1988 relève de la fuite en avant. Les promoteurs de ce nouveau courant sont partisans d'un Etat fort et modernisateur faisant face aux velléités démocratiques d'une frange de la société. Ce modèle s'inspire d'exemples qui vont des nouveaux pays industrialisés d'Extrême-Orient aux Etats autoritaires, mais omet d'analyser le rôle prédateur de l'appareil chinois dans le contexte des réformes.

Or la sortie du dilemme cyclique inflation-surchauffe-récession, qui correspond aux phases de libéralisation et de reprise en main politique, impose au fond une déconstruction de l'appareil *d'Etat qu'on voit mal poindre à l'horizon* du fait des agissements de la nomenklatura. A l'idée d'une transition autoritaire qui correspond largement à une quête de légitimation d'un appareil pléthorique, reconverti dans un pseudo-marché, pourrait se substituer la recherche d'un *« Etat socialement nécessaire »*, selon la problématique définie par Ignacy Sachs (15).

Le miroir chinois de la transition nous donne à voir deux leçons, en forme de propositions. La première est que le jeu représentatif et médiatique de la démocratie purement politique allié à la volonté d'instaurer un ordre économique marchand trop souvent conçu comme une fin en soi occulte la dimension sociale de la transition, marquée *par les stratégies de reconversion* des anciens appareils et les conflits d'intérêts qu'elles peuvent générer.

La seconde proposition découle de la première. Si le corps bureaucratique ne peut ou ne veut s'opposer à la transition politique du totalitarisme à l'autoritarisme ou à la démocratie parlementaire, il entend adapter ses prérogatives et ses privilèges à la nouvelle étape. Dans le cas chinois, sa mainmise sur les grands circuits d'allocation et de distribution débouche sur une débauche de spéculations et une fragmentation territoriale dans un contexte de croissance retrouvée, ou sur un retour plus ou moins avoué à l'ancien ordre planifié. La déconstruction de l'appareil d'Etat apparaît ainsi comme une condition *essentielle du réveil de la société civile*, sans lequel les diverses variantes de la démocratie et du marché restent des créations fragiles et réversibles.

(1) L'expression est relevée par Wojtek Zafanolli, « De la main invisible à la main fantôme : la réforme chinoise à l'épreuve de l'économie parallèle », revue *Tiers Monde*, Paris, octobre-novembre 1985. Sur les problèmes de corruption, lire aussi Erhard Louven, *Problèmes économiques*, 2 février 1983, et Barbara Krug, *Problèmes économiques*, 3 septembre 1986.

(2) *Cf.* Guilhem Favre, « Chine, loger un quart de l'humanité : la montée des inégalités », *le Courrier des pays de l'Est*, Paris, janvier 1990.

(3) Cf. *Summary of World Broadcasts, Far East*, BBC, Londres, 10 janvier 1990.

(4) Zhang Ping, *Jingji yanjiu (Etudes économiques)*, Pékin, 1990, nº 4, et Li Tiejun, *Jingji ribao (Quotidien de l'économie)*, Pékin, 18 juillet 1987.

(5) *Zhongguo tongji nianjian (Annuaire statistique de Chine)*, Pékin, 1989, pp. 666-668, et Yang Peixin, *Shijie jingji daobao (World Economic Herald)*, Shanghai, 27 mars 1989.

(6) Xiao Zhuoji et Du Hui, *Jingji yanjiu*, 1990, nº 5.

(7) *Zhongguo tongjo nianjian*, 1983, pp. 233, 261, 453 et 572.

(8) *Jingji yanjiu*, nº 7, 1989.

(9) Zhaoo Yongjin *et alii*, *Jingji cankao (Références économiques)*, Pékin, 24 avril 1989, et Sun Jinghan, *Jingji yanjiu*, 1990, nº 1.

(10) Zhao Renwei, *Jingji yanjiu*, 1989, nº 12.

(11) Citation de Cyril Lin, « A decade of reform in China : Crossing the Rubicon », *intervention au colloque de Malente*, RFA, 16 octobre 1989.

(12) Agence Xinhua, 16 août 1989, *in Summary of World Broadcasts*, BBC, 16 août 1989.

(13) *Cf.* statistiques du FMI et *Nord Sud Export Consultant*, Paris, nº 183, 22 janvier 1990.

(14) Sur ces données, *cf.* Louise do Rosario, *Far Eastern Economic Review*, Hongkong, 9 janvier 1989, Michèle Khan, *le Courrier des pays de l'Est*, novembre 1988, et *Annuaire statistique de l'URSS*, Moscou, 1987.

(15) *Cf.* Ignacy Sachs, communication au colloque du groupe de travail Institutions et régulations dans les systèmes économiques socialistes sur « La grande transformation des économies à l'Est », Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 15 juin 1990. *Cf.* aussi *Developmental States in East Asia*, sous la direction de Gordon White, Saint Martin's Press, New-York, 1988.

Surveiller et punir

SORTIE de ses frontières ancestrales, la drogue, depuis vingt-cinq ans, cible ses nouvelles victimes (1). Partout, dans les pays développés comme dans le tiers-monde, à l'Est comme à l'Ouest, la consommation s'est massivement développée dans la fraction la plus jeune de la population. D'autant plus jeune, vulnérable et dépendante que l'absence de perspectives, la misère, la solitude, l'abandon – matériel et affectif – sont plus implacables. Avec des produits sans cesse diversifiés, dangereux et destructeurs que seuls le trafic, la délinquance et la criminalité permettent de se procurer pour survivre ou tenter d'échapper à sa condition dans des ghettos urbains où le trafic de drogue est parfois la seule activité économique réelle.

Par CHRISTIAN DE BRIE

Si les séculaires mâcheurs de coca ou de khat, fumeurs d'opium, de haschich ou de tabac, buveurs de vin, de bière ou d'alcool ont conservé leurs traditions, qu'elles soient tolérées ou réprimées, de nouveaux venus ont rencontré de nouveaux produits. Aux drogues psychédéliques (LSD) des hippies fleuris d'Amérique et d'Europe des années 60-70 (le plus souvent fumeurs occasionnels de marijuana) a succédé, dans les années 80, la cocaïne des yuppies performants, vedettes de la finance, du show-business et leurs imitateurs fascinés. Mais aussi les psychotropes et stupéfiants synthétiques : ceux des champions sportifs dopés ou des *acid parties* populaires ou huppées. Aucune de ces drogues n'est inoffensive, mais le comportement et l'environnement social de la plupart des consommateurs les mettent en général à l'abri des pires excès.

Autrement dévastateurs sont les ravages provoqués par l'héroïne depuis des décennies, le crack depuis quelques années et par les nouveaux cocktails d'amphétamines, souvent associés à l'alcool, aux barbituriques et aux tranquillisants.

Plus de quatre millions et demi d'héroïnomanes dans le monde, dont sept cent mille en Europe, autant aux Etats-Unis : le reste, plus des deux tiers, dans le tiers-monde (principalement en Inde, au Pakistan, en Thaïlande, en Malaisie, en Iran...). Probablement autant de consommateurs de cocaïne et de crack, principalement en Amérique du Nord et du Sud. Des dizaines de millions de fumeurs de cannabis, rien qu'en Europe et aux Etats-Unis. Chiffres sans cesse révisés à la hausse, sans grande signification, qui mêlent indistinctement fumeurs occasionnels de joints et toxicomanes durement accrochés.

En France, ceux-ci sont environ cent cinquante mille, dont les deux tiers héroïnomanes. Plus de la moitié ont moins de vingt-cinq ans et 85 % moins de trente ans ; 85 % d'entre eux sont employés, ouvriers ou sans emploi. La consommation d'une dose d'héroïne par jour coûte environ 1 000 francs. Pour se les procurer et garantir son approvisionnement, le drogué devient trafiquant, à la recherche de nouveaux clients, revendant un produit souvent frelaté (six morts à Marseille en avril 1990), coupé plusieurs fois. Il se prostitue, pratique vols à la tire et à l'étalage, cambriolages de marchandises cédées au receleur au cinquième de leur valeur, la progression de la délinquance accompagnant celle de la consommation de drogues. Bientôt marginalisé, criminalisé, recherché, poursuivi, sanctionné, il s'enferme dans la logique infernale : drogue - prohibition - criminalité - répression - déstabilisation sociale.

Spirale sans fin : plus la répression est efficace, plus le produit devient rare et cher, plus la criminalité augmente, celle des trafiquants pour en tirer davantage de profits, celle des drogués pour se payer leurs doses ; et plus l'insécurité grandit. Aux Etats-Unis en particulier, dans les ghettos des villes les plus touchées – New-York, Washington, Miami, Los Angeles..., – la police est débordée par la violence meurtrière que provoquent le crack et les gangs d'adolescents qui s'efforcent de contrôler leur part de marché, équipés d'armes automatiques. Pour faire face, elle réclame et obtient des mesures exceptionnelles et un armement plus puissant. Pour tenter de se protéger, des écoles imposent à l'entrée le passage obligatoire par les portillons détecteurs d'armes et des parents y envoient leurs enfants habillés d'un gilet pare-balles à leurs mesures, quand ils ne sont pas conduits à fuir le quartier ou à quitter une ville devenue trop dangereuse. Irrésistiblement, la pression se renforce pour réclamer plus de police, plus de prisons, dans un pays qui compte déjà un million deux cent mille détenus. Comme en Europe, plus d'un tiers d'entre eux ont été condamnés pour des délits liés à la drogue ; près d'un tiers des héroïnomanes sont séropositifs.

Gamins abandonnés de Bogota ou de Lima sniffant colle et essence dans des bouteilles ou des sacs en plastique ; bandes d'enfants noirs et chicanos des ghettos de Washington ou de Los Angeles fumeurs de crack; adolescents de Rio-de-Janeiro dealers de « bazuka » assassinés par les escadrons de la mort ; filles et garçons prostitués de Bangkok ou Manille, fixés au brown-sugar ; jeunes junkies à la dérive dans le square du Plitzsplatz, en quête d'héroïne et de seringues au cœur du Zurich des banques où se blanchit l'argent ; morts-vivants sans âge, chargés au « speedball », errant dans les plus sordides quartiers de Miami ou de New-York ; violence des prisons surpeuplées de tôlards tout juste adultes, où drogue et sida font des ravages ; bébés venant au monde drogués et handicapés à vie ; témoignages bouleversants de ces descentes solitaires vers la déchéance et parfois la mort, sous des regards aimants impuissants. Choses vues, lues, entendues ou approchées un jour ou l'autre par tout un chacun.

Assez pour se convaincre et partager l'opinion largement dominante que la drogue doit être combattue sans concessions par tous les moyens. Sinon pour se satisfaire ou se repaître d'un autre spectacle qui sert d'exutoire à l'échec tragique des politiques prohibitionnistes : celui entretenu par les séries télévisées, films et romans diffusés à profusion, mettant en scène l'increvable baroudeur-flic-justicier-solitaire-hors-la-loi, réglant définitivement le problème en terrassant le monstre dans une apocalypse de feu et de sang.

Or cette démonisation popularisée reflète bien l'esprit des lois, nationales et internationales, qui depuis des décennies s'efforcent d'éradiquer le mal dans une débauche de mesures répressives. En vain, car cette politique a échoué. Mais non sans risque ni conséquence. Celui d'une atteinte renforcée aux droits des gens et aux libertés des citoyens. Celle de mettre en évidence la duplicité des Etats et l'incohérence d'une action qui nie l'évidence. De plus en plus nombreux sont les responsables qui s'en avisent et cherchent une autre voie.



ROMAGNA - COLL. KHARBINE

FUMERIE D'OPIUM EN FRANCE (Illustration du « Petit Journal », 1903)

Libertés en danger

PLANÉTAIRE, l'arsenal antidrogue est impressionnant *(voir l'encadré ci-dessous)*.

Impossible de chiffrer le coût de la lutte engagée, tant sur le plan national par les différents Etats que sur le plan international, sachant que les budgets spécialement affectés (2) et les personnels spécialisés n'en représentent qu'une fraction. Au reste, l'évaluation n'a jamais été tentée.

Moins incertain, le fait que l'énorme bureaucratie antidrogue développe, comme toute bureaucratie, sa propre logique d'expansion continue, multiplie les atteintes au droit commun et aux libertés, se transformant peu à peu en instrument de surveillance et de répression, d'encadrement et de contrôle social de populations « dangereuses »...

La plupart des pays légalisent ou tolèrent en la matière des pratiques contraires aux droits de l'homme et du citoyen. Si celles concernant les trafiquants, terme à géométrie variable, ont peu de chances d'émouvoir l'opinion publique, qu'il s'agisse aussi bien de la peine de mort, souvent pratiquée ou réhabilitée – en Iran, en Birmanie, en Thaïlande, à Singapour, en Arabie saoudite, aux Etats-Unis... (3), – que, à l'inverse, des réductions de peine ou de la relaxe accordées aux « repentis » délateurs, les plus communes visent les usagers et les petits dealers, mais aussi de simples suspects ou témoins. Tests imposés au personnel dans les services publics et les entreprises (4), contrôles d'identité, fouilles au corps, perquisitions de nuit, mises sur écoutes téléphoniques et sur fichiers informatiques, gardes à vue prolongées, incitations à la délation, provocations policières à la vente – voire à l'achat – de drogues par des agents banalisés transformés en délinquants (5), les pratiques souvent peu conformes à la déontologie professionnelle ont tendance à se généraliser.

Ces atteintes aux droits et libertés se prolongent souvent, en particulier pour les toxicomanes en traitement obligatoire sur décision judiciaire, dans certains centres spécialisés ou communautés thérapeutiques dont les méthodes coercitives contestables sont fondées sur l'isolement (renforcé lorsqu'il s'agit de toxicomanes atteints du sida), le sevrage brutal, les contraintes physiques, le conditionnement psychique (6).

Plus généralement, les politiques de prévention, même les mieux intentionnées, dérapent ou risquent de déraper vers l'encadrement et la surveillance de populations prétendument à risques, dont le profil est prédéterminé : jeunes, localisés dans les banlieues et les ghettos urbains, à plus forte raison s'ils sont à majorité noire ou hispanique aux Etats-Unis ou à forte composante d'immigrés en Europe, fréquemment en situation d'échec scolaire, sans travail autre que précaire ni formation, souvent sans milieu familial stable, parfois sans abri.

Un climat hystérique entoure périodiquement la « guerre à la drogue ». Aux Etats-Unis, nombre de politiciens locaux ou nationaux, y compris les présidents Nixon, Reagan ou Bush, en ont fait un argument permanent de campagne électorale et de promotion personnelle en préconisant des politiques démagogiques *(« much talk, few bucks »)* de répression systématique, qui, sous prétexte de *« reprendre la rue aux criminels et aux drogués »*, visent essentiellement les minorités les plus pauvres des ghettos des grandes villes : hispaniques et Noirs, où crack, alcool et cocktails d'amphétamines font des ravages parmi les enfants et les adolescents (de 1986 à 1989, le nombre d'enfants drogués a augmenté de 268 % à New-York) (7). Dans ce contexte, la majorité des classes moyennes blanches veut de moins en moins entendre parler de traitement social et sanitaire du problème et réclame l'isolement des quartiers, le couvre-feu pour les mineurs ou l'appel par voie de presse à la dénonciation réciproque des parents et de leurs enfants à la police. A tel point que certains responsables de la communauté noire dénoncent le génocide rampant, par la drogue, de la fraction la plus pauvre d'une minorité raciale que l'Amérique a renoncé à intégrer (8).

En France, les mesures d'enfermement et d'injonction thérapeutique proposées il y a quelques années par M. Chalandon, alors garde des sceaux, et soutenues par le Front national, procédaient du même esprit dans un climat similaire. Dans un tout autre contexte, lorsque Mme Georgina Dufoix, l'actuelle déléguée à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, propose de mettre en place dans les quartiers à risque un *« maillage serré »* de comités d'environnement social (CES) regroupant enseignants, commerçants, élus, parents pour participer à l'information et à la prévention, on ne peut qu'approuver cette politique de mobilisation publique autour d'un problème qui concerne l'ensemble de la société. Sans méconnaître le risque que, dans d'autres circonstances, l' « environnement » puisse faire place à l'encadrement, le « maillage » ne devienne quadrillage et que les CES se transforment en milices de quartier zélées dans la surveillance et la police de populations prédéterminées.

Si les énormes moyens mis en œuvre se révélaient efficaces, permettaient

Prohiber et combattre

MONDE :

● Trois conventions internationales enserrent les Etats dans un réseau d'obligations contraignantes :

– Convention unique de 1961 : prohibition des stupéfiants pour des fins autres que scientifiques et médicales (108 substances naturelles ou synthétiques dont opium, coca, cannabis et dérivés) ; ratifiée par 115 Etats ;

– Convention de Vienne de 1971 : réglemente strictement les psychotropes (hallucinogènes, barbituriques, amphétamines, tranquillisants) ; ratifiée par 76 Etats ;

– Convention de Vienne de 1988 : renforce la répression du trafic.

● Des organismes spécialisés de l'ONU luttent contre la drogue :

– Commission des stupéfiants : détermine les orientations ;

– Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) : application des conventions en coopération avec les Etats ;

– Organisation internationale de police criminelle Interpol : réseau implanté dans 138 pays ; exploite et diffuse les informations ;

– Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD) : finance les programmes antidrogues (en particulier de cultures de substitution) ;

– Organisation mondiale de la santé (OMS) : coordonne les actions en matière de prévention sanitaire, intervient dans le classement des substances.

– Groupe d'action financière internationale (GAFI) : créé au sommet des Sept à Paris en 1989 ; propose des mesures de lutte contre le blanchiment.

– Multiples accords bi, ou multilatéraux en particulier en matière de douanes et de police.

EUROPE :

– Comité européen de lutte anti-drogue (CELAD) : prépare pour le conseil de la Communauté un plan européen en trois volets : réglementation-répression, prévention-santé, action internationale.

– Groupe Pompidou : coordonne les politiques nationales dans le cadre du Conseil de l'Europe.

FRANCE :

– Loi du 31 décembre 1970 : réprime sévèrement le trafic de drogues illicites, prohibe totalement l'usage des stupéfiants ; combine traitement thérapeutique de l'usager malade et répression du comportement délictueux.

– Conduite et coordination de la politique antidrogue par un comité interministériel de lutte contre la drogue, assisté d'une délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, d'une mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT), et sur le plan local de Comités départementaux de lutte contre la drogue.

● Douze ministères concernés, parmi lesquels :

– Intérieur : Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS) et ses antennes à l'étranger, Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF), brigade de répression du trafic illicite des stupéfiants, police de l'air et des frontières, service de coopération technique international de la police (SCTIP) ;

– Economie et finances : lutte contre le blanchiment des capitaux (TRACFIN) et le trafic (services des douanes) ;

– Justice : répression pénale, mesures de contrôle et d'injonctions thérapeutiques alternatives aux poursuites, administration pénitentiaire ;

– Santé et protection sociale : services spécialisés dans la prise en charge permettant de suivre 30 000 toxicomanes par an (centres de soins, hôpitaux, centres postcures, antennes dans les prisons...).

(1) Voir les articles précédents : « Des cultures illicites imposées par la loi du marché », *le Monde diplomatique*, octobre 1989 ; « Ces banquiers complices du trafic de drogue », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

(2) Moins de 1 milliard de francs pour la France, 10 milliards de dollars pour les Etats-Unis.

(3) Plus de 1 000 personnes exécutées en Iran, en 1989, 80 en Malaisie, 25 à Singapour.

(4) Aux Etats-Unis, 160 des 200 premières firmes privées pratiquent ces tests à l'embauche, ainsi que de nombreux services publics, en dépit des doutes sur la légalité et la crédibilité de ces tests.

(5) Pratiqué aux Etats-Unis avec de nombreux abus de policiers devenant pour leur compte de vrais dealers, ce type de provocation a été utilisé pour piéger le maire de Washington, Marion Barry.

(6) C'est le cas, en particulier en France, de l'association Le Patriarche, privilégiée en son temps par M. Chalandon.

(7) Témoignage du maire de New-York à la session extraordinaire de l'ONU sur la drogue, *le Monde*, 25 février 1990.

(8) Déjà lancée dans les années 60 par Malcolm X et les Blacks Muslims, l'accusation est reprise par La Nation de l'Islam de Louis Farrakham comme par le pasteur baptiste Calvin Butts, qui constate que la drogue a envahi la communauté noire au cours des années 60, au moment précisément où celle-ci commençait à sortir de son état de dépendance et de résignation.



LA SPIRALE DE LA PROHIBITION

les victimes de la drogue

d'inverser la tendance, de contenir et de réduire l'augmentation continue de la consommation de drogues, de la délinquance et de la criminalité qui l'accompagnent, les critiques auraient peu de poids. Ce n'est pas le cas.

Devant un tel constat de carence, la tentation est forte de changer radicalement de politique. Certains y cèdent, qui proposent l'abandon pur et simple de la prohibition. Un mouvement se développe en ce sens. Précédés par les libertaires des années 60, on y trouve des théoriciens de l'ultra-libéralisme, adeptes des lois du marché et partisans du laisser-faire : en tête, le Prix Nobel d'économie Milton Friedman ; ils ont leur tribune : le très respectable hebdomadaire britannique *The Economist* (9). Derrière eux, avec des positions plus nuancées, mènent campagne des juristes, des criminologues, des juges, des médecins, des psychiatres, des policiers, des hommes politiques (10)... Ils bénéficient du soutien ou de la compréhension désabusée de praticiens renommés, tel en France le docteur Olevenstein : « *La lutte contre la toxicomanie, qui, dans une spirale sans fin, met en place mesures d'exception sur mesures d'exception, finit par être plus dangereuse que l'usage des produits toxiques, car c'est bien alors la liberté qui est en manque. Le ridicule excessif des politiques répressives et pseudo-scientifiques, leur inaction dans tous les pays où elles ont été essayées, le scandale lié à l'argent de la drogue, ne peuvent que susciter l'offensive et la victoire des tenants de la légalisation des produits toxiques.* (11) »

L'argumentation est limpide : la drogue est un produit parmi d'autres qui doit être soumis au libre jeu de l'offre et de la demande de consommateurs dont le comportement n'a pas à être apprécié, et encore moins réprimé par l'Etat, lequel doit se contenter d'en contrôler le commerce et de prélever des taxes.

On en attend des effets immédiats. D'abord la fin du trafic et des profits fabuleux accumulés par le crime organisé qui menace l'économie et la finance mondiales, déstabilise les sociétés et corrompt les gouvernements. Ensuite, une chute drastique de la criminalité et de la délinquance que génère la prohibition. Enfin, une amélioration des conditions sanitaires et en particulier une régression du sida. A l'appui de la démonstration, la désastreuse expérience américaine de la prohibition de l'alcool entre les deux guerres : puissance des mafias, corruption politique, criminalité et répression policière.

Sur un marché libre, soumis à la concurrence, l'offre s'adaptera à la demande, producteurs et négociants mettant à la disposition des consommateurs une gamme de produits diversifiés, de bonne qualité et au meilleur prix, tandis que les États établiront des mécanismes de régulation et de contrôle, autrement moins coûteux, répressifs et attentatoires aux libertés, tels qu'ils existent déjà pour le tabac ou l'alcool. Nombre d'anti-prohibitionnistes considèrent ceux-ci comme indispensables et en font une condition de la légalisation. En France, par exemple, le professeur Francis Caballero, juriste, a développé une théorie du commerce passif de la drogue : production, importation et distribution seraient étroitement contrôlées par des monopoles d'État, achetant sur la base de contrats annuels la totalité des récoltes à des cultivateurs agréés, transformant et commercialisant la drogue avec une lourde imposition et une information sur les risques encourus ; l'incitation à la consommation, en particulier par la publicité et le sponsoring, serait interdit, de même que l'usage en public et la vente aux mineurs (12).

On peut estimer le débat théorique, les antiprohibitionnistes n'ayant aucune chance, dans le climat actuel, de voir triompher leurs thèses.

Contradictions et duplicité

EN ce qui concerne les « libéraux », leur confiance dans les lois du marché est aussi idéologique que celle mise par d'autres dans les vertus de la planification socialiste. On sait que, dans la réalité économique, le marché libre n'existe pas : ententes, cartels, dumping, pressions sur les producteurs et manipulation du consommateur, circuits financiers occultes, spéculation, fraudes et corruption... régulent couramment les activités les plus honorables. On ne voit pas par quel miracle les grandes mafias du trafic de drogue, toutes orfèvres en la matière, abandonneraient des techniques qui leur ont si bien réussi, sur un marché « libéré » qu'elles contrôlent depuis longtemps. On peut compter sur elles pour être les meilleures élèves du modèle libéral. Comme le disait le gangster Al Capone : « *Mes rackets sont conduits strictement en accord avec les règles américaines et ils le resteront. Ce système américain qui est le nôtre, appelez-le américanisme, appelez-le capitalisme, appelez-le comme vous voudrez, mais il donne à tous et à chacun d'entre nous d'immenses opportunités si nous savons les saisir avec nos deux mains et en tirer le plus possible* (13). »

En réalité, la légalisation de la drogue n'aurait de sens que si elle était mondialement acceptée et appliquée par la plupart des pays. Elle comporte des risques évidents qu'aucun responsable de la politique et de l'action sanitaire ne peut courir. D'abord, celui d'une explosion de la consommation auprès de personnes que la prohibition tient éloignées. Ensuite, de voir se reconstituer des marchés parallèles pour répondre à des demandes non satisfaites par le marché officiel, en raison soit de l'âge du consommateur (mineurs), soit du prix (inaccessible au plus grand nombre dans le tiers-monde et aux plus pauvres des pays développés) ou de la variété des produits, favorisant l'apparition de drogues nouvelles – les possibilités sont quasiment illimitées, – non contrôlées et dangereuses, et le retour de la spirale bien connue. De plus, elle multiplie les risques de polytoxicomanie : alcools, stupéfiants, psychotropes. Enfin, la légalisation feint d'ignorer la spécificité du comportement de l'usagèr de drogues dures – en particulier de l'héroïne, – pour qui l'interdit et le risque sont souvent des composantes essentielles qu'il recherchera en tout état de cause.

Mais en mettant en évidence la logique infernale de l'enchaînement prohibition-criminalité-répression-déstabilisation sociale, les antiprohibitionnistes révèlent les contradictions et la duplicité des politiques antidrogue suivies depuis plus d'un demi-siècle, contribuant à une approche nouvelle du problème.



ANDRÉA MANTEGNA (1431-1506). - « Bacchanale sur un tonneau de vin »

En effet, dès l'origine et avec une constance jamais démentie, la politique de prohibition a été voulue et imposée à l'ensemble du monde par les Etats-Unis, qui en ont fait un élément permanent de leur diplomatie, utilisant tous les moyens que leur a conférés leur position dominante, soutenus, il est vrai, presque sans réserves, par les puissances européennes. Cette politique repose sur trois piliers : le classement et la distinction cloisonnée des substances entre drogues licites et drogues illicites ; la priorité donnée à la prohibition de l'offre ; la répression de la consommation.

Or l'inventaire et la classification des drogues effectués par les conventions internationales ne reposent pas sur les seuls critères scientifiques et sanitaires. Ainsi, l'alcool et le tabac, qui sont incontestablement des drogues au sens scientifique et sanitaire – stimulants ou dépresseurs du système nerveux, créant une dépendance et une tolérance, susceptibles de constituer un danger sanitaire et social, – ne sont pas des drogues au sens juridique et échappent donc à la prohibition. Leur usage, même abusif, reste parfaitement légal, malgré les dégâts qu'ils provoquent (14).

Inversement, des substances comme le cannabis, le haschich ou la coca, dont les effets sont plutôt moins nocifs que ceux du tabac et de l'alcool, sont classés parmi les drogues les plus dangereuses (dans la même catégorie que la morphine et l'héroïne), et donc prohibées. Or personne ne croit que les consommateurs occasionnels de cannabis – qui gonflent artificiellement les statistiques sur la toxicomanie et les tonnages saisis – soient des drogués justifiant d'une répression pénale. Cela ne veut pas dire que l'usage devrait être légalisé, mais que la différence radicale de statut entre des substances aux effets comparables est largement arbitraire, Son absence de crédibilité entâche les campagnes antidrogue.

Cette discrimination s'explique essentiellement par le rapport de force établi au profit des Etats-Unis et des pays européens et imposé dans les conventions. Parmi les substances naturelles traditionnellement cultivées et consommées, celles du Sud – opium, coca, cannabis, haschich, khat... – sont prohibées, pas celles du Nord – boissons alcoolisées, tabac. De plus, la convention unique sur les stupéfiants, qui vise les drogues du Sud, est beaucoup plus contraignante que celle sur les psychotropes (essentiellement les produits de synthèse pharmaceutiques), contrôlés par le Nord.

Ainsi les multinationales de l'alcool, du tabac et de la pharmacie des grands pays industrialisés peuvent en toute impunité – elles ne s'en privent pas – inonder les pays du Sud de leurs drogues « licites » (jusqu'à distribuer des échantillons de cigarettes à la sortie des écoles dans des zones qui n'avaient pas l'usage du tabac), tandis que, au nom de la protection sanitaire et sociale des pays nantis, ceux-là doivent éradiquer la culture de substances souvent intégrées à leur civilisation au même titre que le vin dans le bassin méditerranéen.

Vers un rééquilibrage

OR, et c'est le deuxième pilier de la politique des Etats-Unis, ceux-ci ont toujours privilégié l'action sur l'offre. Dès l'origine, ils ont cherché à imposer, dans le cadre des conventions, un droit de contrôle des cultures de base et de leur éradication. Faute d'y parvenir, ils ont multiplié les pressions et les interventions parfois brutales dans le cadre bilatéral : en Turquie, en Thaïlande, en Bolivie, en Colombie, sans se préoccuper outre mesure des effets sociaux et économiques déstabilisateurs de telles actions sur des pays fragilisés, ni mettre en place et financer des programmes alternatifs de développement cohérents, suivis et crédibles. Ce n'est que très récemment, sous la pression des circonstances, à savoir le pourrissement accéléré de secteurs entiers de la finance, de l'économie et de la politique par l'argent de la drogue, qu'ils se sont orientés vers une lutte prioritaire contre le trafic.

« *La cigarette est un instrument de mort à l'égard duquel la neutralité n'est plus possible* » ; aucun spécialiste de la toxicomanie ne conteste cette appréciation de l'OMS ; ni que l'abus d'alcool et de médicaments (souvent associés) constituent, en Europe comme aux Etats-Unis, un très grave danger. En France, la baisse relative de la consommation d'alcool au cours des dernières années s'est d'ailleurs accompagnée dans le même temps d'une augmentation de celle des tranquillisants (15).

A l'inverse, la consommation occasionnelle ou récréative de drogue douce – tel le cannabis, le plus souvent rite d'initiation et expérience sans lendemain pour la plupart des jeunes (16), – ne doit pas être dramatisée ni surtout entraîner de sanctions pénales privatives de liberté, la prison reproduisant toutes les conditions de l'exclusion et de la dépendance qui feront d'un fumeur de joint un drogué et un délinquant.

Gouvernements et responsables sont conscients de ces réalités. Sans remettre en question les politiques prohibitionnistes, ils s'orientent vers un rééquilibrage des législations et des pratiques concernant les drogues licites et illicites. Les premières sont renforcées, non sans difficultés, face aux puissants intérêts mis en cause, comme en témoigne la résistance des lobbies aux projets de loi sur la publicité pour le tabac et l'alcool. Les secondes sont adoucies au moins en ce qui concerne les drogues douces, en particulier le cannabis, dont l'usage est dépénalisé, de fait ou de droit, dans de nombreux pays ; en particulier aux Pays-Bas et en Espagne ainsi que dans une quinzaine d'Etats des Etats-Unis.

Jusqu'à nos jours, seules des sociétés coutumières, intégrées et solidaires, ont su durablement canaliser et domestiquer des drogues, substances naturelles, en intégrant leur usage et leur consommation à un rituel social, économique, religieux, médical, culturel ; qu'il s'agisse aussi bien du vin des Européens (qui est aussi le sang du Christ pour les chrétiens) que de la coca des Indiens d'Amérique (plante sacrée des Incas). Sorti de ce cadre, sur des sociétés, des populations ou des personnes ayant perdu leurs références traditionnelles, connaissant de profonds bouleversements, subissant des situations particulièrement pénibles ou vouées à la marginalisation, à l'exclusion, voire à la destruction et à la mort, la drogue et ses excès ont des effets dévastateurs.

Pilotes américains et allemands ou ouvriers japonais des usines d'armement de la seconde guerre mondiale bourrés d'amphétamines pour tenir un rythme de vie inhumain, « artistes maudits », de Baudelaire à Utrillo, de Modigliani à Billie Holliday, de Charlie Parker à Jimmy Hendrix, accrochés à la coke, à l'opium, à l'héroïne ou noyés dans l'alcool, comme les Indiens décimés dans toute l'Amérique ou les parias miséreux décrits par Dickens, Zola ou Jack London, la liste est interminable de tous ceux qui ont tenté de faire face à des situations extrêmes par l'abus de drogues, de les supporter, de les dépasser ou de les fuir.

Aujourd'hui, les bouleversements de tous ordres n'épargnent aucun lieu de la planète. Partout, la destruction des sociétés traditionnelles, la concentration urbaine accélérée, la marche de l'humanité au rythme de l'économisme et des lois du marché, le contrôle médiatique de sociétés « libres » précipitent des millions d'êtres dans des gouffres dont ils n'ont aucun espoir de sortir. Et plongent dans l'angoisse et la solitude jusqu'aux privilégiés de ces sociétés sans projet dont la drogue n'est que le reflet grimaçant.

CHRISTIAN DE BRIE.

(9) Porte-parole de la légalisation depuis un éditorial de mars 1988 resté célèbre.

(10) En partie regroupés dans la Ligue internationale antiprohibitionniste.

(11) *Libération*, 11 juin 1990. Lire également le remarquable numéro hors série sur la drogue publié par le même journal (mai 1990).

(12) Francis Caballero, *Droit de la drogue*, Dalloz, Paris, 1989, pages 126 à 138.

(13) Joan Robinson, *Freedom and Necessity*, cité par Jean-Pierre Berlan, *le Monde diplomatique*, juin 1990, page 2.

(14) 50 000 décès par an en France pour le seul tabac.

(15) Dont les Français sont devenus les plus gros consommateurs mondiaux.

(16) Voir une enquête de l'INSERM sur 3 300 adolescents des collèges et lycées de Haute-Marne ; le profil type du jeune utilisateur ne correspond pas à celui du toxicomane (INSERM, unité 169, septembre 1989).

Principales substances

LES effets négatifs sur la santé et le comportement des drogues licites ou illicites varient considérablement selon la nature, la teneur, la dose et le mode de consommation (prisée, fumée, injectée) de la substance, les plus ou moins grandes dépendances (difficulté à se passer du produit) et tolérance (tendance à augmenter les doses) qu'elle engendre, son association éventuelle à d'autres produits, ainsi qu'en fonction de la personnalité et de l'environnement socio-culturel de l'usager. Parmi les principales drogues en usage :

Héroïne : poudre blanche ou colorée *(brown-sugar)* injectée ; très fortes dépendance et tolérance ; risque rapide de monomanie et de marginalisation, d'overdose (coma), d'accidents liés au coupage, d'infections par injections non stériles : hépatites virales et surtout sida.

Cocaïne : poudre blanche prisée (sniffée) ou injectée ; très fortes dépendance et tolérance ; anxiété, agitation, instabilité.

Crack : ersatz de cocaïne-base bon marché, cristaux fumés ; mêmes effets que cocaïne très amplifiés ; agressivité et violence, lésions cérébrales.

Speedball : mélange d'héroïne et de cocaïne ; mêmes effets cumulés, injecté.

Amphétamine : stimulants, très fortes dépendance et tolérance ; produits chimiques ingérables ou injectables ; agitation, agressivité, perte de sommeil, dépression.

Designer drugs : cocktails d'amphétamine et d'opiacés, généralement très dangereux : ice, STP, MDA, Ecstasy...

Cannabis : marijuana, haschich... ; faible dépendance, pas de tolérance ; généralement fumé, mélangé à du tabac ; à fortes doses entraîne perte de motivation, passivité.

Solvants : colles, vernis, laques, essence, gaz d'aérosols... ; fortes dépendance et tolérance ; troubles du comportement, lésions physiques.

Alcool : fortes dépendance et tolérance ; souvent associé aux drogues illicites.

Tabac : dépendance et tolérance moyennes ; nombreux troubles physiques (en particulier cancers).

Médicaments : barbituriques et tranquillisants ; fortes dépendance et tolérance ; souvent associés à d'autres drogues.

LE PÉTROLE, ARME DE DOMINATION

Pour un fonds international de l'énergie

ENTRE 1986 et 1989, les pays de l'OPEP ont perdu, du fait de la baisse des cours de l'or noir, 263 milliards de dollars. Ce gigantesque transfert de ressources n'aura servi ni au développement ni à une plus grande justice sociale. La crise du Koweït et la hausse actuelle des prix du pétrole posent une fois de plus la question de l'utilisation des richesses ainsi dégagées. Pourquoi ne pas songer à constituer un fonds international de l'énergie qui pourrait apporter un début de solution à ce problème ?

Par PAUL SINDIC *

En deux décennies, les pays industrialisés occidentaux ont réussi à modifier la problématique de la politique pétrolière internationale. Au cours des années 70, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) avait affirmé la nécessité de transférer à ses Etats membres une fraction importante de la rente pétrolière afin de leur donner les moyens financiers de leur développement. Le niveau de fixation des prix et la fiscalité de l'organisation avaient alors ouvertement cette fonction et devaient, dans leur évolution, garantir en permanence ces moyens. Depuis, l'Occident et ses sociétés pétrolières, par le biais de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et des marchés « spot » du type de celui de Rotterdam, ont réussi à changer la règle du jeu en transformant le pétrole en matière à spéculation et mouvements de prix incontrôlés exerçant une pression sur les prix défavorable aux pays producteurs.

L'Arabie saoudite s'est faite, en 1986, l'instrument de cette pression occidentale qui a abouti à une chute des prix du brut de 30 dollars à 10-15 dollars le baril. Pour l'essentiel, cet effondrement est le résultat d'un revirement stratégique américain. En effet, après avoir testé, à partir de 1979, une politique de prix élevés du pétrole et du gaz – qui aurait dû aboutir à une relance des découvertes d'hydrocarbures aux Etats-Unis, – Washington constate son échec dans les années 1985-1986 et en conclut qu'il n'y a pas de solution de rechange sur le moyen et le long terme à des importations massives. Dès lors, il s'agit d'en minimiser le coût : en 1986, la chute des prix du pétrole est donc présentée comme la panacée devant profiter aux consommateurs individuels et provoquer une relance des économies occidentales. La réalité sera sensiblement différente.

Pour le consommateur salarié français, par exemple, aucun gain net ne résultera de cette baisse des hydrocarbures. Par ailleurs, plusieurs dizaines de milliers d'emplois seront supprimés dans le secteur parapétrolier (1), dans les sociétés pétrolières elles-mêmes et dans les industries auxquelles les investissements des pays producteurs offraient jusqu'alors d'importants débouchés. Cet affaiblissement industriel est d'ailleurs confirmé par une détérioration du solde de la balance commerciale française (–60,8 milliards de francs en 1985, –65,5 milliards en 1988), malgré une baisse de la facture pétrolière, de 135 milliards de francs en 1985 à 50 milliards en 1988. En revanche, il y aura bien eu un énorme transfert financier, de plusieurs centaines de milliards de dollars (2), essentiellement en faveur des Etats occidentaux gros consommateurs, au détriment des Etats producteurs. Mais, on le voit bien, par l'exemple français, ce transfert est venu uniquement grossir les profits des grandes sociétés non pétrolières, qui ont littéralement explosé pendant cette période.

Les sociétés pétrolières ont néanmoins réussi à tirer leur épingle du jeu. Affectées, dans un premier temps, par la baisse de leurs marges « amont », elles ont réagi en faisant pression sur les pays producteurs pour les maintenir au maximum, et elles ont compensé, en « aval », dans le raffinage et surtout dans la pétrochimie, du fait d'un moindre coût des matières premières.

Pour la plupart des pays producteurs, la chute des prix de 1986 a eu des conséquences catastrophiques : arrêt brutal des programmes d'investissement, coupes claires dans les budgets nationaux, émeutes de la misère et déstabilisation politique. En 1988-1989, la pression à la baisse des prix s'est poursuivie, non plus cette fois du fait de l'Arabie saoudite, mais du fait du Koweït et des Emirats arabes unis (Abou-Dhabi, notamment), qui ne respectaient plus leurs quotas de production. L'attitude de ces pays – opposition constante à un relèvement des prix et baisses délibérément provoquées – a gravement lésé les intérêts des autres États producteurs, asphyxiés par leurs problèmes financiers. L'Irak s'est d'ailleurs appuyé sur les forts ressentiments découlant de cette situation pour tenter de légitimer son annexion du Koweït.

L'histoire éclairera sans doute les véritables tenants et aboutissants de la crise internationale ouverte par l'annexion du Koweït (3). Il est en tout cas certain que, depuis 1986, l'idée s'était renforcée dans les milieux dirigeants américains que le contrôle stratégique du Golfe était une question d'« intérêt vital » étant donnée l'inéluctabilité, pour les Etats-Unis, d'importer massivement des produits pétroliers (400 millions de tonnes par an actuellement, 500 à 600 millions à terme). La crise actuelle met en lumière ce qui n'est plus acceptable dans la politique pétrolière internationale : la prétention américaine, en contrôlant le Golfe, et donc le prix et les niveaux de production, de se servir du pétrole comme d'une arme de domination ; les fluctuations erratiques du prix du baril, à l'origine de déstabilisations et de crises profondes dans les pays producteurs ; le recyclage massif de capitaux dans les économies occidentales à partir de quelques pays du Golfe, alors que d'autres se débattent dans de terribles difficultés et que, en particulier, le problème des besoins énergétiques des pays en voie de développement se pose de manière criante. Il semble donc que le moment soit propice pour réfléchir à une autre approche de la politique pétrolière internationale répondant réellement à l'intérêt général.

Un nouvel ordre économique « pétrolier » devra s'assigner comme première priorité de répondre au besoin de développement de la grande majorité des peuples. Dans les vingt pronchaines années, la population du globe va augmenter de plus de 2 milliards d'hommes, essentiellement dans le Sud (4). Si rien n'est fait pour le développement, l'avenir même de l'humanité sera menacé du fait des tensions insupportables, et à terme incontrôlables, entre des milliards d'hommes de plus en plus misérables et la petite minorité vivant dans les zones développées.



FEU SOUTERRAIN (gravure du XVII[e] siècle)
Des réserves d'hydrocarbures existent mais leur exploitation coûte de plus en plus cher

ROGER-VIOLLET

De gigantesques inégalités

QUI dit développement, dit besoins énergétiques et capacités mondiales disponibles pour les satisfaire. L'examen des consommations globales d'énergie primaire et d'hydrocarbures par tête d'habitant pour les grandes zones *(voir tableau ci-dessous)* illustre dramatiquement l'ampleur des inégalités. La consommation d'énergie par tête est trente-huit fois plus élevée aux Etats-Unis qu'en Asie du Sud.

Si l'on effectue une projection à vingt ans d'une esquisse minimale de développement, visant simplement à amorcer un recul des grands fléaux qui frappent le Sud, et qui se traduirait par une évolution de la consommation d'énergie par tête de 0,21 à 0,5 tonne d'équivalent pétrole (tep) en Asie du Sud, de 0,34 à 0,7 tep en Afrique, de 0,7 à 1 tep en Chine, de 1 à 1,2 tep en Amérique latine, la consommation dans les zones développées étant stabilisée au niveau actuel (au cours des dernières années, elle continuait à progresser faiblement), l'augmentation globale de la consommation énergétique atteindrait 3,5 milliards de tep (la consommation actuelle est de 8 milliards de tep). En considérant l'urbanisation (dans le Sud, plus de 1,5 milliard d'hommes quitteront les zones rurales pour la ville d'ici à 2010) (5), qui se traduit par un remplacement des énergies rurales (bois, tourbes, déchets animaux) – non comptabilisées actuellement – par des énergies marchandes, et l'incidence en retour d'un décollage des pays en voie de développement sur la consommation des zones développées, on peut retenir comme hypothèse minimale une progression de 4 milliards de tep.

En tenant compte de la répartition actuelle entre les différentes énergies, qui risque d'évoluer en faveur des hydrocarbures en raison de la régression du charbon au profit du gaz et du coup de frein à l'énergie nucléaire, la production d'hydrocarbures (actuellement 4,6 milliards de tep, dont 3 pour le pétrole et 1,6 pour le gaz) devrait augmenter, au minimum, de 2,8 milliards de tep.

Des réserves d'hydrocarbures suffisantes existent pour assurer cette production supplémentaire (6), mais les rechercher, les développer, les mettre en production demandera des investissements importants. Ceux-ci varieront fortement selon la localisation des gisements et seront nettement plus élevés pour le gaz que pour le pétrole (financement des gazoducs, des chaînes de liquéfaction et des réseaux de distribution). Le souci d'économiser les capitaux, compte tenu des gigantesques besoins d'investissement pour le développement, devrait conduire à privilégier les zones à faible coût de production, c'est-à-dire, essentiellement, le Proche-Orient.

Si l'on veut à la fois accroître les ressources des pays producteurs « pauvres » afin d'effacer les conséquences catastrophiques de la crise de 1986 et leur permettre de reprendre leur développement, assurer les investissements nécessaires pour augmenter la production d'hydrocarbures de 2,8 milliards de tep, une stabilisation du prix des hydrocarbures à 30 dollars le baril, au minimum (mais en dollars constants), est une nécessité.

L'argument du « choc pétrolier », utilisé pour s'opposer au relèvement du prix du baril, est de plus en plus contesté, la dynamique de développement déclenchée par le formidable débouché d'équipements et de services compensant nettement l'augmentation de la facture pétrolière. Autre objection : les difficultés créées aux pays en voie de développement sans ressources énergétiques par une hausse du prix des hydrocarbures. S'il y a là quelque hypocrisie pour les pays occidentaux à mettre en avant cet argument, alors que, d'une manière générale, ils se désintéressent du sort de ces pays, on ne saurait pour autant ignorer cette contradiction. Elle ne peut pas être envisagée de manière isolée, mais dans le cadre d'une revalorisation générale des cours des matières premières, de l'annulation de la dette et du développement global du Sud. Ne faudrait-il pas alors revoir le système des quotas de production et créer un fonds international de l'énergie ?

Parier sur la raison

A cause de leur importance stratégique pour tous les pays, les hydrocarbures doivent être traités à la fois comme des ressources nationales et comme des ressources de l'humanité. Dans cette perspective, deux niveaux de quotas pourraient être définis :

– Un premier niveau, correspondant aux quantités d'hydrocarbures nécessaires pour dégager les ressources indispensables pour financer une croissance réelle optimale du pays producteur. Les débouchés d'exportation, à ce premier niveau, devraient être garantis à chaque producteur.

– *Un deuxième niveau*, correspondant aux quantités supplémentaires que certains pays seraient tenus de produire pour satisfaire les besoins de la communauté internationale. La gestion des ressources ainsi dégagées devrait faire l'objet de dispositions internationales.

Dans cette perspective pourrait être créé un fonds international de l'énergie, financé par les pays producteurs concernés au titre des ressources provenant de leur deuxième niveau de quota. Tous les pays auraient vocation à être membres de ce fonds, en leur qualité de producteurs et/ou de consommateurs.

La première mission du fonds devrait être de contribuer à résoudre les problèmes des pays du Sud ne disposant pas de ressources énergétiques suffisantes : aide au développement de ressources en hydrocarbures marginales ou à coût élevé, charbon, hydraulique, éventuellement nucléaire. Le financement des équipements nécessaires pourrait s'effectuer sous forme de prêts à long terme et à taux réduit ou même, à titre transitoire, de dons dans les cas les plus difficiles. Autre tâche qui pourrait être confiée au fonds : le financement d'une agence internationale pour la maîtrise de l'énergie chargée de lutter contre les gaspillages énergétiques, les atteintes à l'environnement et d'assurer les transferts technologiques nécessaires à cette fin. Le fonds devrait également jouer un rôle important en matière de recherche et de programmes énergétiques à long terme : maîtrise de l'effet de serre, mobilisation des immenses ressources charbonnières sans dommage pour l'environnement, garanties internationales de sûreté nucléaire, nouveaux vecteurs énergétiques, etc.

Peut-être jugera-t-on utopique, dans la situation actuelle, de proposer des accords internationaux d'aussi grande ampleur et sur des points aussi sensibles (7). Mais qu'y a t-il de plus réaliste que de parier sur la raison et la négociation, lorsque la seule alternative est la dérive de l'humanité vers des drames insupportables, vers des affrontements dont nul ne peut prévoir l'issue et vers un avenir incontrôlable ?

Consommation d'énergie par habitant (1988)

En tonne équivalent pétrole

Zone	Consommation globale d'énergie primaire	Consommation d'hydrocarbures
ASIE DU SUD (*)	0,21	0,07
AFRIQUE	0,34	0,19
CHINE	0,7	0,12
AMÉRIQUE LATINE	1,01	0,73
PROCHE-ORIENT	1,57	1,53
JAPON	3,28	2,14
CEE	3,38	2,17
URSS	4,94	3,49
ÉTATS-UNIS	7,92	5,10

(*) Afghanistan, Bangladesh, Birmanie, Inde, Népal, Pakistan, Sri-Lanka

Source : *BP Statistical Review of World Energy*, juillet 1989.

* Administrateur salarié CGT de la société nationale Elf Aquitaine.

(1) De 60 000 en 1985, les effectifs étaient descendus à moins de 40 000 en 1988, et la réduction s'est poursuivie depuis.

(2) 263 milliards de dollars pour les seuls pays de l'OPEP, de 1986 à 1989, sans tenir compte de la dépréciation du dollar et de l'inflation, selon Nicolas Sarkis, *in Le pétrole et le gaz arabes*, Paris, 16 août 1990.

(3) Voir Claude Julien, « Un gendarme ambigu » et « Fauteurs de guerre ? », *le Monde diplomatique*, octobre 1990.

(4) Voir le dossier « Démographie, développement, démocratie et immigration », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

(5) Evaluation tirée de Gustave Massiah, « L'aventure de la ville », *la Recherche*, avril 1990.

(6) Les réserves prouvées d'hydrocarbures atteignent actuellement environ 200 milliards de tep, selon la *BP Statistical Rewiew of World Energy* (juillet 1989). Les réserves ultimes d'hydrocarbures conventionnels, c'est-à-dire hors off-shore très profonds, zones arctiques, sables et schistes bitumineux, hydrates de méthane, etc., dépassent 600 milliards de tep. *Cf.*, notamment, Paul-Henri Bourrelier, Xavier Boy de la Tour, Jean-Jacques Lacour, « L'énergie à long terme : mobilisation ou laisser-faire », *Revue de l'énergie*, nº 418, février 1990.

(7) Pour une autre proposition liant prix du pétrole et développement, lire Franco Reviglio, « Comment relancer la coopération méditerranéenne grâce à la baisse du prix du pétrole », *le Monde diplomatique*, octobre 1986.

POURQUOI LA DÉBACLE DE L'URUGUAY ROUND

Le commerce victime de l'illusion libérale

ENTRE les Etats-Unis, la CEE et le Japon la guerre commerciale faisait rage depuis des années. Mais, jusqu'au dernier moment, les négociateurs de l'Uruguay round auront essayé de s'entendre sur un accord qui ferait tomber les barrières commerciales de tous ordres derrière lesquelles les Etats protègent leurs économies. Même si un replâtrage de façade intervient à la dernière minute à Bruxelles, en décembre, en réalité l'échec est déjà consommé : après dix ans de raz-de-marée libéral, la débâcle était devenue inévitable.

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE

Il est de bon ton de dire que les politiques et les procédures qui règleront le commerce mondial dans les années 90 seront déterminées par l'issue des négociations de l'Uruguay round. Cet acte de foi risque cependant de masquer les réalités quant aux aptitudes d'une organisation comme le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à harmoniser les échanges mondiaux. En fait, depuis une décennie, la guerre commerciale n'a cessé de s'intensifier entre les principaux protagonistes (Etats-Unis, CEE et Japon), s'accompagnant d'une multiplication des barrières commerciales, des ententes sur les prix mondiaux et des pratiques restrictives. Dans le même temps, se poursuivait le transfert de richesses des pays pauvres en direction du Nord, au rythme annuel de 250 milliards de dollars. Mais le pays le plus endetté, les États-Unis de M. Bush (720 milliards de dollars de dette extérieure), continue de prétendre au leadership mondial alors même qu'il ne peut exercer ce rôle « *sans le soutien financier d'autres puissances* », rappelle l'organe de la City (1).

Ce qu'on nomme l'Uruguay round a commencé il y a quatre ans à Punta-del-Este (Uruguay) ; c'est la plus vaste négociation commerciale jamais entreprise dans le dessein d'abolir le protectionnisme et d'instaurer un « libre commerce universel ». *C'est aussi la quatrième et dernière phase d'un cycle de négociations* lancé à l'initiative du GATT. Il y avait eu le Dillon round (1960-1961), puis le Kennedy round (1964-1967) et le Tokyo round (1973-1980). Le GATT lui-même *est un produit des accords de Bretton-Woods* (1944) et, comme tel, il est l'une des assises institutionnelles (avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale) du système capitaliste mondial.

Comme ses plus fidèles partisans l'admettent désormais, ce dispositif triangulaire n'a jamais été conçu pour réduire les inégalités globales. Bien au contraire, il les a aggravées. Les privatisations ont signifié, la plupart du temps, la vente des biens publics aux multinationales, à des prix de bradage. Elles sont allées de pair avec la mise en œuvre de mécanismes d'ajustement fort inéquitables, censés servir la libéralisation des économies.

Alors que les négociations approchaient de leur terme, rien ne paraissait devoir entamer le protectionnisme. Subventions et mesures de soutien aux prix agricoles représentaient au total 270 milliards de dollars par an et, dans l'industrie, un montant équivalant à 250 ou 260 milliards. Et encore ces chiffres ne sont-ils pas les seuls facteurs qui infléchiront négativement la trajectoire de futures négociations, après la fin de l'Uruguay round.

Car, même si les médias n'insistent guère là-dessus, l'ordre international repose lui-même sur des structures économiques profondément inégales. Selon *Fortune* (2), les ventes des cinq cents plus grandes sociétés industrielles – et elles seules – atteignent quelque 4 600 milliards de dollars (ce qui est proche du produit intérieur brut des Etats-Unis : 5 000 milliards de dollars). Mis à part la Corée du Sud, toutes ces multinationales appartiennent au Nord : les Etats-Unis en comptent 167 ; le Japon, 111 ; le Royaume-Uni, 43 ; l'Allemagne, 32 et la France, 29 – soit 382 sociétés dominant l'industrie mondiale. Si l'on y ajoute les cinq cents plus grandes banques et compagnies d'assurances, le montant des ventes atteint 10 000 milliards de dollars. Pour prendre un exemple, le géant Mitsubishi, premier groupe mondial en matière de commerce, de finance, d'industrie et de services, a un bilan consolidé qui atteint 173 milliards de dollars (soit plus que les ventes combinées de General Motors et d'Exxon).

On ne peut apprécier la portée de l'Uruguay round si l'on ne tient pas compte de la répartition profondément inégale de la puissance économique et financière, d'autant que la concentration *capitaliste poursuit sa marche* déstabilisatrice. La puissance que représentent les 500 multinationales industrielles et les 500 multinationales financières s'inscrit à contre-courant des efforts pour mettre en place un système commercial multilatéral fondé sur des structures de prix concurrentielles.

Il n'y a pas de modèle commercial multilatéral, mais un système dirigé par les conglomérats et les oligopoles multinationaux. Ainsi, près des deux cinquièmes du commerce mondial se font par des transactions entre firmes multinationales, pour lesquelles les transferts de prix sont la norme. De toute évidence, la libéralisation des services, de l'investissement et des droits de propriété intellectuelle sont inséparables du problème du transfert des technologies et de l'élaboration de codes de conduite s'imposant aux multinationales. Les prix des matières premières et le problème de la dette, qui préoccupent tant les pays du tiers-monde, n'entrent pas dans les champs d'action du GATT. Pas plus que le réaménagement du système monétaire international, dont dépendent les relations commerciales et financières.

Dans ces conditions, parler de « libre commerce » relève de la mystification. La dette du tiers-monde (1 300 milliards de dollars), devenue ingérable, est en grande partie le produit de la libéralisation du système financier. Celle-ci a d'ailleurs pour corollaire l'impuissance de ce système à fournir les moyens financiers du développement à court terme ou à long terme.

En lieu et place d'un modèle multilatéral, *nous assistons en fait à la privatisation* du système commercial global sous le masque idéologique de la libéralisation.

Avec la crise du Golfe, la hausse des prix du pétrole a aggravé les difficultés de dernière heure des négociations du GATT, vouées à l'échec par la stagflation – un mélange de décélération économique et d'inflation – et par l'effondrement des marchés boursiers. Mais la stagnation économique s'annonçait bien avant les événements du 2 août 1990, ainsi qu'en témoignent la chute des profits et le fiasco budgétaire aux Etats-Unis.

Sous l'effet de la crise, les négociations sur le textile et l'agriculture ont pris un tour particulièrement ardu. Le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, avait mis en garde les participants : si la *loi sur les textiles était votée au Congrès* des Etats-Unis, *« c'en serait fini des négociations »*. Certes, les partisans du protectionnisme n'y ont pas obtenu la majorité des deux tiers nécessaire pour passer outre au veto présidentiel contre cette nouvelle loi qui aurait littéralement fermé le marché américain à la compétition internationale. Il s'en est fallu de dix voix. Mais le lobby du textile n'est pas isolé, il a trouvé des alliés naturels parmi d'autres secteurs manufacturiers. Qui plus est, l'aggravation du déficit des textiles fournira de nouveaux arguments aux partisans du protectionnisme, qui reviendront à la charge. Avec un déficit de 30 milliards de dollars à la fin de 1990 (contre 4,7 milliards en 1980), les textiles et l'habillement arrivent au troisième rang – après le pétrole et l'automobile – comme principale source du déficit commercial des Etats-Unis. *Mais le veto présidentiel* ne changeait rien aux contours de la négociation au GATT, puisque, à l'encontre des règles de ce dernier, le commerce du textile est toujours régi par l'accord multifibres, fondé sur des quotas d'importation (3). Les producteurs du tiers-monde veulent supprimer cette anomalie, mais il n'y a guère de chance qu'ils y parviennent. Et même si un accord était conclu au GATT, rien ne dit qu'il recevra automatiquement l'aval du Congrès en mars 1991.

JEAN-MICHEL SICOT

CONGÉLATION DE LA VIANDE EN ARGENTINE
Des concurrents toujours plus nombreux

Les négociateurs devaient également tenir compte de l'apparition de nouveaux concurrents, telle l'Arabie saoudite, dont les rendements en blé par hectare sont aujourd'hui parmi les plus élevés et qui est devenue exportatrice de céréales. Les producteurs américains de blé, de maïs et de soja sont en butte aux offensives de nouveaux pays producteurs, comme le Brésil, pour le soja, ou même le Vietnam, qui a fait une entrée spectaculaire sur le marché du riz. D'autres concurrents seront prêts, dans les prochaines années, à exporter en Europe de l'Est et dans le *tiers-monde*. Et si *Washington* a demandé au Japon de libéraliser ses importations de riz, rien ne garantit que les États-Unis seraient les principaux gagnants d'une telle mesure. Désormais, l'Asie du Sud-Est est une redoutable concurrente sur le marché du riz.

Cet été, à Houston (Texas), le sommet des sept pays les plus riches avait proclamé que *« le succès de l'Uruguay round s'inscrit en priorité sur le calendrier international »*. C'était avant le 2 août, et déjà la réussite n'était pas assurée. Car le spectre de la dépression économique mondiale suscite beaucoup d'autres angoisses. La CEE est elle-même préoccupée par les implications de son grand marché en 1993 et l'unification allemande accouche d'une puissance *hégémonique qui s'affirme, non* seulement à l'intérieur de l'Europe, mais à l'échelle mondiale, et qui conteste avec énergie la politique américaine.

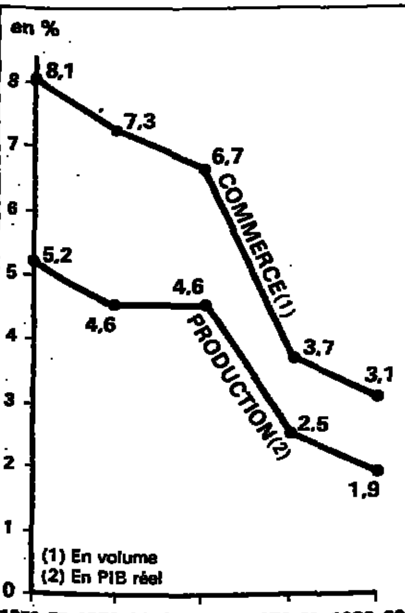
Chercheur au Massachusetts Institute of Technology, Lester Thurow a pu dire que *« le GATT est mort »*. Mais l'expression ne paraît pas adéquate, pour la bonne raison que les institutions meurent rarement, même si – la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en est un tragique exemple – elles ont perdu leur raison d'être. Les conseils d'administration des multinationales, d'abord soucieux d'accroître leurs parts de marché, ne se préoccupent pas outre mesure de l'issue de l'Uruguay round. Ils ont une tout autre vision de l'économie. Reste à savoir si une débâcle des négociations du GATT n'engendrera pas de nouveaux blocs régionaux, à l'instar de ceux des années 30. Mais cela est une autre histoire.

(1) *Financial Times*, 24 septembre 1990.

(2) *Fortune*, 30 juillet 1990.

(3) *Cf.* Frédéric F. Clairmonte, « Affrontements entre géants dans l'industrie mondiale du textile », *le Monde diplomatique*, septembre 1990.

LE SÉVÈRE RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE A L'ÉCHELLE MONDIALE



Sources : GATT et estimations de l'auteur pour 1986-1990

Quand l'agriculture américaine perd des marchés...

LA guerre économique au sein de l'Uruguay round n'est pas une simple confrontation linéaire. Elle reflète aussi la prééminence de groupes de pression qui entrent en contradiction avec les intérêts économiques nationaux. Ainsi, aux Etats-Unis, l'acier, l'aviation, le transport maritime et les textiles ont uni leurs forces pour combattre le multilatéralisme. Ce faisant, ils défendent des positions qui ne sont pas celles des grands producteurs de blé, de la majorité des grandes banques et des sociétés d'assurances.

Dans les négociations agricoles, l'ultimatum est l'arme favorite de Mme Clara Hills, qui dirige la délégation américaine. Au cas où il n'y aurait pas d'accord pour réduire les subventions, a-t-elle déclaré, son pays quitterait le GATT, et avec lui cinquante Etats du tiers-monde... En réalité, il en va du sort de la balance des paiements des Etats-Unis. L'agriculture continue en effet de fournir une forte part de leurs recettes d'exportations, alors qu'elle traverse des temps difficiles : les exportations américaines, qui représentaient 27 % des exportations agricoles mondiales au milieu des années 70, n'en représentent plus que 10 %, et rien ne garantit qu'elles conserveront cette part de marché. Le Proche-Orient est perdu pour elles, et il est probable que leur hégémonie sur le marché du grain soviétique sera entamée dans les prochaines années. De surcroît, la hausse des prix du fuel et des fertilisants alourdit les coûts *pour les fermiers américains, tandis que*, simultanément, les prix des céréales ont chuté sur le marché mondial.

C'est pourquoi il y a si peu de chances que les Etats-Unis et la Communauté européenne parviennent à trouver un terrain d'entente sur la réforme de l'agriculture d'ici à la fin de décembre. Ce que souhaitent les États-Unis, en fait, c'est le démantèlement de la politique agricole commune, clé de voûte du marché commun. Ils demandent, on le sait, une réduction de 90 % des subventions à l'exportation et de 75 % des mesures de soutien aux prix intérieurs. En face, la Commission européenne offre une réduction globale de 30 %. Les dix millions de paysans de la CEE, qui fournissent 3,1 % de son produit intérieur brut, ne pourraient survivre *sans les mesures de soutien* et les subventions. Aussi les divergences ne sont-elles pas près de s'estomper, d'autant que l'agriculture américaine est, elle aussi, massivement subventionnée.

Le prix du jeu

TROIS théoriciens ultralibéraux américains du marché des capitaux ont été cette année honorés du prix Nobel d'économie : MM. Harry Marcowitz, William F. Sharpe et Merton Miller. Comment ne pas croire, désormais, qu'il est possible de raisonner scientifiquement sur des sujets, d'une parfaite neutralité, tels que la diversification des portefeuilles et la limpide détermination de la valeur des actions ?

Ce choix a été justement célébré. Une fausse note remarquable cependant dans la symphonie pour dollar et orchestre : elle se trouve dans l'hebdomadaire américain *Business Week* (1). Estimant que la décision du jury *« n'est pas totalement innocente politiquement ou idéologiquement »*, Robert Kuttner rappelle que les théories à prétention d'objectivité mathématique des lauréats masquent ce présupposé : il ne faut pas se mêler du fonctionnement des marchés financiers *« par définition vertueux »* et d'ajouter : voilà qui a abouti aux Etats-Unis à une folle accumulation de dettes, à *« une orgie d'OPA hostiles »*, à la débâcle des caisses d'épargne et de crédit, à *« l'obsession des gestionnaires américains pour le court terme »*, et à une réduction de l'idée de firme à celle de manipulations en Bourse. Et l'auteur de souligner que les choix du jury de Stockholm s'enfoncent, d'année en année, dans le conservatisme le plus étroit.

Les hommes de terrain seraient-ils plus réalistes ? En octobre se sont réunis à Saint-Louis, outre des économistes, banquiers et patrons d'entreprise, des fonctionnaires qui firent le point sur le marché des services financiers. Echaudés par huit ans de reaganisme, obsédés par le scandale des caisses d'épargne, inquiets des difficultés du système bancaire, ils ont conclu que la déréglementation n'était pas la panacée, qu'elle n'avait pas atteint ses buts et que, *« dans certains domaines, une re-réglementation était sans doute inévitable* (2) *»*.

L'économie de casino, maison de jeux où se joue à coups de milliards de dollars la vie de milliards de gens, ne serait-elle plus qu'un enfer perdu ? Le jury de Stockholm ne se pose pas la question. Et *Business Week* de se demander si le prochain prix sera attribué à Mike Milken – l'honorable escroc en chef de la roulette de la Bourse aux pacotilles, qui vient d'être condamné à dix ans de prison...

J. D.

(1) Robert Kuttner, « The Visible Hand Guiding the Nobel Prize in Economics », *Business Week*, 12 novembre 1990.

(2) Lire le compte rendu de cette réunion en première page du *Wall Street Journal Europe* du 29 octobre 1990, sous le titre : « U.S. Financial Services : Regulation's Revival ».

QUAND LES ÉCRIVAINS AMÉRICAINS REGARDENT LEUR PAYS

La nausée, les villes ravagées, les vies bousillées

Avec colère et passion, des romanciers américains exposent régulièrement la réalité de leur pays. Dans la lignée de Jack London, de Theodore Dreiser ou de John Dos Passos, l'écrivain-journaliste Tom Wolfe s'était déjà penché, il y a deux ans, sur le délabrement sordide des bas quartiers de New-York et avait évoqué, au grand scandale de certains, dans *le Bûcher des vanités*, l'Amérique à deux vitesses et le triomphe des inégalités durant les années Reagan.

D'autres auteurs s'intéressent désormais aux « ardoises sociales » laissées, comme des bombes à retardement, par l'ancien président. Ils décrivent avec talent et avec un réalisme hallucinant la vie quotidienne des gens ordinaires piégés dans ces purgatoires que sont devenues les grandes villes.

Par CLAUDE GRIMAL *

LE dernier livre de John Updike, *Rabbit at Rest* (Rabbit au repos), paru aux États-Unis en octobre 1990, se termine sur ce mot du personnage principal : *« Assez ! »* Certes Rabbit, malade, dit par là qu'il va mourir, qu'il est temps de céder la place. Mais ce *« assez »* résume aussi la nausée (1) que donne à beaucoup d'écrivains américains la situation actuelle dans leur pays.

En quatre volumes (2) publiés depuis 1960 à raison d'un tous les dix ans, John Updike s'est fait le chroniqueur des états d'esprit de la classe moyenne. Son héros Rabbit (une star du basket-ball, devenu vendeur de voitures, qu'un autre personnage décrit à un moment comme *« un de ces braves vieux racistes-impérialistes bien de chez nous »*) avait une vingtaine d'années dans le premier livre ; les lecteurs le retrouvent dans *Rabbit at Rest* âgé de cinquante-quatre ans.

Chaque livre du quatuor Rabbit réfléchit, en gros, sur une décennie. Les années 60, plutôt *« une période de réflexion sur ce qui se passait »*; les années 70, *« assez amorphes... avec un sens général d'épuisement... l'inflation... Jimmy Carter qui s'évanouit en faisant son jogging »*, incident que Updike considère comme *« un bon symbole de ces années-là »* ; les années 80, sur lesquelles *« il est très facile d'avoir un « trou » par ce que c'était (...) la décennie Reagan, floue et très « cool » dans le sens McLuhanesque du terme* (3) *»*.

Rabbit at Rest débute en 1988, dernière année de l'ère Reagan. Etat des lieux par le narrateur : *« Tout tombe en ruines, les avions, les ponts ; il s'est écoulé quatre années pendant lesquelles personne ne s'est occupé de la boutique, où on a fait de l'argent à partir de rien, accumulé les dettes, cru en Dieu. »* Updike exprime là une impression générale des écrivains et des intellectuels américains. Perception doublée d'une ironie perspicace sur la définition que l'Amérique a d'elle-même. En effet, devant l'effondrement à l'Est, Rabbit déclare : *« S'il n'y a plus de guerre froide, quel est l'intérêt d'être américain ? »*

John Updike, en parlant de Rabbit, explique plus longuement comment la société américaine, fortifiée par l'idée d'être la meilleure, s'est contentée de se définir « contre ». *« Rabbit*, dit-il, *s'est retrouvé dans l'armée, prêt à partir en Corée, ardent supporter de la guerre au Vietnam, fier d'être allé sur la lune et il s'est toujours, en un sens, senti du bon côté, parce qu'il possédait une certaine idée de la liberté, de l'Amérique, qui n'avait d'existence que par rapport au communisme. »*

Ce roman qui parle de la retraite et de la fin de la vie est *« un livre déprimé sur un homme déprimé »* par le monde autant que par l'âge (Rabbit n'a pourtant que l'âge de John Updike).

Le paysage de la détresse contemporaine

CETTE tristesse, ce sens de la menace ou du vide semblent être les sentiments les mieux partagés par les auteurs de la littérature américaine contemporaine. Raymond Carver, Russell Banks, André Dubus, Don De Lillo, Richard Ford (4), qui ont choisi des prolétaires comme personnages de leurs œuvres, ont d'autres touches d'angoisse à ajouter au paysage de la détresse contemporaine.

Les héros des nouvelles de Raymond Carver travaillent à l'usine, dans les restaurants fast-food, vendent des vitamines en faisant du porte-à-porte, perdent leurs boulots, boivent, se séparent de leurs femmes. Ce sont tous des gens *« qui ne réussissent pas »*, comme les décrit Raymond Carver dans un entretien, tout en ajoutant que *« leur vie est tout aussi valable que celle des « gagnants »*. Le sentiment de malaise, de menace qui plane, l'ébauche légère et énigmatique des textes les éloignent de tout réalisme critique direct mais rappellent haut et fort que ces vies bousillées par le chômage, le divorce, la dépression et l'alcool doivent aussi figurer sur l'ardoise du reaganisme.

Le personnel romanesque d'André Dubus est semblable à celui de Raymond Carver. Ses « cols bleus » habitent, eux, près de Boston (ceux de Raymond Carver sur la côte nord-ouest en général), dans les vieilles villes industrielles. Ses mécaniciens, ses serveurs, ses ouvriers du bâtiment sont aussi tristement infirmes : ils sont dépossédés de toute parole construite, privés des moyens d'appréhender le monde. Alors ils boivent, font l'amour, fument et surtout souffrent avec une énergie féroce. Leur seule « création », le couple, la famille, est le lieu favori de leurs déchaînements dévastateurs.

La culture de violence du prolétaire mâle apparaît souvent dans le roman contemporain ; Russell Banks, dans *Affliction*, la présente sur fond de chasse aux daims dans le New-Hampshire, en période de grand déploiement saisonnier de virilité. Derrière chaque arbre, armés de Browning et de Winchester, les chasseurs réchauffés par le brandy viennent tirer sur tout ce qui bouge. Ils retournent chez eux, fiers de leur rencontre exaltante avec la nature, le capot de leur voiture décoré du cadavre des grands cervidés. Tel est le décor, évidemment lourd d'explications, d'une histoire qui conduit un personnage « prolo » (il est à la fois « gendarme », foreur, cantonnier, et vit dans une caravane d'un de ces *trailer-parks* américains) à la rage homicide. Dans le dernier livre de Don De Lillo, *Libra*, qui présente Lee Harvey Oswald (l'assassin de Kennedy), l'ancrage social est semblable, malgré le décor cette fois-ci urbain : on y voit des Blancs qui, malgré leur travail, restent marginalisés par la pauvreté.

Le roman est prolixe sur la ville, les répercussions qu'ont engendrées l'absence de ressources municipales, l'appauvrissement de certains groupes ethniques, l'arrivée massive de nouveaux immigrants. Au hasard, on peut citer la vision comique, à la Woody Allen, des rapports individuels et sentimentaux dans la grande ville : Stephen Dixon, parlant de New-York dans *Jamais trop tard* (5). La petite amie du narrateur a disparu et notre malheureux héros ne cesse de se heurter à l'indifférence ou à la malveillance de la police, des voisins, des amis ; en raison de la crise du logement, un inconnu téléphone même pour



JACKSON POLLOCK. – « Echo » (1951).

demander quand il compte quitter son appartement, sans doute trop grand pour lui seul, à présent qu'il a perdu sa compagne.

Autre exemple, dans la veine policière : Charles Willeford (6) nous décrit un Miami ravagé par les problèmes raciaux et le banditisme : son héros, un flic, a voté pour Reagan, ou plutôt contre Carter *parce que c'est ce dernier « qui a laissé entrer tous ces Marielitos* [Cubains ayant fui le régime de M. Fidel Castro], *tous ces salopards qui ont bousillé Miami, parce qu'avant il faisait bon vivre à Miami et que depuis qu'ils sont là les crimes et la délinquance ont augmenté de vingt-cinq pour cent »*. Les mégalopoles américaines sont une source d'inspiration féconde, une allégorie puissante pour la littérature (policière ou non).

C'est justement un épisode urbain, des plus bizarrement insensés, qui donne un centre au livre virulent et complexe d'un auteur noir, John Edgar Wideman, *Philadelphia Fire* (7). En 1985, dans un quartier de Philadelphie, West Philadelphia, les autorités municipales bombardèrent un petit immeuble qui était devenu le quartier général d'une secte étrange (et noire) qui prônait le retour à la « nature », ne respectait pas les règlements sanitaires et l'obligation de scolarisation des enfants, et rendait la vie difficile aux voisins. Après sept jours de siège, la police, avec l'autorisation du maire noir, fit lâcher une bombe sur le toit de l'immeuble : bilan, onze morts dont beaucoup d'enfants et un gigantesque incendie qui ravagea quatre « blocks » et demi d'un quartier noir ouvrier, au demeurant assez calme.

Aux images du bombardement, le livre ajoute vers la fin une vision d'une célébration de l'Indépendance *(Independance Day Rally)* à Philadelphie en 1805, où les spectateurs noirs sont battus et chassés de l'Independance Square. L'image de l'exclusion du Noir de l'histoire américaine ne peut pas être plus claire.

Les éternels « bombardés » de l'histoire américaine ne le sont pourtant pas autant que leurs femmes, mères et filles. Toni Morrison, Alice Walker, Gloria Naylor, pour ne citer que trois noms de romancières noires dans une pléiade de talents, font un portrait sinistre des rapports entre les sexes (lire aussi *The Colour Purple*, d'Alice Walker ; *Tar Baby*, de Toni Morrison, *la Colline aux tilleuls*, de Gloria Naylor) (8).

La tyrannie des critères de beauté, imposés par le monde blanc, ne leur échappe pas plus que l'insolence méprisante des idéaux « blancs » de réussite sociale. A la délétère (pour les pauvres et les Noirs) rengaine nationale sur les vertus de l'individualisme, elles opposent l'image d'une communauté ethnique où les femmes jouent un rôle de cohésion prépondérant, et réussissent tant bien que mal à rester les dispensatrices d'affection, les dépositaires de la culture du groupe. En conséquence, leurs livres s'acharnent à réécrire le roman de leur communauté, *à évaluer la trahison de la bourgeoisie noire (cf. la Colline aux tilleuls*, de Gloria Naylor).

En contraste avec cette attitude blessée par rapport à l'histoire, on pourra lire *Une enfance américaine*, d'Annie Dillard (9). Cette romancière blanche commence un très curieux et très beau récit de son enfance et adolescence bourgeoises par une rêverie sur son coin de continent américain ; elle évoque en images rapides les immenses forêts vides d'hommes, les quelques sentiers indiens, puis l'arrivée des armées française et anglaise, la création d'un fort, les pionniers. Tout au bout de cette chaîne... Annie Dillard se voit comme une conséquence logique, poétique (ce qui ne veut pas dire non critique) de toute l'épopée américaine. Voilà peut-être encore une des différences essentielles entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis.

Après avoir évoqué les écrivains noirs (dont les préoccupations esthétiques sont étonnamment diverses), faut-il ensuite passer en revue les communautés juive, chinoise, hispanique, etc. ?

La très importante et très diverse communauté hispanique, l'Amérique s'est permis de la reconnaître (cela ne mange point de pain) avec le Pulitzer Prize attribué, en 1989, à Oscar Hijuelos pour *The Mambo Kings Play Songs of Love*. Mais les hispanophones américains (ou leurs enfants) ont le vague à l'âme, comme l'indique le titre d'un article du *New-York Times Book Review* intitulé « A la recherche de l'écrivain *latin* » (10). L'auteur de l'article montre comment, lors du 48e congrès du Pen Club, les auteurs « latinos » ont été boudés (il y avait dix personnes dans la salle), et comment eux-mêmes se l'expliquent. *« Les hispaniques ne lisent pas et ne savent pas écrire, alors pourquoi les publier ? Personne n'a envie de lire de romans sur les hispaniques américains, ils sont marginaux, et ils n'ont même pas bénéficié de l'aura qui a entouré le grand renouveau de la littérature en Amérique latine. »*

Certes, mais ils sont pris, comme toutes les « communautés », dans une contradiction : se vouloir « latinos », mais persuader le lecteur qu'ils écrivent autre chose que des histoires autobiographiques d'un réalisme pesant sur fond de culture du *barrio* (comme c'est souvent le cas pour la littérature de l'immigration).

L'évaluation de l'état de la nation n'est pas le privilège des romans de type traditionnellement « réaliste », les critiques les plus féroces de la manière qu'a l'Amérique de voir et vouloir l'Amérique sont des auteurs de livres assez déconcertants.

William Gaddis, par exemple, a écrit avec *JR* une satire de l'Amérique des entreprises et du monde de la finance. Il a remis en scène, dans *Gothique charpentier* (11), la fascination pour l'argent dans ses aspects folkloriquement américains. Sur fond de *trust-fund*, un vétéran du Vietnam veut monter une affaire d'extorsion religieuse avec un prédicateur véreux, tandis que sa femme se prête à une escroquerie à l'assurance et que le frère de celle-ci rêve de l'argent facile que rapporteraient les actions d'une mine africaine héritées de leurs parents.

Plus généralement, Don De Lillo, avec *Bruit de fond*, s'inquiète, sur un mode presque de science-fiction, de la pollution générale des esprits et de celle de l'air, bref d'une série d'inquiétants « événements toxiques » réels autant que métaphoriques. L'idée de culture que semblent encourager les Etats-Unis lui paraît également toxique : c'est une accumulation délirante de données, un pur jeu de Trivial Pursuit, sans direction ni lignes de force. La veine satirique de Don De Lillo s'exprime librement à ce sujet ; ainsi voilà le héros-professeur du livre qui, sans parler un mot d'allemand, crée dans son université un département de *« Hitler Studies »* – le seul des Etats-Unis. Au cours d'un autre épisode, les personnages s'en vont visiter une grange dont l'intérêt touristique principal (un panneau installé devant le bâtiment le fait savoir) est d'être *« la grange la plus photographiée d'Amérique »*.

Une gigantesque prison

LE dernier livre de Kurt Vonnegut, *Hocus Pocus* (12), présente l'Amérique de 2001 : elle s'est transformée en une gigantesque prison. Comme à son habitude, le romancier s'en donne à cœur joie pour condamner la *« classe dirigeante »*, son instabilité, son hypocrisie, sa morgue.

Les problèmes sociaux ? Un personnage tente à un moment d'expliquer les quoi, les pourquoi, les comment. Ses interlocuteurs se bouchent alors les oreilles. Ils ne sont pas tant furieux contre les fauteurs de troubles que contre le gouvernement, qu'ils voient comme *« leur gouvernement et dont le premier devoir, très clairement,* [est] *de les protéger, eux, des classes plus pauvres, dans leur pays et partout dans le monde »*. Les problèmes écologiques (sur lesquels les Américains se laissent aller aux délices de l'unanimité) ? Kurt Vonnegut pense aussi que le cas est désespéré, puisque seules les déplorations sont à l'unisson. Ainsi un personnage du livre propose-t-il qu'on installe une épitaphe pour la planète dans le Grand Canyon (à l'attention des Martiens qui, un jour peut-être, la trouveront) : « WE COULD HAVE SAVED IT, BUT WE WERE TOO DOGGONE CHEAP (13). »

* Maître de conférences, université Paris-X.

---

(1) Nausée qui peut prendre la forme de la réflexion politique mais qui, plus souvent, donne lieu à des admonestations moralisantes. Récemment, on a pu lire dans le *New-York Times Book Review* du 30 septembre 1990 : *« Dans cette société que tout le monde s'entend à trouver en état de désintégration, faire porter le blâme à certains semble plus important qu'accepter la responsabilité (générale de l'état des choses). »*

(2) Tous les livres mentionnés sont disponibles en anglais au Village Voice, 6, rue Princesse, Paris 75005. – Tél. : 46-33-36-47. Ne sont fournies les références d'éditeurs anglo-saxons que pour les livres non traduits.

Cœur de lièvre (1960), Seuil, Paris 1962 ; *Rabbit rattrapé* (1971), Gallimard, Paris 1973 ; *Rabbit est riche* (1981), Gallimard, Paris 1983 ; *Rabbit at Rest*, Knopf, New-York, 1990.

(3) *New York Times Book Review*, « Why Rabbit Had to Go », 5 août 1990.

(4) Raymond Carver : *les Vitamines du bonheur*, 1985 ; *Parlez-moi d'amour*, 1986 ; *Tais-toi je t'en prie*, 1987, tous trois aux éditions Mazarine, Paris. *Les Trois Roses jaunes*, Payot, Paris, 1989.

– Don De Lillo : *Bruit de fond*, 1986 ; *Libra*, 1989. Tous deux chez Stock, Paris.

– Richard Ford, *Rock Springs*, Payot, Paris, 1989.

– André Dubus, *Selected Stories*, Picador, Londres, 1988.

– Russell Banks, *Affliction*, Picador, Londres, 1990. Voir aussi *Terminus Floride*, l'histoire d'un réparateur de chaudières qui part pour la Floride avec sa famille, racontée en parallèle à celle d'un Haïtien qui fuit la misère de son île, Acropole, Paris, 1987.

(5) Stephen Dixon, *Jamais trop tard*, Balland, Paris, 1990.

(6) Charles Willeford, *The Way We Die Now*, Ballantine, New-York, 1988, où Mose Moseley enquête sur la disparition de travailleurs haïtiens clandestins. Voir en général tous les romans policiers de Charles Willeford, où ce personnage est le héros.

(7) John Edgar Wideman, *Philadelphia Fire*, Henri Holt and Co, New-York, 1990.

(8) Toni Morrison, *l'Œil le plus bleu*, Laffont, Paris, 1972 – *la Chanson de Salomon*, Acropole, Paris, 1985 – *Beloved*, Bourgois, Paris, 1989.

– Gloria Naylor, *la Colline aux tilleuls*, Belfond, Paris, 1990.

– Alice Walker, *Cher Bon Dieu* (traduction de *The Colour Purple*), Laffont, Paris, 1984.

(9) Annie Dillard, *Une enfance américaine*, Bourgois, Paris, 1990.

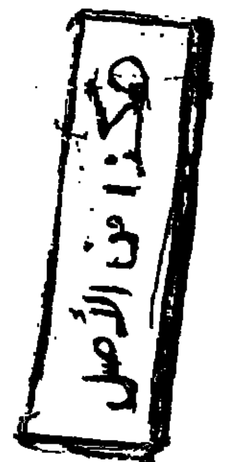
(10) Earl Shorris, « In Search of the Latino Writer », *New York Times Book Review*, 5 juillet 1990.

(11) William Gaddis *JR*, Knopf, New-York, 1975 ; *Gothique Charpentier*, Bourgois, Paris, 1988.

(12) Kurt Vonnegut, *Hocus Pocus*, Putnam's Sons, New-York, 1990.

(13) *« On aurait pu la sauver, mais on a été trop lamentablement pingres. »*





AU FESTIVAL DE PESSAC

Les héros fatigués du cinéma colonial

Par CLAUDE AZIZA *

C'ÉTAIT le temps où le cinéma commençait à prendre la parole, le temps où la musique pouvait enfin, sans artifice, scander les images pour magnifier parfois l'éclatante apogée des empires coloniaux. Avec la naissance du cinéma parlant, les années 30 virent fleurir et s'épanouir, surtout en France et aux Etats-Unis, des films à la gloire des bâtisseurs d'empires, destinés parfois à justifier de douteuses *entreprises mais souvent* aussi à exorciser les angoisses du temps présent (les effets sociaux de la crise de 1929). S'il est vrai que l'image – qu'elle fût d'Epinal ou d'Hollywood – se fit le reflet de l'idéologie colonialiste officielle, qui eût pu dire, à cette époque, qu'elle sonnait le glas d'un univers au moment même où elle paraissait l'exalter ? Ce fut la première période, celle des soldats-laboureurs, des pionniers-*conquérants, des chasseurs de rêves.*

Plus tard, après la guerre, la nostalgie aidant, en couleurs et en Cinémascope, l'aventure jeta ses derniers feux : on rêvait encore d'Atlantide mais on avait déjà perdu les Indes, et bientôt l'Indochine puis l'Algérie. On ne vit plus dans ces films qu'une ode au temps passé, à la gloire fanée. Ce fut la seconde période, celle des soldats perdus, des centurions et des mercenaires, des héros fatigués.

Plus tard encore, le regard se fit plus critique, plus dur, plus amer. Les « autres », les exploités, les colonisés, avaient désormais droit de cité, droit de filmer. Ils avaient aussi la parole. Le regard des vaincus passait derrière la caméra et il n'était pas tendre, ni pour les uns ni pour les autres. C'est la troisième période, l'âge de fer de l'accusation, après l'âge d'or des illusions et l'âge d'argent de la nostalgie.

Une petite trentaine de films, judicieusement choisis par Pierre-Henri Deleau, couvrant un grand demi-siècle, depuis *Sous le ciel d'Orient* (un incunable de 1927 de Leroy-Granville et Grantham-Hayes, reconstitué avec un soin jaloux) jusqu' *Aux sources du Nil* (Bob Rafelson, 1990) ; une sélection où dominait la France (treize films) – surtout celle des années 30 à 45 – et les Etats-Unis (sept films). Trois rencontres placées sous le patronage de la revue *l'Histoire*, des débats, quelques animations, un concours de scénarios. Au-delà de l'événement, de ses fastes et de ses plaisirs, les organisateurs du premier Festival international de Pessac (Gironde), qui s'est déroulé du 24 au 28 octobre dernier, peuvent être satisfaits. Metteurs en scène (Med Hondo, Mohamed Lakdhar-Hamina), historiens (Jean-Pierre Rioux, Michel Winock, Marc Ferro entre autres), romanciers (Louis Gardel), journalistes et cinéphiles présents ont pu constater combien étaient riches les voies (les voix) de l'imaginaire colonial nourries par l'image.

Certes, on y a retrouvé les films classiques de l'aventure coloniale, *les Trois Lanciers du Bengale* (Henry Hattaway, 1935) ou *les Quatre Plumes blanches (1)* ; on y sentait bon le sable chaud avec *l'Atlantide* (celle de Georg Wilhelm Pabst, 1932) ou *l'Escadron blanc* (René Chanas, 1948) ; certes, la superproduction avait droit de cité, et de *Zoulou* (Cyril Enfield, 1963) à *l'Homme qui voulut être roi* (John Huston, 1975) la caméra s'est souvent tournée vers les grands espaces.

Bonne conscience et fantasmes

MAIS l'important est ailleurs. Dans la façon, par exemple, dont un Jean Renoir détourne une commande officielle pour la célébration du centenaire de l'Algérie et fait du *Bled (1929)* une espèce de western muet aux images d'une très grande beauté. Dans le regard nostalgique du réalisateur algérien Mohamed Lakhdar-Hamina dans *la Dernière Image* (1986). Dans la construction rigoureuse et glacée de l'étonnant *Utu* (George Murphy, 1983) qui nous prouve que la colonisation n'a pas connu de frontières et qu'elle fut sanglante et douloureuse partout, même en Nouvelle-Zélande. Quant à *Sarraounia*, du cinéaste mauritanien Med Hondo (1986), c'est un somptueux poème épique dont la boursouflure baroque, parfois, notamment dans le comportement des officiers français (il s'agit de l'affaire des officiers Voulet et Chavoine et de leur « colonne infernale »), en fait ressortir les aspects tragiques.

Quel étonnement aussi devant ces films français des années 30-40, aujourd'hui bien oubliés, sauf quelques titres flamboyants, du *Grand Jeu* (Jacques Feyder, 1934) à *la Bandera* (Julien Duvivier, 1935) ! On redécouvre des cinéastes de talent comme Maurice Gleize (*l'Appel du bled*, 1942 ; *Légion d'honneur*, 1938), Léon Poirier (*l'Appel du silence*, 1936), et Pierre Billon (*Bourrasque*, 1935).

On se rend compte alors combien, du Front populaire au régime de Vichy, la colonisation a bénéficié, en France, d'un consensus national que transcrit le cinéma, fidèle serviteur des valeurs du temps. On reste rêveur devant ce cinéma au premier degré dont la bonne (in)conscience étonne, au moment où, par exemple, le cinéma italien avait besoin, avec *Scipion l'Africain* (Carmine Gallone, 1937) de l'alibi de l'histoire romaine pour justifier la conquête mussolinienne de l'Abyssinie ou de la Tripolitaine.

On constate aussi, ce qu'on savait déjà, que le cinéma hollywoodien, dont les westerns racontent la principale conquête coloniale américaine, a fantasmé par empire interposé, en glorifiant l'épopée anglaise aux Indes dans la lignée de Rudyard Kipling.

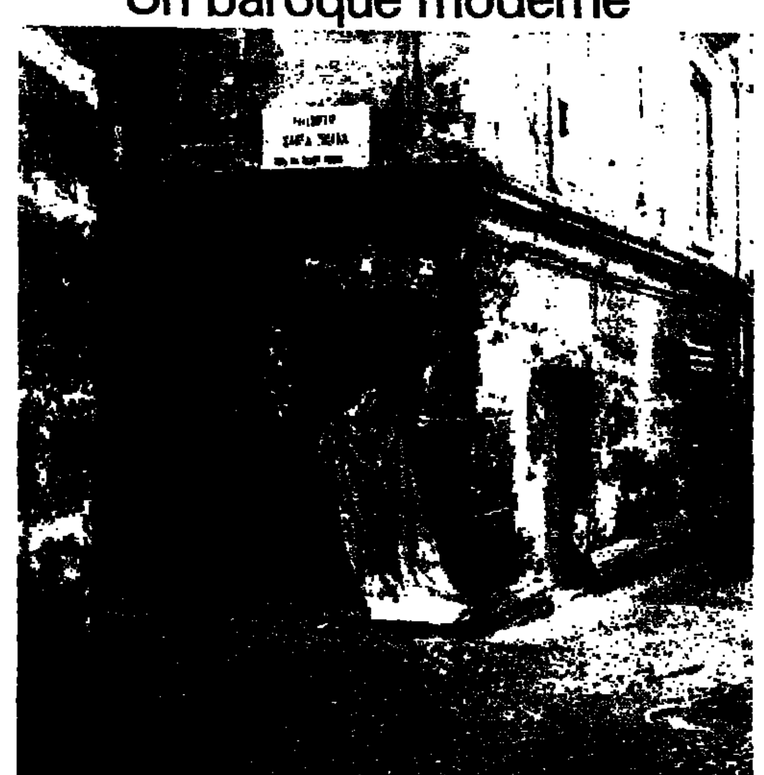
Et l'on sent bien là ce que les débats, à Pessac, peut-être à cause de l'absence d'historiens du cinéma, ont assez mal montré : combien l'imaginaire colonial a hanté toute la production cinématographique. Au point, volontairement ou non, de faire oublier par le recours à l'épique ou au mélodrame combien la réalité fut tragique dans les colonies, faite de sang, de mépris et de larmes.

* *Maître de conférences à l'université Paris-III (Sorbonne-Nouvelle).*

(1) La version présentée est celle de 1955, réalisée par Terence Young et Zoltan Korda, mais ce dernier, en 1939, dirigea la meilleure adaptation.

L'ART D'ERNEST PIGNON-ERNEST

Un baroque moderne



ON entend dire parfois que l'art contemporain (surtout la peinture) s'est coupé du grand public, qu'il reste cantonné dans un espace mort défini par la triade marchands-critiques-musées, et qu'il a perdu le vivifiant contact avec le regard populaire. La démarche d'Ernest Pignon-Ernest s'inscrit très précisément contre cette dérive. Il conçoit la peinture comme une agitation *permanente des esprits, comme une intervention pour capter le regard des gens* là où ceux-ci vivent, travaillent, souffrent.

Ni peinture-miroir ni image narcissique, mais action artistique qui marie un imaginaire et un espace, une idée et une ville. *« Pignon,* écrit Paul Veyne dans sa préface, *fait faire irruption vers notre monde de ce que ce monde ignore, refuse, nie ou refoule. »*

Dans cet ouvrage (1), Ernest Pignon-Ernest (né en 1942 à Nice) s'explique sur ses propres hantises, son obsession de la figure humaine, sa recherche de territoires-supports pour ses sérigraphies-affiches. Il retrace son parcours d'artiste écorché. Et décrit sa *« nécessité d'interroger les mythologies, les légendes, les religions, les archétypes »* de ses racines méditerranéennes. Il évoque, en particulier, son travail à Naples, la ville du Caravage, sur laquelle il a réalisé de superbes dessins à la pierre noire, baroques, sensuels et tragiques.

Artiste, à sa manière, unique, Ernest Pignon-Ernest parsème ainsi les murs de certains lieux inspirés d'œuvres éphémères, éblouissantes, que la pluie et le vent dispersent... Et que ce livre, pour notre bonheur, nous restitue.

I. R.

(1) *Ernest Pignon-Ernest*, par Elisabeth Couturier (préface de Paul Veyne), Éditions Hercher, Paris, 162 pages, 400 F.

Dans les revues...

■ TRANSVERSALES. Une réflexion d'Edgard Pisani sur la nécessité d'un projet de civilisation pour l'Europe, et un dossier sur le « développement soutenable » auquel collaborent notamment Sylvie Faucheux et René Passet. (Nº 6, décembre, bimestriel, abonnement un an : 300 F – 29, rue Marsoulan, 75012 Paris. Tél. : 43-43-08-12.)

■ *HOMMES ET MIGRATIONS.* Plusieurs articles sur les problèmes de l'immigration en Europe, dont un sur « l'espace Schengen ». (Nº 1 137, novembre, mensuel, 30 F. – 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)

■ REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE. L'expérience historique du financement de l'économie mondiale depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à la crise de la dette des années 70. (Nº 14, automne, trimestriel, 135 F. – 2, square de Luynes, 75007 Paris.)

■ SOCIÉTÉ MAGAZINE. L'unification allemande permettra-t-elle à l'Europe de s'orienter vers le fédéralisme ? (Nº 8, novembre, mensuel, 26 F. – BP 271, 75625 Paris Cedex 13. – Tél. : 45-80-84-55.)

■ TOUDI. Se fondant les spécificités belges, José Fontaine débat du thème « Socialisme et question nationale ». Egalement au *sommaire : « Enseignement : les enjeux pour* la démocratie et la Wallonie ». (1990-1991, tome 4, 480 francs belges. – 2, rue M.-Lange, 1430 Quenast, Belgique.)

■ ESPRIT. Les réflexions sur la réforme de la justice, le rôle potentiel de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et les « nouveaux agriculteurs ». (Novembre, mensuel, 70 F. – 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

■ RÉPUBLIQUE. Un article de réflexion sur l'Europe. – Mythes, réalités et perspectives – ainsi qu'un dossier – Regards sur l'Orient – consacré aux *problèmes politiques*, sociaux et culturels du monde arabe. (Nº 10, automne-hiver, trimestriel, 80 F. – 52, rue de Bourgogne, 75007 Paris.)

■ POLITIQUE ÉTRANGÈRE. Un numéro sur « La France dans le nouvel ordre européen » avec des articles de *Stanley Hoffmann*, Jean-Pierre Chevènement, Michel Foucher et André Postel-Vinay. (Nº 3/90, novembre, trimestriel, 95 F. – 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14. Tél. : 45-80-91-08.)

■ LE NOUVEAU POLITIS. C'est la troisième naissance, et sans doute la bonne, de cet hebdomadaire dirigé par *Bernard Langlois*. Une maquette rénovée, une place importante faite à la culture. Dans le troisième numéro de cette nouvelle *série*, une enquête « Tapie Zorro, Tapie zéro ? » et des études sur Cuba et sur « Le redoutable Gladio » en Italie. (Nº 115, 8-14 novembre, hebdomadaire, 20 F. – 76, rue de Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris. – Tél. : 46-36-24-24.)

■ COURRIER INTERNATIONAL. Un nouvel hebdomadaire à dominante économique et technologique reposant sur une bonne idée : traduire intégralement en français les *meilleurs articles* de plus d'une vingtaine de quotidiens ou hebdomadaires de tous les continents, en les organisant autour d'un « rubricage maison ». Au sommaire du nº 3, un texte de Margaret Thatcher (« Ma vision de l'Europe »), et un dossier sur « armées et armements dans l'après-guerre froide ». (Nº 3, 15 novembre, hebdomadaire, 15 F. – 4, rue Raoul-Dufy, 75020 Paris. Tél. : 43-58-49-49.)

■ POLITIQUE INTERNATIONALE. Un long entretien avec le général Jaruzelski ; un autre avec deux leaders algériens, MM. Abassi Madani et Aït-Ahmed. (Nº 49, automne, trimestriel, 75 F. – 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris. Tél. : 45-00-15-26.)

■ QUESTIONS SIBÉRIENNES. Un numéro consacré aux peuples autochtones de Sibérie vus par eux-mêmes et par des spécialistes soviétiques et occidentaux. Un article aussi sur la première rencontre scientifique russo-québécoise sur les peuples du Nord. (Nº 1, 1990, sans prix. – Institut d'études slaves, 9, rue Michelet, 75006 Paris.)

■ LE SERPENT A PLUMES. Des nouvelles inédites, notamment par Thomas Bernhard, Ivan Klima, l'écrivain basque Bernardo Atxaga, autour d'une *Europe centrale* multiple repliée sur un réalisme intime, mais tellement ouverte. Photographie de couverture superbe de Joseph Koudelka. (Nº 9, automne, trimestriel, 65 F. – 78, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 45-48-58-89.)

■ ECONOMIE ET HUMANISME. Plusieurs analyses consacrées à « Innovations et milieu rural ». Une étude sur les réformes en Yougoslavie. (Nº 315, octobre-décembre, trimestriel, 60 F. – 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon, Cedex 08.)

■ NEW-YORK REVIEW OF BOOKS. M. George *Ball*, sous-secrétaire d'Etat de 1961 à 1986, qui avait tenté de dissuader le président Johnson d'engager son pays sur le chemin de la guerre au Vietnam, expose ses propositions pour aménager une réelle sécurité à long terme dans la région du Golfe. John Searle traite des problèmes de l'Université aux Etats-Unis. (Vol. XXXVII, Nº 19, 6 décembre, bimensuel, 2,50 dollars. – New-York Review, 250 West 57 Street, New-York, NY 10107.)

■ Le numéro spécial du *Monde diplomatique* en arabe, entièrement consacré à la crise du Golfe, est paru. Il reprend des articles publiés dans l'édition française complété par des textes inédits. Ce numéro a *été* interdit dans les pays arabes, à l'exception de l'Algérie, de la Jordanie, de la Tunisie et du Yémen. Il est en vente dans les principaux kiosques de France et d'Europe ainsi qu'au siège du *Monde diplomatique*, édition arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève. – Tél. : (4122) 732-25-31.

■ *LES CAHIERS DE L'ORIENT.* Un ensemble d'articles sur les « marchandages sur les rives du Golfe », assortis d'études sur les droits de l'homme au Maroc, au Soudan, en Israël, et dans l'ensemble du monde arabe. (Nº 19, troisième trimestre, trimestriel, 80 F. - 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.)

■ JOURNAL OF PALESTINE STUDIES. Une comparaison entre l'Intifada et le soulèvement palestinien de la fin des années 30. Geoffrey Aronson, revient sur le phénomène de l'immigration des juifs soviétiques. (Vol. XIX, nº 4, été, trimestriel, 6 dollars. – University of California Press, 3501 M Street, N-W, Washington DC 20007.)

■ *AL NAHJ.* Cette revue en arabe consacre sa dernière livraison aux classes sociales dans le monde arabe, avec des études sur le Maroc et l'Egypte. (Nº 32, 1990, trimestriel. – PO Box 7025, Nicosie, Chypre.)

■ POUR LA PALESTINE. Un dossier sur la *viabilité* économique d'un Etat palestinien. (Nº 31, troisième trimestre, trimestriel, 20 F. – B.P. 184-04, 75160 Paris Cedex 04.)

■ POLITIQUE AFRICAINE. Un exceptionnel numéro à l'occasion du dixième anniversaire de la revue avec des études sur l'Etat, l'intégration régionale, la place de l'Afrique dans les bouleversements internationaux et les relations avec la France. (Nº 39, septembre, trimestriel, 80 F. – Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris.)

■ NON A L'APARTHEID. Un dossier sur la violence en Afrique du Sud et une *réflexion sur la « double morale » des autorités* helvétiques. (Nº 57, octobre, bimestriel, 2 FS. – CP 2536, 1211 Genève 2.)

■ ÉTUDES. Le bilan d'une année de l'après-Stroessner au Paraguay, la question du vieillissement en Europe, et deux réflexions : l'avenir du marxisme et la nature de la modernité. (Nº 5, novembre, mensuel, 48 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ LA REVUE NOUVELLE. Le monde selon le GATT : comment *les Etats-Unis* et la CEE entendent en faire une machine de guerre économique au détriment des pays du *Sud, qui tentent de négocier quelques maigres* parades. (Nº 11, novembre, mensuel, 260 FB. – Chaussée de Gand, 14 - 1080 Bruxelles.)

■ M. Un numéro spécial sur le Brésil entièrement écrit par des Brésiliens. Notamment un entretien avec Lula sur le Parti des travailleurs et la rénovation de la gauche, et un article sur le coût social de la modernisation conservatrice. (Nº 42, décembre, mensuel, 40 F. – 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)

■ QUADERNI INTERNAZIONALI. Un numéro sur « Le non de Cuba » avec des articles de Paul Sweezy et Susan George et les minutes d'une conversation entre *Castro* et Berlinguer. (Nº 4, octobre, 3 numéros par an, 14 000 lires. – Via dei Piceni 12, 00185 Rome.)

■ CLAVES. Une réflexion sur l'unification allemande, un entretien avec Gabriel Garcia Marquez sur l'évolution du régime cubain. (Nº 7, mensuel, novembre, 500 Pta. – Miguel-Yuste, 40, 28037 Madrid. Tél. : 337-82-00.)

■ NACLA. A l'heure où sont rendues publiques les lettres échangées entre M. Fidel Castro et Khrouchtchev lors de « la crise des *fusées » en 1962, cette revue fait le point sur* les relations entre les Etats-Unis et Cuba aujourd'hui. (Vol. XXIV, nº 3, novembre, 4 dollars. – 475, Riverside Drive, Suite 454, New-York, NY 10115.)

■ OBSERVATION ET DIAGNOSTICS ÉCONOMIQUES. Une réflexion sur le yen et les échanges extérieurs du Japon et une étude comparée des mesures de la pauvreté et des politiques sociales en France, RFA et Royaume-Uni. (Nº 33, octobre, trimestriel, 95 F. – OFCE, 69, quai d'Orsay, 75007 Paris. – Tél. : 45-55-95-12.)

■ FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW. Une enquête sur les diverses communautés asiatiques installées aux Etats-Unis. (22 novembre, hebdomadaire, 22 dollars Hongkong. – GPO Box 160, Hongkong.)

■ FUTURIBLES. Une étude de Jean Gadrey sur la « société de services », qu'il n'assimile pas une « société de serviteurs » *(voir l'article d'André Gorz dans le Monde diplomatique* de juin 1990) ; un réquisitoire de Mahdi Elmandjra contre l'attitude de l'Occident dans le Golfe. (Nº 147, octobre, mensuel, 50 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07. – Tél. : 42-22-63-10.)

■ TERMINAL. Au sommaire de cette revue, désormais diffusée en kiosque, un dossier sur « les exclus de l'informatique ». Egalement une étude sur la fin de la pénurie d'informaticiens. (Nº 51, octobre-novembre, bimestriel, 35 F. – 18, rue de Châtillon, 75014 Paris.)

■ ALLIAGE. Un dossier sur les limites de la vulgarisation scientifique, lorsqu'elle ne s'accompagne pas d'une réflexion politique. (Nº 5, automne, trimestriel, 69 F. – ANAIS, 78, route de Saint-Pierre-de-Féric, 06000 Nice.)

■ SCIENCE ET TECHNOLOGIE. Un grand dossier sur les changements climatiques et la manière de faire face au réchauffement de la Terre. (Nº 31, novembre, onze numéros par an, 40 F. – 14, rue de Savoie, 75006 Paris.)

■ *LA REVUE DE L'IRES.* Une étude sur le rétablissement du profit dans l'industrie française entre 1983 et 1988, et un panorama des modes d'insertion professionnelle des jeunes en Europe. (Nº 4, automne, trimestriel, 130 F. – 1, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.)

■ PEUPLES EN MARCHE. Un exceptionnel dossier pédagogique pour initier les élèves du primaire aux problèmes des pays du Sud : « Les petits mégots ». (Nº 54, octobre, mensuel, 15 F, et 40 F le dossier exceptionnel. – 10, rue Lanterne, 69001 Lyon.)

■ RAISON PRÉSENTE. Une livraison consacrée à « L'école dans une société divisée » avec, en particulier, une étude sur la manière dont un « relativisme culturel abstrait et dogmatique » apporte de l'eau au moulin de la *théocratie. (Nº 96, 4e trimestre, trimestriel,* 65 F. – Nouvelles éditions rationalistes, 14, rue de l'École-Polytechnique, 75005 paris.)

■ CAHIERS PÉDAGOGIQUES. Un dossier complet sur toutes les formes de violence à l'école ainsi qu'un ensemble de solutions proposé. (Nº 287, octobre, mensuel, 40 F. – 20, résidence des Pyrénées, 31450 Ayguesvives.)

■ RELATIONS. Un dossier sur les problèmes de la ville : attraits, peurs, culture, écologie et spiritualité. (Nº 564, octobre, mensuel, 3 dollars can. – 25, rue Jarry Ouest, Montréal H2P 1S6.)

■ ACTUEL MARX. Autour du thème « Liberté, égalité, différences » avec un texte d'Etienne Balibar sur « Droits de l'homme » et « Droits du citoyen ». (Nº 8, 1990, semestriel, abonnement un an : 190 F. – 156, avenue Parmentier, 75010 Paris.)

Le prix de l'édit de Nantes décerné à la commission Vérité et réconciliation au Chili

A l'issue du colloque « La force du droit », co-organisé par la ville de Nantes et *le Monde diplomatique*, les 14 et 15 novembre dernier, le prix de l'édit de Nantes a été décerné à la commission Vérité et Réconciliation, créée en avril 1990 par le président du Chili, M. Patricio Aylwin. Ce prix, dont le jury, présidé par le maire de Nantes, M. Jean-Marc Ayrault, comprenait une dizaine de personnalités internationales du droit, vise à récompenser *« tout citoyen ou tout organisme œuvrant à l'instauration et au respect de l'Etat de droit »*. On sait que la commission Vérité et réconciliation a été désignée pour faire la lumière sur les crimes contre les droits de l'homme commis au Chili sous la dictature du général Pinochet.

les livres

L'ESPAGNE MACABRE

Entrez dans la danse

MAZURKA POUR DEUX MORTS, de Camilo José Cela (traduit de l'espagnol par Claude Bourguignon), Julliard, Paris, 1990, 293 pages, 140 F.

LA mazurka *Ma petite Marianne* est la danse macabre qu'un accordéoniste aveugle n'interprétera que dans deux occasions solennelles : en novembre 1936, à la mort d'Afouto le Courageux, tué d'une balle dans le dos, et en janvier 1940, lorsque son assassin, Fabian Minguela alias le Mort, succombera aux morsures de deux chiens. Les deux uniques dates d'exécution de la mazurka encadrent la durée du nouveau roman de Camilo José Cela (prix Nobel de littérature, 1989).

En toile de fond dès le début, la guerre civile espagnole pénètre la seconde moitié du roman. S'étant immédiatement rangée du côté des « nationalistes » de Franco, la Galice n'a pas connu la guerre à proprement parler mais ses ricochets : les règlements de comptes, les peurs, l'élimination pure et simple des républicains, au cours de la rituelle et euphémique « promenade » (ou « corvée de bois »). *« La guerre, c'est l'homme qui l'a perdue »*, déclare le narrateur, renvoyant ainsi dos à dos les belligérants qui ont fait de l'Espagne *« un cadavre »*.

Fortement ancrée dans cette époque, *Mazurka pour deux morts* échappe pourtant à la temporalité, mélange le temps du récit à celui de l'histoire dans une circularité, un vertige de mots, un flot qui n'est pas sans rappeler Céline. Dans cette longue histoire sans chapitres, un chapelet de morts, une enfilade de scènes, de portraits et de dialogues s'enchaînent au gré de la seule fantaisie de Camilo José Cela sur un rythme de litanie, lancinant et syncopé à la fois, tel un *romance* d'aveugle.

Ponctué par une bruine incessante et le grincement des essieux, le récit a la saveur âcre du terroir galicien – le berceau de Cela, – avec ses remèdes telluriques, sa légende du loup-garou, sa promiscuité des humains et des animaux.

Mythologie d'une région, le roman se lit comme une épopée à l'envers, un cirque de monstres, une cour des miracles où le réalisme sordide rejoint le fantastique, où l'horreur banalisée amplifie et l'horreur et la banalité, où le sexe, à fleur de texte, éclate, sauvage et primaire, sans joie. Seuls deux ou trois personnages lucides se sauvent miraculeusement de cette apocalypse, capables qu'ils sont encore d'éprouver une vague et délicate tendresse.

AMER et provocateur, Camilo José Cela réussit à nous faire goûter une langue dotée d'une richesse euphorique que le traducteur, malgré la difficulté de la tâche, a su transmettre avec bonheur. Il semble que l'auteur partage avec les enfants le goût sensuel des gros mots et du parler cru, comme s'il croyait à la fonction cathartique de la scatologie du verbe.

Mazurka pour deux morts, contre toute attente, défoule l'angoisse et libère le lecteur, tout en le laissant sur le fil extérieur du récit tendu et circulaire, sans repères ni moyens de s'identifier à rien si ce n'est à la condamnation sans appel de l'absurde barbarie, dans le tourbillon d'une danse à trois temps.

MARIE-CLAUDE DANA.

EUROPE

LES ESPAGNOLS (de la Movida à l'Europe). – Thierry Maliniak

★ Centurion, Paris, 1990, 276 pages, 99 F.

Depuis bientôt dix ans, l'Espagne est gouvernée par les socialistes. Dans tous les domaines de la vie, les choses ont énormément bougé, tellement vite parfois que les acteurs de la politique nationale eux-mêmes ont donné l'impression d'être, par moments, débordés. Thierry Maliniak connaît à fond le moderne labyrinthe espagnol. Il évalue les conséquences de tous les bouleversements, de tous les chambardements récents : entrée dans la CEE, régionalisation, problème basque, restructuration industrielle, éclatement culturel... Il n'oublie pas de décrire avec talent cette Movida qui a passionné récemment l'Europe et qui est une sorte de frénésie madrilène visant à transformer la vie quotidienne, surtout nocturne, en œuvre d'art éphémère.

D'autres événements s'annoncent en Espagne : Jeux olympiques de Barcelone, Exposition universelle de Séville, cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique... Le livre de Thierry Maliniak nous fournit par avance les clés, les raisons, nous permettant de mieux mesurer combien ils vont encore changer la face de la nouvelle Espagne.

I. R.

FRANCE, EUROPE DU SUD. – Sous la direction de Robert Ferras, Denise Pumain, Thérèse Saint-Julien

★ Hachette - Reclus, Compagnie financière de l'Union européenne, Paris, 1990, 479 pages, 398 F.

C'est une œuvre de grande envergure qu'a entreprise le groupement d'intérêt public Reclus, dirigé par M. Roger Brunet : la publication des dix volumes d'une géographie universelle. Le premier des volumes régionaux est consacré à la France et à l'Europe du Sud (Portugal, Espagne, Italie, Grèce). Son originalité est de rompre avec la division traditionnelle entre géographie physique et géographie humaine et de présenter des chapitres synthétiques intégrant l'ensemble des données.

Chaque pays fait d'abord l'objet d'une « prise de vue » le replaçant – avec ses atouts et ses faiblesses – dans le contexte mondial, puis d'une étude de ses contrastes ou déséquilibres de tous ordres. Viennent ensuite des monographies régionales. Le tout est illustré par des cartes, schémas et photographies, et complété par une bibliographie, une table des cartes et illustrations ainsi que par un double index : des lieux et des thèmes. Un magnifique outil – et pas seulement de travail – qui atteste de la remontée en puissance de la géographie.

BERNARD CASSEN.

L'AFFAIRE KRAVTCHENKO. – Nina Berberova

★ Actes Sud, Arles, 1990, 292 pages, 125 F.

Depuis longtemps déjà exilé, l'écrivain russe Nina Berberova assiste, à partir de janvier 1949, à Paris, au procès opposant un ancien fonctionnaire soviétique, Kravtchenko, à l'hebdomadaire communiste *les Lettres françaises*. Ses notes, aujourd'hui publiées, plongent le lecteur dans la terrifiante atmosphère de la guerre froide.

Alors que les Etats-Unis vont s'enfoncer dans le maccarthysme, des avocats, des intellectuels soutiennent à Paris les mensonges en provenance directe de Moscou. Certains se réveilleront vite ; d'autres demeureront staliniens jusqu'à la dernière heure.

Au cours du procès, un « témoin » soviétique affirma : *« Nous détournons vers le sud des fleuves qui coulaient vers le nord. »* L'URSS paie aujourd'hui le prix de cette démence économique et spirituelle.

JACQUES DECORNOY.

REPORT ON THE MURDER OF THE GENERAL SECRETARY. – Karel Kaplan

★ I. B. Tauris, Londres, 1990, 323 pages, 19,95 livres.

Chargé en avril 1968, durant le « printemps » de Prague, d'assurer le secrétariat de la commission Piller sur la réhabilitation des victimes du stalinisme en Tchécoslovaquie, Karel Kaplan a eu accès aux archives les plus secrètes.

Elles permettent de comprendre la genèse de l'inculpation de Rudolf Slansky et les interventions directes de Staline et des « conseillers » soviétiques dans toutes les étapes de la mise en scène du procès qui devait aboutir à l'exécution, en février 1952, de l'ancien secrétaire général du Parti communiste et de plusieurs de ses compagnons. Arthur London, qui a échappé à la potence, racontera dans un livre célèbre, *l'Aveu*, son histoire.

L'ouvrage de Kaplan (1) donne accès, pour la première fois, aux coulisses d'un de ces grands procès qui émaillèrent l'histoire de l'Europe de l'Est après la seconde guerre mondiale.

ALAIN GRESH.

(1) Une édition en français, abrégée, paraît ce mois-ci sous le titre *Procès politique à Prague*, Complexe, Bruxelles.

AMÉRIQUES

IT DID HAPPEN HERE. Recollection of Political Repression in America. – Bud Schultz et Ruth Schultz

★ University of California Press, Berkeley, Etats-Unis, 1989, 427 pages, 12,95 dollars.

« Quand, dans le cours de l'histoire humaine, il devient nécessaire pour un peuple... – Arrête ton bla-bla communiste », répond le policier qui s'apprête à arrêter le syndicaliste Pete Muselin. Celui-ci récitait en fait la Déclaration d'indépendance, le document fondateur de la démocratie américaine.

Le livre de Bud et Ruth Schultz montre que la meilleure des démocraties part inéluctablement à la dérive sans une vigilance de tous les instants. Il rassemble vingt-sept témoignages courts, incisifs, précis et documentés, d'hommes et de femmes persécutés pour leurs idées au pays de la statue de la Liberté : du syndicalisme des années 10 au reaganisme, en passant par le maccarthysme et la répression des mouvements anti-Vietnam ou de la lutte pour l'égalité raciale dans les années 60. Il y est question d'arrestations arbitraires, de faux témoins, de procès truqués, d'intimidations, de provocations, d'infiltration et de manipulation. On y parle de l'impunité de la police, d'intrusion dans la vie privée, de tentatives de meurtre perpétrées par les services secrets.

L'ouvrage réalise un bon équilibre entre la narration, la confession personnelle et l'explication historique et juridique. Il s'en dégage une formidable leçon de courage et l'idée qu'en matière de libertés rien n'est jamais acquis.

ISABELLE GRUNBERG.

L'ARGENTINE AUJOURD'HUI. – Jean-Yves Merian

★ Les éditions du Jaguar, Paris, 1990, 240 pages, 130 F.

Fort bien illustrée d'une centaine de photos en couleur, de cartes et de plans, une présentation synthétique de l'Argentine d'aujourd'hui : géographie, peuplement, histoire, religions, arts, économie. Pour un pays aussi complexe, il n'est pas facile d'être à la fois bref et exact, et l'auteur, ancien conseiller culturel à Buenos-Aires, réussit pleinement l'exercice. La seconde partie du livre, composée d'une série de monographies sur la capitale et les principales villes de province, montre l'extraordinaire diversité d'un Etat que l'on réduit trop souvent à sa métropole. Une initiation au voyage, mais aussi un excellent aide-mémoire sur un pays qui, comme le dit Jean-Louis Buchet, ressemble *« à une Europe au temps arrêté, brisée sur le chemin de la gloire et qui n'est pas sans rappeler ces pays de l'Est qui émergent aujourd'hui à la liberté »*.

B. C.

VOYAGE EN ESTONIE

Au service de l'arbitraire

LE DÉPART DU PROFESSEUR MARTENS, de Jaan Kross (traduit de l'estonien par Jean-Luc Moreau), Laffont, Paris, 1990, 336 pages, 135 F.

UN an après *le Fou du tzar* (Prix du meilleur livre étranger en 1990), Laffont nous propose un deuxième roman de Jaan Kross, lui aussi axé autour d'un personnage historique. D'origine modeste, Friedrich Martens est Estonien ; il a des titres : professeur de droit international à Saint-Pétersbourg, auteur d'ouvrages de référence, théoricien et systématisateur, représentant de la Russie à maintes conférences internationales, membre actif de l'Institut de droit international, candidat malheureux au prix Nobel de la paix, arbitre de renom... Un itinéraire qui rappelle celui d'un autre Martens, Georg Friedrich, né quatre-vingt-neuf ans plus tôt, un « classique » qui avait dirigé la chaire de droit international à Göttingen, joué un rôle central dans l'éphémère Etat napoléonien de Westphalie, participé au Congrès de Vienne, siégé à la Diète allemande...

Son itinéraire, nous le parcourons avec lui au cours d'un monologue intérieur. Il est parti en train pour un voyage qu'il ne terminera jamais et, tout en traversant son Estonie natale et quasiment oubliée, il se prend à mettre en question la clé de voûte de son existence : le prix de la réussite. Car, sans être un inconditionnel de l'absolutisme tsariste, Martens l'a loyalement servi. Sa critique est toujours restée allusive. C'est qu'il a besoin d'être reconnu : sa vie a été pétrie de volonté et d'acharnement, de soumission et de zèle, de collaboration, de compromis. Au fil des pages, sa réflexion se fait de moins en moins complaisante, de plus en plus lucide ; il finit par reconnaître qu'il est responsable plus qu'autrui car *« nul ne voit mieux que moi les choses dans leur ensemble... (...) Cette machine* (d'Etat), *ne peut-on pas aller jusqu'à dire que je lui ai fourni une part tout à fait essentielle du combustible dont elle avait besoin pour fonctionner pendant ces années de massacres ? »*

Plusieurs miroirs l'assistent dans cette descente aux enfers de sa conscience : sa femme d'abord, avec qui il a décidé d'être totalement sincère, compagne omniprésente et protectrice. Son neveu révolutionnaire, courageux, troublant, peut-être envié. Et puis Georg Friedrich, son double, à qui il est conduit à s'identifier, dont il retrace la vie à la première personne... Enfin, seul être vivant dans cette galerie du souvenir, une compagne de voyage qui ne cessera de le surprendre, de l'irriter, de le captiver : cette jeune intellectuelle socialiste n'est autre que la future femme de lettres finlandaise Hella Wuolijoki, née estonienne, inspiratrice de Brecht... A Valga, où elle le quitte, notre sexagénaire alerte des premières pages n'est plus qu'un vieillard pitoyable et émouvant, qui tente en vain de la retenir, et avec elle le flux vital qui l'abandonne.

LES relations politiques, le droit international forment la matière de ce roman, lui aussi richissime et instructif, qui nous promène de Portsmouth à Bruxelles, de Hambourg à cette petite Estonie, celle des artistes, des Kunileid et des Kapp, des artisans de l'indépendance, les Tonisson et les Puusepp...

Comparé à Timothée von Bock, le « fou du tzar », qui avait fait le choix dangereux, le choix de rester fidèle à la vérité, Martens n'a rien d'un « héros positif ». Mais sa mesquinerie, sa vanité, sa condescendance, en font une figure profondément réelle. Dans la palette des réponses possibles à l'arbitraire il représente le choix non héroïque, le choix de la demi-mesure, qui n'en est peut-être que plus humain...

EVA TOULOUZE.



du mois

PROCHE-ORIENT

LES CHEMISES JAUNES. Chronique d'une extrême droite raciste en Israël. – Simon Epstein

★ Calmann-Lévy, Paris, 1990, 333 pages, 140 F.

Secrétaire général du Mouvement sioniste de France en 1972, citoyen israélien depuis 1974, chercheur spécialiste de l'antisémitisme, Simon Epstein a entrepris l'analyse du mouvement israélien de type fasciste Kach, dirigé par le rabbin Kahane, qui fut assassiné à New-York en novembre. Il évoque les conditions de son émergence dans la société israélienne puis, sous forme chronologique, cerne les mythes qu'il développe, ses discours, ses pratiques – *terroristes*, – son mode de fonctionnement, et les met en parallèle avec ceux des partis nazis européens. Il étudie les raisons de son influence et les capacités de réaction de la société et de l'Etat d'Israël.

On reprochera sans doute à Simon Epstein de placer volontairement entre parenthèses les pratiques de l'Etat d'Israël dans les territoires palestiniens occupés et les discriminations civiques, économiques... dont sont effectivement victimes les citoyens arabes israéliens dans leur pays, ce qui lui permet de conclure que le mouvement de Kahane est la première organisation raciste née en Israël. On comprend en revanche qu'il souhaite ne pas banaliser un mouvement qu'il identifie au nazisme.

ISABELLE AVRAN.

HENRY CORBIN. La topographie spirituelle de l'islam iranien. – *Daryush Shayegan*

★ Editions La Différence, Paris, 1990, 305 pages, 138 F.

A travers l'itinéraire intellectuel et spirituel du grand spécialiste du chiisme, Henry Corbin, l'auteur s'interroge sur la dichotomie des cultures et sur la double incomplétude de la culture occidentale et de la culture iranienne. On retiendra la difficulté, pour les sociétés dominées, de redéfinir une unité, une totalité cohérente, les dangers d'une « *occidentalisation inconsciente* ». C'est ce que Georges Corm appelle « *modernité inaccomplie* » (1). On retiendra aussi les réductions, les amputations subies par l'Occident lui-même : atomisation de la société, risque d'unidimensionnalité, domination de la technique, divorce entre spiritualité et raison, « *intellect et psyché* »... « *Du fait de sa domination planétaire* », l'Occident « *a rompu tout dialogue réel entre les civilisations* » et ne parvient pas à élever sa pensée à hauteur des enjeux de la mondialisation des sociétés et des cultures.

CLAUDE LIAUZU.

(1) *Cf.* Georges Corm, *l'Europe et l'Orient*, La Découverte, Paris, 1989.

L'AVENIR DU LIBAN DANS LE CONTEXTE RÉGIONAL ET INTERNATIONAL. – Sous la direction de Paul Balta et Georges Corm

★ Les éditions ouvrières / Etudes et documentation internationales, Paris, 1990, 310 pages, 115 F.

Avec l'élimination du général Aoun et le rétablissement d'une présidence unique, un timide espoir de détente est perceptible au Liban. Le livre dirigé par Paul Balta et Georges Corm permet de faire le point sur une crise aux multiples facettes : sociale, religieuse, institutionnelle. Une partie importante est consacrée aux ingérences régionales et à celles des grandes puissances. Une chronologie détaillée et plusieurs documents complètent l'ouvrage.

A. G.

SAUDI-YEMENI RELATIONS. – F. Gregory Gausse III

★ Columbia University Press, New-York, 1990, 233 pages.

Un des aspects relativement méconnu de la crise actuelle dans le Golfe réside dans la complexité des relations entre l'Arabie saoudite et le Yémen. L'unification des deux Yémens, le 22 mai 1990, a concrétisé un des cauchemars des dirigeants wahabites : désormais, sur leur flanc sud, se dresse un État plus peuplé que le leur, avec une armée plus nombreuse et qui n'a pas abandonné le rêve de récupérer certaines provinces conquises par Ibn Saoud en 1934. Le livre de Gregory Gausse analyse longuement la guerre du Yémen du Nord, entre 1962 et 1970, quand Ryad intervenait contre les républicains aidés par Nasser ; il couvre aussi toute la politique des wahabites contre la République « marxiste » du Sud et pour tenter de garder, à travers des alliances tribales, une prise sur les évolutions au Nord. Une courte postface couvre les événements d'après 1982.

A. G.

ATLAS DU MONDE ARABE. – Rafic Boustani et Philippe Fargues

★ Bordas, Paris, 1990, 144 pages, 248 F.

Avec ses 267 cartes et graphiques, cet atlas se fixe pour but de faire comprendre le monde arabe dans toutes ses composantes. Si on y trouve tous les éléments caractéristiques de ce type d'ouvrage (frontières, populations, minorités), d'autres chapitres sont consacrés à des dimensions souvent oubliées : la société, la culture, l'agriculture, l'intégration régionale. Une partie est consacrée aux « pièces du puzzle » palestinien et une banque de données offre au lecteur les principaux chiffres sur chacun des pays arabes.

A. G.

AFRIQUE

FEMMES SAHRAOUIES. – Christiane Perregaux

★ L'Harmattan, Paris, 1990, 191 pages, 95 F.

Permettre aux femmes sahraouies de dire leur engagement quotidien pour l'indépendance de leur pays, tel est le but de cet ouvrage, non dénué de lyrisme et d'une pointe d'idéalisme, écrit par une enseignante de l'université de Genève. Pour faire aimer ces femmes et faire comprendre leurs traditions, elle accorde la parole à Maryam, artisane, à Seania Ahmed, veuve d'un combattant et administratrice d'une des quatre wilayas sahraouies, à Khadidjatou, jeune gynécologue formée en Amérique latine, ainsi qu'à nombre d'autres « *blessées dans leur âme et leur chair* ».

ODILE FELGINE.

AFRICA SOUTH OF THE SAHARA 1991. –

★ Europa, Londres, 1990, 1 145 pages, 110 livres.

Vingtième édition d'un annuaire classique qui permet de faire le point sur les évolutions en Afrique, sur le travail des organisations régionales et internationales ainsi que sur chaque pays dont l'histoire, la géographie, l'économie sont examinées en détail. Des statistiques, des adresses et une bibliographie.

A. G.

LA PHILOSOPHIE AFRICAINE DE LA PÉRIODE PHARAONIQUE. 2780-330 avant notre ère. Théophile Obenga

★ L'Harmattan, Paris, 1990, 567 pages, 320 F.

Disciple de Cheik Anta Diop, l'auteur cherche dans la philosophie de l'Egypte pharaonique les fondements de la pensée et de la tradition africaines. A cet effet, il utilise les textes égyptiens originels dont la traduction ouvre une fenêtre, pour le lecteur non initié, sur la cosmologie, la théologie et la morale des anciens Egyptiens. Il montre ensuite leur influence sur le langage et la philosophie négro-africains.

M. P.

LA CORNE D'AFRIQUE. – Carol Beckwith, Angela Fisher (photos) et Graham Hancock

★ Editions du Chêne, Paris, 1990, 320 pages, 540 F.

La fascinante corne d'Afrique, berceau de l'humanité, a longtemps été coupée du monde. Dans leur superbe album photographique, deux artistes américaines magnifient le « *pouvoir de résistance* » de ces peuples si divers, à l'origine d'expressions artistiques d'une grande beauté. Art éblouissant hérité de Byzance chez les chrétiens d'Abyssinie, étonnante tradition juive falacha, architecture syncrétique du mausolée islamo-animiste de Cheikh Hussein, orfèvrerie bédouine rashaida...

O. F.

ÉCONOMIE

DES ÉCONOMISTES AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON OU LA GRANDE MASCARADE DES PRÉDICTIONS. – Bernard Maris

★ Albin Michel, Paris, 1990, 336 pages, 120 F.

Iconoclaste, caustique, insolent, provocateur, impudent, hilarant, un professeur d'Université s'en prend avec une délectation gourmande de fin connaisseur aux modernes Diafoirus de la *prévision* et de la *politique* : les économistes. Casuistes satisfaits d'une fausse science, découvreurs infatigables d'idées reçues, pédants pédagogues, gonflés de fausses statistiques et de chiffres invérifiables, ils s'imposent partout en pontifs des « grands équilibres », de l'« ajustement structurel », de la « contrainte extérieure » ou de l'« horizon 93 », dont l'essentiel de l'activité consisterait à expliquer après coup les événements qui contredisent leurs savantes prédictions.

Tous y passent ou presque, peu en réchappent. Qu'il s'agisse de planification ou de guerre économique, du marché ou des finances publiques, du chômage ou de l'aide au tiers-monde, les dégâts provoqués par ces « *savants ignorants* » ne se comptent plus. Souvent excessif, parfois injuste, l'auteur croit que l'économie repose sur quelques notions simples, accessibles à tous et depuis longtemps *exposées par quelques hommes réfléchis*.

CHRISTIAN DE BRIE.

RELIGION

LES PAUVRES : CHOIX PRIORITAIRE. – Clodovis Boff et Jorge Pixley

★ Editions du Cerf, coll. « Libération : économie, société, théologie », Paris, 1990, 240 pages, 135 F.

La nouvelle collection du Cerf, qui bénéficie du soutien d'un impressionnant comité de patronage, vise à faire connaître la cinquantaine d'ouvrages publiés de 1986 à 1990 dans la mouvance de la théologie de la libération latino-américaine. Deux théologiens, Clodovis Boff et Jorge Pixley, montrent ici les cheminements du « *choix prioritaire des pauvres* ». Pauvreté économique, pauvreté sociale, pauvreté spirituelle... « *Prioritaires* », ce qui signifie que les pauvres ne sont pas seuls ; ils ne sont pas non plus seulement des prolétaires et détruire la misère ne met pas fin à la souffrance.

Ce livre souligne l'urgence de l'action. Et qu'une réflexion théologique sur la pauvreté, non pas subie mais voulue, est un ferment révolutionnaire périlleux pour l'actuel ordre dominant.

J. D.

Les aventureux de la ligne B

Par YVES FLORENNE

A peine ce voyage bouclé (1), on ne résiste pas à y inviter le lecteur. Dans un fauteuil, pour commencer. Mais qui sait si la tentation ne lui viendra pas de marcher sur les traces de cet homme jeune et de cette jeune femme, liés, ils tiennent à le marquer, par pure et simple camaraderie, ce qui purifie du même coup le voyage de toute distraction accessoire. Il convient d'avertir qu'ils y ont risqué allègrement leur vie, bien plus sûrement que dans quelque Paris-Dakar, avec beaucoup moins de profit, sinon intellectuel et affectif. Le moyen de transport choisi est le plus harassant, brutal, agressif, sauvage, inhumain qu'on doive au sadisme inventif du progrès : le RER. Au point que nos voyageurs se virent bloqués dans les souterrains de la gare du Nord, en attendant longuement d'être dévoyés. Leur propre voie venait d'être barrée par une tête coupée. A la vérité, par les soins désespérés de son possesseur.

Au commencement pourtant, point d'obstacle pour le plus long demi-parcours de la ligne B qui allait conduire d'une traite nos aventuriers jusqu'au bout : Roissy. A seule fin d'en revenir, pour des étapes n'excédant pas deux minutes. Mais commençaient alors les marches épuisantes à travers le pire labyrinthe, à la double recherche de l'objet de leur quête et d'un hôtel toujours comble. D'autant qu'il leur fallait – exigence incompréhensible – deux chambres. Leur projet, ou leur rêve, avait été bien différent : « *Ils ne feraient rien que de très ordinaire : ils laisseraient couler le temps, celui de tous les jours.* » Avec tout de même une ambition : ils iraient « *voir la vraie vie* ».

VA-T-EN voir ! Ce fut la « *dernière ferme* », puis l'« *utilitarisme absolu* », régi par un principe moderne de l'habitat, exprimé en une sorte d'allemand : « *Existenzminimum* ». Cet état présent de la compression maximum, c'est déjà l'avenir. Ne prévoit-on pas, au train où est lancée la démographie, que chaque humain (si ça existe encore) disposera d'un mètre carré de la surface du globe. Ce qui facilitera les rencontres.

Pour l'instant, pis que les vieilles baraques lépreuses, croulantes mais habitées, ces « barres » monstrueuses dégradées, désertées, ces tours abattues... Nos auteurs tentent une émouvante défense de Le Corbusier. L'église d'Assy, bien sûr. Mais les « machines à habiter »... Et puis, quelle ignorance ingénue du passé de son art ! « *Quand les cathédrales étaient blanches* »... Alors qu'elles furent enluminées par une polychromie exaltée, comme dans la vision de Hugo. Et puis, ce fut la crasse. Et les nettoyages éphémères. Enfin, quand il en reste dans ce qui fut un pays – Saint-Denis demeure décente – partout à l'entour : « *Camions, freins, démarrages, camions, grincements, hurlements* », voies ferrées et autoroutes entremêlées dans leur fracas sans repos, avions sur la tête... « *l'enfer, l'enfer, l'enfer...* »

Mais n'est-ce pas en enfer qu'on trouve les hommes restés humains ? Les hommes, à commencer, bien entendu, par les femmes. Ils en verront de toutes sortes et de toutes les couleurs. Pour les découvrir, suivez vos guides, en vous épargnant leurs fatigues et leurs épreuves. Restent les ombres les plus noires. Un seul nom : Drancy. D'où l'on partait pour ne jamais revenir. Déjà, ce camp de la mort prochaine annonce rétrospectivement cette route de Paris où Daladier, retour de Munich, s'attendait à être reçu sous les pierres : il fut acclamé. « *Les cons !...* », grogna-t-il. N'était-il pas le premier d'entre eux ? Après, hiérarchiquement, mais irresponsable, le président de la République. Il faut pourtant savoir que les enthousiastes éperdument reconnaissants, qui présentaient la forme brute et sans contrition du « *lâche soulagement* », n'étaient qu'une centaine de mille, alors que quinze millions de Français s'étaient déclarés contre Munich. Les autres voulaient simplement qu'on leur fiche la paix. Ils seront servis.

C'est ici qu'on quitte le Nord pour le Sud. Traversée souterraine de Paris, rencontre de la tête coupée. Et soudain, « *le soleil, l'air plus léger...* » Un peuple bourgeois, sans doute. Mais des maisons humaines, aimables et parfois belles. Et puis, très vite, « *la Suisse parisienne* ». Ce qui reste de la Bièvre sous le ciel, moins ses castors. Compensation : Hugo et ses amours, Ronsard, Péguy... Mais d'abord l'incroyable : touchant Paris, Arcueil, qui conserve 25 % de population ancienne. Une famille peut prouver une noblesse parfaitement roturière, de trois cent vingt et un ans pour ses deux branches. Plus loin, les hommes et leurs œuvres ne sont pas si oppressants qu'ils n'aient laissé une large place aux écureuils. Au bout de cette « ligne de Sceaux » – à trente kilomètres de la porte de Châtillon, – Saint-Rémy-lès-Chevreuse, et son butoir. Et tout près, dans ses bois, la retraite des solitaires persécutés : Port-Royal-des-Champs. Mais depuis longtemps, nous avons fait, avec nos promeneurs enfin reposés, enfin respirant, cette découverte inouïe : *un paysage*.

Une autre nous avait moins ravi. Si jeune qu'il soit, François Maspero ne l'est pas assez pour ignorer à ce point une histoire à peine plus jeune que lui. Nous avons suffisamment dit notre plaisir, à le lire, pour garder sur le cœur un vif déplaisir. Rien que deux lignes, c'est assez, et c'est trop. Voici : « *L'école des cadres d'Uriage, qui fut, comme on sait, une pépinière de grands commis, du temps où la France chantait « Maréchal nous voilà... »* Ce que chacun sait, c'est radicalement le contraire : Uriage, de la droite à la vraie gauche, fut une arme de guerre contre Hitler, bien entendu, et contre Vichy et Laval. Opposition intolérable qui ne pouvait déboucher que sur le maquis. Impossible de laisser passer, ici, pareille confusion. Ne serait-ce que parce que Hubert Beuve-Méry, un des premiers enseignants d'Uriage, et scandaleux résistant deux ans avant que le mot existât, aurait ainsi compté au nombre des « chanteurs » du maréchal, confondus avec ces « grands commis » du général ! Allons ! A ce point, ce qui ne saurait être provocation n'est donc que simple étourderie de l'innocence. On ne se devait pas moins de la signaler, fût-ce à l'intention de jeunes lecteurs que cette information surprendrait.

CELA dit qu'il fallait dire, couronnons notre voyage par deux mots qui l'expriment non sans discrète émotion. L'un de François : « *Comme bien des histoires d'amour, celle de mes relations avec la ligne de Sceaux est faite de beaucoup de tendresse et d'un peu de sang et de mort.* » L'autre, d'Anaïk : « *Ce voyage, c'est fatigant comme le tournage d'un film où il n'y aurait pas de film.* » Il y en a un, pourtant : vivant, chaleureux, généreux et plein d'humour, avec presque autant d'images que de pages : ce livre, justement.

(1) *Les Passagers du Roissy-express*, François Maspero et Anaïk Frantz, le Seuil, 1990, 342 pages, 120 F.

CULTURE

PEUT-ON ENCORE ENTRETENIR LA CROYANCE EN L'ART ?

★ Evidant, Bois-le-Roi, 1990, 248 pages, 92 F.

Parmi les nombreuses suites (1) de l'article d'Yves Hélias et Alain Jouffroy, « Portrait idéologique de l'artiste fin de siècle », paru dans *le Monde diplomatique* de janvier 1990, un colloque fut organisé le mois suivant à Apt par le conseil général du Vaucluse sur le thème « Peut-on encore entretenir la croyance en l'art ». On en trouvera les principales interventions, notamment celles de Geneviève Clancy, Gérard Fromanger, Pierre Gaudibert, Yves Hélias, Alain Jouffroy, Piot Kowalski, Jacques Monory, ainsi que celles de nos collaborateurs Bernard Cassen et Ignacio Ramonet, dans l'ouvrage que publient les éditions Evidant. Les thèmes structurants : démocratie et liberté artistique, fin des sens, néolibéralisme, banalisation et cynisme, marché de l'art, autonomie et fonction critique. Une relance du débat sur la place du créateur dans un univers soumis à l'hégémonie de l'argent.

C. de B.

(1) Notamment un numéro spécial, « Artistes : les mots pour le faire » (n° 3, 1990), des *Cahiers du renard*.

LE GRAND ATLAS DES LITTERATURES.

★ Universalis, Paris, 1990, 436 pages, 580 F (à partir du 1er janvier 1991, 630 F).

Il existe, indiscutablement, un esprit Universalis ; une manière très caractéristique, exigeante, d'appréhender les faits culturels ; une démarche intellectuelle qui s'inscrit dans la meilleure tradition de l'université française.

Cet *Atlas des littératures* fait honneur à sa lignée. On y trouve le goût extrême de l'analyse complexe, la volonté de clarté et de rigueur, la saveur exquise de l'érudition.

Il ne s'agit point d'un dictionnaire ni d'une encyclopédie (on n'y trouve pas écrivains et écoles classés par ordre alphabétique), mais effectivement d'un atlas se proposant de saisir et d'expliquer les formes diverses qu'ont prises, au cours des âges et à travers l'espace, la création littéraire, la diffusion des œuvres et leur lecture.

Ce monument d'érudition, superbement illustré, rédigé par plus de cent trente auteurs, est complété par une très riche bibliographie et par un index, qui en font, de surcroît, un merveilleux outil de travail.

I. R.

SCIENCE ET PHILOSOPHIE, POUR QUOI FAIRE ? – Textes réunis et présentés par Roger-Pol Droit

★ Le Monde-Editions, Paris, 1990, 372 pages, 140 F.

« *Le Monde* », le Mans, les 29, 30 et 31 octobre 1990. Un forum, des tables rondes, des actes. Miracle : voici un ensemble de réflexions ordonnées, bien liées, d'échanges vifs entre philosophes scientifiques, juristes et politiques autour de l'une des questions qui engagent notre avenir : les nouveaux liens qui se nouent aujourd'hui entre science et philosophie. On lira cet ouvrage comme un témoignage et un appel : la philosophie a eu tort de « *faire son deuil* » de la réflexion sur les sciences (J. Petitot) ; la science « *ne peut pas échapper* » à la philosophie (H. Atlan). Malgré la faveur actuelle d'un certain biologisme, le scientisme vacille. La pensée politique se libère du même coup de la trop massive notion de progrès (G. G. Granger) à laquelle le XVIIIe siècle l'avait soumise (B. Barret-Kriegel). Les derniers développements des sciences du vivant et de leurs applications provoquent un beau « charivari » (F. Dagognet) : les bases philosophiques de notre droit et de nos morales se trouvent ébranlées. Un espace s'ouvre pour une pensée inventive, aux risques et périls de tous. On le voit ici se dessiner.

DOMINIQUE LECOURT.

ULTIMA THULÉ. – Jean Malaurie

★ Bordas, Paris, 1990, 320 pages, 495 F.

Thulé était le nom donné par les Grecs et les Romains à « *la terre la plus septentrionale du monde connu* ». Il désigne aujourd'hui le nord-ouest du Groenland, la porte du Pôle, le territoire habité situé le plus au nord de la planète. C'est là que vivent les Inuit (Esquimaux) polaires dont Jean Malaurie a magistralement décrit la culture dans un livre précédent *les Derniers Rois de Thulé* (Plon, « col. Terre humaine », Paris, 1989).

Cette région a servi, depuis le début du dix-neuvième siècle, de base à toutes les expéditions parties à la découverte du pôle Nord. Jean Malaurie retrace cette geste épique et s'interroge sur les relations complexes entre les explorateurs et les Unuit sans lesquels la conquête du Pôle eût été impossible.

Mais cette passionnante description des aventuriers de l'Arctique (illustrée de nombreux documents inédits) est aussi une étude, détaillée, scientifique, de la lente acculturation du peuple de Thulé.

I. R.

LA BIBLIOTHÈQUE IMAGINAIRE DU COLLÈGE DE FRANCE. – Préface de Frédéric Gaussen

★ Le Monde-Editions, Paris, 1990, 203 pages, 89 F.

La genèse d'une vocation de chercheur renvoie toujours à une alchimie complexe où se mêlent histoire et géographie personnelles, et influences intellectuelles. Et comment mieux mesurer l'impact de ces dernières qu'en interrogeant quelques-uns des scientifiques français les plus éminents, ceux dont la carrière a été couronnée par l'élection au Collège de France ?

Trente-cinq ont accepté le jeu, et ils nous livrent, chacun en quelques pages, les lectures qui, d'une certaine manière, sont à l'origine de leur itinéraire scientifique. Beaucoup d'entre eux reconnaissent cependant que, plus que l'écrit, c'est la parole de maîtres prestigieux qui a suscité leur vocation. De Maurice Agulhon au regretté Alfred Sauvy, en passant par François Gros, André Miquel et Jean-Claude Pecker, une extraordinaire variété de parcours où les « *grands* » *que* l'on attendait – Marx et Freud – sont pratiquement absents mais où les auteurs chrétiens, eux, sont très présents.

Est-il besoin de dire que ces professeurs savent écrire et que chacune de leurs contributions est pur plaisir pour l'esprit ?

B. C.

HISTOIRE

ANNÉES PAISIBLES A GERTLAUKEN. – Marianne Peyinghaus

★ Sorlin, Paris, 1990, 336 pages, 129 F.

Elle avait vingt ans en 1941. Elle fut, avec des milliers d'autres, volontaire pour aller travailler comme institutrice en Prusse-Orientale. La lecture de ses lettres adressées à ses parents vivant à Cologne et de son *Journal* narre sa parfaite intégration dans le système nazi, son admiration pour son frère Waffen-SS. Marianne Peyinghaus enseigne, visite (et décrit fort bien) cette région superbe, ses lacs, ses bois, elle donne ses recettes de crème fouettée et de confiture de groseilles à maquereau. Elle a entraperçu un jour des juifs parqués derrière des barricades, mais c'est l'attentat du 20 juillet 1944 contre le Führer qui l'a bouleversée. Terrifiante plongée dans le totalitarisme ordinaire, vécu comme une liberté. Les derniers mots évoquent « *les sombres forêts silencieuses* », regret des beaux jours à Gertlauken – village aujourd'hui polonais.

J. D.

CONTRE LA DÉMOLITION DE L'ÉCOLE

Les lycéens et le grand marché

Par JACQUES MUGLIONI*

EST-IL permis pour une fois de ne pas parler la langue de bois pédago-libérale par laquelle depuis tant d'années on cherche à intimider l'école et le corps enseignant ? L'économie de marché et l'empire médiatique cachent mal une intolérance ordinaire sous les apparences du laisser-faire, de l'innovation et du pluralisme. Avec les techniques de manipulation aux atours chatoyants du spontanéisme pédagogique, le cléricalisme connaît une nouvelle jeunesse. Oublierait-on la très antique collusion de la tyrannie et des puissances de séduction ?

C'est dans l'ensemble du monde occidental que l'école est emportée par cette dérive. En Amérique d'abord, il y a plus d'un demi-siècle (1), puis en Europe occidentale, maintenant en France même. Car, malgré de fâcheuses réformes, la France était longtemps restée fidèle dans l'ensemble à sa prestigieuse tradition scolaire. Mais maintenant, à l'heure de l'Europe et sous le règne sans partage du marché, cette tradition est présentée comme un handicap. La France peut-elle se permettre d'être plus longtemps encore en retard d'une régression ?

Le mensonge de la démocratisation

LE spontanéisme pédagogique ne date pas d'hier, mais c'est surtout depuis vingt ou trente ans que ses adeptes ont une influence décisive sur le pouvoir. Il consiste à déplacer l'attention de l'objet vers le sujet du savoir. L'école n'a plus vocation pour dispenser l'instruction et la culture : elle est un lieu de vie. L'essentiel n'est plus ce qu'on enseigne, les disciplines fondamentales, le contenu substantiel : il est le vécu de l'élève, ses attitudes, son comportement. A la fin peu importe la matière pourvu qu'on ait la manière.

Cette limite – une école où l'on n'apprendrait rien – n'est pas seulement théorique. Elle n'est pas loin d'être atteinte dans des pays qui sont à la pointe du développement. Car, contrairement à une opinion répandue, il n'y a pas de relation nécessaire entre la réussite économique et le niveau de culture, entre la force et l'esprit. Alors pourquoi ces projets répétitifs de réformes ayant pour seul effet de démolir l'école : dispersion des horaires, épuisement des programmes, neutralisation des examens, baisse délibérée du niveau scientifique dans la formation des maîtres ? C'est que peut-être ainsi la France va enfin pouvoir être un modèle acceptable pour l'Europe.

Dans le même temps, et non sans paradoxe, s'impose l'urgence d'une formation professionnelle adaptée aux emplois. On ne parle plus que de « qualifications », de sorte que tout enseignement qui n'aboutit pas directement à une spécialisation tenue pour compétitive est aussitôt frappé de désuétude. N'allons pas jusqu'à dire que la jeunesse est enrégimentée. Mais enfin le choix tant vanté d'études aboutissant à une profession est-il vraiment libre ? *« La chose la plus importante à toute la vie est le choix du métier : le hasard en dispose »*, note Pascal. En l'absence d'une instruction scolaire générale et solide, ce sont les circonstances familiales, le quartier, la pression du milieu, qui décident de presque tout.

Moins l'école s'attache à instruire, moins elle a de rigueur et, osons dire, d'authentique sévérité, plus l'élève reste soumis à l'arbitraire du marché et livré à l'injustice sociale (2). Ce qu'exigent aujourd'hui les conseillers tout puissants du Prince, c'est la reddition sans condition de l'école à la société civile.

Tant que l'inspiration républicaine a prévalu dans le camp socialiste, la volonté démocratique ne portait pas à la démolition de l'école, mais aux réformes sociales destinées à lever les obstacles interdisant aux plus démunis de confirmer par de plus longues études leur réussite scolaire. Ce projet a été renversé. Au moment même où, laissant libre cours au règne de l'argent, on renonce aux réformes sociales, les réformes scolaires tendent à abaisser le niveau des études, notamment par l'inflation des options jusqu'à ce qu'on puisse brandir des statistiques faisant apparaître 80 % de bacheliers pour une classe d'âge.

Belle réussite en effet ! Il en résulte des classes surchargées où des élèves sont, pour ainsi dire, assignés à résidence, quand bien même ils sont peu portés vers les études proprement scolaires, ce que mettent en évidence les résultats et les effets réels.

Les inconvénients qui découlent de cette situation sont manifestes : d'un côté la pénurie en partie artificiellement créée de locaux, mais surtout de professeurs qualifiés ; de l'autre, le rejet de l'école avec le développement fort compréhensible de la petite délinquance, la désorientation du plus grand nombre, enfin une entrée de plus en plus tardive dans la profession, ce qui présente l'avantage de ne pas aggraver le taux officiel du chômage.

Les professeurs, nouveaux domestiques

QUI peut alors nier que l'optimisme statistique soit en raison inverse de la justice sociale ? Des élèves ayant peu d'inclination naturelle pour les études spéculatives – ils avaient peut-être d'autres qualités, mais il est dit aujourd'hui que le bachot fait l'homme – sont assistés et orientés par leur famille pour obtenir de vive force les titres dignes de leur condition. D'autres, au contraire, qui peut-être pourraient réussir, sont consignés dans des établissements où, faute d'émulation et de stimulation intellectuelle, ils restent perdus dans la masse sans grand espoir d'en sortir. Il faut avoir des parents avertis et des appuis pour fréquenter les établissements où l'on va encore pour s'instruire et qui fonctionnent déjà, même s'ils sont publics, comme des établissements privés.

Ce qui est sûr, c'est que l'école est désormais une institution dont on n'ose pas encore se passer malgré la prophétie d'Ivan Illich (3), et la surévaluation des techniques de communication, mais qui est de moins en moins considérée par l'opinion. Lorsque jadis un enfant rentrait chez lui avec de mauvaises notes, il était le plus souvent réprimandé ; maintenant, il n'est pas rare que les parents s'en prennent au maître lui-même. Cet abaissement de l'école a des causes dont la dégradation des locaux et l'insuffisance notoire des traitements ne sont peut-être pas les principales.

SELÇUK

Il devient, en effet, difficile d'être attentif à ce que l'école représente lorsqu'on est immergé dans une société productiviste et affairiste dont les critères souverains sont la compétitivité et la rentabilité. Une telle société peut difficilement tolérer une école indépendante, une école persistant à instruire selon les règles d'acquisition du savoir rationnel et de la culture. Qu'importe, par exemple, la démonstration d'un théorème puisqu'elle n'entre comme telle dans aucun procédé de fabrication, dans aucune technique de gestion. C'est perdre un temps précieux, au sens propre du mot, que de réserver son attention à des exigences intellectuelles qui ne sont pas comptabilisées par notre modernité.

Quant à la culture, si l'on excepte les privilégiés qui la devront à leur entourage, à l'assistance privée, elle se réduira désormais à l'habileté permettant de trouver ses repères dans l'environnement pour réussir dans les affaires. C'est ainsi que l'école sera si bien absorbée par la société civile qu'elle assurera une adaptation écartant tout risque de recul critique et de dissidence.

L'instituteur, le professeur, ne seront plus alors que les domestiques d'une société ne leur reconnaissant ni compétence intellectuelle ni vocation propre. Car la dévaluation de l'école est celle de la fonction enseignante elle-même, traitée comme subalterne ou marginale. On comprend qu'ainsi les vocations scientifiques et littéraires se détournent d'une fonction ne consistant plus à instruire ses semblables, à perpétuer par le savoir et la culture les exigences de vérité et de beauté. D'ailleurs ces mots mêmes sont devenus dérisoires dans un monde sans loisir au sens grec, entièrement soumis aux impératifs économiques (4).

Rendre sa dignité au corps enseignant appartiendrait donc à une volonté politique indépendante de tels impératifs. Ce n'est pas, comme on semble l'exiger de toute part, en aggravant l'asservissement de l'école au marché qu'on attirera les meilleurs esprits vers les tâches d'enseignement, mais au contraire en affirmant son indépendance et sa prééminence dans un régime républicain. Que l'idée d'une telle volonté politique n'effleure même pas l'esprit de nos hommes d'Etat, exclusivement occupés à faire marcher la boutique, c'est ce que démontrent cruellement les projets de réforme en cours.

A la merci des groupes de pression

SI peu ou si mal informée de l'étranger, l'opinion semble ignorer presque tout de la situation de l'enseignement dans les autres pays de notre Europe démo-chrétienne, au point de méconnaître l'originalité de la tradition française. On risque ainsi de perdre sans s'en apercevoir les garanties que comportent l'école publique et le principe constitutionnel de laïcité. La démocratie de consensus à l'anglo-saxonne admet un pluralisme mettant l'école à la merci des groupes de pression variant d'un comté à l'autre, d'un Land à l'autre, bientôt chez nous d'une région à l'autre. La prédication évangélique dans les collèges britanniques n'exclut certes pas les groupes de débats (*debating societies*) où se joue la comédie rituelle de la « démocratie » sans la moindre étude méthodique des questions évoquées. Est-ce un hasard si l'enseignement philosophique, qui est l'originalité de nos études secondaires, est actuellement si menacé ? (5) Son démantèlement, sinon son immédiat effacement, pourrait bien s'accompagner d'un recul de la laïcité qui fait de la France un pays à part.

S'il faut se réjouir de tout ce qui rapproche les peuples, est-ce une raison pour renoncer à l'exigence d'universalité ?

(1) Lire : Hannah Arendt, « La crise de l'éducation », *in La crise de la culture*, Folio-Essais, Gallimard, Paris, p. 229.

(2) Lire Gérard Courtois : « L'école en quête de projet », *le Monde diplomatique*, octobre 1990.

(3) Exprimée dans son livre *Une société sans école*, le Seuil, Paris, 1980.

(4) Lire : *Des sociétés malades de leur culture*, *Manière de voir n° 1, le Monde diplomatique*, 1987.

(5) Voir : Rapport de la commission Bouveresse-Derrida, collectif pour l'enseignement philosophique, *Révolution*, n° 553, octobre 1990.

* Normalien, agrégé de philosophie.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de novembre 1990 a été tiré à 180 000 exemplaires.